

Lendemain difficile pour M^{me} Aquino

Au nom de Dieu et de la démocratie, patience pour Cory ! Cette prière, l'église catholique des Philippines, grande force morale et puissance politique entre toutes, estime déjà nécessaire de l'adresser, telle une supplique, à ses fidèles. Et cela trois semaines à peine après le triomphe de la « révolution ».

Hier, par son engagement aux côtés de la candidature de l'opposition, par son appel à la résistance populaire, la hiérarchie avait porté le coup de grâce à la dictature. Aujourd'hui, alors que l'enthousiasme se dissipe dans les rues et les bureaux, les catholiques, et ceux pour beaucoup les lundismes de l'après-Marcos, sont encore bien loin de chanter l'église demande que l'on prolonge l'état de grâce pour la présidence d'un moins deux ou trois mois.

L'archipel, en effet, reste au bord du gouffre. Sans doute les causes profondes du triomphe de la nouvelle présidence, ses premiers gestes de conciliation et de réconciliation, mais aussi l'impulsion et la capacité portées par l'opposition, auront-ils aux Philippines et à l'étranger, des effets positifs durables. Mais, outre que d'autres se dissipent, le passé et les contradictions, même successivement récapitulées, paraissent toujours fait d'anciens alliés de M. Marcos, de représentants de l'oligarchie traditionnelle, de bourgeois modérés et de réformateurs, sont restés à l'arrière-plan. Le pouvoir national ou d'un national républicain de forces antagonistes, compromis inévitablement mais provisoirement, émerge de la pénombre.

Chaque jour apporte de nouvelles preuves, ici de l'impétuosité, là des exigences. Par exemple, question primordiale, que vont faire les communistes, jusqu'ici engagés — avec succès — dans la voie de la guerre révolutionnaire ? Déposer les armes pour de bon, sortir de la clandestinité et opter pour le jeu parlementaire ? Raccrocher ses M-16 le temps d'un trêve et attendre l'application de réformes au risque de voir les Etats-Unis profiter de l'absence pour transformer l'armée gouvernementale en un outil efficace de lutte antiterroriste ? Des réformes optimistes ont fait état ces derniers jours de trêves tactiques, de cessez-le-feu « de facto ». Le chef d'état-major vient de les démentir. Ordre a été donné de poursuivre les opérations : du nord au sud, de Luzon à Mindanao, les listes de morts continuent à s'allonger.

Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres. Car, bien entendu, il faudrait tout à la fois : satisfaire les autonomistes musulmans du Sud ; assurer au moins le minimum vital à l'immense majorité de la population, celle des bidonvilles et des campagnes déshéritées. Sa culture, de plus en plus organisée et politisée, ne cessera pas de grouder tant que régnera la faim, que sa force sera sans travail, que ses enfants frottent sans éducation et nu-pieds. Pour désamorcer la guerre civile, il faut améliorer à la fois le niveau de vie, le comportement de l'armée, celui de l'administration et de la justice.

Tout s'enchaîne, et rien ne se fera sans une relance de l'économie, sans de nouvelles concessions du FMI pour la dette, sans une aide importante de la communauté internationale. Il faut récapituler, si possible, les milliards déversés par les Marcos, faire que droite et gauche ne s'entre-déchirent pas, mettre au pas les armées privées, démanteler les vestiges de l'empire Marcos, ne pas trop froisser Washington et le Pentagone. Il faut purger un peu, mais pas trop, lancer la dynamique de la réconciliation nationale et regagner la confiance internationale. La mission n'est pas impossible, mais on comprendra que l'église demande aux uns et aux autres, amis et ennemis, de prendre leur mal en patience.

(Lire nos informations page 6.)

M. Chirac présente à M. Mitterrand la liste de son gouvernement

Relations extérieures : M. Jean-Bernard Raimond
Défense : M. André Giraud
Économie : M. Edouard Balladur

Intérieur : M. Charles Pasqua
Culture et communication : M. François Léotard
Affaires sociales : M. Philippe Seguin

M. Jacques Chirac devait être nommé premier ministre dans la journée de jeudi 20 mars, après s'être rendu à l'Élysée pour soumettre à la nomination de M. Mitterrand les membres de son gouvernement. Celle-ci était pratiquement établie dès mer-

credi soir et comportait notamment les noms de M. Edouard Balladur comme ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et de M. Charles Pasqua comme ministre de l'intérieur alors que M. Robert Pandraud serait ministre délégué à la

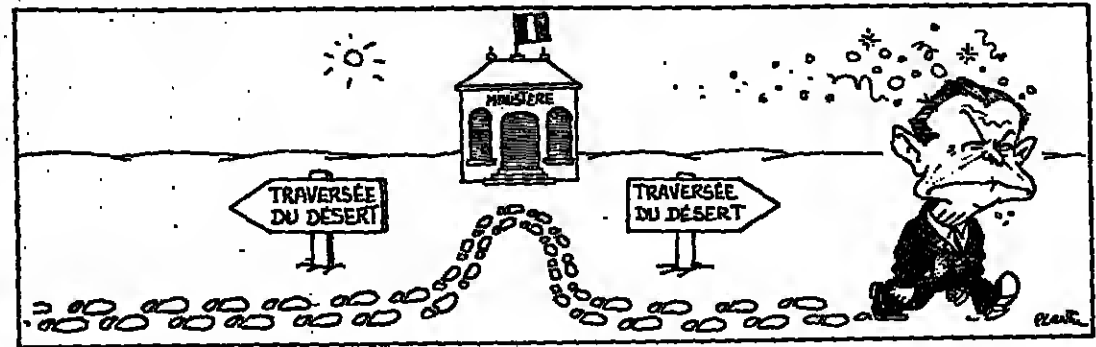
sécurité publique. Jeudi matin, M. Chirac, entouré de ses collaborateurs, avait poursuivi ses consultations en recevant notamment M. Jean-Claude Pasty, délégué du RPR à l'agriculture, et M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR.

Ce n'est que dans l'après-midi du jeudi 20 mars que M. Jacques Chirac devait confirmer son acceptation à M. François Mitterrand et devenir le dixième premier ministre de la V^e République. Le président de la République devait alors, à la fois, rendre publiques l'acceptation de la démission de M. Laurent Fabius, la nomination de M. Jacques Chirac comme chef du gouvernement et la nomination des ministres et secrétaires d'Etat dont la liste lui aura été soumise par le nouveau premier ministre.

Cette procédure groupée, inhabituelle, évite la succession des temps et réduit les délais qui président habituellement à la constitution des gouvernements. La composition du cabinet devait en effet être transmise à M. Mitterrand avant l'arrivée de M. Chirac au palais présidentiel afin que le chef de l'Etat puisse éventuellement faire connaître son avis. Le futur premier ministre souhaitait ainsi prendre un temps ultime de réflexion pour mettre au point la déclaration qu'il devait faire après sa nomination.

Lire page 9 l'article de PIERRE DROUIN :

La République à deux têtes



Ainsi, il aura fallu un total quarante-huit heures à M. Chirac pour constituer le premier gouvernement de la cohabitation. Solennellement, à 17 h 30, le maître de Paris aura pu « houcher » son ministre le jeudi à peu près à la même heure. Dès mercredi à minuit, la quasi-totalité des nominations étaient prêtes. Les consultations de M. Chirac se sont déroulées en deux temps. Il s'est d'abord adressé aux principaux dirigeants du RPR et aux responsables des formations qui composent l'UDF. Ces derniers ont ensuite « négocié » avec leurs propres mandants, ce qui a permis à M. Chirac de mieux percevoir les ambitions, les subtilités et les concurrences internes de la confédération « giscardienne ».

Hormis pour les titulaires des ministères de la défense et des relations extérieures, pour lesquels M. Mitterrand avait sou-

haité que soient nommées des personnalités avec lesquelles il puisse « travailler en harmonie », M. Chirac a été laissé à l'entière disposition de ses choix. Pour ces deux postes, on peut donc penser que l'Élysée n'a pas opposé de veto à la nomination de M. Jean-Bernard Raimond au Quai d'Orsay et de M. André Giraud à la défense. Le premier diplomate de carrière fut un collaborateur de M. Edouard Balladur au cabinet de Georges Pompidou, à l'Hôtel Matignon, puis à l'Élysée, comme conseiller diplomatique. Le second a dirigé le cabinet de l'éducation nationale sous le septennat de Georges Pompidou, avant d'être ministre de l'Industrie dans le gouvernement de M. Barre. Ces deux ministres ne sont donc pas éloignés de M. Chirac.

Les choix pour la Place Beauvau n'auraient, en revanche, sou-

levé aucune objection de la part du chef de l'Etat : M. Charles Pasqua sera ministre de l'intérieur, avec, comme ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, qui fut longtemps directeur général de la police nationale et qui dirigeait, avant de devenir dimanche dernier député RPR de Seine-Saint-Denis, le cabinet du maire de Paris. M. Chirac aura ainsi pour les problèmes électoraux et l'administration du territoire, de même que pour ceux de la police, deux de ses plus fidèles collaborateurs.

Parmi les personnalités qui sont particulièrement proches de M. Chirac étaient également cités les noms de M. Alain Chalandou à la justice, de M. Bernard Pons aux DOM-TOM, et M. Philippe Seguin aux affaires sociales.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 7.)

Le Caire : attentat anti-Israélien

Un fonctionnaire de l'ambassade a été tué et trois autres blessés.

PAGE 3

Sri-Lanka : 7 000 morts en trois ans

Les ravages de la guerre civile entre la majorité cinghalaise bouddhiste et la minorité tamoule hindouiste.

PAGE 6

Ethiopie : famine

Le pays, où 1 000 enfants meurent de faim chaque jour, pourrait connaître une nouvelle grave famine en 1986.

PAGE 36

Etats-Unis : incertitudes

Les Américains se demandent quand ils profiteront de la chute des cours du pétrole et de la baisse du dollar.

PAGE 30

Débats : Otages (2) • Étranger (3 à 6) • Politique (7 à 12) • Société (13 et 14) • Culture (24 et 25) • Communication (29) • Économie (30 à 35)

Programmes des spectacles (26) • Radio-télévision (27) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (27 et 28) • Carnet (28) • Annonces classées (30)

DU 20 AU 26 MARS AU GRAND PALAIS

La grande fête de l'édition

On ne change pas une formule qui gagne, le sixième Salon du livre ressemblera donc comme un frère au cinquième. Même lieu, le Grand Palais, mêmes heures d'ouverture, de 10 heures à 20 heures, avec une nocturne jusqu'à 23 heures le mardi 25 mars, même répartition des 1 200 éditeurs français et francophones en 470 stands répartis dans la nef et les galeries supérieures de l'immense verrière ; même sympathique cohue probable : 170 000 visiteurs sont attendus entre le 20 mars et le 26 mars, et l'allongement d'une journée de la durée du Salon ne suffira certainement pas à désengorger les allées. Le Salon du livre est devenu une fête rituelle, un moment d'euphorie curieuse : pendant une semaine, l'édition française va ignorer la crise.

Jusqu'à un dernier moment, les organisateurs se sont posé la question : Y aurait-il comme chaque année une personnalité politique pour inaugurer le Salon ?

M. François Mitterrand avait déjà fait savoir que ses occupations présentes ne lui laissent guère le loisir de parcourir, même au pas de course, les travées du Grand Palais. M. Jack Lang, dans l'impossibilité de savoir s'il serait ou non toujours ministre de la

culture en exercice, a annoncé qu'il viendrait à titre personnel remettre le « Gutenberg 1986 » du meilleur éditeur de l'année à M. Jérôme Lindon. Une manière d'être, de toute façon, présent.

Faute de tête politique officielle, les professionnels de l'édition ont donc décidé d'assumer eux-mêmes la charge de l'inauguration. Le Salon a donc été ouvert par MM. Alain Grind, président du Syndicat national de l'édition, Jacques Rigaud, président de l'Association pour le livre et la lecture, et Jean-Pierre Jouté, commissaire général de la manifestation.

Ce Salon offre, pourtant, un exemple exceptionnel de cohabitation. Les derniers réfractaires à la célébration unitaire du livre, les Presses de la Cité, ont, en effet, décidé cette année de rejoindre le troupeau après une longue bouderie. Éditeurs, libraires, distributeurs, auteurs, qui, à longueur d'année, se chamaillent, se jalourent et s'accusent dans le plus individualiste des métiers vont donc chanter pendant six jours la même partition, sur des registres évidemment différents.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde DES LIVRES

Cervantès : le mystère continue, par Florence Delay

Philosophie : Corpus an II

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Moustique », d'Henry de Montherlant

Pages 15 à 23

Michel MOHRT de l'Académie française

La guerre civile roman

«Ce livre est remarquable, il est surtout exemplaire. Ce n'est pas un livre qui s'ajoute aux autres mais qui les contient tous, les éclaire, les prolonge, confère à l'œuvre elle-même et à l'écrivain une valeur et une dimension qui n'ont pas toujours été perçues.»

André Brincourt Le Figaro

GALLIMARD nrf

débats

فكنا من الأصل

OTAGES

Le nouveau gouvernement va hériter, d'entrée de jeu, du dossier le plus difficile : celui des otages de Beyrouth. André Weil-Curiel demande que l'on reste intransigeant face aux ravisseurs. Yves Lenoir, d'un avis contraire, demande que l'on joue toutes les cartes de la négociation, l'Etat ne procédant pas du droit divin. Enfin, Alain Supiot insiste sur le pouvoir de communication des preneurs d'otages.

Jusqu'où iront-ils ?

Si nous cédon au chantage, nous récolterons la honte comme après Munich

DEPUIS la tournure prise par la « négociation » avec les terroristes des hatzballahs, le gouvernement français - il en sera du nouveau comme de l'ancien, - n'aura plus son centre de décision à Paris mais à Beyrouth, à Téhéran, à Damas ou à Baalbek.

Une poignée de terroristes, qui se passent le relais, s'arrogent la prérogative d'infléchir le cours de la justice, les mesures de sûreté, prises, à tort ou à raison, contre certains étrangers et les options, appartenant au domaine réservé du président de la République en matière de relations extérieures.

Parce qu'ils se sont emparés par la force de citoyens français, qu'ils assassinent, ou contraignent à s'avilir, ces bandits de droit islamique, tablant sur le respect que nous portons à la liberté et à la vie de tout être humain, et en particulier de compatriotes qui sont d'excellents citoyens, prétendent dicter leur loi à ceux qui nous gouvernent.

par ANDRÉ WEIL-CURIEL (*)

Ils ont compris que nos nobles sentiments nous prédisposent à devenir tous des otages.

Cette sensibilité qui est la nôtre est respectable, mais on peut se poser à bon escient la question de savoir si elle doit prévaloir sur les grands intérêts nationaux.

Qu'advient-il de notre indépendance, dont nous sommes si jaloux, de notre pouvoir de gérer nos affaires nous-mêmes, si quelques fanatiques pouvaient démontrer à la face du monde que la terreur qu'ils engendrent est un moyen efficace de peser sur nos décisions dans des domaines essentiels ?

Pourquoi se priveraient-ils demain d'exiger que nous leur payions un tribut pour poursuivre leur guerre de religion, que nous romptions nos

(*) Secrétaire national du Mouvement gaulliste populaire.

relations avec le grand Satan américain, et pourquoi pas que nous transformions nos cathédrales en mosquées ?

Avant qu'ils ne se résignent à capituler devant les conditions humiliantes posées par ces vulgaires brigands, je conjure nos gouvernants, quels qu'ils soient, de bien peser les conséquences désastreuses qui en résulteraient non seulement pour nos intérêts mais pour notre dignité.

Certes nous souhaitons ardemment que les prisonniers soient libérés, mais il est un prix qu'un grand pays ne peut pas payer sans obéir son avenir.

Au lendemain du diktat de Munich, Léon Blum a dit : « Je suis partagé entre un lâche soulagement et la honte ». Craignons que si nos gouvernants s'engagent plus avant sur cette petite glorie, qui conduit aux abîmes, il ne nous reste, sans aucun soulagement, que la honte, comme il advint après Munich...

Le piège des médias

Les ravisseurs sont avant tout les metteurs en scène d'un spectacle destiné au plus large public

par ALAIN SUPIOT (*)

LA prise d'otages participe d'une tactique aujourd'hui bien rodée, et dont les pièces essentielles sont toujours les mêmes : à un bout, l'otage, réduit à l'état de pur objet de négociation ; à l'autre, un pouvoir politique qu'il s'agit de soumettre au chantage. Et entre les deux - pièce essentielle du dispositif - les médias. Les médias qui chaque jour - les larmes aux yeux - nous passent les plats saignants mitonnés dans le chaudron libanais, reproduisent le moindre « communiqué », publient sans retard à deux honorables exceptions près les photos du cadavre que leur adressent obligamment les assassins, filment en gros plan le visage torturé des épouses décauchant sur la voie publique les lettres de leurs maris otages, etc. Le preneur d'otages est avant tout un metteur en scène qui décide du scénario, des plans et du texte d'un spectacle dont les médias

sont les réalisateurs, et éventuellement les victimes. Car s'il suffit d'ajuster un revolver sur la tempe d'un quidam pour voir tous les journalistes vous tendre un énorme mégaphone. Le résultat est encore plus assuré si le quidam est un journaliste.

Tout cela, les preneurs d'otages l'ont parfaitement compris, l'utilisent méthodiquement pour mettre les Etats visés en déroute face à l'opinion publique, et réussissent ce tour de force de faire parler d'eux tous les jours, voire toutes les heures (l'affaire Kauffmann restera de ce point de vue un modèle du genre). Qu'elle soit le fait d'une armée d'occupation ou d'un groupuscule, la

(*) Professeur agrégé des facultés de droit.

prise d'otages n'a d'impact politique que dans la mesure où elle est rendue publique. Participer à cette publicité, c'est entrer dans le jeu des preneurs d'otages, c'est faire acte de complicité par fourniture de moyens.

Les médias doivent cesser d'être le ressort essentiel d'un piège posé aux démocrates et qui ne se referme que sur elles. En privant la prise d'otages de publicité, ils sont en mesure de la priver de l'essentiel de son efficacité. Cela supposerait que les journalistes engagés dans une réflexion collective sur les manipulations dont ils sont l'objet. C'est évidemment beaucoup demander à une corporation qui a le pouvoir de dénoncer toute invitation à réfléchir sur elle-même comme une atteinte à la liberté de la presse. Mais la sauvegarde de cette liberté n'est-elle pas justement suspendue à une réflexion de ce genre ?

Fous de sacrifices, fous de Dieu, fous de la mort. Si, tout simplement, nous étions seulement des fous de vie !

ANDRÉ LAUDE
(Paris).

France terre d'asile ?

A la suite de l'expulsion vers Bagdad de deux opposants irakiens, le ministre de l'Intérieur a annoncé « une révision immédiate et complète des procédures en cause, afin de ne laisser aucun doute, dans de telles circonstances, sur le respect des droits de l'homme ».

Pour-on espérer maintenant que soit révisée par le prochain gouvernement la circulaire du premier ministre relative aux demandeurs d'asile, qui contient une disposition inadmissible ? Rompant avec la pratique antérieure, elle prévoit que tout étranger dont la demande de statut de réfugié a été rejetée par l'OFFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) doit, dans le mois, quitter le territoire français sous peine de poursuites judiciaires.

Certes, l'étranger ainsi rejeté par la France peut se rendre dans un pays d'accueil de son choix, mais il se risquerait aujourd'hui qu'il en trouve un, les auteurs de la circulaire le savent parfaitement et en conviennent en privé. Certes, une petite porte de secours lui reste en principe entrouverte : s'il parvient à prouver par des faits précis que son

retour dans son pays l'expose à des risques graves, le préfet doit transmettre son dossier au ministre de l'Intérieur, qui avisera. Mais que pourra-t-il ajouter à ce qu'il aura exposé quelques semaines auparavant à la Commission des recours des réfugiés ? La petite porte n'est même pas entrebâillée (...).

LOUIS FOUGÈRE,
conseiller d'Etat honoraire.

Une indignation trop facile

(...) Je veux bien m'en souvenir devant les trémolos médiatiques indignement étalés devant l'opinion publique à chaque attentat « terroriste », mais à la condition formelle qu'on me dise en même temps qui sont les « terroristes » distingués qui fabriquent et vendent des armes au Irak et en Iran, en Afrique ou en Amérique latine, au Moyen-Orient ou ailleurs, et qu'on me fournisse la comptabilité mortifère de ces armements. Je veux bien me scandaliser face aux victimes innocentes, mais sans innocenter les ingénieurs d'armements, leurs commanditaires et les ministres signataires des contrats de vente.

Certes, si la France ne vendait pas d'armes, d'autres le feraient à notre place et notre balance commerciale en souffrirait. Mais devrais-je assomoir mes-mêmes la vieille dame isolée du dix-huitième arrondissement sous prétexte qu'un autre est prêt à le faire ? (...)

RENÉ CRUSE
(Genève).

Deux poids, deux mesures

Le développement de la situation des otages au Liban nous révèle bien des surprises.

Ainsi, M^{me} Carton (femme de l'un des deux diplomates emprisonnés) a accusé Paris de « valoir les négociations ». M^{me} Joëlle Kauffmann a demandé la démission de M. Joxe et le licenciement des fonctionnaires responsables. M^{me} Seurat a déclaré que « M. Joxe avait assassiné son mari » (cette déclaration est d'autant plus infondée que Michel Seurat a sans doute été tué avant l'expulsion des deux irakiens et sûrement à cause de la nature de ses recherches).

Quant aux preneurs d'otages, ils deviennent des victimes de la politique française au Proche-Orient. Je pense que ces derniers doivent même être surpris de l'ampleur donnée à leur action (...).

Le plus extraordinaire consiste à constater qu'on a presque passé sous silence l'assassinat d'un officier français, observateur au Liban, par un franco-tireur. De même, le problème des otages juifs du Liban n'est presque jamais abordé dans la presse internationale. Deux poids, deux mesures...

ROBERT PICARD
(Paris).

« Quelque chose de fou »...

Seurat, Kauffmann, Carton, Fontaine, Rochot, Hansen et tous les autres... Jihad laetitia, l'attente de Joëlle, Mary, Laetitia, Alexandra, des parents, des amis...

Les mots : toujours les mêmes. Colère, dégoût, révolte, impuissance. Que faire ? Au point où nous en sommes, je rêve à quelque chose de fou : de Paris, de Bruxelles, de Stockholm, de Madrid, de New-York, etc., décollent dix et dix dizaines chargées de journalistes, diplomates, observateurs... Pleins à ras bord. Charters pour l'espoir. Nous débarquons à Beyrouth. Immense foule boursine, nous marchons vers les quartiers où règnent les « fous de Dieu ». Calmes, fraternels, femmes et hommes de dialogue, avec la volonté de comprendre, d'écouter...

Crosses en l'air ! Jean-Paul, Marcel et Marcel, Michel, Philippe et tous les autres, vivants surgissent, maigres, épuisés, joyeux. Le vert de l'islam éclaire le bleu de la mer, le rouge du sang chante à nouveau, pacifique et libre.

A la saison atroce des kalachnikov succède la saison des cédres du Liban. Fraternité retrouvée. Dans la différence, reconnue, l'identité collective : l'humanité.

Est-ce trop rêver ?

Arrêter les provocations !

Un Etat qui ne prévoit pas de protéger ses citoyens est-il encore légitime ?

par YVES LENOIR (*)

demandé par les ravisseurs peut être retourné contre l'attitude inverse, celle maintenant envers et contre tout. En effet elle conduit à isoler les otages face à leur génocide, à dévaluer leur dignité (ce qu'il y a de pire, de plus engouffrant, humainement parlant) et à faire monter les enchères en écartant toutes les possibilités de contact et de négociation grâce à des interventions personnelles (que l'on a tout fait pour décourager).

Même la cruelle leçon de l'enlèvement des quatre reporters d'A2 n'a pas été comprise. La seule ligne humanitaire et stratégiquement défendable consiste à jouer de toutes les cartes qui peuvent tendre la situation, c'est-à-dire la complexifier vers le bas, pour l'éloigner le plus possible des enjeux politiques et idéologiques, pour amener à une réduction du niveau des exigences et pour ouvrir l'éventail du marchandage... sauf si on dispose des moyens d'une action de commando, capable de solliciter la coopération du mieux placé, l'Etat d'Israël. Mais les événements récents ont montré son impuissance dans le même genre de situation.

Le droit divin

Car l'histoire suggère l'efficacité des initiatives prises quand on a en face de soi des adversaires de ce genre, très rigides en façade et vulnérables dès qu'on prend la peine de les connaître. Après tout, c'est avec des camions et de l'argent que Walenberg a évité la chambre à gaz à des milliers de juifs ; ce sont des interventions privées, et beaucoup d'argent a dû passer d'une main à l'autre, qui ont rattrapé l'échec de la tentative pour récupérer militairement les cinquante-dix otages américains de Khmeiniy, preuve que rien n'est jamais complètement perdu, à moins de le déclarer... Il n'est donc certainement pas trop tard pour s'engager dans cette voie, ce qui suppose d'arrêter immédiatement les provocations stériles.

Il est tout à fait déplorable que quatre personnes soient restées détenues de longs mois, et proprement inconcevable que la vision que l'on a du problème, cité français, et la manière de le traiter n'y soient pour rien.

Les questions les plus importantes qu'à mon sens pose l'affaire partent de l'observation suivante : pourquoi y a-t-il eu un tel consensus pour le raidissement dramatique, pour donner

(*) Informaticien.

ner à croire que la démocratie serait menacée dans ses fondements, ainsi que tous les citoyens français à l'étranger, si on renvoyait à Téhéran et Tripoli les quelques terroristes chiites exigés en échange de la liberté de nos compatriotes ? Qu'est-ce que l'on cherche ainsi à exorciser ? Qu'y a-t-il derrière cette logique qui présente comme préférable la perspective d'une issue irréversible à l'importer quel compromis, la mort de citoyens dont on fera les héros d'une cause obscure à une négociation qui, parce que ses résultats ne seraient pas extrêmes, saurait l'honneur du pays.

Pour moi, il s'agit, dans une mesure limitée, certes, mais sur un mode majeur, d'un exemple concret de mise en pratique de la doctrine de dissuasion de l'Etat. Selon celle-ci, le sacrifice de la population civile, qu'il ne faut donc surtout pas protéger, rendrait crédible la menace de représailles nucléaires : car si l'Etat militaire échoue, si sa stratégie du tout ou rien s'avère un jour une erreur malgré la surpuissance que lui confère la possession de l'arme nucléaire, alors les peuples doivent mourir. L'éventualité de la fin de la société est la clé de voûte du discours et de la gestualité étiologique sur la défense. En quelque sorte la mort de tous garantit la pérennité de l'Etat, et en vertu de cela le sort des otages de Beyrouth n'est pas de sa responsabilité.

Quand la défense de la vie et de la dignité de chacun n'est pas l'exigence suprême, c'est que l'Etat procède du droit divin, est situé hors du contrôle sur les questions de vie ou de mort, comme si elles touchaient à son essence. L'Etat n'est plus depuis longtemps l'objet d'un débat social, il s'est statufié hors d'atteinte sur un piédestal. Voilà pourquoi la mort d'un otage est ici et dans ces conditions politiquement gérable, pourquoi il fallait refuser a priori la démission, d'un P. Joxe, tout comme celle de L. Fabius après le coulage du Rainbow Warrior, pourquoi tous ceux qui aspirent au pouvoir s'accrochent sur la justesse du schéma sinon sur le déroulement des opérations.

Car en définitive ce qu'il faut éviter à tout prix, ce sont les questions fondamentales.

Un Etat est-il encore légitime, qui ne prévoit pas de protéger les citoyens, mais au contraire de les exposer ou les laisser exposés quand ses structures ou son même schéma sont en position (l'idée qu'il s'en fait) sont menacées ?

Sous quelles Fourches caudines le peuple français n'a-t-il accepté de passer pour que cette question, la précédente, n'ait jamais fait l'objet d'un débat ?

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Robert Berne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
370 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Robert Berne-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Veret
Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 55 p. ; Italie, 80 p. ; Israël, 80 p. ; Liban, 1 500 L. ; Lituanie, 238 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Thaïlande, 1,80 \$; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,30 \$; Venezuela, 110 bs.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

697 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 080 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; non abonnés non invités à formuler leur demande sans signature au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les mandats par chèques d'imprimeur.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

étranger

PROCHE-ORIENT

Egypte

Une fonctionnaire de l'ambassade d'Israël assassinée au Caire

Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a fait part de son « profond bouleversement » à la suite de l'assassinat, mercredi 19 mars, d'une Israélienne membre de l'ambassade d'Israël au Caire. M. Peres n'est « pas » « convaincu » que les autorités égyptiennes « captureront et châtieront les coupables ». Un avion de l'armée de l'air israélienne a rapatrié, ce jeudi, les autres Israéliens blessés dans cet attentat.

De notre correspondant

Le Caire. — Le régime du président Mubarak, déjà affaibli par la récente rébellion de la police, vient de subir un nouveau coup dur avec un attentat anti-Israël : mercredi 19 mars dans la soirée, à moins de 2 kilomètres du palais présidentiel, quatre fonctionnaires de l'ambassade d'Israël, détachés au pavillon de l'Etat hébreu à la « Zone industrielle du Caire », ont été la cible de rafales d'armes automatiques.

Bilan : une jeune femme tuée, Elvy Talor, et trois blessés, dont un dans un état grave. Les agresseurs, quatre selon les témoins, gagnaient les Israéliens à bord de deux voitures. La première a fait une queue de poisson au véhicule des responsables du pavillon israélien, tandis que

de la seconde partaient des rafales de fusils d'assaut.

Selon la presse, il semble que les Israéliens aient répliqué puisqu'un revolver, récemment déchargé, a été trouvé dans la Peugeot des fonctionnaires. Au milieu de la panique générale, les agresseurs ont réussi à prendre la fuite bien avant l'arrivée de la police. Toutefois, certains témoins ont relevé la présence d'immatriculations d'un des deux véhicules des agresseurs.

Le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, qui s'est rendu sur les lieux de l'attentat, a fait boucler le quartier et établir des barrages à toutes les sorties du Caire. Les contrôles ont été intensifiés à l'aéroport du Caire, situé non loin des lieux de l'attentat.

Celui-ci porte gravement atteinte à la crédibilité des responsables égyptiens de la sécurité, qui affirmaient encore récemment que « l'Egypte reste un havre de paix » et « l'Egypte reste un pays sûr ». En effet, ce qui au départ semblait être des incidents isolés prend aujourd'hui l'allure de série noire. Les diplomates et fonctionnaires israéliens sont devenus des cibles de prédilection pour la mystérieuse organisation « Révolution égyptienne », qui a revendiqué l'attentat.

« Révolution égyptienne », par le canal d'agences occidentales, a déjà réclamé la paternité des deux atten-

tats anti-Israéliens perpétrés en Egypte. En juin 1984, un fonctionnaire de l'ambassade de l'Etat hébreu avait été blessé par des coups de feu partis d'un véhicule circulant à vive allure. En août 1985, l'attaché administratif de l'ambassade était tué par des inconnus en voiture.

Dans les trois cas, les agresseurs ont utilisé la même méthode et les mêmes armes, des fusils Kalachnikov. Faut-il chercher les coupables du côté d'un groupuscule palestinien extrémiste ou des intégristes musulmans égyptiens ? Quel qu'il soit, l'affaire aura sans doute des répercussions négatives sur les relations égypto-Israéliennes. L'attentat a eu lieu le jour même de la visite du ministre israélien du Commerce, M. Avraham Shafir, au pavillon de l'Etat hébreu à la foire, et quelques heures après la reprise, dans la capitale égyptienne, des négociations sur l'enclave syrienne de Tabat (1 kilomètre carré sur le golfe d'Alaba).

L'attentat a eu lieu le jour même de la visite du ministre israélien du Commerce, M. Avraham Shafir, au pavillon de l'Etat hébreu à la foire, et quelques heures après la reprise, dans la capitale égyptienne, des négociations sur l'enclave syrienne de Tabat (1 kilomètre carré sur le golfe d'Alaba).

Enfin, il intervient alors qu'une délégation commerciale soviétique est en visite au Caire et que le roi Hussein de Jordanie est attendu ce jeudi 20 mars dans la capitale égyptienne pour danser au palais avec le roi saoudien dans le processus de paix au Proche-Orient.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Israël

La lutte pour le contrôle du Hérout illustre la poussée des juifs orientaux

De notre correspondant

Jérusalem. — Le Hérout passe ses plumes. Après s'être battu froid pendant quelques jours, les deux grands rivaux du parti — MM. Yitzhak Shamir et David Lévy — ont renoué un timide dialogue. Le fraais réconcilié, la boudoir s'achève, et la réconciliation qui s'annonce restera pour un temps une unité de façade. Le Hérout tiendra sans doute assez vite une « mini-convention » pour entériner les revendications et la liquidation des conflits en souffrance, sur lesquels ses chefs auront pris soin cette fois de s'entendre par avance. Mais les insultes et les coups d'échec dans les tribunes du quinquagésime congrès, la semaine dernière, laisseront de profondes cicatrices (le Monde du 14 mars).

Le divorce entre MM. Shamir et Azaïs d'une part, Lévy et Sharon, de l'autre, ne tient pas à l'idéologie. Les premiers, animaux politiques à sang froid, calmes et calculateurs, et les seconds, fouguesux tribuns, un brin démagogues, partagent les mêmes dogmes de l'intransigeance nationaliste : refus de toute concession au monde arabe, poursuite de la colonisation des territoires occupés, mise à l'index de l'OLP, rejet de toute entité palestinienne. Dans un langage et un style différents, ils expriment la même vision d'Israël : « Grand Israël » intangible et sûr de son droit.

La discorde est ailleurs. Elle résulte à la fois du choc des ambitions personnelles et d'une querelle de générations sur fond de rivalités ethniques. Dans l'entourage de MM. Lévy et Sharon, veulent ravier au troisième — M. Shamir, actuel « patron » du Hérout — le parti hérité en 1983 de M. Menahem Begin. Pour y parvenir, ils ont noué une alliance de circonstance. L'un et l'autre entendent bien, l'objectif atteint, reprendre leur liberté. Déjà, M. Shamir, par un coup de force ou en ruinant son édit, c'est l'empêcher de succéder dans sept ans — comme le veut l'accord d'union nationale — au chef du gouvernement travailliste, M. Shimon Peres, ou, du moins, le contraindre à démissionner avant terme. Bref, c'est relancer le jeu politique à droite par une nouvelle donne.

Les ambitions de M. Lévy

Dans cette guerre d'hérédité, M. Lévy joue le premier rôle. Il a cherché l'affrontement, « chauffé » ses partisans et trouvé M. Sharon à ses côtés au moment de l'assaut. En attendant le prochain round, M. Lévy a la conscience en paix. Son raisonnement est simple. La « vieille garde » rassemblée derrière M. Shamir est devenue, dit-il, minoritaire. L'empire que les anciens compagnons de M. Begin maintiennent sur le Hérout est une séquelle de l'histoire. Une poignée d'appareils, quels que soient leurs services rendus, n'ont pas le droit de « verrouiller » le Hérout. Le sang neuf qui irrigue le corps du parti doit monter à sa tête. L'Etat-major doit redéfinir la base et les militants se reconnaître dans leurs ebeis. L'équité et la démocratie commandent un changement de « patron ». Cet homme neuf, qui est-il, conclut M. Lévy, sinon moi ?

Quand M. Begin régnait, le Hérout n'était qu'un parti. A mesure qu'il consolidait son implantation dans l'électorat, il ouvrit grand ses portes, se rajouta et se renouvela, sauf au sommet. Ce dynamisme contrastait alors avec l'ankylose d'un Parti travailliste engourdi et trop centralisé, qui a depuis, lui aussi, commencé à mûrir. Cette métamorphose du Hérout, dont il fut un des artisans,

● Les otages du Liban : mise au point de M. Omrane Adham. — L'homme d'affaires syrien, qui se présente comme émissaire du président François Mitterrand dans l'affaire des otages français au Liban, a démenti, mercredi 19 mars, avoir un « lien de parenté » avec M. Kamal Adham, beau-frère de roi Fayçal d'Arabie saoudite et ancien chef des services de sécurité saoudiens (le Monde du 19 mars).

● Trois morts à Beyrouth. — Un nouveau-té, une jeune femme et un homme ont été tués et onze autres personnes blessées, mercredi 19 mars, lors d'accrochages entre miliciens musulmans et chrétiens sur la ligne de démarcation. Les combats ont duré deux heures, certains tirs de mortiers atteignant des quartiers éloignés de la ligne de démarcation. — (Reuter.)

M. Lévy veut la parachever par son propre sacre. En 1983, la démission soudaine de M. Begin l'avait pris par surprise. Il défia une première fois M. Shamir, mais perdit. Aujourd'hui, il est prêt. « Le Hérout, assure-t-il, est ma maison, ma forteresse. J'y ai la majorité absolue ».

L'assaut de M. David Lévy prend l'allure d'une revanche ethnique. Porte-parole autoproclamé des communautés séfarades qui donnent au Hérout de 1986 son visage oriental, chante inspiré du « second Israël », pauvre et trop longtemps humilié, l'ancien dirigeant syndicaliste donne à son combat personnel un petit air de vengeance sociale. Quand il affiche son dédain pour les bourgeois, crâtes austères du « bel Israël », prompts à manipuler l'appareil pour rester en place. Quand il brocarde le « cher professeur Moshe Azaïs ». Quand il dit « eux » et « nous » pour se dire « Polonais » et « Marocains ».

Réduire la crise du Hérout à son seul aspect ethnique serait évidemment simpliste. M. Sharon n'a rien d'un Maghrébin, et la droite israélienne n'a pas le monopole du recr-

tement séfarade. Il n'empêche que la lutte pour le contrôle du parti illustre la poussée des juifs orientaux et témoigne, au bout du compte, de leur intégration politique en cours. La réponse ethnique des discours de M. Lévy lui vaut plus d'un quelbêt. Ses censeurs voient dans ce « Marocain professionnel » un « diviseur » chez qui se mêlent dangereusement un nationalisme radical et un populisme bon marché. Le « style Lévy » indigné ou inquiet. La manière qu'il a de piétiner les procédures ou de réduire au silence ses adversaires — en laissant couper les micros si besoin — n'est pas le meilleur gage de sa tolérance.

Mais, dans ce combat des chefs, M. David Lévy devrait, tôt ou tard, trouver sur son chemin plus ou moins résolu que lui en la personne de M. Ariel Sharon. On peut compter sur l'ancien ministre de la défense pour tirer le jour venu les marrons du feu. Pour neutraliser puis vaincre ce survivant coriace qui contrôle un tiers du parti et caresse un seul projet — devenir premier ministre, M. Lévy devra durcir son cuir et ne jamais baisser sa garde.

J.-P. LANGELLIER.

Demjanjuk est-il « Ivan le Terrible » ?

Jérusalem (AFP). — L'homme répondant au nom de John Demjanjuk, incarcéré en Israël et accusé de « crimes contre l'humanité », est-il le véritable « Ivan le Terrible », qui participa au massacre de juifs au camp de Treblinka ? La question est ouvertement posée en Israël après la révélation rendue publique, mercredi 19 mars, par la radio israélienne selon laquelle le véritable Demjanjuk aurait été tué en 1943 au cours de la révolte de Treblinka. Abraham Goldfarb, un survivant juif de Treblinka, établi en Israël, avait affirmé, il y a déjà quelques années, que Ivan Demjanjuk avait été tué au cours de la révolte de Treblinka en 1943, a rapporté mercredi la radio.

Abraham Goldfarb, décédé il y a un an, avait fourni ce témoignage à une étudiante israélienne, et ce document vient d'être retrouvé dans les archives du Centre de recherche sur l'Holocauste de l'université Bar-Ilan, proche de Tel-Aviv, a souligné la radio.

C'est le second témoignage affirmant que John Demjanjuk a été tué à Treblinka. Un premier témoignage en ce sens avait été fourni il y a deux semaines par un survivant espagnol, Antonio Garcia Ribbes, âgé de quatre-vingt-trois ans.

L'inculpé, extradé des Etats-Unis le 28 février dernier, a toujours nié les accusations portées contre lui.

DIPLOMATIE

LA PARTICIPATION ALLEMANDE A L'IDS

Les dernières difficultés entre Bonn et Washington ont été aplanies

De notre correspondant

Bonn. — Américains et Allemands de l'Ouest se sont mis d'accord sur les grandes lignes de leur coopération dans le cadre de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Les dernières difficultés ont été aplanies au cours d'une rencontre de deux heures entre le chancelier Kohl et le secrétaire d'Etat américain à la défense, M. Weinberger, qui a eu lieu, mercredi 19 mars en marge d'un exercice militaire sur le terrain de manœuvres de l'OTAN de Grafenwörth. Le ministre allemand de l'Economie, M. Bangemann, se rendra la semaine prochaine à Washington pour régler les derniers détails et signer les deux volets de l'accord.

En l'absence de précisions sur la teneur des discussions, il reste difficile d'apprécier ce qu'a obtenu le chancelier. Il semble néanmoins que les Américains ont imposé, sinon une participation financière du gouvernement de Bonn à l'IDS, du moins sa participation au travail de coordination avec le Pentagone s'agissant des activités confiées aux firmes ouest-allemandes.

Dès la première mission de M. Bangemann à Washington, en janvier dernier, la délégation ouest-allemande avait dû céder devant l'insistance du Pentagone et accepter de séparer les négociations sur l'aspect général de la coopération

technologique entre firmes américaines et allemandes des aspects participants concernant l'IDS. Le mandat initial de M. Bangemann, fixé le 18 décembre dernier par le conseil des ministres, prévoyait que l'IDS n'était qu'un des chapitres de la négociation globale.

L'affaire de l'IDS menaçait, ces dernières semaines, de devenir un nouveau sujet d'embarras pour M. Kohl. Des informations publiées par la presse ouest-allemande, faisaient état du refus des Américains de considérer sérieusement les demandes de Bonn. Dès sa déclaration gouvernementale du 18 mars 1985, où il affirmait un appui politique clair à l'initiative du président Reagan, le chancelier avait lié la participation de la RFA à une phase de recherche de l'IDS à une véritable coopération, comportant notamment un échange des connaissances acquises. Cette exigence avait été à nouveau formulée en décembre dernier, en même temps que le refus de Bonn de s'engager financièrement.

Surveillée de près, à domicile, à la fin par l'aile droite du Parti démocrate-chrétien et la CSU bavaroise, partisans farouches de l'IDS, et par son ministre des Affaires étrangères libéral, M. Genscher, hostile à un engagement du gouvernement en tant que tel, M. Kohl avait néanmoins promis de parvenir à un accord au moment de Pâques.

Devant le risque d'une impasse, il avait écrit lui-même au président

Reagan, au début de la semaine dernière, pour lui demander de prendre en compte les intérêts ouest-allemands.

L'administration américaine a-t-elle éprouvé le besoin de tirer le chancelier de ce mauvais pas en acceptant un compromis permettant au moins à celui-ci de sauver la face ? Toujours est-il que la dernière délégation envoyée à Washington pour poursuivre la négociation est rentrée dimanche à Bonn plus optimiste que de coutume.

Les Américains auraient notamment partiellement cédé sur deux exigences de forme de la partie ouest-allemande : l'inclusion de Berlin-Ouest dans la partie de l'accord consacrée à l'IDS proprement dite, et son refus de faire trop ouvertement du ministre ouest-allemand de la défense le correspondant du Pentagone sur cette question.

Des clauses secrètes

Sous ces « chloiseries », se cache en fait la crainte du gouvernement de Bonn, autant pour des raisons intérieures qu'en raison des répercussions prévisibles sur ses relations avec l'Est, de faire apparaître l'accord comme purement militaire. Contrairement aux vœux du Pentagone — c'est la raison pour laquelle le gouvernement avait, à l'origine, prévu de noyer l'IDS dans le cadre plus large de la coopération technologique — Bonn cherchait à lui donner la forme la plus innocente possible. C'est pour la même raison que, contrairement au souhait de la droite de la CDU, la direction de la négociation avait été confiée à M. Bangemann, en sa qualité de ministre de l'Economie.

Les termes du compromis, en ce qui concerne Berlin-Ouest, ne sont pas clairs pour le moment. En revanche, il semble que la coordination aient accepté que des opérations concernant l'IDS, du côté allemand, soit officiellement effectuées par le ministère des finances, étant entendu que celui de la défense disposerait de sa propre cellule.

En revanche, on ignore tout, pour le moment, des garanties que le chancelier a pu obtenir concernant l'utilisation par les firmes ouest-allemandes des travaux réalisés pour le compte de leurs correspondants américains et, d'une manière générale, des nouvelles règles du jeu en matière d'échanges de technologies. M. Kohl s'est déclaré satisfait à l'issue de ses entretiens avec M. Weinberger, mais il s'est bien gardé d'entrer dans le détail. Comme les Américains insistent apparemment pour qu'une partie au moins des clauses de l'accord soient gardées secrètes, il est bien possible qu'on ne le sache jamais vraiment.

HENRI DE BRESSON.

AFRIQUE

Angola

LA LIBÉRATION AU ZAIRE DES OTAGES DE L'UNITA

Tension diplomatique entre Kinshasa et Luanda

Les cent quatre-vingt-dix-sept étrangers capturés, le 1^{er} mars dernier, à Andara (nord-est de l'Angola), par l'UNITA, le mouvement d'opposition armée au gouvernement angolais, puis libérés samedi 15 mars, se trouvaient tous, jeudi 20 mars, à Kapanga, dans le sud-ouest du Zaïre, où ils ont été pris en charge par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ils devaient être acheminés dans la journée à Kinshasa, puis, ultérieurement, à Libreville.

Ces ex-otages — Portugais et Philippins, pour la plupart, — encadrés par quarante-quatre maquisards de l'UNITA, sont entrés clandestinement au Zaïre, franchissant la rivière Kasai qui sépare ce pays de l'Angola. Le chef de l'Etat zairois, le maréchal Mobutu, a démenti que Kinshasa ait des relations avec le mouvement de

M. Jonas Savimbi et a ordonné que les quarante-quatre maquisards soient déarmés et expulsés.

De leur côté, les autorités de Luanda ont demandé que le Zaïre renvoie en Angola les anciens otages, ainsi que leurs « ravisseurs-criminels ». Luanda s'est déclaré surpris que le gouvernement de Kinshasa ne soit pas entré en contact avec les autorités angolaises dès l'entrée au Zaïre des prisonniers. On souligne, à Kinshasa, que depuis 1978, date de la normalisation des rapports anglo-zairois, le gouvernement zairois respecte « scrupuleusement » les accords signés avec l'Angola, qui impliquent le maintien de relations de bon voisinage entre les deux pays. Kinshasa a récemment démenti de nombreuses informations selon lesquelles l'aide officielle américaine à l'UNITA transiterait par le Zaïre. — (AFP, Reuter.)

MARIE CHAIX

MARIE CHAIX

Un 21 avril à New York

JOURNAL 1980-1982

Ce journal parle d'une femme que sa vie promène de New York à Paris, du Vermont à Venise. Il dit l'amour, les joies, les peurs, la traversée des jours et des saisons d'une « ramasseuse » de souvenirs.

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

SEUIL

هكذا من الأصل

EUROPE

Grande-Bretagne

Andrew met fin à ses errements

De notre correspondant

Londres. — Elle est secrétaire, lui, officier de marine. Il ne se marie. Aussi simple que cela, mais la banalité du fait-part confère au mariage une importance particulière. La foule se pressait, mercredi 19 mars, aux portes du palais de Buckingham, pour l'annonce officielle des fiançailles, et la télévision britannique a interrompu ses programmes pour une émission en direct.

Voici des semaines que des hordes de journalistes poursuivent de leur redoutable assiduité professionnelle Miss Sarah Ferguson, « Fergie » pour ses intimes.

Le fiancé n'est autre que le prince Andrew, deuxième fils de la reine, futur duc d'York, quatrième personnage dans l'ordre de succession au trône. Mais son Altesse royale, avec toute la familiarité due à son rang, sous le règne des médias, est plus connue comme « Randy Andy » — traduite au bas mot : « Ce coquin de Dédé », — car il y a longtemps que dans le feuilleton le plus populaire au monde ce prince fringant s'est vu attribuer le rôle du « chaud lapin ».

Combien de chapitres ont-ils été écrits sur les multiples « aventures » d'Andrew qui semblait préférer la compagnie de beautés à la mode plutôt que celle de nobles héritières des cours européennes !

Entre autres délices scandales : cette liaison avec la provocante Koo Stark, dont on devait découvrir qu'elle n'avait rien caché dans un film érotique. On dit que la reine, « très inquiète », n'a eu de cesse d'amener Andrew à se ranger. Toute la famille se serait mobilisée pour le « caser ».

Sarah fait-elle vraiment l'affaire ? Ça se discute beaucoup. Mais, comme la note la *Daily Star* : « Après tout elle est la première girlfriend à peu près décente qui soit passée à portée des baisers d'Andrew... »

On rapporte que la reine, soulagée, se serait déclarée « com-

blée de joie » par le choix de Sarah. Qu'importe que celle-ci soit un peu plus âgée qu'Andrew, qu'elle ait eu, elle aussi, d'autres « relations », notamment et récemment avec un playboy de vingt ans son aîné, le manager du pilote de formule 1 Niki Lauda...

Qu'importe que sa mère ait divorcé pour épouser un joueur de polo argentin qui, comble de mauvais goût, s'est engagé dans l'armée de son pays durant la guerre des Malouines quand Andrew était de l'autre côté, dans la Navy. Qu'importe enfin que Sarah soit d'origine relativement modeste. Il aurait été étonnant qu'on ne lui trouve pas un lointain cousinage avec un membre quelconque de la famille royale. C'est fait.

On saura tout. Le *Sun* nous apprend que le couple est « fait pour s'entendre au lit » et qu'Andrew est « incroyablement puissant ». La *News of the World* révèle que, avant de convoler avec Charles, « Diana a rêvé un moment d'épouser Andrew ». L'un des rares journaux à ne pas consacrer quasi quotidiennement des pages entières aux histoires de la cour, le *Guardian*, parle avec un royal mépris de « show business ».

Ce même mercredi, le gouvernement, dans son projet de budget, a fixé à 5 millions de livres la « liste civile » de la reine et de sa famille, une légère augmentation de 4 %, inférieure à l'inflation. A ce prix-là, comment remettre en question l'existence de la monarchie ?

Impression émue d'une habitante du village où résidait Sarah : « C'est merveilleux, ça fait oublier toutes les mauvaises nouvelles, n'est-ce pas ? » Karl Marx repose à Londres, pas très loin de Buckingham. « La religion est l'opium du peuple », disait-il. Décidément, Marx fait un peu ringard. Il est vrai qu'il n'a pas connu la culture de la famille royale britannique, ce nuage d'héroïne dans la tasse de thé des braves gens du royaume et du monde entier.

FRANCIS CORNU.

Yougoslavie

Les charmes compliqués de la démocratie à plusieurs niveaux

De notre correspondant

Belgrade. — Pendant plusieurs semaines, les « travailleurs et citoyens » yougoslaves se sont présentés aux urnes pour élire plus de soixante-dix mille « délégués », et trois millions de « délégués », qui auront à exécuter dans les quatre années à venir le « pouvoir populaire ». L'opération — qui a pris fin le dimanche 16 mars — est l'une des plus compliquées du système autogestionnaire. Elle avait commencé par d'innombrables et épuisantes réunions dans les entreprises, les « communautés locales et autres organisations de base dites socio-politiques ».

Il est malaisé d'expliquer le mécanisme électoral, qui n'est pas très clair pour de nombreux Yougoslaves eux-mêmes, car si, à la rigueur, on peut trouver dans la politique intérieure de la Yougoslavie des ressemblances avec ce qui existe dans d'autres pays, le système électoral dont Edward Kardelj, le grand théoricien du régime, avait été l'initiateur, est sans équivalent dans le monde.

En effet, au cours d'un premier « cycle » électoral, le citoyen vote dans des organisations de base.

Le scrutin indirect est secret. Sur les listes composées selon une procédure « démocratique », conçues pour assurer la présence des « meilleurs », figurent assez souvent plus de candidats que de personnes à élire. L'inconvénient est que la majeure partie de ces candidats ne sont pas connus de l'électeur. Celui-ci peut cependant rayer les noms qui ne lui conviennent pas ou en ajouter d'autres à sa guise. Les candidats de toutes les listes (et il y en a plusieurs par bureau de vote) sont patronnés par l'Alliance socialiste. L'opposition, elle, n'a aucune voix au chapitre.

Délégation

Le scrutin a donné lieu à des surprises. Il y a eu des localités et des bureaux de vote où il devra être recommencé, les candidats n'ayant pas obtenu le minimum de voix requises, soit 50 % du nombre des inscrits. Une des caractéristiques du premier cycle est que sur les listes ne figure aucun des grands patrons du régime.

Leur élection se fera plus tard, par voie de « délégués », d'abord au niveau communal puis à celui des républiques et régions autonomes. Avec ce système, le simple citoyen

n'est pas en mesure de se prononcer directement, ne fit-ce que pour le maire de sa commune, encore moins pour les dirigeants au niveau supérieur qui, pour lui, demeurent « intouchables ».

Parallèlement aux élections du premier échelon, se tiennent des élections dans les syndicats, les organisations d'anciens combattants, de jeunesse, et d'autres organisations sociales, y compris la Ligue fédérale des communistes (le parti), qui doit tenir son congrès en juin prochain. Et comme celui-ci sera précédé des congrès de la Ligue des six républiques et des deux régions autonomes, et que les postes à pourvoir sont nombreux, le remue-ménage dans la classe politique est considérable. D'autant que de multiples demandes de démocratisation de la Ligue sont adressées à ces « forums ».

Le premier ministre « battu »

Il est prématuré de se prononcer sur l'issue des tractations en cours, mais le fait est que la Ligue de Croatie avait décidé — précisément pour prouver sa volonté de démocratisation — de présenter quatre candidats pour les deux postes qui lui sont réservés à la direction collégiale du Parti fédéral. Le scrutin fut secret et son résultat inattendu. Deux des candidats, M^{rs} Milica Planinc, l'actuel premier ministre, et M. Jurij Bilic, l'un des membres les plus influents du parti corate, furent battus par deux jeunes, MM. Suvar et Rakan, le premier connu pour ses polémiques avec les intellectuels « déviationnistes » et le second comme idéologue du marxisme.

Aucune information n'a filtré sur ce qui s'est passé réellement au cours du scrutin. Lors de ce scrutin, mais la réunion fut « non-partisane » et « démocratique ». M^{rs} Planinc avait été sévèrement critiquée pour ne pas avoir réussi à enrayer au cours des quatre années de son mandat l'inflation qui continue à faire rage et la hausse des prix qui, pour les seuls mois de janvier et février de cette année, a été de 14 %. Le vote du comité central corate a porté atteinte à l'autorité de M^{rs} Planinc. Il n'a pas dépendant pas de moins, M^{rs} Planinc, conformément au principe de rotation des postes, devant quitter la direction du gouvernement en mai prochain lorsqu'elle sera remplacée par M. Mikulic, représentant de la Bosnie-Herzégovine (*Le Monde* du 20 février).

PAUL YANKOVITCH.

Suède

UN TÉMOIN S'ÉTANT RÉTRACTÉ

La police libère l'homme soupçonné du meurtre d'Olof Palme

De notre correspondant

Stockholm. — L'enquête sur l'assassinat d'Olof Palme marque de nouveau le pas. Le chef de la police et le parquet de Stockholm ont décidé, subitement, le mercredi 19 mars, de relâcher le suspect qui était interrogé depuis une semaine et qui devait être inculpé officiellement ce jeudi de « complicité de meurtre du meurtre ». Selon le commissaire Hans Holmér « un maillet important de la chaîne d'indices a manqué ». Ce retournement de la situation est d'autant plus spectaculaire que, quelques jours plus tôt, les policiers étaient catégoriques. La personne arrêtée, proche du Parti ouvrier européen (groupuscule extrémiste qui avait recueilli 391 voix aux élections législatives de l'automne 1985), était qualifiée de « menteur ». Quelques minutes après l'arrestation, l'homme avait essayé d'arrêter, sans succès, sans doute pour prendre la fuite, et il s'était ensuite enfoncé dans un bâtiment « pour se cacher ». Si plusieurs points d'interrogation subsistent, les enquêteurs n'en donnaient

pas moins l'impression d'être sur la bonne piste.

Mais l'antomobiliste, qui était apparemment le témoin-clé de la police, s'est rétracté mercredi lors d'une confrontation directe avec le suspect. Les autres soupçons qui pesaient sur celui-ci n'étaient plus suffisants, dès lors, pour justifier une incrimination ou une prolongation de la garde à vue. Cela dit, la police garde, semble-t-il, certaines présomptions, et il ne faut pas exclure de nouvelles péripéties dans cette affaire. Les résultats de l'examen technique des vêtements du suspect et du couple Palme par la brigade criminelle ouest-allemande à Wiesbaden devraient être connus dans le courant de la journée de jeudi. Les experts suédois auraient décelé des traces de poudre sur les habits de la personne qui a maintenant été remise en liberté. Par ailleurs, deux cents policiers ont ratissé ces derniers jours les quartiers proches du lieu de l'assassinat pour tenter de retrouver l'arme du crime, qui est sans doute un revolver Smith & Wesson 357 Magnum.

ALAIN DEBOVE.

A TRAVERS LE MONDE

LESOTHO

Plusieurs officiers meurent en détention

Maseru. — Le conseil militaire au pouvoir à Maseru a confirmé, le 17 mars, la mort en détention de l'ancien chef adjoint des forces paramilitaires (LPP), le général B.M. Ramotsohoane. Arrêté le 8 mars avec d'autres officiers pour s'être opposés au putsch qui a permis au général Justin Lekhanya de s'emparer du pouvoir en janvier dernier, le général Ramotsohoane a manifesté, selon la radio lesothana, des « problèmes de santé » peu après son arrivée au siège de la police. Il est mort après son transfert, à l'hôpital, le 10 mars. Le conseil militaire avait annoncé la mort du colonel Shababo Shababo, ancien chef de la LPP, arrêté dans les mêmes circonstances, des suites d'une « crise cardiaque ». Le même jour, un troisième officier serait également mort en détention. — (*Reuters*.)

PAYS-BAS

Les socialistes ont bénéficié du vote des étrangers

Amsterdam. — Le Parti socialiste PVVA, grand vainqueur des élections municipales du mercredi 19 mars, est la formation qui a le plus bénéficié de la participation des étrangers au scrutin. Quelque 80 % des 350 000 étrangers disposant du droit de vote ont donné leurs suffrages aux socialistes, selon une enquête publiée mercredi après la fermeture des bureaux de vote. Une vingtaine de candidats étrangers ont été élus dans les différents conseils municipaux. La poignée de petits partis fondés par les immigrés eux-mêmes n'a guère obtenu de suffrages, le nouvel électoral préférant les partis néerlandais établis. La participation des Marocains a souffert, dans les grandes villes, de l'appel voté du roi Hassan II à l'abstention, un appel diffusé dans toutes les mosquées, qui a donné lieu à de vives discussions entre Marocains de gauche et royalistes. Sur le plan national, le Parti socialiste a obtenu le meilleur score avec 34,4 %. La coalition gouvernementale de centre droit, composée de chrétiens-démocrates et de libéraux conservateurs, pourait tout juste conserver la majorité à la Chambre des députés si ces élections s'étaient appliquées au Parlement. Le scrutin est donc considéré comme un test pour les élections législatives du 21 mai prochain. — (*Corresp.*)

SUISSE

Deux Palestiniens condamnés

Genève. — Deux Palestiniens, MM. Abdoul Fattah, un médecin âgé de trente-quatre ans, et Mohamed Taher, vingt-quatre ans, « réfugiés » de son état, tous deux originaires du Liban, ont été condamnés par le cours d'assises de Genève à respectivement neuf ans et cinq ans de réclusion. Ils avaient été arrêtés le 28 avril 1985, une bombe sous la voiture du ministre péninsulaire de Syrie auprès de l'ONU, M. Ahmed Shaker. L'engin avait explosé sans blesser sérieusement le diplomate et son épouse (*Le Monde* du 28-29 avril 1985). Toutefois, un ouvrier, projeté à terre par le souffle de la déflagration et gravement atteint, s'était porté partie civile au procès. Une autre bombe déposée près du bureau genevois des Libyan Arab Airlines avait causé d'importantes dégâts matériels, mais n'avait fait aucune victime. A leur procès, les deux hommes ont affirmé n'avoir jamais eu l'intention de tuer, mais seulement de « donner un ébranlement aux Syriens ». — (*Corresp.*)

URSS

Vladimir Lifschitz condamné à trois ans de camp

Jérusalem (AFP). — M. Vladimir Lifschitz, un informaticien de quarante-quatre ans qui souhaite émigrer en Israël, a été condamné, le mercredi 19 mars, par un tribunal de Leningrad à trois ans de camp à régime sévère, a-t-on appris dans les milieux juifs soviétiques à Jérusalem. Accusé d'avoir « diffamé » l'URSS, M. Lifschitz a été condamné à la peine maximale prévue pour ce délit. M^{rs} Lifschitz et un ami de l'accusé seront en outre poursuivis pour avoir refusé de témoigner contre lui, ajouta-t-on de même source. M. Lifschitz avait perdu son emploi après avoir demandé, en 1981, l'autorisation d'émigrer, et s'était adressé à diverses personnalités en Occident pour solliciter leur aide (*Le Monde* du 20 mars).

AMÉRIQUES

Etats-Unis

COMPROMIS ET MARCHANDAGES AU CONGRÈS

Les parlementaires se rapprochent des thèses de M. Reagan sur l'aide aux « contras » du Nicaragua

De notre correspondant

Washington. — Le marchandage entre M. Reagan et le Congrès sur l'aide militaire à la guérilla antisandiniste est maintenant officiellement entamé. Il reste à savoir combien de temps va durer la négociation et quels seront les termes définitifs du compromis, mais il est, en revanche, à peu près certain que le président obtiendra, sous conditions, une partie au moins des 70 millions de dollars qu'il réclame pour les « contras » ou plus des 30 millions d'assistance civile qui devraient, de toute façon, leur être accordés comme l'an passé.

Mercredi 19 mars en fin d'après-midi, alors que la Chambre des représentants, dont la majorité est démocrate, débattait depuis le matin de son projet, M. Reagan a en effet adressé au Congrès un message dans lequel il s'engage à ce que les crédits éventuellement alloués aux « combattants de la liberté » ne puissent servir, durant quatre-vingt-dix jours, qu'à des opérations de renseignement et qu'à un équipement en armes défensives et en matériels logistiques et de communication. Les dépenses engagées à cet effet ne devraient pas dépasser 25 millions de dollars.

Ce délai de trois mois devrait être mis à profit pour rechercher une solution diplomatique au conflit, grâce à l'envoi dans la région de l'ambassadeur, M. Philip Habib, nommé il y a deux semaines représentant spécial du président pour l'Amérique centrale. Cet effort diplomatique devrait lui-même être supervisé par une commission de cinq membres désignés par la Maison Blanche sur proposition du Congrès, auquel elle devrait rendre

compte des tentatives effectuées. Dans le cas où celles-ci n'auraient pas été concluantes, les restrictions posées à l'emploi des fonds seraient levées — à moins que la Chambre et le Sénat ne se prononcent, sous quinze jours, en faveur d'un blocage des crédits restant en caisse. Préparé de longue date et coulé (*Le Monde* du 9-10 mars), mais avancée à la veille seulement du vote de la Chambre, ce jeudi, cette proposition est taillée sur mesure pour répondre aux inquiétudes de ceux des élus qui ne sont pas hostiles par principe à une aide militaire aux « contras », mais reprochent à l'administration de ne pas avoir véritablement recherché une solution négociée.

Rassurer

A en croire les chefs de file des représentants démocrates, le message du président n'aurait pourtant pas suffi à lui assurer la majorité dont la Maison Blanche, elle, affirmait, mercredi soir, n'être maintenant plus qu'à trois voix d'écart. On saura, jeudi soir, ce qu'il en était réellement mais il est, en tout état de cause, significatif que les dirigeants démocrates de la Chambre se soient engagés, mercredi, à inscrire à l'ordre du jour du 15 avril prochain un nouveau débat sur la question de l'aide aux antisandinistes dans l'hypothèse où le vote de jeudi aurait été négatif.

Il s'agissait, en effet, pour eux, de rassurer ceux des démocrates (et des républicains) qui, tout en estimant encore insuffisantes les concessions de M. Reagan, n'auraient pas voulu bloquer toute forme d'aide militaire. Ce geste permettrait peut-être de prolonger le marchandage, et

il a, pour cela, vivement irrité la Maison Blanche. Mais il constituait aussi un aveu de ce que l'intense campagne personnellement menée depuis deux semaines par M. Reagan lui a permis de marquer des points.

La presse et de nombreux élus ont eu beau dénoncer les relents de macabryme émanant des sommations à l'obéissance entre le communisme et l'Amérique, ou la totale absence de preuves des accusations de trafic de drogue ou d'antisémitisme militant lancées contre les sandinistes, rien n'y a fait. Sans même — au contraire, en réalité — que l'opinion exerce une pression favorable à M. Reagan, le courant a lentement évolué au Congrès en défaveur des sandinistes, de plus en plus perçus comme force totalitaire menaçant de subvertir l'ensemble de la région.

Si M. Reagan gagne jeudi, c'est un triomphe qu'il aura remporté sur le Sénat, que contrôlent les républicains, devant alors rapidement donner son feu vert. S'il perd, M. Reagan n'aura, en revanche, essuyé qu'un échec provisoire qui ne l'obligera qu'à lâcher un peu plus de lest — proportionnel au nombre de voix qui lui auront manqué. Troisième hypothèse : la Chambre oppose un refus suffisamment net au président pour le contraindre à préciser que l'objectif d'éventuelles négociations n'est pas d'obtenir un retrait pur et simple des sandinistes, mais des garanties fiables sur leur respect des droits de l'opposition et leur non-ingérence dans les affaires des autres Etats de la région. Sur ces objectifs-là, un accord négocié peut être recherché, mais cette troisième hypothèse est la moins plausible.

BERNARD GUETTA.

● Lourdes condamnations pour cinq Albanais de Macédoine

Cinq nationalistes albanais ont été condamnés, le mercredi 19 mars, à des peines allant de trois à treize ans de prison par le tribunal de Bitola, en Macédoine (sud de la Yougoslavie), rapporte le quotidien *Politika* dans son édition de jeudi. Les cinq jeunes gens, quatre étudiants et un enseignant, âgés de vingt-deux à vingt-cinq ans, ont été jugés coupables d'avoir fondé à la fin de l'année dernière une organisation illégale pro-albanaise.

MM. Tahir Hami, Merim Selmani, Gzim Kaleci, Garib Kaba et Shaban Hami avaient, selon les attendus du jugement, prôné le rassemblement de tous les Albanais vivant en Yougoslavie dans une république du Kosovo qui ferait scission de la fédération yougoslave pour se rattacher à l'Albanie. — (*AFP*.)



Salzburg Un été musical dans la ville de Mozart

A partir du 30 mars 1986 : 2 vols directs les jeudis et dimanches au départ d'Orly-Sud. Choisissez la qualité : Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : (1) 46.64.64

UNE MINUTE D'AFFAIRES A WASHINGTON 10F.



BAISSE DES TARIFS FRANCE-AMERIQUE DU NORD - 21%

Satellites, fibres optiques, Vidéotex, les Télécommunications poursuivent leur avancée technologique. C'est elle qui permet aujourd'hui une nouvelle baisse des tarifs internationaux vers plus de 30 pays, jusqu'à 21%.

Nouveaux tarifs vers l'Amérique du Nord :

- 10,10 F la mn de 10 h à 20 h, soit une baisse de 21%.

- 7,70 F la mn de 20 h à 2 h, soit une baisse de 18%.
- 6,15 F la mn de 2 h à 10 h, soit une baisse de 20%.
- 7,70 F la mn les dimanches et jours fériés français de 10 h à 2 h, soit une baisse de 12%.

Tarifs en vigueur vers l'Amérique du Nord (sauf Alaska et Hawaï) depuis le 10 février 1986.



LES TELECOMS AVANCENT LES PRIX RECULENT

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

ASIE

LA GUERRE CIVILE A SRI-LANKA

Déjà sept mille morts en trois ans

De notre envoyé spécial

Colombo. — Les tortures sont systématiques : cela va des brûlures de cigarettes sur la poitrine aux goutelettes de plastique fondus et brûlures dévastatrices sur les bras. Récemment, une quinzaine de jeunes détenus tamouls ont eu les tendons coupés pour les empêcher de fuir. Les parties génitales des prisonniers sont particulièrement visées, y compris chez les femmes. Certaines ont été violées à l'aide de bouteilles... Ce témoignage recueilli dans la région de Batticaloa, il y a quelque temps, est celui d'un prêtre méthodiste. Le révérend est toujours là-bas, avec ses ouailles tamoules, mais la presse occidentale ne peut plus lui rendre visite. Le nord et l'est de l'île d'Émirade, celle des défilés touristiques, sont en état virtuel de guerre civile. Trop de journalistes sont devenus les agents des terroristes tamouls, se lamentent devant nous M. Lathil Athulathumudi, ministre sri-lankais de la sécurité, pour justifier l'interdiction.

De manière croissante, en effet, et pour pouvoir faire leur métier, des envoyés spéciaux acceptent l'invitation des groupes indépendantistes tamouls basés à Madras, capitale du Tamil Nadu indien. « Vous voulez voir Jaffna ? Venez avec nous, deux de nos bateaux partent demain soir. » De Kumeswaram (presqu'île indienne) à la péninsule sri-lankaise de Jaffna, il y a 30 kilomètres de mer, ou de deux heures de traversée, si l'on a la chance de ne pas tomber sur un patrouilleur sri-lankais. « De toute façon », remarque en souriant M. Anton Balasingham, théoricien numéro un de la lutte indépendantiste, « nos canots équipés de trois moteurs de 60 CV sont beaucoup plus rapides que ceux de la marine gouvernementale », qui dispose de quelques vedettes de fabrication israélienne. Selon lui, les embarcations de la guérilla sont désormais munies de mitrailleuses légères. « Les marins sri-lankais préfèrent généralement éviter le contact. »

La « guerre des cocotiers », conflit sanglant qui a déjà fait autour de sept mille morts en trois ans (1), ne parvient pas, malgré ses horreurs, à mobiliser l'intérêt de l'opinion publique mondiale.

Les thèses des adversaires en présence sont connues : d'un côté la minorité tamoule hindouiste, près de trois millions d'âmes réparties un peu partout dans le pays mais majoritaires dans le Nord et certaines localités de l'Est. Une communauté passablement malintentionnée des dernières décennies, et qui se laisse peu à peu séduire par l'idée d'un mythe

que l'État tamoul souverain et indépendant souhaité par la guérilla dans le nord et l'est de l'ancien Ceylan.

De l'autre côté, la majorité cinghalaise et bouddhiste (onze millions), qui fait un étrange complexe de minorité (2) bien que 95% du gouvernement, de la police et des forces armées en soient issus. Partis d'opposition, gouvernement, armée et clergé bouddhiste, tous sont d'accord : Ceylan ne sera pas divisée, toute idée d'autonomie du Nord et de l'Est réunis en une seule entité doit être combattue. L'Inde, « encouragée » par les cinquante millions de Tamouls qui vivent sur son territoire (3) et qui se sentent solidaires de leurs « cousins » persécutés, tente, depuis trois ans, de nouer un dialogue entre les adversaires et d'arrêter le massacre. Elle n'y est pas parvenue et les négociations sont au point mort depuis deux mois.

« L'est sera chaud », estime un diplomate de Colombo, une ville étrangement calme en dépit des tueries qui sévissent à moins de 200 kilomètres d'elle. « Les forces cinghalaises veulent établir des positions fortes avant de retourner éventuellement à la table des négociations », ajoute-t-il. Les affrontements directs entre l'armée et les rebelles ne sont cependant guère fréquents. Il s'agit, la plupart du temps, de brèves escarmouches déclenchées quand un véhicule militaire saute sur une mine posée par les maquisards.

A quoi bon porter plainte ?

Une guérilla insurrectionnelle, chacun des deux camps l'a bien compris, se gagne ou se perd, auprès des populations. L'un et l'autre se privent pas de se servir des civils, tout à tour comme boucliers, comme otages ou — c'est surtout le cas de l'armée — comme d'un champ de tir. La tâche des forces de sécurité — mieux armées, plus nombreuses et mieux entraînées depuis quelques mois — se limite donc à occuper le maximum de positions et, accessoirement, à terroriser les populations tamoules.

Appelons-la Palamani. « J'ai vingt-deux ans et un bébé de dix mois. Au matin du 10 janvier, une escouade de soldats est venue frapper à notre porte. Mon mari est allé ouvrir. Tout de suite, ils l'ont frappé puis emmené. Quelques minutes plus tard, trois soldats sont revenus. Ils ont arraché mes vêtements et m'ont violée chacun son tour sur le plancher de notre hutte. Ensuite, ils ont fait la même chose à ma jeune sœur (quatre ans). Je n'ai jamais eu, depuis, de nouvelles de

mon époux. » Palamani, Chandrasek et les autres... Elles sont des dizaines, assez désespérées pour avoir signé des dépositions sous serment, emplies, pour l'instant, dans le bureau d'un avocat de Colombo.

« A quoi servirait-il de porter plainte ? », s'interroge M. Neelam Truchelvam, dernier représentant modéré du principal parti tamoul à Colombo, « puisque les atrocités solitaires dénoncées par les victimes depuis trois ans n'ont jamais abouti à la moindre inculpation. Seuls quelques soldats ont été renvoyés. D'une façon générale, les Tamouls ont tout simplement cessé de croire en la justice de leur pays. »

« J'ai vu régner une terreur permanente », nous disait encore le religieux de Batticaloa. « Au moindre incident, ils débarquent dans une localité un peu avant l'aube. Le 16 au point, ils forcent les portes et ramassent tous les Tamouls de quatorze à quarante-cinq ans ; certains en reviennent, d'autres jamais. »

Vieille méthode dite du rattachement, qui a fait ses preuves sous d'autres cieux. « Aujourd'hui », affirme d'ailleurs le ministre de la sécurité, l'Est est pratiquement nettoyé. Demain, moi encore cinq à six semaines et les opérations pourront cesser. De fait, l'objectif qui était d'établir, y

que) font régner une terreur permanente, ont été assassinés par l'un des groupes, les autres condamnant pitoyablement l'opération. Les gens de la ville ont protesté, mais cela n'a rien changé. « Il y a quelques semaines, reconnaît M. Balasingham, idéologue en chef des Tigres libérateurs du Tamoul-Élam (LTTE, le plus actif des cinq grands mouvements armés de séparation), des militants de l'ERPLF (le plus marxiste des cinq) ont obtenu de nous nos supporters à Vavuniya. Nos hommes ont arrêté le commandant local du groupe et ils l'ont exécuté. » Les affrontements qui s'en suivraient firent une dizaine de morts.

Elle avait été violée avant d'être tuée.

Convincre de s'être laissé piéger par le président Jayewardene, qui a utilisé les négociations et les deux cesse-le-feu arrachés à la guérilla pour acheter des armes et recruter de nouveaux soldats, l'Inde semble avoir décidé de fermer à nouveau les yeux sur les activités des maquisards répétés sur son territoire. Ces derniers continuent qu'ils ont retrouvé « une certaine liberté de mouvement ».

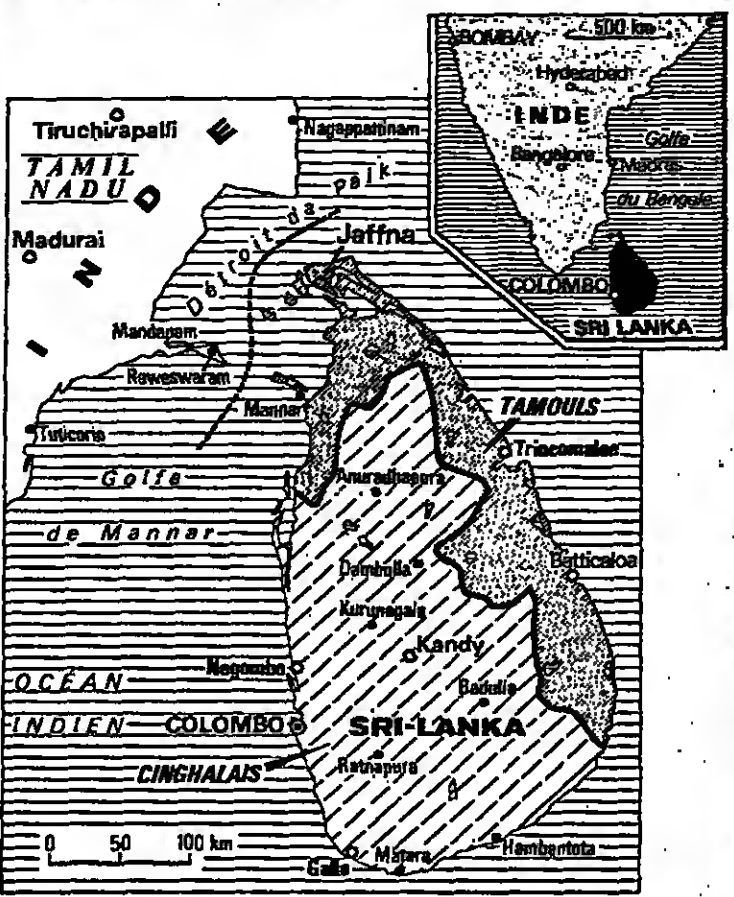
Pour Anton Balasingham, « c'est la confrontation militaire des trois à six prochains mois qui déterminera à la fois le destin des négociations et celui de notre peuple. » Place au feu donc, et tant pis pour les civils — tamouls mais aussi Cinghalais — qui font quotidiennement les frais de la guerre. « Dans quelques mois, ajoute l'homme-phare de la mouvance cinghalaise, nous aurons des dizaines de victimes innocentes, à eu lieu dans la nuit du 26 au 27 février. Officiellement, les trois chasseurs-bombardiers Marchetti (de fabrication italienne) et les hélicoptères Bell de l'armée sri-lankaise ont détruit des « caches terroristes ».

Un troisième raid a été opéré à l'aube du 12 mars sur la péninsule de Jaffna et les environs de Batticaloa. D'après les « tigres » de Madras, en communication radio quotidienne avec leurs sanctuaires sri-lankais, il y aurait en huit morts, dont un couple de retraités.

Les appareils de l'armée de l'air — une douzaine de Marchetti et une vingtaine de Bell — seraient, d'après des sources indiennes, « généralement pilotés par des mercenaires britanniques, un Belge, un Australien et un Rhodésien ». « Faux », rétorque le ministre de la sécurité, les spécialistes étrangers que nous avons embauchés ne participent pas aux opérations. Ils sont là pour entraîner nos pilotes, et certains sont déjà repartis. « Selon de bonnes sources, toutefois, les spécialistes étrangers, dont le salaire (20 000 F par mois) provoque des jalousies chez les pilotes nationaux, « payés deux fois moins cher », auraient menacé de rattrapper le coût à jamais l'un des leurs fait abattu par un Sam-7. Risque-tout, mais pas kamikaze. »

« Leur », ministre, cependant, est optimiste. « Nous avons déjà acheté l'antidote au missile sol-air, il n'y aura pas de problème », sauf si, comme certaines ambassades occidentales le craignent pour leurs touristes, un groupe plus fanatique que les autres venait à faire un carton sur un gros Boeing Air Lanka...

PATRICE CLAUDE.



Les « zones de sécurité »

Ces querelles meurtrières font évidemment l'affaire des forces gouvernementales et donnent du poids aux arguments de Colombo selon lesquels « nombre de ces prétendus guérilleros sont tout simplement des bandits de grand chemin ». Les « bandits », pourtant, sont assez organisés et équipés, pour maintenir une pression suffisante sur la guérilla cinghalaise locale et l'empêcher de sortir du vieux fort hollandais de Jaffna (bâti en 1632) dans lequel de trois à quatre cents soldats sont en état virtuel de siège depuis des mois. « Ils sont rattachés par voie aérienne et ne sortent qu'en convois blindés (des engins fabriqués en Afrique du Sud notamment, sous licence française Panhard) survolés par des hélicoptères », confirme notre avocat du Nord.

Depuis le 16 janvier, cependant, les autorités ont décrété tout autour du fort et de la soixantaine de bases militaires disséminées dans la jungle du Nord et de l'Est, une « zone de sécurité » d'un rayon de 1 000 mètres. La mesure s'ajoute à l'interdiction quasi totale de sortir leurs bateaux pour les cent mille pêcheurs du Nord, venant étudier, le 2 mars, à tous ceux de l'Est (soit environ deux cent mille de plus). De sérieux problèmes de malnutrition sont déjà visibles chez les enfants de ces marins, la plupart tamouls évidemment. L'objectif de la disposition est de restreindre les mouvements maritimes de la guérilla entre l'Inde et l'île.

« Au moindre coup de feu, explique, de Madras, M. Anton Balasingham, le secrétaire général du LTTE, les soldats peuvent désormais impunément bombarder les habitations civiles les plus proches de leur camp. » A Jaffna-Ville, cinquante mille personnes au moins sont ainsi tenues en otages par les soldats gouvernementaux du fort hollandais. A l'intérieur de leur « cordon de sécurité », se situent huit hôpitaux, neuf écoles, le bazar, la poste, le marché aux poissons, le dépôt général d'autocars, plusieurs églises et temples hindous, des milliers d'échoppes et de résidences. Il y a deux semaines, trois retraités venus toucher leur pension à la poste ont été froidement abattus par les soldats du fort.

« Notre politique n'est pas de tuer des Tamouls »

« Il faut bien que nos troupes se protègent, expliquera M. Athulathumudi, il arrive en effet que l'enthousiasme ou l'ignorance conduisent les forces de sécurité à des incidents regrettables. Mais ce n'est pas notre politique de tuer des Tamouls innocents. Nous n'oublions pas que nous avons affaire à des terroristes parmi les plus brutaux du monde. Hier encore, à Kilinochchi, on a retrouvé le corps d'une jeune Tamoule pendu à un réverbère (4). »

Philippines

M. Marcos « généreux donateur » ?

Washington (AFP). — Les documents emportés par Ferdinand Marcos dans son exil font mention de deux contributions de 50 000 dollars aux campagnes électorales des présidents Jimmy Carter et Ronald Reagan en 1980. M. Jovito Salonga, chef de la commission philippine d'enquête sur les transactions financières des Marcos, a déclaré à la télévision que ces contributions auraient été versées par la société philippine Mabuhay.

Il a trouvé trace de ces versements dans les quelque deux mille trois cents documents saisis dans les douanes américaines lors de son arrivée à Hawaii et transmis par le département d'Etat.

« L'annul avec ces documents », observe M. Salonga, « est qu'ils ne portent ni signature ni paraphe. Il s'agit simplement d'une liste dactylographiée de contributions faites par une

certaine société philippine portant le nom de Mabuhay. »

La législation américaine limite les dons aux fonds électoraux à 1 000 dollars pour les citoyens américains et interdit aux hommes politiques d'accepter des contributions étrangères. Un porte-parole de la Maison Blanche a estimé que ces informations étaient fausses, car, selon lui, une telle contribution « ne serait pas passée inaperçue ».

Au total, les documents font mention d'une vingtaine de versements, s'échelonnant entre 500 et 50 000 dollars, à des hommes politiques américains.

De son côté, l'ex-chef d'état-major philippin, le général Fabian Ver, a comparu mardi devant un grand jury fédéral de Virginie enquêtant sur des irrégularités concernant l'aide militaire américaine aux Philippines du temps de M. Marcos. Le général a fui son pays en même temps que le président.

LA CATASTROPHE DU BOEING D'AIR INDIA (329 MORTS EN JUIN 1985)

La thèse de l'attentat est confirmée par la commission d'enquête indienne

De notre correspondant

New-Delhi. — On s'en doutait : c'est bien une bombe qui a détruit en vol le Boeing 747 d'Air India, le 23 juin 1985, causant la mort des trois cent vingt-neuf personnes qui étaient à bord. L'explosion, qui a brisé l'avion en deux morceaux, s'est produite à 7 h 14 GMT, à 10 000 mètres d'altitude, alors que l'appareil, en provenance de Toronto, s'apprêtait de Londres-Heathrow, son ultime escale avant Bombay et Delhi.

La conclusion définitive de la commission d'enquête indienne, dont le rapport final (220 pages) a été remis, le 27 février, au gouvernement de New-Delhi, mais qui n'a toujours pas été rendue publique, s'appuie, selon M. Jagdish Tytler, ministre de l'aviation civile, sur des « preuves circonstancielles et directes ». La commission, dirigée par le juge B.N. Kirpal, a quatre assesseurs, a reçu copie des deux « boîtes noires » — l'enregistreur de voix du cockpit, et celui des données de vol, récupérées, grâce à une technologie française, à plus de 2 000 mètres de fond dans l'Atlantique —, des photographies, et des films vidéo des débris sous-marins de l'avion.

Seuls quelques morceaux de la carcasse et cent trente-deux cadavres ont pu être ramenés à terre. La commission a examiné plusieurs centaines de documents divers, lu une cinquantaine de témoignages écrits et entendus une centaine de personnes, parmi lesquelles un spécialiste de la firme Boeing, des enquêteurs de la police montée canadienne, des médecins légistes britanniques ainsi que des experts civils et militaires indiens.

D'après les dépositions, la bombe se trouvait dans la soute à bagages, à l'avant de l'appareil. Le rapport indien, s'il officialise ainsi la thèse de l'attentat, ne fait pas pour autant état de ses auteurs.

On se souvient qu'un lendemain de la catastrophe — l'une des plus

tragiques de l'histoire aérienne mondiale — deux groupes de terroristes indiens, l'un sikhs, l'autre cachemir, avaient revendiqué le sabotage. Les enquêteurs, aussi bien indiens que canadiens, n'ont jamais pris la piste cachemir au sérieux et se sont plutôt intéressés aux extrémistes sikhs, assez nombreux au Canada, et notamment dans la région de Vancouver.

Le 7 novembre dernier, deux sikhs, connus pour leur fanatisme et recherchés en Inde pour meurtre, avaient d'ailleurs été arrêtés par la police montée, avant d'être relâchés sous caution pour insuffisance de preuve (le Monde du 9 novembre 1985). La police canadienne poursuit son enquête et semble avoir établi un lien étroit avec une autre explosion, qui s'était produite le même jour que la catastrophe du Kanishka — c'était le nom de baptême du jumbo indien — à l'aéroport de Tokyo-Narita, et qui avait entraîné la mort de deux bagagistes nippons.

Un détecteur d'explosif inefficace

Là encore, il s'agissait d'une bombe, déposée dans une valise qui devait être chargée à bord d'un autre vol d'Air India. Selon un journaliste canadien, M. Salim Jiwa, auteur d'un livre sur l'attentat, The Death of Air India Flight 182, les deux explosions, presque simultanées, devaient se produire alors que les appareils étaient au sol et presque vides. « Les auteurs de l'attentat ne voulaient pas la mort d'autres gens », écrit-il.

Malheureusement, le vol 182, retardé au départ de Toronto par un incident technique mineur, eut lieu avec deux heures de retard... D'après la minutieuse reconstitution opérée par la commission Kirpal, le bagage piégé fut déposé au comptoir de la Canadian Pacific Air, à Vancouver, pour être chargé ensuite sur le vol Air India à Toronto. Pratique en principe interdite, le bagage fut

enregistré depuis Vancouver pour sa destination finale à New-Delhi, après qu'un passager sikhs, un certain M. Singh — mais tous les sikhs ont introduit un surnom (Jhon) dans leur patronyme — eut vigoureusement insisté auprès de l'agent de comptoir et retardé toute une file de passagers.

Le même technique fut utilisé pour la valise piégée de Tokyo, le 7 novembre, et qui devait être embarquée à bord du vol de correspondance Air India 301, une heure après l'explosion. Inutile de dire que si ces informations se confirment, les autorités canadiennes risquent gros. D'autant que, toujours selon le rapport Kirpal, le bagage piégé aurait pu être détecté à Toronto si la machine à rayons X de l'aéroport n'avait été précisément en panne ce jour-là.

Un détecteur d'explosif portable fut bien utilisé à sa place mais, beaucoup moins puissant que la machine défaillante, celui-ci n'aurait « fait retentir qu'un faible bip-bip qui n'attira pas plus que ça l'attention ». Un appareil identique fut d'ailleurs testé par la police canadienne et celle-ci découvrit que, même posé tout contre une charge de plastique d'un genre commun, l'engin n'émettait pas le moindre sifflement.

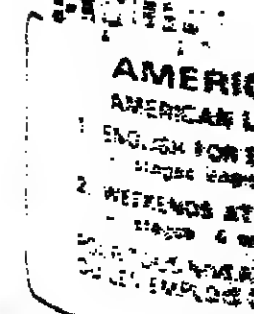
Les Loyds de Londres, assureurs d'Air India, poursuivis par les familles des victimes, se sont d'ores et déjà retournés contre les autorités canadiennes qui avaient été invitées, deux fois auparavant par New-Delhi à renforcer la sécurité des vols d'Air India.

D'après M. Salim Jiwa, cependant, l'arrestation des « vrais coupables » ne serait « qu'une question de temps (...). La police montée connaît le nom de l'homme qui a fabriqué les bombes, et celui-ci sait qu'elle soit ». Prudentes, les autorités canadiennes ne se sont pas prononcées sur les révélations du journaliste.

PATRICE CLAUDE.

C'est facile, de choisir ses vacances !

Où c'est facile, car le Gault-Millau Magazine publie dans son numéro Spécial Tourisme de mars ses 200 vacances préférées. En France et dans le monde entier. Pour tous les goûts et à tous les prix. Des plages au soleil sans la foule. Des randonnées en pleine nature. Des locations en toute liberté. Des découvertes de régions et de pays peu connus. Des astuces pour visiter les Etats-Unis à bon marché. Et, à partir de 2000 F, 140 forfaits sur les cinq continents. Vite, décidez-vous. Avec le Gault-Millau Magazine de mars.



politique

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

« Fichu métier ! »

« Fichu métier ! » : M. Mitterrand pensait aux journalistes qui font le pied de grue dans le couloir de l'Elysée et à lui-même lorsque, mercredi 19 mars, à l'heure où, d'ordinaire, s'achève le conseil des ministres, il est sorti sur le balcon pour soutenir le moral des troupes photographiques et « scribouillards », comme dirait M. Raymond Barre.

La cour était pleine, mais de visiteurs premiers ministres, point. M. Chirac, pressenti, s'est fait attendre et, jeudi matin, on l'attendait toujours. Mystérieux, comme de coutume, M. Mitterrand n'a pas dit s'il avait eu pour le chef de gouvernement de son choix les mêmes attentions que pour les journalistes auxquels, redoutant qu'ils ne prennent froid, il a offert le café.

« Fichu métier ! », pensait sans doute, le pape, M. Chirac, au même moment, en son Hôtel de Ville de Paris, où les consultations prenaient un tour kilométrique. Le premier ministre qui s'était laissé présenter la veille, qui avait accepté, dans la nuit, mais qui n'était pas encore officiellement désigné, a reçu, dans la journée de mercredi, dix-sept personnes, dont certaines ont bénéficié de deux audiences.

« Fichu métier ! », que M. Valéry Giscard d'Estaing, tout compte fait, peut se féliciter d'avoir laissé aux autres. L'ancien président de la République n'avait pas quitté son Anvergne. Hercynien, il a transmis à Paris un message déabusé : M. Chirac, parait-il, lui avait proposé la présidence de l'Assemblée nationale, et voilà qu'on lui parlait, pour le même poste, d'un habitué, M. Jacques Chaban-Delmas ! Vous vous rendez compte ! Ce Chaban, qui était son candidat au « percchoir » de l'Assemblée en 1978, lorsque ce diabolique M. Chirac prétendait lui imposer M. Edgar Faure ! Passez, muscade... Seul à Chamalières :

M. Giscard d'Estaing en rit encore : il a confié qu'il se sentait un peu dans la peau d'un Barre numéro deux.

Elysée, Hôtel de Ville de Paris, Chamalières : dans ce triangle des Bermudes françaises ont disparu, ce sombre mercredi, un ministre des relations extérieures, un garde des sceaux, un ministre de la défense. M. François Léotard se voyait bien complimenter l'armée française et passer en revue la Royale en rade de Toulon. En vertu des accords « d'harmonie » passés entre MM. Mitterrand et Chirac, la veille, le maire de Fréjus puisera ses premiers galons au fond d'un autre portefeuille.

M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, a en l'honneur d'un tour de piste et s'est autorisé, en sortant pour la deuxième fois du bureau de M. Chirac, à faire savoir qu'il avait « décliné l'offre d'entrer au gouvernement ». M. Dailly a précisé que le ministre de la justice lui avait été proposé. Au terme d'un aller-retour au Sénat, où l'attendait M. Pöcher, il a préféré s'intéresser « aux échéances qui se préparent » au palais du Luxembourg. Le mandat sénatorial de M. Dailly est renouvelable en septembre. Ainsi s'écrit l'un des porte-parole de l'opposition à l'extension, proposée par M. Mitterrand à l'été 1984, de la procédure référendaire. L'un des adversaires, aussi, de l'abolition de la peine de mort.

Veto présidentiel

Ministre des relations extérieures porté disparu, M. Jean Lecanuet avait pourtant bien commencé sa journée. Reçu mercredi matin par M. Chirac, sollicité pour un poste ministériel, il a - c'est devenu rituel - demandé « un délai de réflexion ». Il ajoute que, « de son point de vue », la cohabitation, « nécessité qui découle de l'existence d'une

majorité, n'entraîne pas la collaboration obligatoire avec M. Mitterrand ». C'était une première surprise, si l'on se souvient que M. Lecanuet a été de ceux qui réclamaient le plus fort le départ du président de la République en cas de victoire de la droite.

Deuxième surprise : en fin de journée, M. Lecanuet explique à Europe 1 que le poste qui lui avait été proposé était celui des affaires étrangères, mais que le président de la République avait opposé son veto. La « collaboration » écartée le matin devient le soir « un risque ». Veto présidentiel, sans doute : il n'y a pas beaucoup d'hommes politiques français qui aient, en matière internationale, de positions aussi tranchées que M. Lecanuet. Elles sont atlantistes depuis vingt-cinq ans. Comme M. Léotard, le président de l'UDF a été victime de « l'harmonie » qui tue, entre le chef de l'Etat et les sœurs-clés du gouvernement.

M. Lecanuet estime que le premier ministre doit choisir ses col-

laborateurs « en toute indépendance ». Mais c'est peut-être bien « en toute indépendance » que M. Chirac s'est subitement retrouvé en accord avec M. Mitterrand. Cela lui évitera, au moins de renouveler l'épreuve de la pénible cohabitation qu'il avait subie lorsque, premier ministre en 1974, il était flanqué du maire de Rouen, ministre d'Etat dans un premier temps et garde des sceaux.

La bataille, on le voit, faisait rage, mercredi, sur un front mouvant, autour de questions explosives : qui fait le premier ministre, qui choisit les membres de son gouvernement ? M. Mitterrand avait eu le bon goût d'effacer « un tour d'horizon » en compagnie de l'homme qui s'imposait, le chef de la formation la plus importante de la nouvelle majorité. M. Chirac s'y était prêté avec la meilleure grâce du monde. Mais voilà que les partis s'en mêlent !

M. Philippe Séguin, ministre en puissance, tenait à souligner la

nuance : « M. Chirac est allé à l'Elysée à l'invitation de M. Mitterrand. Il n'en est pas ressorti premier ministre. Ce n'est pas M. Mitterrand qui a nommé tout seul M. Chirac ». Qui d'autre, alors ? Le RPR et l'UDF, il est vrai, l'avaient investi avant. Ils lui ont accordé leur bénédiction, mardi soir à l'Hôtel de Ville.

Ayant sacré premier ministre le visiteur du président, les partis de la majorité se sont réservés aussi un droit de regard sur la cérémonie de confirmation des ministres. « Tout ça me paraît très bon », assurait M. Jean-Claude Gaudin, en fin de matinée, lorsqu'il est sorti du bureau de M. Chirac. Mais, au Palais-Bourbon, le président - sortant et aussitôt reconduit - du groupe UDF de l'Assemblée nationale a entendu du moins bon. On s'est inquiété un moment, parmi ses amis, de quelque malignité complice entre MM. Mitterrand et Chirac, dont l'UDF risquait de faire les frais. MM. Léotard, Lecanuet, Dailly

tombaient au champ d'honneur, tandis que le RPR restait debout.

C'est aux barristes qu'il revient naturellement de mitonner les formules les plus assassines. « Grotesque », lâche M. Philippe Mesure, en considérant de loin les tours de manège de l'Hôtel de Ville. « En voyant ce ballet, les Français ont déjà jugé la cohabitation », assure M. Charles Millon. M. Philippe Séguin, qui fut naguère soupçonné de barrisme et se transforme en bouillier de M. Chirac, confie suavement à Europe 1 : « Il ne me choque pas que le premier ministre donne suite à certaines récusations du président. »

« Les choses se développent normalement », comme dirait M. Chirac, qui a même reçu M. Georges Donnez, secrétaire général du Parti social-démocrate. M. Donnez pensait, en milieu d'après-midi, qu'un poste ministériel serait accordé au PSD par M. Chirac. Fichu métier !

La liste du gouvernement de M. Chirac

(Suite de la première page)

M. Alain Carrignon était cité à l'environnement, M. Alain Devaquet aux universités, M. Michel Noir aux PTT. D'autres noms circulaient encore comme Mme Nicole Catala, professeur de droit, ou M. Michèle Alliot-Marie, nouveau député des Pyrénées-Atlantiques.

Enfin, M. Alain Juppé, député RPR de la capitale, ancien adjoint au maire de Paris, comme ministre délégué au budget, et M. Camille Cabana, secrétaire général de la Ville de Paris, comme ministre délégué à la privatisation, pourraient devenir les collaborateurs directs de M. Edouard Balladur - élu de Paris depuis dimanche - nommé ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Ce dernier apparaît non seulement comme le principal ministre du gouvernement mais aussi comme le conseiller politique le plus important du nouveau premier ministre. C'est lui qui a assisté M. Chirac pendant toute la période de formation du gouvernement et qui se trouvait à ses côtés lors de ses audiences, après avoir, depuis plusieurs mois, joué auprès de lui un rôle discret mais fondamental de confident et de conseiller.

Le dosage auquel M. Chirac a dû procéder avec ses alliés de la coalition ne lui a pas permis d'appeler auprès de lui toutes les personnalités éminentes du RPR qui étaient candidates. Toutefois, le secrétaire général du RPR, M. François Léotard, a

accepté de renoncer à la défense pour prendre la culture et la communication, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a pris l'équipement et le président du Parti radical, M. André Rossinot, les relations avec le Parlement.

Mais M. Lecanuet n'a pas plus été admis par M. Mitterrand à diriger la diplomatie, que M. Dailly, sénateur, ne l'a été à garder les sceaux. Quant à M. Giscard d'Estaing, dont le nom avait été cité pour divers ministères, sa candidature n'a pas été retenue.

Moins étoffé que bien d'autres, et notamment celui de M. Fabius, qui comptait quarante-deux membres, le gouvernement comptera au maximum une trentaine de personnalités. M. Chirac attend de ce rassemblement un surcroît de cohérence et d'efficacité. Le nouveau premier ministre entend en effet agir vite et fort, notamment dans les deux domaines où il a placé ses collaborateurs personnels : l'économie et le social d'une part, la sécurité et l'intérieur, d'autre part.

Il restera au gouvernement un délai de grâce pour s'installer et préparer ses réformes les plus urgentes, puisque l'Assemblée nationale élue dimanche dernier n'aura d'existence juridique que le 2 avril. C'est à elle que M. Chirac veut réserver ses premières interventions et l'exposé de son programme pour lequel il devrait s'assurer de la « confiance » de sa majorité.

TWA toujours en vol vers les U.S.A.



Malgré l'arrêt de travail d'une certaine catégorie de notre personnel, chez TWA nous avons le plaisir de vous annoncer que nous reprenons notre service transatlantique vers les USA ainsi que plus de 60 destinations à l'intérieur des Etats-Unis.

Pour plus d'informations, contactez TWA au 47.20.62.11.

TWA ouvre la voie vers les USA.



AMERICAN CENTER
281, bd Raspail
75014 PARIS
43 35 21 50

AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

1. ENGLISH FOR EVERYBODY :
- stages intensifs de 15 jours renouvelables.
2. WEEKENDS AT THE AMERICAN CENTER :
- stages : 4 weekends par mois.

POUR TOUTS NIVEAUX, POUR LES GENS PRESSÉS
OU LES EMPLOIS DU TEMPS SERRES.
INSCRIPTIONS MAINTENANT

(Publicité)

Anciens combattants de toutes générations
qui avez à défendre des droits, à participer aux luttes
pour l'indépendance de notre pays dans une Europe
libre et pacifique, adhérez à

**L'UNION FÉDÉRALE
DES COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE**

1, rue de Brissac - 75004 PARIS
(hauteur 12, bd Morland) - Permanence le samedi matin.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner
la note maximum « 3 Etoiles » ***
par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-32-44-85 +

مكذبا من الأصل

POLITIQUE

LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

DANS LES COULOIRS DU PALAIS-BOURBON

« On ne va pas s'embêter... »

Le printemps fleurit déjà dans les couloirs du Palais-Bourbon. Du salon de la Paix aux Quatre Colonnes, les nouveaux élus gambadent avec l'élégance des jeunes poulains découvrant les plaisirs de la prairie. La législature ne commence — officiellement — que le 2 avril, mais comment empêcher des hommes et des femmes qui ont si longtemps rêvé de l'Assemblée nationale de s'y précipiter aussitôt, dotés de leur passeport électoral. Même les vieux brisards, ceux qui depuis si longtemps y siègent, ne peuvent se retenir d'y venir passer.

Les amis de Jean-Marie Le Pen ont été parmi les premiers à débouler dans le quartier. Ils sont venus en bloc, en rang serré, derrière leur chef, dès la fin de la matinée du mercredi 19 mars. Objectif : la photo de famille du Front national sur l'escalier d'honneur du Palais. Les journalistes, qui ont bien entendu compris la nouvelle importance de ce haut-lieu de la démocratie s'y pressent eux aussi. La composition du futur gouvernement circule de bouche à oreille. Les ministères perdent leur portefeuille plus vite que sous le IV^e République. Chaque homme politique est pressé de questions, mis à la torture (morale), sommé de livrer quelques noms. La toujours porte-parole de l'Élysée, régent préfet et futur député, Michel Vauzelle, ne lâche rien.

De banquettes en banquettes, Philippe Seguin change d'interlocuteurs presque aussi vite que de ministères. Placé gagnant dans tous les tiers, il profite d'une dernière fois des privilèges du député « chou-chou » des journalistes. Mais, nouvelle responsabilité oblige, il a laissé à Epinal son ironie féroce et ses petites phrases assassines.

Une chose est sûre : à en croire les uns et les autres, un poste ministériel a été proposé à une bonne centaine de députés. Le quatuor de « barbares de convictions », dont la fidélité à l'ancien premier ministre est à toute épreuve, se vante d'avoir refusé d'entrer au gouvernement. Tels des rocs que rien ne peut ébranler, M. Edmond Alphandery et M. Pascal Clément étaient assés de grandeur d'âme pour avoir résisté à toutes les amicales pressions. Si un poste intéressant dans le fonctionnement de l'Assemblée leur était proposé, leur réponse pourrait être différée. Pour M. Jean-Claude Gaudin, l'affaire est déjà réglée : il a été réélu par acclamation président du groupe UDF. Vailler à l'unité parlementaire des giscard-barbares est plus utile, estime-t-il, que de s'asseoir autour de la table du conseil des ministres.

Les « miraculés »

Serein, M. Louis Moutet (PS, Paris) promène la mine épanouie d'un homme qui n'en revient pas encore de figurer parmi les « miraculés » du 16 mars. Dans les salons Pujol, Casimir-Perier et Delacroix, les vrais anciens qui, comme M. Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne), n'ont pas été à la première rentrée des classes, croisent certains faux « nouveaux » qui, comme M^{me} Edith Cresson (PS, Vienne), n'ont jamais siégé, appelés qu'ils étaient à des tâches ministérielles, et les vrais nouveaux qui, comme M. Michel Pelchat (UDF, Essonne) sont pressés d'étrangler leurs nouveaux habits d'élus du peuple. Comme des étudiants sages, ils passent de guichet en guichet pour régler avec l'administration du Palais toutes les formalités d'inscription.

Comme eux collègues, on leur remet les livres indispensables à leur scolarité : le règlement de l'Assemblée et son répertoire téléphonique. Mais en plus ils ont droit à un beau cartable en cuir. A l'intérieur : leur échappe tricolore, la cocarde de leur voiture, leurs « baromètres » (les deux insignes, le grand et le petit, de leur fonction). Pour faire bon poids : un agenda de poche et un agenda de bureau, et ultime cadeau un portefeuille en cuir, histoire de faire oublier aux trente-cinq ministres déçus leurs maroquins, et de calmer les regrets de ceux qui bien plus nombreux révaient de leur succéder.

Touchantes retrouvailles

Les retrouvailles sont touchantes. Dans le deuxième sous-sol, où se réuniront pour la première fois, le groupe UDF, on n'arrête pas de se congratuler. Les félicitations succèdent aux embrassades. Les battus de 1981, repêchés en 1986, sont particulièrement entourés, de même que les « divers-droites » qu'un coup de fil

amical de M. Gaudin a attiré au bercail. M. Jean Bousquet (Gard) a quand même du mal à éclaircir d'un sourire un visage renfrogné. M^{me} Christine Boutin (Yvelines), elle, était de bon cœur. Ne lâchant pas M. Raymond Barre d'une semelle — un Raymond Barre très joueur — elle profite ainsi des flashs des photographes et des caméras des télévisions qui assaillent le député de Lyon. M. Paul-Louis Tenaillon, son adversaire centriste du 16 mars, a partagé le même ascenseur (heureux présage d'une cohabitation harmonieuse ?), mais il se tient — prudemment — à l'autre bout de la salle.

M. François Léotard, lui, fait l'entrée remarquée d'un (déjà) ministre. Il est flanqué de ses deux amis, MM. Alain Madelin et Gérard Longuet, qui figurent aussi sur tous les « tickets » du PMU gouvernemental. M. Valéry Giscard d'Estaing, brille par son absence. Il a préféré rester sur son Aventin auvergnat, explique — sans difficulté — son entourage, pour ne pas être mêlé aux laborieuses négociations sur la composition de l'équipe ministérielle.

Doyen d'élection, M. Raymond Marcellin ne préside que le temps de laisser la place à M. Gaudin. Une fois applaudis, un à un, les élus et réélus de l'UDF, la salle Colbert de l'Assemblée nationale résonne de bien étranges éclats. Le député Hector Roland se fait huer quand il propose que M. Chirac sera « un grand premier ministre » et propose le nom de celui qui fait encore trembler d'indignation plus d'un gaulliste « par sucre » comme... chef de l'UDF. Le pittoresque député de l'Allier a alors ce mot profond et — qui le sait alors ? — inusable : « Ceux qui ici me conspuent vont lécher les bottes de Chirac avant mot, et moi d'ailleurs je n'irai pas... »

Premier conseil des ministres. Souffle, souffle donc, zéphyr du libéralisme, version état de grâce ! On va supprimer les écoutes téléphoniques « si elles existent » ; on va développer le droit d'asile politi-

Th. B.

M. MITTERRAND, M. CHIRAC

Gracieusetés du passé

Depuis plus de dix ans, ils sont les capitaines des deux principales équipes en compétition dans le championnat de France de la politique. MM. Mitterrand et Chirac ont donc déjà eu de nombreuses occasions d'échanger grandes et petites phrases, jugements fustigeurs ou assassins. L'un ni l'autre n'aiment les attaques personnelles, mais il arrive, chez eux aussi, parfois que la critique légitime dérape vers les appréciations ad hominem.

Le président de la République n'a jamais éprouvé de répression, beaucoup appréciant la personnalité de celui qui va être le chef de son gouvernement. En 1973, M. Mitterrand estime, dans l'Unité, que M. Chirac, qui n'est encore que ministre de l'Agriculture, « fait petit vieux » en voulant « copier » M. Giscard d'Estaing. Deux ans plus tard, il lui dénie le droit de se présenter en héritier du gaullisme : « S'inspirant des leçons antérieures enseignées au théâtre Français. Tout est dans le masque, M. Chirac place sa voix ; le gaullisme venait de plus loin ». En 1978, l'ardeur de la campagne électorale amène le premier secrétaire du Parti socialiste à durcir le critique : « Ou serons-nous si M. Chirac continue de hausser le ton avec la façon qui est la sienne de dépasser en brutalité, sous prétexte d'efficacité, toutes les limites de l'honnêteté ? ». demands-t-il au micro d'Europe 1.

Le patron du RPR n'apprécie pas davantage le comportement politique du premier responsable du PS. Certes, le 20 juin 1978, au cours d'un discours dans la Creuse, il reconnaît l'« intelligence » de l'opposition et le « compétence » de celui qui lui dirige alors. Mais six mois plus tard, dans une interview aux Dernières Nouvelles d'Alsace, il le traite de « politicien chevronné ». En octobre 1977, dans un discours à Tulle, il affirme que M. Mitterrand « s'est constamment trompé depuis trente ans ». En décembre de la même année, lors d'un discours dans le Pays-de-Céleis, M. Chirac s'étend sur le changement d'attitude des socialistes sur la défense nucléaire de la France : « Quand on prétend assumer la responsabilité d'un Etat, comme M. Mitterrand, il faut au moins avoir une idée sur la politique de défense de son pays. Cette attitude est indigne... »

Premier ministre ! M. Jacques Chirac a déjà vu le film. Ou plutôt : il en a déjà été l'acteur principal, du 27 mars 1974 au 25 août 1976. En ce mois de mars 1986 que restait-il de la première version ? Quelles images anciennes, plus durables que les autres, pouvaient-elles se bousculer dans la tête du maire de Paris lorsqu'il a gravi le mardi 18 en fin d'après-midi les marches du palais de l'Élysée pour aller s'entretenir avec l'adversaire politique d'hier, « son » chef de l'Etat d'aujourd'hui ?

La première fois donc, c'est le 27 mai 1974. Président de la République fraîchement élu, M. Valéry Giscard d'Estaing appelle comme premier ministre M. Chirac. Ses qualités, sa carrière y sont pour quelque chose. Cette nomination, c'est aussi le prix payé pour une extrême et efficace habileté, certains diront le salaire de la trahison. M. Chirac a extrait des rangs de l'UDF le groupe dit des « 43 ». Il a lâché M. Chaban-Delmas. Il a obtenu de plus en plus ouvertement la candidature de M. Giscard d'Estaing. Tout cela n'a pas peu contribué à son élection. L'homme d'Etat venu du Pays-de-Dôme doit bien cela au futur homme d'Etat sorti de la Corrèze.

Comme le dit alors M. Chaban-Delmas, « d'une situation impendable, nous sommes arrivés à une situation ingérable ». Au soir de cette nomination, la salle Colbert de l'Assemblée nationale résonne de bien étranges éclats. Le député Hector Roland se fait huer quand il propose que M. Chirac sera « un grand premier ministre » et propose le nom de celui qui fait encore trembler d'indignation plus d'un gaulliste « par sucre » comme... chef de l'UDF. Le pittoresque député de l'Allier a alors ce mot profond et — qui le sait alors ? — inusable : « Ceux qui ici me conspuent vont lécher les bottes de Chirac avant mot, et moi d'ailleurs je n'irai pas... »

Premier conseil des ministres. Souffle, souffle donc, zéphyr du libéralisme, version état de grâce ! On va supprimer les écoutes téléphoniques « si elles existent » ; on va développer le droit d'asile politi-

que... Le chef de l'Etat parle d'or à son gouvernement : « Nous sommes ici pour changer la France et non pour faire carrière, ni vous ni moi... »

Tout n'est pas rose pour autant. Le plan de rigueur s'annonce. Il faut essayer de juguler la hausse des prix et de retrouver l'équilibre de la balance des paiements. Pression fiscale accrue, contrôle renforcé des prix. Souffle, souffle, bise froide du dirigisme !

Au terme d'une déclaration gouvernementale, une vote positif sanctionne l'engagement de responsabilité du gouvernement. « Dans le

Ennuis toujours : la crise de l'énergie fait des ravages, un long conflit des postiers va empoisonner la fin de l'année 1974. En octobre, le Congrès réuni à Versailles a entériné une réforme pleine d'avenir : l'extension du droit de saisine du Conseil constitutionnel.

En novembre, M. Chirac accomplit une visite officielle de trois jours à Bagdad. C'est le premier voyage d'un chef de gouvernement français en Irak et le début d'une longue idylle politico-commerciale complexe, pleine d'illusions et de difficultés, entre la France et l'Irak.

concourent annuel de reproduction de la race humaine, à Meymac (Corrèze), « la sortie du tunnel ».

L'économie ne va guère. Il faut, en septembre 1975, se décider à la sortie. Dans le même temps, M. Chirac rêve encore d'implanter à la majorité « une dynamique unitaire ».

Anodine petite ironie de la vie : le premier ministre rend hommage à ses qualités, le 5 novembre 1975, à Henri Queuille, héros politique corrézien et national de la III^e et de la IV^e République, passé à la postérité comme un roi de l'arrangement, du compromis et de la philosophie « pas de vagues ».

L'hebdomadaire du Parti socialiste, l'Unité, s'est assuré la collaboration d'un éditeur de talent nommé... François Mitterrand, qui de temps à autre « croque » impitoyablement le premier ministre. Ainsi, en novembre 1975, il le surnomme de Rambouillet : « Bien que je n'aie pas l'habitude de consulter M. Chirac, j'aimerais, je l'avoue, connaître son opinion. Il est vrai que, pas plus que moi, il n'est là, seul premier ministre des grandes démocraties industrielles à n'avoir pas été jugé digne de s'asseoir autour de la table commune. Ah ! le bonheur de M. Wilson d'avoir pour secrétaire une reine qu'il peut laisser à la maison... »

Ce professionnel du mot nu

Un peu plus tard, dix ans avant les journées que nous vivons, le responsable socialiste fait encore de son futur premier ministre ce portrait : « Peut-être cet homme lisse dont le regard, s'isole, quelquefois va-t-il sortir du rôle où il enferme sa carrière, peut-être va-t-il prendre une autre mesure de ce qu'il est, de ce qu'il peut. Non, ce professionnel du mot nu, qu'une image écorcherait, ce réticent du complément direct qui n'a jamais pu assés ses études jusqu'au conditionnel n'est à l'aise que dans la simplicité des fausses évidences... »

Une fois pourtant, au milieu des défilés sur la place de la Bastille, provoquée par le sort promis à un assés d'enfant, M. Mitterrand appréciera la « réserve » de M. Chirac.

En mars 1976, le premier ministre fait connaissance de territoires à hauts risques pour le présent et l'avenir de la France : Tchad et Libye.

Il faut bien que le premier ministre rende, quelquefois à M. Mitterrand la monnaie de ses nombreuses pièces. Il s'en prend, en ce début de sa troisième année à Matignon : « L'insolence et l'appât de pouvoir » du dirigeant socialiste.

Arrive le débat parlementaire sur les plus-values. La cohésion de la majorité est mise à plus rude épreuve que jamais. Les relations entre l'UDF et le chef de l'Etat se dégradent un peu plus. Entre M. Giscard d'Estaing et son premier ministre, le fossé s'élargit.

Quand vient l'été 1976, on sait les relations déplorables : si gravement entre les deux hommes que le voyage de M. Chirac au Japon (28 juillet-2 août) pourrait être son dernier déplacement officiel. On ne s'attend pas plus tard que M. Chirac a remis sa démission au chef de l'Etat avant de partir pour Tokyo.

Le 23 août, après un conseil restreint consacré... à la sécheresse, les deux hommes s'entretennent. Chacun guette. La rumeur se fait évasive.

Le 25 août, après le conseil des ministres, M. Chirac démissionne officiellement. Il déclare : « Je viens de remettre la démission de mon gouvernement au président de la République (...). En effet, je ne dispose pas des moyens que j'estime, aujourd'hui, nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de premier ministre, et, dans ces conditions, j'ai décidé d'y mettre fin... »

Les termes sont sans précédent. Près d'une décennie plus tard, la suite le sera aussi. O combien !

MICHEL KAJMAN.

(Publié)

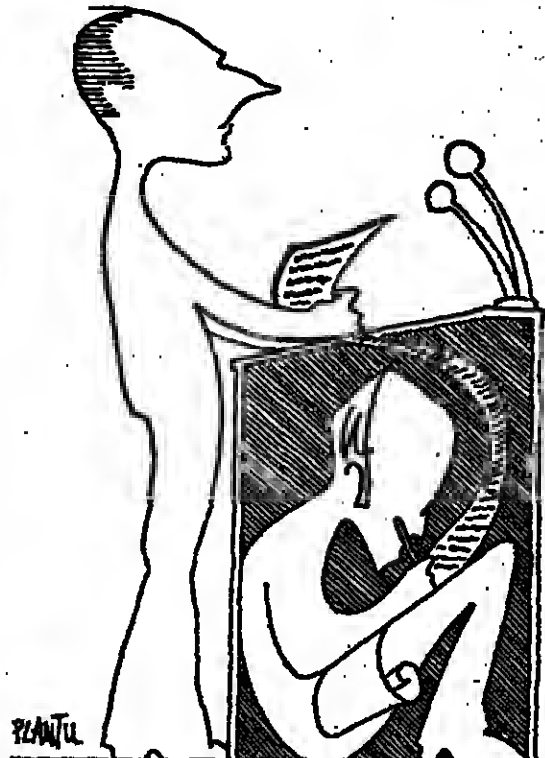
CULTURE GÉNÉRALE

CLÉ DE LA RÉUSSITE

Connaissez quelques heures par semaine à la suite à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes qui ont forgé les civilisations.

Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3781, 35, rue Calonge, 92383 Lardy-Pierre-Colex. Tél. : (1) 42-70-73-63.



« Le Monde » 7 juin 1974.

cadre de nos institutions, a fait savoir le jeune premier ministre, il nous appartient aujourd'hui de tracer d'une main ferme un dessin harmonieux... »

Les traits sombres sont déjà dans l'esquisse. « Notre soutien ferme, résolu et peut-être intramontable », lance l'éternel président du groupe de l'UDF, M. Claude Labbé. A peine nommé ministre des Réformes, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber « ouvre sa parole », pour user de la classification plus tard formalisée par M. Jean-Pierre Chevènement. Il faut le démissionner.

Rigueur économique, abaissement de la majorité électorale à dix-huit ans, invention des questions d'actualité à l'Assemblée nationale : le cocktail servi aux Français reste divers, miel et vinaigre. M. Chirac veut « rendre la société plus juste, plus humaine et aussi plus agréable à vivre ». Qui ne le suivrait ?

Le 1^{er} juillet 1974, interrogé au cours de l'émission « Actuel 2 », il profite des phrases si naturelles alors, si insolites aujourd'hui : « Le premier ministre exécute la politique telle que l'a définie le président de la République. S'il y a une divergence de vues, si faible soit-elle, le premier ministre doit se retirer... »

Des nuages plus lourds s'amoncellent : le projet d'éclatement de l'ORTF fait burier, la crise pénultième éclate, les violences paysannes redoublent.

D'un côté, M. Chirac doit reprendre en main l'UDF, de l'autre engager le combat de David et Goliath contre l'inflation. Certain responsable de l'opposition socialiste, nommé François Mitterrand, parle à la rentrée 1974 de « l'attitude paresseuse du gouvernement » en matière de politique économique.

Les fautes, les chiffres, les symboles : tout est source d'ennuis. Condamné à être désarmé, le paquet France est occupé par son équipe. Le prestige se lécarde. On en fera même une chanson blessée et amère.

Le 12 septembre 1974, le réfrégérateur de l'Histoire reçoit en dépôt pour douze ans cette petite phrase du premier ministre : « J'entends bien conduire la majorité à la bataille (...) quand la bataille aura lieu ».

Ennuis, ennus... Prise d'otages à l'ambassade de France de La Haye. Même le courrier est accablant. M. Giscard d'Estaing envoie une lettre à M. Chirac pour lui décrire les « lignes de force d'une politique urbaine nouvelle ». Cette pratique épistolaire va bientôt tourner à la manie : comment il faut traiter les dirigeants de l'opposition, ce qu'il faut penser de la Corse, quels objectifs il faut atteindre, comment il faut lutter contre « l'enlaidissement de la France »...

M. Chirac y jouera un grand rôle, allant même jusqu'à engager le poids de son amitié avec le dirigeant de ce pays, M. Saddam Hussein.

Ce dernier viendra en France en septembre 1975. Il sera gratifié d'un week-end utile et agréable en Provence en compagnie de M. Chirac. Le premier ministre, retour de New-Delhi, fait au début de 1976 escale à Bagdad. Bref, l'Irak sera l'une des grandes préoccupations « étrangères » du premier ministre. Jacques Chirac première manière.

Images, images... Lequel des deux hommes se souvient aujourd'hui de la nuit du 17 au 18 décembre 1974 ? Minuit treize, cinq à l'Assemblée nationale. Le député Mitterrand est assis, seul, dans l'hémicycle. Le premier ministre Jacques Chirac est là aussi, qui regarde pensivement un huisserie vider une urne. Un vote de motion de censure vient d'avoir lieu. En vain, bien sûr. Le député Mitterrand a déclaré quelques heures plus tôt : « Une motion de censure à pour objet de mettre en question l'existence d'un gouvernement. Pour nous importe que ce soit M. Chirac ou un autre, qui soit premier ministre. L'essentiel est qu'un autre gouvernement viendra plus tôt que vous ne croyez. Changer la vie, ce n'est pas possible avec vous ; c'est pourquoi nous souhaitons que vous partiez... »

La société bouge. Non sans mal pour le pouvoir lorsqu'il lui faut légiférer sur ces mouvements. Ainsi en va-t-il de l'interruption volontaire de grossesse.

Cadeaux et flèches

empoisonnées

Noté 1974. C'est le temps des petits cadeaux avant celui des flèches empoisonnées. Le règlement de l'Ordre national du mérite est modifié pour que le premier ministre puisse se voir décerner la grand-croix !

Débat 1975 : M. Chirac est confirmé à la tête de l'UDF, dont il s'est emparé à la fin de l'été 1974, 12 décembre précédent. Il y renoncera bientôt... avant d'y revenir. Une conquête d'avenir est engagée.

A la même époque, nouvelle promesse télévisée, si amusante à relire aujourd'hui : « Si, pour une raison ou pour une autre le président de la République retire tout ou partie de sa confiance au premier ministre, l'esprit, non la lettre de nos institutions, selon moi, impose au premier ministre de se retirer. C'est ce que je ferais, pour ma part, instantanément... »

Crise économique, chômage, inflation : les grandes plaies demeurant, toujours plus béantes. A chaque premier ministre sa gaffe verbale monumentale. M. Chirac aperçoit le 17 août, lors d'un

L'incroyable souter

UN SUPER DOCUMENT

LA BA ET CH

POLITIQUE

La République à deux têtes

par PIERRE DROUIN

Ce qu'il y a d'excitant pour l'esprit dans le « nouveau cours » des élections du 16 mars, ce n'est pas seulement que l'on va éprouver la solidité de la Constitution et que l'on verra comment, pour la première fois en France, la machine politique pourra fonctionner avec un président de gauche et une majorité de droite. Plus fondamentalement, il semble qu'une phase nouvelle de notre histoire s'ouvre parce que le peuple français est devenu plus mûr.

Durant toute la campagne, le sentiment s'est répandu que s'il fallait bien, pour la galerie, que les partis s'affrontent pour emporter des sièges : au fond, la marge était très étroite entre les moyens dont disposaient les uns et les autres pour être convenablement le pays. A partir du moment où l'on range dans un placard les drapeaux idéologiques (la gauche l'a fait en 1983 et la droite ces derniers temps, pour adopter un libéralisme bien tempéré), il n'y a plus de fossés infranchissables entre les démocrates.

Is se sont retrouvés d'autant plus facilement que les extrêmes (communistes et léninistes) ont été mieux délimités, et marginalisés. Les électeurs ont voulu, semble-t-il, qu'une large plage d'expression « responsable » soit ménagée, avec une entente sur l'essentiel et un équilibre des pouvoirs tel qu'il n'y ait pas épreuve de force mais obligation de mettre les couteaux au vestiaire.

La France est là, ont pensé les électeurs, avec la lancinante plaie du chômage, les séquelles de la crise prenant pour chacun un visage spécifique. Personne, c'est maintenant évident, n'a de recette magique. Alors qu'on ne complique pas la médication en se jetant des remèdes à la figure. Dans les deux camps, des hommes de bonne volonté peuvent collaborer

à l'opération de redressement. Si M. Mitterrand et l'ancienne équipe l'ont entreprise, la nouvelle peut la poursuivre - il faut de temps en temps renouveler les têtes - sans rupture, sans choc frontal, puisque aussi bien le président pourra apaiser les trop tempêtes initiatives de la nouvelle majorité.

Fin de jouer la comédie du pouvoir à travers les paroles médiatisées. Les actes seront à maintenant pour dépasser les « bons » et les « mauvais ». Efficacité d'abord ! Sérieux progrès dans la « morale de conviction » à la « morale de responsabilité », comme disait Max Weber, suppose un approfondissement des esprits qu'on n'a peut-être pas assez souligné jusqu'à présent.

Pas de « nuit du 4 août » à l'envers

Le résultat des élections ne fait en somme que traduire une évolution des comportements qui apparaissent déjà à travers des sondages relativement récents. Oui, la société française a profondément changé depuis 1981. La montée du refus du clivage gauche-droite n'est plus constatée seulement chez les jeunes, mais également - et même un peu plus - chez les personnes âgées (1), comme si une longue expérience relativisait maintenant les messages politiques.

Comme les Français restent prioritairement attachés aux acquis sociaux (retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés), le maintien de M. Mitterrand à l'Elysée leur apparaît comme un filet de sécurité.

Le comportement des gouvernements socialistes depuis 1983 n'a pas peu contribué à brouiller l'image de la gauche, mais, si l'on

excepte les militants, de larges couches de la population souhaitent que les contours soient moins nets. L'horreur du sectarisme a sûrement gagné dans les esprits depuis 1981.

L'électeur de droite voulait certes vaincre les socialistes, mais était-il partisan d'une véritable « rupture avec le socialisme » ? Jérôme Jaffré a posé avec pertinence la question (1). Sans doute, face à la gauche, cet électeur veut-il une politique libérale et défend-il les thèmes sécuritaires, mais si l'on regarde ce que la droite ne veut pas, alors, là aussi, les idées reçues sont secouées. Non seulement elle repousse le mot « conservateur » ne fait plus recette. L'ordre moral n'est plus pour elle ce qu'il était, et les électeurs de droite, dans leur majorité ne veulent ni remettre en cause l'IVG ni rétablir les tribunaux d'exception.

Les électeurs de droite s'opposent d'autre part à la suppression du SMIC, et, suivant les sondages, ne seraient pas favorables à la disparition de l'impôt sur la fortune et de l'attribution automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers (contrairement aux positions du RPR et de l'UDF). Ils ne veulent absolument pas d'une « nuit du 4 août » à l'envers, et s'ils sont favorables à la déréglementation (ce qui, dans leur esprit, signifie la réduction de la bureaucratie) et au renforcement de l'initiative individuelle, ils refusent nettement la remise en cause de la protection sociale, la suppression des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, la diminution de la durée des indemnités de chômage. Peut-être trouvent-ils M. Reagan sympathique, mais ils ne voudraient en aucun cas de sa politique.

La fin du manichéisme entre majorité et opposition apparaissait nettement dans les sondages

récents, si bien que la « cohabitation », loin d'illustrer un mariage monstrueux, semble au contraire ouvrir des perspectives nouvelles intéressantes même si elles sont largement imprévisibles. Une majorité de Français estime le légitime présidentiel assez puissant pour que M. Mitterrand soit maintenu dans ses fonctions avec une majorité de droite. Beaucoup souhaitent que les adversaires d'hier deviennent les alliés de demain à l'intérieur d'un gouvernement d'union.

Les résultats électoraux ont manifesté à la fois les incertitudes de nos concitoyens et leur volonté de s'appuyer sur les deux grandes branches des familles politiques pour diriger le pays. Comme si aucune n'était de trop pour passer les caps difficiles.

Voici donc une République où deux têtes valent mieux qu'une. Sans doute inconsciemment, mais avec plus de sagesse qu'on aurait pu le supposer, les Français amoureux de bagarres se sont dit qu'il y avait un temps pour tout. Avec plus d'élévation de pensée, un sens aigu de l'intérêt national, certaines dissensions ne peuvent-elles s'effacer ? « Tout ce qui monte converge », écrivait Teilhard de Chardin.

(1) Lire SOFRES. *Opinion publique 1986* (Gallimard), d'où nous avons repris également quelques autres constatations.

DYARCHIE

Lors de sa conférence de presse du 31 janvier 1984, le général de Gaulle déclarait : « Il est normal que chez nous le président de la République et le premier ministre ne soient pas un seul et même homme. Certes, on ne saurait accepter qu'une dyarchie existe au sommet. Mais, justement, il n'en est rien. »

PARLEMENT BIS ?

Le Conseil de Paris va-t-il devenir un Parlement bis ? Plusieurs de ses membres, élus en mars 1983 dans la capitale aux élections municipales, sont, en effet, depuis le 16 mars, députés de banlieue ou de province. Il s'agit de M. Jean de Préaumont (RPR) adjoint au maire de Paris dans l'Eure, Guy Durt (RPR), adjoint au maire dans la Seine-et-Marne, Jack Lang (PS) dans le Lot-et-Cher et de M. Hélène Miasoffe (RPR) dans le Val-d'Oise. Deux députements, seront particulièrement bien représentés à l'Hôtel de Ville. La Seine-Saint-Denis, tout d'abord, avec deux députés : M. Didier Bariani (UDF), conseiller de Paris, et Robert Pandraud (RPR), directeur du cabinet du maire de Paris. La Corréze, ensuite, avec, bien sûr, M. Jacques Chirac. Mais, une fois installé à l'Hôtel de Ville, le maire de Paris sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Jean-Pierre Bechter (RPR), conseiller général de Corréze et... conseiller de Paris. Qui a dit cumul ?

Je. P.

M^{me} FRANÇOISE CACHIN DIRECTRICE DU MUSÉE D'ORSAY

M^{me} Françoise Cachin a été nommée, par décret, directrice du musée d'Orsay. Ancienne élève d'André Chastel, conservatrice en chef, elle participe activement à la préparation de ce musée du dix-neuvième siècle depuis 1978. M. Jacques Rigand, président de l'établissement public, et M. Michel Laclotte, responsable des collections, resteront en fonctions jusqu'à l'ouverture du musée, prévue le 2 décembre prochain.

D'autre part, M. Guy de Rougemont, dont le projet de dallage pour la cour d'honneur du Palais-Royal avait été écarté au bénéfice des colonnes de Buren, vient de recevoir une commande publique : celle du parvis du futur musée d'Orsay qui s'ouvrira sur la rue de Bellechasse.

PATRICK GRAINVILLE



Patrick GRAINVILLE Le paradis des orages



roman/Seuil

Une invention verbale extraordinaire, beaucoup d'humour, des trouvailles à chaque page.
BERNARD PIVOT

Quatre cents pages de sensualité. Savoir parler des jeunes filles comme cela, c'est superbe.
FRANÇOIS NOURISSIER

Quel galop d'éclair dans les jardins du paradis ! Un hymne profond à l'amour.
JEAN DAVID / VSD

Personne ne sait mieux nous faire rêver à l'évocation du désir qui naît... Quelle écriture.
ANTOINE SPIRE / LE MATIN

Trivial et sublime. Une inlassable audace.
JEAN-LOUIS EZINE / LE NOUVEL OBSERVATEUR

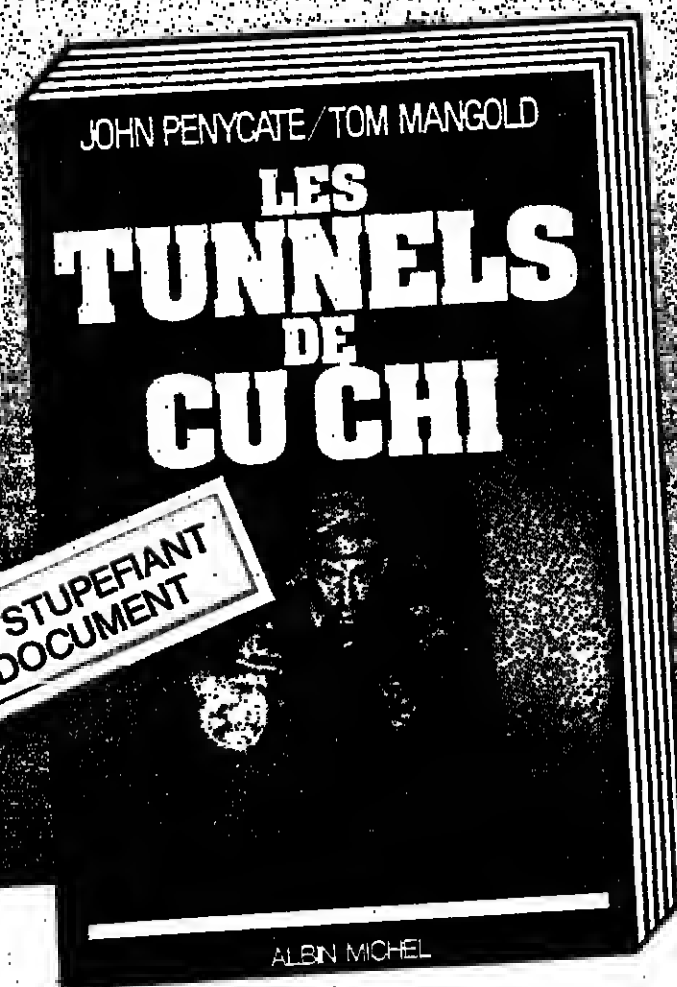
Plus qu'un roman érotique, une quête anxieuse et émouvante.
RAPHAËLE REROLLE / LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

Un hymne colossal à la liberté sexuelle.
ALAIN BOSQUET / LE QUOTIDIEN DE PARIS

Cette chasse à l'homme, dans un livre exceptionnel, ouvre les chemins du paradis.
MICHEL CAFFIER / L'EST REPUBLICAIN

SEUIL

L'incroyable histoire de la guerre souterraine au Viêt-nam.



ALBIN MICHEL

ELECTIONS, LA BARAKA POUR QUI ?

BARAKA N° 2 - 16 F, EN VENTE EN KIOSQUE ET CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



LA NUIT DU « MONARQUE »

*Exclusif : Les seules photos de
François Mitterrand à l'Elysée au moment du verdict des urnes.
Un grand sondage Paris Match/B.V.A., réalisé
dès le lendemain des élections, révèle comment les Français
voient l'avenir. Les analyses de Yves Montand,
Jean Cau et Arthur Conte.*



CHRISTINE OCKRENT

Avec Bernard Kouchner, elle présente leur fils Alexandre.

MARTINE KEMPF

Sa victoire en Californie.

En cinq minutes et pour cinq dollars, elle est devenue chef d'entreprise.

SIDA

*Le petit Américain dont personne ne veut. Interdit d'école par le juge,
Ryan est rentré chez lui comme un maudit.*

JOHNNY HALLYDAY

« Les gens que j'aime » :

*Yves Montand, Michel Platini, Lino Ventura, Linda de Suza, Fanny Ardant,
Costa Gavras et Michel Berger.*

PARIS MATCH, LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS

POLITIQUE

Le gouvernement sortant

M. Pierre Joxe

La mutation de l'intérieur

Il faut choisir : ou l'image convenue était fautive, ou le rôle ministériel a transformé l'homme. Comme souvent, la vérité est sans doute dans l'entre-deux. Car il faut bien l'admettre : n'aurait-il été, en fin de compte, le « bœuf » des expulsions des deux Irakiens, M. Joxe, depuis sa nomination au gouvernement en juillet 1984, à un poste difficile, le ministère de l'intérieur et de la décentralisation, aura fait un parcours remarquable sans faute.

Conjoncturellement, le calme l'a emporté dans une corporation qui avait pourtant, à l'excès, fait trembler la gauche en se promettant, un jour de juin 1983, de la place Vendôme, siège de la chancellerie, aux grilles de l'hôtel Beauvau, siège du ministère de l'intérieur. Durablement, l'œuvre de modernisation et de professionnalisation de l'outil policier restera, consacrée par une loi de programmation que la nouvelle majorité ne se risque sans doute pas à remettre en cause. M. Jean Lecanuet, répondant récemment aux questions d'un syndicat de policiers, n'estime-t-il pas qu'« une nouvelle fois, notre programme a été pillé, et particulièrement par M. Joxe » ?

Mais ce qui surprend, à l'heure du bilan, c'est le décalage entre le portrait de M. Joxe en ministre et la réputation, qui précède tout enfant terrible du Parti socialiste. L'œuvre policière fut volontairement inscrite dans la durée, comme un devoir de service public. Un discours de fonctionnalité, d'efficacité et de rentabilité l'emporta sur tout refrain idéologique, pourtant fréquent à gauche dès que l'on parle police, cette institution redoutée parce que méconnue, dédaignée parce que dépréciée.

Or nous voici loin de ce Pierre Joxe, cible favorite d'une droite extrême, classé à la gauche du Parti socialiste, fier de son appartenance syndicale à la CGT toujours revendiquée, jonglant hier avec les notions de « front de classe » ou de « base de classe ». Nous, voici loin, aussi de

l'homme jugé fermé et ténébreux, réputé pour l'idéologie et de sectarisme, sans pitié pour les faiblesses de certains de ses amis socialistes, notamment quand, président du groupe à l'Assemblée nationale, il ferrait avec le gouvernement Mauroy.

La clé du mystère est dans l'homme lui-même, son parcours et ses racines, dont le rumeur ne saisi le goût de l'intérêt pour le secret, la distance et la réserve. « C'est confortable : au fond, je passe inaperçu », confiait récemment M. Joxe à propos de son image. Autre confiance, lors de son entrée au ministère : « En fait, je rentre en administration ». Place Beauvau s'est en effet épanouie l'autre Joxe, l'énarque de la Cour des comptes, le gestionnaire d'une grande ligne administrative et intellectuelle, en commerce de longue date avec l'Etat et la loi.

On pense évidemment au père, Louis Joxe, compagnon du général de Gaulle dont il fut ministre, et aujourd'hui l'un des « sages » du Conseil constitutionnel. Mais l'on oublie, à tort, la dynastie maternelle, le grand-père Daniel Halévy, biographe de Nietzsche et de Péguy, sans doute le premier ruraliste français, personnage à l'esprit indépendant, persévérant mais silencieux pendant l'Occupation. L'homme qui façonna intellectuellement son petit-fils. Une famille où se mêlent, autour de la République, identité juive et foi protestante, un arrière-grand-père libriste d'Offenbach et une parenté avec les Bréguet, harloges puis constructeurs aéronautiques.

Enfin confronté au pouvoir de faire, cet héritier-là, la cinquantaine venue, a pris du poids, de l'aisance, une assurance. « Ce qui a changé pour moi (...), c'est la confiance en France », déclarait-il le 17 février, à France-Inter. La mutation de l'intérieur fut aussi celle d'un homme.

E. P.

M. René Souchon

L'homme d'une idée

M. René Souchon, secrétaire d'Etat puis ministre délégué à l'agriculture et à la forêt fut pendant trois ans l'homme d'une idée qui dépassa la longévité ministérielle. Au sein du gouvernement, il fut sinon l'artisan d'un changement social profond, du moins le révélateur de ce changement : la France se ruralise. La moitié de la population française sur 90 % du territoire mérita bien qu'on réfléchisse à une conception spatiale du développement économique.

M. Souchon eut la chance d'avoir à traiter des dossiers, la bête, la forêt, le montage qui permettaient de prendre au compte aussi bien l'aspect vertical (la filière bois dont le part de déficit des produits d'exploitation forestière et des scieries s'est considérablement accru) que l'aspect horizontal. Au sein d'un gouvernement et avec une administration aux réflexes jacobins (en dépit de la décentralisation), il a tenté de

faire passer un nouveau concept : la différenciation des mesures, selon les endroits où elles s'appliquent.

Chargé par Laurent Fabius d'une mission pour une nouvelle politique rurale, M. Souchon a compris et expliqué dans un ouvrage récent, *Le Développement rural* (le Monde du 31 décembre 1985), le mouvement de reflux de la dévitalisation qui précède le développement local. A ce titre, il est le véritable héritier des Etats généraux du développement lancés dès 1981 par M. Cresson, qui révélaient le goût des agriculteurs pour la diversification des productions et une production plus raisonnée. Le maire d'Aurillac, qui vient de retrouver son siège de député n'a pas eu cependant au sein du gouvernement l'appui nécessaire pour que la développement rural et local soit considéré comme une priorité.

J. G.

M. Raymond Courrière

Une pierre à l'édifice

Chargé d'apurer les contentieux qui existaient depuis un quart de siècle entre l'Etat et les pieds-noirs, M. Raymond Courrière, ancien sénateur de l'Aude, a apporté sa pierre à cette entreprise difficile dans un contexte de rigueur financière peu propice à la concrétisation des promesses faites par M. François Mitterrand au cours de sa campagne présidentielle de 1981.

Son bilan n'est pourtant pas négatif, qu'il s'agisse de la loi dite d'« amnistie », qui a effacé les séquelles de la guerre d'Algérie après avoir été imposée à la plupart des députés socialistes par le président de la République en personne, de la loi du 8 janvier 1982 qui a favorisé l'aménagement des prêts aux rapatriés qui se sont endettés en se réinstallant en métropole, de la loi du 4 décembre 1985 portant amélioration des retraites des rapatriés, dont les décrets d'application ont été publiés juste avant les élections du 16 mars, ou, plus modestement, des indemnités accordées dès le début de la législature à cent cinquante

mille personnes pour compenser la perte de mobiliers lors de l'exode de 1962.

Se livrant à un véritable travail d'assistance sociale au sein d'une communauté pied-noir meurtrie par l'histoire, la misère, la Cuxec-Cabardès s'est employée, en outre, à décentraliser l'action gouvernementale. Ainsi a-t-il créé un Office national pour les rapatriés installé dans son département d'origine, à Carcassonne. Il faut croire. Finalement, la secrétaire d'Etat aux rapatriés n'a pas trop démenti, aux yeux des principaux intéressés, bien que la nouvelle loi d'indemnisation promise par M. Mitterrand n'ait pas été mise en chantier puisque même les rapatriés qui ont appelé à voter contre les socialistes la 16 mars, tels les dirigeants du mouvement du RECOURS, avaient fait une « exception » pour sa propre candidature aux régionales dans l'Aude...

A. R.

M. Georges Lemoine

L'intendance n'a pas suivi

Les départements et territoires d'outre-mer conservent de M. Georges Lemoine le souvenir d'un homme de courtoisie et de dialogue attaché à entreprendre avec passion, mais en douceur, des réformes trop lourdes à porter pour un seul homme. Comme la plupart de ses prédécesseurs au poste de secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, le maire de Chartres a souvent vu ses ambitions contrariées par l'indifférence pour le sort de la France du grand large, voire sa méconnaissance. Les efforts de l'Etat n'ont pas été à la mesure des besoins. Une fois de plus, l'intendance n'a pas suivi. Malgré la bonne volonté de M. Lemoine, la gauche, elle non plus, n'a pas su répondre au défi que lance à la collectivité nationale l'existence, outre-mer, d'inégalités économiques et sociales.

Pourtant M. Lemoine a beaucoup travaillé puisque l'outre-mer français a connu, sous son autorité, des transformations institutionnelles fondamentales. La mise en œuvre de la régionalisation, qui s'est traduite, aux Antilles, en Guyane, à la Réunion, par l'élection au suffrage universel direct des conseils régionaux dès 1982, quatre ans avant la métropole, aura été une étape historique.

Sous M. Lemoine, Saint-Pierre-et-Miquelon a cessé d'être un département pour devenir, à la demande de ses représentants, une collectivité territoriale. A l'inverse, la sort de la collectivité territoriale de Mayotte,

qui veut devenir un département, alors qu'elle est revendiquée par la République des Comores, reste en suspens.

Dans le Pacifique, M. Lemoine peut se flatter d'avoir contribué à faire évoluer tranquillement le statut de la Polynésie française dans le sens d'une plus grande autonomie. Mais c'est incontestablement le dossier de la Nouvelle-Calédonie qui continuera sans doute longtemps de le hanter. Bien que la responsabilité gouvernementale ait été engagée dans les causes directes de l'insurrection indépendantiste qui a embrasé le territoire à partir de novembre 1984, le secrétaire d'Etat ne méritait certainement pas de porter seul le chapeau : la solution ratanue ansait pour ramener un semblant de paix en Nouvelle-Calédonie, après qu'il ait été dessaisi du dossier au profit du premier ministre en personne, puis de M. Edgard Pisani, n'a fait que confirmer, a posteriori, la bien-fondée de ses propres orientations. Le grand mérite de M. Lemoine restera surtout d'avoir été l'artisan, lors de la « table d'avis » de Nainville-les-Roches, pendant l'été 1983, des premières vraies négociations politiques entre les dirigeants de la communauté canaque et ceux de la communauté caldoche.

Sur ce point, justice devrait lui être rendue.

A. R.

LES REMOUS AU SEIN DU PCF

Les « rénovateurs » veulent prendre la direction de vitesse

« Les communistes sont copropriétaires de leur parti, qu'ils partent », avait affirmé M. Pierre Joxe au journal de TF 1, mardi 18 mars. Son message a été reçu par certains militants et dans quelques départements. Le souhait de l'ancien porte-parole du PCF, mis sur la touche du bureau politique pour ne s'exprimer qu'au comité central lors du vingt-cinquième Congrès de 1985, va peut-être même au-delà de ses espérances.

Un double mouvement s'encadre dans les rangs du parti : la contestation vient à la fois des élus locaux, souvent tenus à l'écart de la vie interne du PCF, et de militants de base qui ne veulent pas voir disparaître leur parti. Les premiers rénovateurs s'exposent au feu de M. Michel Bértelle, maire de Bléneau (Meurthe-et-Moselle), et Antoine Martinez, maire de Bézu-la-Roche (Hérault). Tous deux ont en commun de pouvoir se prévaloir de bons résultats électoraux dans leur municipalité. Ainsi le PCF réalise 10,18 % en Meurthe-et-Moselle, contre 32,63 % des voix pour le PS, alors que, à Bléneau, le rapport de forces est inverse : 28,34 % pour le PCF et 23,03 % pour le PS. Même scénario dans l'Hérault, où le PCF obtient 12,84 % (33,96 % pour le PS), alors que, à Bézu-la-Roche, le PCF atteint 31 % contre 21,36 % pour le PS.

Il faut noter au passage que, dans la Sarthe, M. Robert Jarry, maire de Mans, qui conduisit la liste du PCF aux élections régionales, fait cinq points de mieux que la liste pour les législatives, qui étaient conduites par le premier secrétaire fédéral. Dans l'Hérault, M. Martinez est signataire, avec quatre-vingt maires et conseillers généraux ou municipaux, d'un appel réclamant la convocation d'un congrès extraordinaire de son parti, et M. Bértelle réclame, lui aussi, un congrès « dans le plus bref délai » (voir ci-contre).

Cette révolte des élus risque d'avoir des prolongements plus graves. En effet, une consigne que la direction du PCF indiquait que, dans les conseils régionaux, les élus communistes doivent tout faire pour battre les candidats de droite à la présidence, entrer dans le bureau de ces assemblées, mais refuser de participer à l'exécution aux postes de vice-présidents. Pour un élu de

Limousin, il s'agit d'un « viol du suffrage universel et d'un dévoiement de la politique du parti ». Ce dernier, qui fait part d'une très grande colère des élus, n'hésite pas à affirmer que cette attitude est « suicidaire et groupusculaire ».

On peut imaginer que, dans la région Nord-Pas-de-Calais, où la gauche est majoritaire de deux voix au conseil régional, cette consigne de la place du Colonel-Fabien va provoquer quelques remous. Le risque est d'autant plus grand que la direction fédérale du Nord fait une analyse tout à fait curieuse et alarmante des résultats du scrutin du 16 mars. Malgré un recul de deux points aux législatives par rapport au mauvais résultat des européennes (13,74 % contre 15,78 %), elle indique que le PCF « enregistre un gain de 21 000 voix » et que « cela représente 15,23 % des voix perdues » entre l'élection présidentielle et les élections européennes.

Comprenez qui pourra ! Par ailleurs, des appels pour ce congrès extraordinaire circulent en Moselle, dans le Puy-de-Dôme et à Paris. Signé par l'historien Maurice Mésurier (Lyon), un ancien dirigeant de la fédération du PCF de Paris, André Moroni, les philosophes André Toset (Nice) et Yves Vargas (Meaux), un texte affirme qu'il faut reconnaître les causes du recul du PCF dans le « fonctionnement rigide », les « analyses inadéquates », les « actions incohérentes », les « erreurs de la direction », les « erreurs de la direction », les « erreurs de la direction ».

Enfin, un autre appel parisien indique, contrairement aux thèses développées dans l'Humanité depuis le début de la semaine, que « les communistes n'ont pas le temps d'attendre ». L'un des signataires, avec le psychiatre Tony Lainé, M. Daniel Karlin, membre de la Haute Autorité de l'audio-visuel, n'y va pas par quatre chemins. « On ne peut pas laisser faire un groupe dirigeant déconsidéré et irresponsable. Il faut faire à la porte cette direction », dit-il, avant d'ajouter que « les communistes ne doivent pas devenir les spectateurs d'une alternance entre une droite néolibérale et une social-démocratie à la française ». La direction pourra-t-elle résister ?

OLIVIER BIFFAUD.

En Haute-Corse, le scrutin du 16 mars aurait été entaché de fraudes

De notre correspondant

Bastia. — De graves présomptions de fraude électorale ont été décelées mercredi 19 mars à Bastia, après l'examen des cahiers d'émargement des dix-sept bureaux de vote de la ville. Les cahiers déposés après le vote à la préfecture de la Haute-Corse ne seraient pas ceux qui ont été effectivement utilisés lors du double scrutin du 16 mars.

Les accusateurs des listes pour les régionales conduites par MM. Chiarrelli (CNIP), Simonei (UPC-MCA) et Arrighi de Casanova (UDF) ont constaté que les paravies des listes régionales ont été remplacées par des croix. Les fraudeurs auraient donc substitué le jeu complet des dix-sept listes d'émargement de la ville afin de le remplacer par un autre jeu sur lequel les traces de fraude à la procuration seraient plus faciles à effacer. Déjà, le jour du scrutin, plusieurs dizaines de fausses procurations avaient été décelées. Elles portaient le tampon grossièrement imité du tribunal de grande instance de Nice.

Mais, au moment de la saisie décidée fort tard par M. Guillon, procureur de la République, les

pièces à conviction se sont volatilisées. M. Bagnoni, candidat UDF aux législatives, a décidé de déposer une plainte contre X.

Il a engagé, d'autre part, un recours en annulation des élections législatives devant le Conseil constitutionnel. M. Jean Zuccarelli, maire (MRG) de Bastia, dont le fils Emilie a été élu député de la Corse a écrit : « Impensable qu'on ait pu changer les documents de dix-sept bureaux de vote ». Il ne voit « personne, parmi le personnel municipal, capable de cette substitution ».

Enfin, le maire de Bastia estime que le retranchement de la totalité des voix obtenues par son fils dans la ville ne remettrait pas en cause son élection. Une enquête judiciaire a été ouverte sur instruction du procureur de la République. Toutes les listes d'émargement de la ville ont été saisies. Malgré de strictes consignes pour limiter l'infiltration habituelle des votes par procuration, on a dénombré en Haute-Corse pour le double scrutin de dimanche, 18 000 procurations pour 86 000 votants, soit un taux quatre fois supérieur à la moyenne nationale.

DOMINIQUE ANTONI.

Blanco-Clottet (PR), présent au premier tour sous les couleurs de l'UDF, ait jugé préférable de ne pas reporter ses voix sur le candidat le mieux placé de la liste-forme de l'ancienne opposition, en l'occurrence lui-même. En conséquence, M. Reux a préféré, pour ne pas favoriser à coup sûr l'élection de M. Pen dans une « triangulaire », laisser la voie libre à M. Gérard Grignon, candidat iodoépéodot arrivé en deuxième position au premier tour. — (Corresp.)

LE DERNIER ORDRE DU JOUR AUX ARMÉES DE M. QUILLES

Avant de quitter ses fonctions, le ministre de la défense a adressé un « ordre du jour » aux armées, dans lequel on peut lire notamment :

« Ayant partagé quelques moments forts de votre existence, je connais les contraintes de la condition militaire. Je sais aussi les satisfactions qu'elle vous apporte. En de multiples occasions, j'ai pu éprouver par moi-même votre enthousiasme et votre disponibilité. Je crois que ces deux qualités, parmi tant d'autres, font la force de nos armées et de notre gendarmerie, et je me félicite qu'elles soient aussi développées (...).

« Mon vœu le plus cher est que la France demeure durablement une nation respectée, ouverte au dialogue et à la coopération. Pour cela, elle doit posséder un système de défense fort et capable de se moderniser. C'est ce à quoi nous avons consacré ensemble nos efforts. Sachez que cette période restera pour moi l'une des plus intenses que j'ai connues dans l'exercice de mes responsabilités publiques », conclut M. Quilès.

● PRÉCISION. — En Haute-Saône, le RPR et l'UDF ont obtenu 4 sièges de conseillers régionaux (3 pour l'UDF, 1 pour le RPR) et non 3 comme il était indiqué par erreur dans le commentaire publié à la suite des résultats du scrutin législatif.

L'ARCHITECTURE RURALE FRANÇAISE ILE DE FRANCE-ORLÉANAIS 23x30 cm - 256 p. - 340 F Un outil précieux un livre de référence Editions Berger-Levrault.

OTAGES, C'EST PAS ENCORE LA BARAKA BARAKA N° 2 - 16 F, EN VENTE EN KIOSQUE ET CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

A nos abonnés ABONNEMENTS-VACANCES Pour la période des vacances de Pâques, vous pouvez souscrire un abonnement de courte durée au prix de : 2 semaines (12 ex.) 70 F 3 semaines (18 ex.) 100 F N'attendez pas le dernier jour.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

Les nouveaux élus à l'Assemblée nationale

Nous terminons aujourd'hui la publication des biographies des nouveaux députés élus le 16 mars 1986. (Le Monde des 19 et 20 mars.)

B

FRANK BOROTRA

RPR (YVELINES)

Né le 30 août 1937, à Nantes, M. Frank Borotra est le neveu de l'ancien grand champion de tennis. Licencié en sciences physiques et en chimie, diplômé de l'Institut français du pétrole, il fut ingénieur dans les raffineries françaises de la société Elf avant d'être son directeur régional à Dunkerque. Il est actuellement directeur général d'entreprises indépendantes s'intéressant au négoce du pétrole. Adhérent à l'UDR dans le 13^e canton, M. Borotra est son candidat infortuné à Dunkerque lors des législatives de 1983. Il avait obtenu l'année précédente le siège de conseiller général du 13^e canton. Il ne le quitta qu'en 1985, lorsqu'il fut élu conseiller général du 13^e canton. Il a participé à la commission chargée de préparer les investitures du parti chrétien pour les législatives de 1986. Il est aussi président de la fédération départementale des Yvelines. Membre de la section de la production industrielle du conseil économique et social de 1973, il a été élu conseiller municipal de Versailles en mars 1983. Il est depuis adjoint au maire chargé des affaires économiques.

JACQUES BOYON

RPR (AIN)

Né le 30 septembre 1934 à Nantes (Loire-Atlantique), Jacques Boyon est conseiller-maire à la Cour des comptes, président du conseil général de l'Ain et maire de Pont-d'Ain.

Q

ROGER QUILLIOT

PS (PUY-DE-DÔME)

Né le 19 juin 1925 à Hermoville (Puy-de-Calais), M. Roger Quilliot, qui est agrégé de lettres, a enseigné aux lycées d'Evreux, Angers et Savigny de 1949 à 1963 puis à la faculté des lettres de Clermont-Ferrand. Membre du comité directeur de la SFIO (1963-1969) puis du parti socialiste (1969-1971), il a été élu en mars 1971 conseiller municipal de Clermont-Ferrand puis maire (avril 1973), conseiller général (septembre 1973) et sénateur (septembre 1974).

Réélu maire en 1977, il est battu aux élections cantonales de mars 1979 mais retrouve son siège à celles de 1983. M. Quilliot, qui est entré au comité directeur du PS en 1977, est nommé ministre de l'urbanisme et du logement dans le premier gouvernement Mauroy en 1981. De ce passage au gouvernement, dont il démissionne en 1983 après avoir été réélu au Sénat, il reste une loi, celle qui régit depuis le 22 juin 1982 les rapports entre bailleurs et locataires.

M. Quilliot, qui a toujours associé responsabilités politiques et travaux d'écriture, a publié de nombreux ouvrages depuis qu'il a été élu en 1970. Il a écrit des livres pour ses travaux sur Albert Camus, dont il a été élu et dont il a édité les œuvres complètes. Après avoir présidé l'Association des maires des grandes villes de France (1977-1983) et la Fédération nationale des offices HLM (1978-1981), il préside depuis 1983 l'Union nationale des HLM.

R

ÉRIC RAOULT

RPR (SEINE-SAINT-DENIS)

Né le 19 juin 1935 à Paris, M. Eric Raoult est diplômé de l'Institut des sciences politiques, licencié en sciences économiques et diplômé de l'Institut français de presse. Adhérent à l'UDR dès 1971, il est membre du comité directeur du RPR depuis 1982. Depuis juillet 1983, il est élu conseiller municipal de la jeunesse de ce mouvement. Elu conseiller municipal du Raincy (Seine-Saint-Denis) en 1977, réélu en 1983, il est adjoint au maire de cette commune. Candidat malheureux aux élections législatives de 1981, M. Raoult était assistant parlementaire de M. Claude Labbé.

MICHEL RENARD

RPR (MARTINIQUE)

Agé de soixante-deux ans, surnommé « le Shérif » pour son goût des armes et ses nombreuses cicatrices récoltées dans les bagarres électorales, mais converti désormais, assure-t-il, à la non-violence, M. Michel Renard est venu à la politique par le syndicalisme dans les milieux paysans. Chef de file du RPR en Martinique, il est maire de Marigot depuis 1947. À l'époque, il était membre du Parti communiste français. Il a rejoint le rang des gaullistes en 1952. Conseiller général du canton de Marigot, il est, depuis le dernier renouvellement de l'assemblée départementale, premier-vice-président du conseil général, titre qu'il partage avec son rival numéro un, M. Jean Maron, président de l'UDF.

CHARLES REVET

UDF-PR (SEINE-MARITIME)

Né le 9 novembre 1937 à Turretot, agriculteur, M. Revet a été député de 1978 à 1981. Maire de Turretot depuis 1963, il est vice-président du conseil général et président départemental du RPR.

JEAN REYSSIER

PC (MARNE)

Jean Reyssier est né le 31 mai 1922. Ancien chimiste, il a été secrétaire du syndicat CGT des chimistes. Il est conseiller général depuis 1964, maire et président du district de Châlons-sur-Marne depuis 1977.

JEAN ROATTA

UDF-PR (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 13 décembre 1941 à Marseille, M. Jean Roatta, artisan-carrossier, est l'un des plus fidèles lieutenants de Jean-Claude Gaudin, dont il était le suppléant en 1981. Entré au CNIP en 1964, il fit partie des Républicains indépendants en 1974, puis au RPR en 1977. M. Jean Roatta est secrétaire fédéral du RPR des Bouches-du-Rhône depuis novembre 1982 et membre du bureau politique national de ce parti depuis 1984.

Elu conseiller municipal de Marseille sur la liste de M. Gaudin en mars 1983, il avait obtenu l'année précédente le siège de conseiller général du 13^e canton.

GILLES DE ROBIEN

UDF-PR (SOMME)

Né le 10 avril 1941 à Coquerel (Somme), agent d'assurances, M. Gilles de Robien est conseiller municipal d'Antons (dans la minorité) depuis mars 1983. Il est élu conseiller départemental du Parti républicain.

HECTOR ROLLAND

RPR (ALLIER)

Ancien concessionnaire de poids lourds, M. Hector Rolland, qui est âgé de soixante-quatre ans, est maire de Moulins depuis 1971. Député de la 1^{re} circonscription de l'Allier en 1968, il est battu en 1981 par le maire socialiste d'Écuze. Elu conseiller général en 1970, il cède sa place deux ans plus tard, à l'un de ses adjoints à la mairie.

M. Rolland, qui participa en 1973 au groupe des « 43 », et fonda la même année le groupe RPR Réflexions et propositions à l'Assemblée nationale, fut de 1974 à 1976 chargé de mission auprès de M. Jacques Chirac comme président du comité des usagers. En 1975, il devient député régional du RPR pour l'Auvergne et vice-président de l'association des députés maires de France à l'Assemblée nationale. Il fonda en 1979 l'Association parlementaire du Syndicat national de la petite et moyenne entreprise.

Dans le conseil régional sortant, il présidait la commission des finances.

ANDRÉ ROSSI

UDF-RAD, (AISNE)

Né le 16 mai 1921 à Menon (Alpes-Maritimes), diplômé d'études supérieures de droit, M. André Rossi, sous-préfet en retraite, a appartenu à divers cabinets ministériels avant d'être élu, en novembre 1958, député (Centre républicain) de l'Aisne (5^e circonscription), puis réélu jusqu'en 1981. Représentant à l'Assemblée européenne à partir de 1959, il retrouve ce mandat, au suffrage universel, en juin 1979 et en juin 1984. Conseiller général du canton de Charly-sur-Marne depuis 1984, maire de Chéry-sur-Marne de 1962 à 1971, puis de Châteaufort depuis 1971, M. Rossi a été secrétaire d'État auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement de 1974 à 1976, puis ministre du commerce extérieur de 1976 à 1978. Vice-président du Parti radical, M. Rossi est membre du conseil national de l'UDF.

MICHEL DE ROSTOLAN

CNIP-FN (ESSONNE)

Né le 8 mars 1946 à Montargis, M. Michel de Rostolan a adhéré au CNIP en 1973. Successivement membre du bureau des jeunes de ce parti, secrétaire général adjoint des Hauts-de-Seine et secrétaire adjoint du conseil national, secrétaire national chargé des affaires culturelles puis de la réorganisation financière, il est entré au bureau national du CNIP en 1983. Il est actuellement secrétaire national aux relations extérieures. Parallèlement, il est un des fondateurs du cercle Renaissance qu'il préside depuis 1970, et secrétaire général de SOS-Droits de l'homme. M. de Rostolan est député jusqu'à l'année prochaine.

YVETTE ROUDY

PS (VAL-DE-LOIRE)

Née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde), diplômée d'anglais, M^{me} Roudy est ministre des droits de la femme depuis 1981 après avoir été notamment secrétaire générale du Mouvement démocratique féminin, fondatrice et rédactrice en chef de la Femme du XX^e siècle, secrétaire nationale du PS chargée du secteur Action féminine. Elle a été de 1979 à 1981 députée à l'Assemblée européenne.

JEAN ROUSSEL

FN (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 4 avril 1923 à Marseille, M. Roussel est avocat au barreau de cette ville depuis 1945. Il a d'abord milité au PR puis il a été le secrétaire fédéral dans les Bouches-du-Rhône de 1976 à 1982. Il est entré au conseil municipal de Marseille en 1983 sur la liste de l'opposition conduite par M. Jean-Claude Gaudin, avant d'être élu sous l'étiquette du Front national conseiller général du deuxième canton de Marseille en mars 1985.

JACQUES ROUX

PC (HÉRAULT)

Né le 6 janvier 1923 à Fargues (Lot-et-Garonne), professeur agrégé de médecine, maître de conférence à la faculté de médecine de Montpellier,

M. Jacques Roux est nommé, en 1962, titulaire de la chaire de bactériologie-virologie de cette faculté et chef de service au centre hospitalier régional. Membre correspondant national de l'Académie de médecine et membre de l'Académie des sciences de New-York, M. Roux entre, en juin 1981, au cabinet de M. Jack Ralite, ministre de la santé. De novembre 1981 à décembre 1985, président du conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), M. Roux a été conseiller général depuis 1955, il siège au comité central de ce parti depuis 1965.

JEAN-PIERRE ROUX

RPR (VAUCLUSE)

Né le 5 août 1938 à L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse), ingénieur, M. Roux est diplômé de l'École des travaux publics de l'Etat. Elu député du Vaucluse en 1968, il est resté sans étiquette jusqu'en 1971, date à laquelle il s'est inscrit au groupe UDR (il est aujourd'hui membre du comité central du RPR). M. Roux a été de nouveau candidat à la députation, sans être élu, en 1973, 1978 et 1981. Elu maire de L'Isle-sur-la-Sorgue en 1965, il a tenu, depuis 1971, de prendre la mairie d'Avignon, qu'il a finalement revu en PS en mars 1983. Conseiller général depuis mars 1985, il est président du groupe RPR au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et parlementaire européen depuis juin 1984.

ANTOINETTE RUFENACHT

RPR (SEINE-MARITIME)

Née le 11 mai 1939 au Havre, ancienne élève de l'ENA, M. Rufenacht a fait partie, de 1972 à 1975, des cabinets de M. Olivier Guichard, ministre de l'équipement, et Vincent Auzanar, ministre de la qualité de la vie, avant de devenir député puis secrétaire d'Etat (d'abord auprès du premier ministre, ensuite auprès du ministre de l'Industrie) dans le gouvernement de M. Raymond Barre. Conseiller municipal du Havre, elle est première vice-présidente du conseil général depuis 1982.

S

FRANCIS SAINT-ELIER

UDF-PR (CALVADOS)

Né le 11 mars 1951 à Morange-sur-Perce (Mayenne), M. Dominique Bernard Saint-Pierre est avocat à la cour de 1977 à 1983 assistant parlementaire de M. Jean-Marie Girauly, sénateur, maire de Caen, puis chargé de mission auprès du président de la chambre de commerce, conseiller général depuis 1982. Il est élu député de l'UDF pour le Calvados et vice-président de la fédération nationale des jeunes élus locaux.

DOMINIQUE BERNARD

SAINT-PIERRE (MRG (AIN))

Né le 10 novembre 1940 à La Tronche (Isère), M. Dominique Bernard Saint-Pierre est avocat à la cour de Lyon et conseiller municipal de Lyon.

ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

MRG (VAL-DE-MARNE)

Né le 17 avril 1943 à Pau (Pyrénées-Atlantiques), diplômé de l'Institut des sciences politiques, docteur en droit, agrégé de droit public et de sciences politiques, Roger-Gérard Schwartzenberg a enseigné à la faculté de droit et de sciences économiques d'Orléans (1968-1969), puis de Paris (à partir de 1969), et à l'Institut d'études politiques de Paris (à partir de 1972). Délégué général (1976-1978), vice-président (1978) puis président de 1981 à 1983 du Mouvement des radicaux de gauche, il avait été élu sur la liste PS-MRG aux élections européennes de juin 1979. Entré au gouvernement comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale en 1983, il est, depuis, juillet 1984, secrétaire d'Etat chargé des universités. Auteur de nombreux ouvrages, dont un Traité de sociologie politique, édité pour la première fois en 1971, et de l'Etat spectacle, essai sur et contre le stalinisme, paru en 1975, il est également écrit plusieurs articles pour l'Express jusqu'en 1974, puis pour le Monde.

JEAN-PAUL SÉGUÉLA

RPR (HAUTE-GARONNE)

Né le 21 février 1938 à Toulouse, professeur de médecine, chef du service de parasitologie du CHU de Rangueil, Vice-doyen de la faculté de médecine en 1976, il en est depuis février 1983 le doyen. Maire de Bastiès (Haute-Garonne) depuis 1977, conseiller général du canton de Montastruc (Lévez-Garonne) depuis 1979, conseiller général indépendant en 1973 puis membre du Parti républicain, M. Séguéla est passé au RPR à la fin de l'année 1984.

PIERRE SERGENT

FN (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

Né le 30 juin 1926 à St-Estève (Haute-Pyrénées), ancien élève de l'École de Saint-Cyr, M. Pierre Sergent devient officier dans la Légion étrangère. Il sert en Indochine, puis en Algérie, où il devient capitaine du 1^{er} régiment étranger parachutiste, unité dissoute ultérieurement pour sa participation au putsch d'avril 1961 à Alger. M. Sergent participe à cette opération, puis entre dans la clandestinité et devient le chef de l'OAS-méditerranée par défaut, à vingt ans de détention et, deux fois, à la peine de mort. Amnistié en juillet 1968, M. Sergent publie plusieurs ouvrages. Il entre, en 1983, au CNIP, dont il devient le délégué national, puis rejoint le Front national en 1985.

JACQUES SIFFRE

PS (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 4 avril 1937 à Aix (Arège), dans une famille de militants socialistes, M. Jacques Siffre a fait des études de médecine et obtenu une licence en droit à Toulouse avant d'ouvrir un cabinet d'ophtalmologiste à Istres (Bouches-du-Rhône) en 1969. Entré au PS en 1970, il a été élu maire de cette commune en 1977 et réélu en 1983. Il est également conseiller général du canton d'Istres depuis 1982 et président du syndicat communal d'aménagement des rives de l'étang de Barre, qui regroupe les communes d'Istres, Fos et Miramas, depuis 1977.

PIERRE SIRGUE

FN (GIRONDE)

Né le 17 novembre 1954 à Aire-sur-Adour (Landes), avocat, M. Pierre Sirgue a été candidat au Front national aux élections législatives de mars 1985 dans la 10^e circonscription de la Gironde (Bordeaux), puis à toutes les élections suivantes.

JACQUES SOURDILLE

RPR (ARDENNES)

Né le 19 juin 1922 à Nantes, le docteur Jacques Sourdil, ancien résistant et député, gaulliste de la première heure, fut élu pour la première fois député des Ardennes en 1968 dans la 3^e circonscription, celle de Sedan-Vouziers. Il le resta jusqu'en mai 1981, où il fut battu par un socialiste, le docteur Gilles Charpentier. Éloigné de l'Assemblée nationale pendant ces cinq années, M. Jacques Sourdil joue néanmoins un rôle important dans le département des Ardennes pendant cette période, puisqu'il prit en 1982 la présidence du conseil général. Secrétaire adjoint du conseil général de 1972 à 1975, M. Jacques Sourdil fut secrétaire d'Etat à la recherche en 1977-1978 dans le gouvernement Barre. Il présida par ailleurs le conseil régional de Champagne-Ardenne de 1974 à 1981. Médecin, universitaire, spécialiste en ophtalmologie, il est par ailleurs conseiller spécial auprès de l'UNESCO.

ROBERT SPIELER

FN (BAS-RHIN)

Né le 18 décembre 1951 à Sarreguemines (Moselle), Robert Spielier, diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, est ingénieur conseil.

GISELE STEVENARD

PS (PARIS)

Née en 1951 à Sarcelles (Val-d'Oise), secrétaire, élue en 1983, conseillère de Paris (13^e arrondissement), membre du comité directeur du PS, première secrétaire de la Fédération de Paris.

JEAN-PIERRE STIRBOIS

FN (HAUTS-DE-SEINE)

Né le 30 janvier 1945, M. Jean-Pierre Stirbois est diplômé en marketing de l'École des cadres et du commerce. Après avoir travaillé dans plusieurs entreprises, il fonde en 1975 une imprimerie. En 1964, il est responsable des Jeunes au Conseil national des comités Trévis-Vignacourt ; en 1965, il adhère au mouvement Jeune Révolution et au Mouvement solidaire français ; en 1977, il rejoint le Front national ; il entre à son bureau politique en 1980 et en est maintenant le secrétaire général. Candidat malheureux à Dreux (Eure-et-Loir) aux élections cantonales de 1978 et de 1981, il se présente sur une liste avec le RPR aux élections municipales de 1983 ; après annulation de celles-ci, il est élu sur la liste du Front national au premier tour, qu'il laisse à M. Stirbois. En 1984, il est élu député à l'Assemblée des Communautés européennes sur la liste de M. Le Pen.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

PS (HAUTE-SAÔNE)

Né le 25 avril 1949 à Paris, M. Dominique Strauss-Kahn est commissaire adjoint au Plan depuis décembre 1984. M. Strauss-Kahn, membre du bureau exécutif et du secrétariat national du Parti socialiste depuis le congrès de Bourg-en-Bresse (octobre 1983), est l'un des plus proches collaborateurs de M. Lionel Jospin. Ancien élève de HEC, spécialiste des questions financières, il était considéré, jusqu'à ses élections législatives, comme l'économiste du PS. A ce titre, sa participation à tous les débats économiques internes au PS a été souvent déterminante.

T

MARTIAL TAUGOURDEAU

EX-RPR (EURE-ET-LOIR)

Né le 14 décembre 1926 à Baugy-Val (Maine-et-Loire), M. Martial Taugourdeau est médecin généraliste. Maire de Tremblay-le-Vieux depuis 1971, il a été député RPR d'Eure-et-Loir de 1978 à 1981. Conseiller général du canton de Châteaufort-Thymerais depuis 1979, il préside, depuis le renouvellement de mars 1985, l'Assemblée départementale d'Eure-et-Loir. Il a été exclu du RPR après avoir fait liste commune le 16 mars avec le président du conseil régional, M. Maurice Doussat (UDF-PR), contre la liste officiellement investie par l'équipe-major national du RPR.

PAUL-LOUIS TENAILLON

UDF-CDS (YVELINES)

Né le 14 février 1921 à Vélizy-Villacoublay, M. Paul-Louis Tenailon est licencié en droit. Directeur d'une coopérative agricole de la région de Versailles, il s'est très vite engagé dans l'action politique. Elu conseiller municipal de Versailles depuis 1953, conseiller général depuis avril 1955, adjoint au maire de sa ville depuis 1956, il est ancien membre de l'UDSR, le parti de M. François Mitterrand, dont il représentait dans la région et M. Edouard Boncompagni. M. Tenailon est, depuis, resté lié à ce dernier. Aux législatives de 1962, il est candidat du « cartel des notables » à Versailles, mais il est battu par le député sortant gaulliste. En 1967, après avoir rejoint le Centre démocrate, il est à nouveau candidat sans succès, étant battu par un député UDR ; il fait une nouvelle tentative, infructueuse, en 1973. Dans la deuxième circonscription, où il est élu en 1969 M. Michel Rocard, alors au PSU, cette fois encore c'est un gaulliste, M. Lauriol, qui l'emporte. Le 10 janvier 1977, M. Tenailon est élu président du conseil général des Yvelines après le décès de M. Jean-Paul Palewski, député RPR. Il est aussi président départemental du CDS et de l'UDF.

ANDRÉ THIEN AH KOON

APP. UDF (LA RÉUNION)

Né à La Plaine des Cafres le 16 mai 1940, d'une modeste famille de commerçants d'origine chinoise, autodidacte, M. André Thien Ah Koon (« M. Tak » comme on l'appelle à la Réunion) dirige plusieurs sociétés industrielles et commerciales, dont une importante chaîne de distribution. Après des débuts parmi les jeunes gaullistes de l'UDF, il se détache de tout appareil politique et, en 1976, se fait élire dans le deuxième canton du Tampon. Jusqu'en 1981 il reste très proche des milieux gaullistes, et fait élire maire du Tampon en 1983, puis, à l'approche des élections législatives, affirme son attachement à M. Raymond Barre.

MAURICE TOGA

RPR (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 22 mars 1927 à Marseille, M. Maurice Toga est un nouveau venu en politique. Il n'a adhéré au RPR qu'en 1982 et n'a été appelé à prendre en main la fédération des Bouches-du-Rhône du mouvement gaulliste qu'en juillet 1985, sans avoir eu de responsabilités antérieures. Il a effectué, en revanche, une brillante carrière hospitalo-universitaire. Professeur agrégé de neuropathologie, il est doyen de la faculté de médecine de Marseille depuis 1972 et chef de service des hépatites depuis 1973. Il est également membre du comité consultatif des universités et correspondant de l'Académie de médecine.

CATHERINE TRAUTMANN

PS (BAS-RHIN)

Née le 15 janvier 1931, M^{me} Catherine Trautmann est titulaire d'une maîtrise en théologie. De tendance rocardienne, elle est, conseiller municipal minoritaire de Strasbourg depuis 1983.

GÉRARD TRÉMÈGE

UDF-PR (HAUTES-PYRÉNÉES)

Né le 4 septembre 1944 à Séméac (Hautes-Pyrénées), M. Gérard Trémège est licencié en droit et diplômé d'études supérieures de droit public. Expert-comptable, commissaire aux comptes, il dirige depuis 1976 une société d'expertise comptable qu'il a créée. Président de la fédération des Hautes-Pyrénées du Parti républicain et de l'UDF, Gérard Trémège est conseiller général du canton de Tarbes-I depuis mars 1985.

U

JEAN UEBERSCHLAG

RPR (HAUT-RHIN)

Né le 29 mai 1935 à Folschbourg (Haut-Rhin), M. Jean Ueberschlag est chirurgien-dentiste, élu conseiller municipal de Saut-Louis en 1977, est adjoint au maire de cette commune depuis 1983. Suppléant depuis 1978 du M. Antoine Glaser, député RPR, il figure en sixième-décime position sur la liste conduite par Simone Veil aux élections européennes de 1984.

V

PHILIPPE VASSEUR

UDF-PR (PAS-DE-CALAIS)

Né le 31 août 1943 au Touquet, diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille, M. Vasseur est rédacteur en chef économique au Figaro depuis 1984 après avoir été rédacteur en chef des Echos, chef du service économique du socialisme, et directeur de la rédaction du Nouveau Journal.

MICHEL VAUZELLE

PS (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Né le 15 août 1944 à Montélimar (Drôme), M. Michel Vauzelle est avocat de formation. Il a participé au cabinet de M. Jacques Chaban-Delmas, premier ministre, de 1969 à 1972. Président, en 1974, du conseil national de soutien des jeunes à la candidature de M. Chaban-Delmas à l'élection présidentielle, il s'était prononcé, au second tour, pour M. Mitterrand. Adhérent au PS depuis 1976, il avait été parti à la justice, avant d'être, pendant la campagne de 1981, directeur adjoint du cabinet du candidat Mitterrand. Porte-parole de la présidence de la République depuis 1981, M. Vauzelle a

été nommé préfet hors cadre en novembre 1985. Conseiller municipal d'Arles (Bouches-du-Rhône) depuis 1977, M. Vauzelle avait été candidat, sans être élu, aux élections cantonales (canton d'Arles-Ouest) en mars 1985.

PAUL VERGES

APP. PC (LA RÉUNION)

Né le 5 mars 1923 à Oubou (Tahiti), ancien journaliste, M. Paul Vergès avait déjà siégé à l'Assemblée nationale, de 1956 à 1958, sur les bancs du groupe communiste. Il était alors le secrétaire général. Maire du Port depuis 1969, il siège à l'Assemblée européenne depuis 1979 après avoir été élu sur la liste du PCF. Il a défendu des orientations autonomistes proches des thèses indépendantistes, avant de faire preuve de pragmatisme et de devenir ministre, à l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. Le principal partenaire local de la majorité socialiste nationale, il a pris ensuite ses distances avec le PS en refusant le principal représentant de la gauche à la Réunion.

JEAN-PAUL VIRAPOULLE

société

LES SUITES DE L'AFFAIRE GREENPEACE

Le docteur Maniguet gagne contre « le Monde » un procès en diffamation

La première chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Jean-Michel Guth, a rendu, mercredi 19 mars, un jugement condamnant le Monde à payer 60 000 francs de dommages et intérêts au docteur Xavier Maniguet, qui en demandait 500 000, et par lequel il estime que ce dernier a bien été victime d'une diffamation. M. Maniguet se plaignait d'un article publié dans le numéro daté du 9 août 1985, sous la signature de notre collaborateur Edwy Plenel.

Celui-ci examinait ce jour-là les pistes possibles qui se présentaient aux enquêteurs après le sabotage à Auckland du Rainbow Warrior. C'est ainsi que se trouvait cité le nom du docteur Maniguet, qui avait loué un bateau à Nouvelles-Calédonie le bateau l'Orvèda, dont on devait ensuite repartir. A son sujet, Edwy Plenel, relatant des informations de source policière, avait écrit : « A l'extrême, extrême droite, pour lui, le Front national serait presque de gauche. » C'est cette appréciation que le médecin de Dieppe considérait comme diffamatoire.

A l'audience du 19 février (le Monde du 21 février), M. Yves Baudouin, avocat de notre journal, avait fait valoir qu'Edwy Plenel, au stade initial de l'enquête, n'avait fait que passer en revue des hypo-

thèses sans en privilégier aucune, et que, par la suite, il devait très rapidement écarter celle d'une affaire montée par l'extrême droite, mettant ainsi hors de cause M. Maniguet. Il soutenait en outre qu'attribuer une opinion politique, fautive ou d'extrême droite, à quelqu'un ne pouvait constituer une diffamation dans un pays où toutes les opinions sont libres. Il avait invoqué aussi le fait que M. Maniguet n'avait pu être joint au téléphone, un autre collaborateur du Monde, Daniel Schneidermann, avait été, dès le lendemain, envoyé à Dieppe, lieu de résidence du médecin, et qu'une enquête fut publiée d'où il ressortait que l'appartenance à l'extrême droite de M. Maniguet « laisse révéler tous ceux qui le connaissent ».

Le jugement rendu répond que « s'il est vrai que l'imputation d'une appartenance à un parti d'extrême droite n'est pas en soi diffamatoire, elle revêt néanmoins ce caractère à partir du moment où se trouve évoqué l'éventualité d'un complot de ce mouvement ayant des liens privilégiés avec « la droite musclée de Nouvelle-Calédonie ». « Certes, ajoute le tribunal, il n'était pas affirmé de façon catégorique que le docteur Maniguet a participé au sabotage, mais son appartenance à une formation extrémiste ne peut être interprétée par le lecteur que comme une motivation suffisante à un acte semblable ».

Au contraire, dit le tribunal, a estimé qu'il n'avait pas seulement tenu compte du passage dont se plaignait expressément M. Maniguet dans son assignation, mais que les phrases qu'il reprochait devaient être appréciées dans le contexte de l'article tout entier.

On notera aussi qu'il écarte l'argument, pourtant réel, fondé sur le reportage de Daniel Schneidermann à Dieppe qui faisait apparaître une autre image de M. Maniguet, et annonçait ainsi l'existence de la piste d'extrême droite. S'il salue en effet « l'objectivité et l'impartialité » de l'auteur de ce reportage, c'est pour y trouver une raison de condamnation supplémentaire autant qu'insuffisante. Car, dit-il, ce dernier article « ne rend que trop regrettable la publicité donnée trop rapidement aux informations de source policière ou militaire dont il aurait pu ou dû penser qu'elles pouvaient participer à une opération de contre-information ».

Le Monde, qui se voit en outre imposer la publication de ce jugement dans ses colonnes, a décidé aussitôt d'interjeter appel.

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

LES PETITS PROFITS DU VENDREDI SAINT

Une dizaine de commerçants de la périphérie de Metz avaient ouvert leur magasin le jour du Vendredi saint, avant-veille de Pâques, l'an dernier. Ils viennent d'être condamnés par le tribunal correctionnel à des amendes de 100 F, avec sursis.

Les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin sont soumis à des lois héritées des tutelles successives qui jalonnent leur histoire.

Certains ont été abrogés au retour des trois départements dans le giron français en 1918.

Mais une règle, qui date de l'empire allemand, est toujours en vigueur : elle fait du Vendredi saint, anniversaire de la mort du Christ, un jour férié dans toutes les communes où se trouve un temple protestant.

C'est le cas de Metz, mais non de certaines communes limitrophes. Les commerçants de ces dernières ouvrent donc leurs portes ce jour-là, attirant la clientèle de Metz.

La lettre de la loi est ainsi respectée, non l'esprit. Mais le tribunal correctionnel veille...

Un militant italien d'extrême gauche remis en liberté. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mercredi 19 mars, un arrêt ordonnant la mise en liberté sous contrôle judiciaire d'un ressortissant italien, Luigi Bergamin, trente-huit ans, militant d'extrême gauche.

Arrêté à Paris le 26 septembre dernier et incrimé d'usage de faux papiers, Luigi Bergamin est l'objet, de la part des autorités judiciaires italiennes, d'une demande d'extradition.

FAITS DIVERS

Attentat contre le magasin d'un candidat du Front national dans le Var. — Une explosion a provoqué des dégâts importants pendant la nuit du mardi 18 au mercredi 19 mars, dans un magasin de location de vidéo-cassettes de La Seyne, appartenant à un candidat du Front national aux élections régionales dans le Var. Les vitrines du magasin ont volé en éclats lors de l'explosion, mais personne n'a été blessé.

Le gérant de ce vidéo-club est M. Gilbert Mercadal, qui occupait la seizième place sur la liste du Front national et n'a pas été élu. L'attentat a été revendiqué au bureau régional de l'Agence France-press à Marseille par un correspondant se réclamant d'un « groupe d'intervention anti-fasciste ».

Loto

LE POIDS DU HASARD

M. Alderino Obertoli mène contre la société d'économie mixte de la Loterie nationale et du Loto national un singulier combat. Jouer habituellement au Loto, est italien de Paris a souvent réalisé des gains importants. Il s'est étonné de les voir diminuer nettement au cours de l'année 1984. Il attribue cette soudaine malchance à des différences de poids qui résisteraient entre les boules mises dans l'appareil lors des tirages.

Ainsi plaiderait-il que les résultats ne dépendent plus totalement du hasard. Pour avoir le cœur net, et afin de pouvoir engager dans les meilleures conditions un procès en réparation du préjudice qu'il pense avoir subi, il avait demandé en référé une mise sous scellés de la sphère et des boules utilisées lors de l'un des tirages. Le 18 décembre 1985, le président du tribunal de Paris devait rejeter sa demande. M. Obertoli vient d'obtenir, mercredi 19 mars, de la cour d'appel, une décision qui, sans ordonner la mise sous scellés, lui reconnaît cependant « un motif légitime de vouloir faire établir et conserver la preuve dans des conditions contradictoires, ne laissant place ni à l'arbitraire, ni au soupçon, du poids exact de chacune des boules utilisées à l'occasion de certains tirages ». Accompagné d'un huissier désigné par le juge, le joueur mécontent se voit accorder la faculté de se présenter inopinément à trois reprises, à des dates de son choix, après le tirage du Loto et hors de la présence du public, pour faire procéder à la pesée de chacune des boules sorties de la sphère et de chacune de celles qui y seront restées...

J.-M. Th.

Deux Basques espagnols expulsés vers le Cap Vert

Deux Basques espagnols, membres présumés d'ETA politico-militaire, M. José Ignacio Rodríguez Munos et sa compagne, M^{me} Elena Barcones Arguellos, dite « la Tigresa », ont été expulsés, mardi 18 mars, vers le Cap-Vert. L'expulsion vers le Cap-Vert — où ils sont arrivés dans la nuit de mardi à mercredi — de M. Rodriguez Munos et de M^{me} Barcones Arguellos porte à trente-sept le nombre de Basques espagnols expulsés de France depuis le mois de janvier 1984 et à sept le nombre de ceux expulsés vers le Cap-Vert.

M. José Ignacio Rodríguez Munos et M^{me} Elena Barcones Arguellos, interpellés au mois de mars 1984 à Habas (Landes) et incrimés, à l'époque, d'association de malfaiteurs, avaient été condamnés, le 12 décembre 1985, à quatorze mois d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Dax pour détention de faux papiers et extension de fonds.

Les faits remontent à 1980 et 1981, alors que M. Pierre Parriaux, cadre au service du personnel, s'opposait aux activités syndicales de la CFDT et de la CGT. La CFDT, partie civile, a obtenu 1 F de dommages et intérêts.

M^{me} Daric Bontoul gagne un procès contre « VSD ». — La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a condamné, mercredi 19 mars, la société éditrice de l'hebdomadaire VSD et le directeur de cette publication, M. François Sigel à payer à M^{me} Daric Bontoul, veuve de M. Jacques Parrot, l'avocat assassiné, 25 000 francs de dommages et intérêts pour avoir publié, le 30 janvier dernier, une photo où elle apparaît avec sa mère et son fils quelques jours après le meurtre de son époux.

Constatant que la photographie litigieuse avait été prise à l'insu de M^{me} Daric Bontoul, les juges ont estimé qu'il s'agissait d'une atteinte à la vie privée.

Six inculpations après une escroquerie au préjudice d'une société de crédit. — Une affaire d'escroquerie au crédit au préjudice de la CREG (société de Crédit électorale et gazier), d'un montant de 10 millions de francs, vient d'être découverte par les policiers de la brigade financière qui ont interpellé, mardi 18 mars, vingt-six personnes dont M. Claude Groslier, directeur de la succursale de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) (le Monde du 20 mars).

M. Groslier, quarante ans, considéré par les enquêteurs comme la cheville ouvrière de l'affaire a été inculpé d'escroquerie, de faux et usage de faux par M. François Chant, juge d'instruction à Paris. Cinq autres personnes ont été inculpées pour les mêmes faits.

Salon du Livre 86 LA DOCUMENTATION FRANÇAISE



Stand C1

Pour recevoir GRATUITEMENT notre catalogue écrire à : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 184, rue Henri Barbusse 93808 AUBERVILLIERS CEDEX

Profession : NOM : Adresse : Code Postal : Ville :

La société Aérospatiale fabriquera le radar héloporté Orchidée

Après la décision du ministre de la défense de doter l'armée de terre d'un moyen de surveillance du champ de bataille (le Monde du 1^{er} février), la société Aérospatiale a été désignée comme maître d'œuvre industriel du système Orchidée (observatoire radar cohérent héloporté d'investigation des éléments ennemis).

Volant à une cinquantaine de kilomètres en retrait de la ligne des contacts, le système Orchidée permettra de détecter et de localiser les colonnes et concentrations de véhicules jusqu'à une centaine de kilomètres dans la profondeur du dispositif adverse. Il est constitué de radars héloportés de type Doppler, de conception très moderne et de hautes performances, intégrés à bord d'hélicoptères Super-Puma et transmettant en temps réel ses informations à des stations mobiles d'exploitation reliées au commandement par l'intermédiaire du réseau de transmissions tactiques (RITA).

Developpé par la société Aérospatiale, architecte industriel de l'ensemble du système et fournisseur de l'hélicoptère de base, le système Orchidée sera conçu par le Laboratoire central des télécommunications (LCT), responsable du système de surveillance dont il fournira le radar héloporté ; par la société Electronique Serge Dassault (ESD), qui réalisera la station sol d'exploitation et la transmission des données ; et par les sociétés Thomson CSF et Matra, pour le système de contre-mesures.

Les hélicoptères Super-Puma, porteurs du système Orchidée, devraient entrer en service en 1995 dans l'armée de terre française.

FEMMES

La permanence du viol

Elles sont trente par jour depuis le 10 mars à téléphoner. La plupart ont de quatorze à dix-huit ans. Elles parlent pour se décharger de cette angoisse qui ressemble trop à de la culpabilité ; pour demander conseil ; pour ne plus porter seules l'horreur du souvenir.

En ouvrant une permanence téléphonique : Viol Femmes Informations, les associations Mouvement jeunes femmes, la Maison des femmes de Paris, Halte-Aide aux femmes battues et le Planning familial veulent « briser le silence sur le viol et lutter contre la banalisation de ce crime ». Une banalisation inscrite dans les chiffres : en 1984, le ministère de l'intérieur a relevé 2 859 viols en France. Viols de femmes et d'hommes, mais 90 % des victimes sont des femmes. Et comme il s'agit de viols déclarés, le nombre exact pourrait être dix fois supérieur.

Les appels au numéro vert (gratuits pour le demandeur) proviennent plus de la province que de la région parisienne. Au bout du fil, des femmes racontent un viol, récent ou plus ancien. Elles ne disent pas clairement : « J'ai été violée », mais seulement : « Je n'étais pas d'accord. » Elles se sentent atteintes, souillées.

La révolte après le peur

Elles redoutent d'être enceintes. Elles murmurent : « J'ai pris des microbes. » Ou bien elles interrogent : « Est-ce que je vais attraper le SIDA ? » Leur corps n'est plus la même, leur vie non plus : « Je n'ai plus au travail le vélo. Je prendrai la bus... » « Je ne pourrai plus aller

voir ma mère car elle habite à la campagne et je dois marcher seule un long moment. » Parfois elles sont très jeunes, quatorze ou quinze ans. Elles n'osent rien dire à la maison et elles n'en pouvaient plus de vivre avec ce secret.

Alors, elles entendent au moins quelqu'un, une femme, les aider à sortir de leur solitude, les inciter, comme dit l'une des responsables, « à transformer leur peur en révolte ». Elles sont encouragées à voir un médecin si le viol date de quelques heures, à solliciter un test pour dépister les maladies sexuellement transmissibles, à prendre la « pilule du lendemain ». Surtout, à chercher autour d'elles à qui parler encore pour dissoudre le honte, pour se défaire de cette réputation qui s'est emparée d'elles et les dégoûte de toute relation sexuelle.

Certaines rappellent quelques jours plus tard pour tenir leur interlocutrice au courant. Les responsables de la permanence téléphonique espèrent constituer un réseau qui permettrait aux victimes de viol de trouver dans chaque ville une oreille attentive et le soutien pour décider ou non de porter plainte, ou qui n'est pas conseillé systématiquement. Car la blessure du viol n'est pas seulement physique, et les victimes humiliées sont la proie de toutes les contractions. Et puis, les responsables de la permanence la savent bien, « l'accusation pénale, c'est lourd pour des gamines ».

CHARLES VIAL.

* Viol Femmes Informations, 05-05-95-95 (numéro vert, appels gratuits, sans indicatif).



Que se passe-t-il derrière les hauts murs de la Santé, ou dans les cellules « quatre étoiles » de Fleury-Mérogis ? Peu de gens le savent, et peu de gens le disent. Surpopulation, trafics, influences, sexualité, drogue et violence, tous les aspects de la vie carcérale sont abordés dans ce livre pour ceux qui les vivent ou qu'on les voit, d'un côté ou de l'autre des barreaux, juges et condamnés, motons et prévenus, avocats, médecins et psychologues...

PRESSES DE LA CITÉ

COSTA GAVRAS, IL PARLE DANS BARAKA

BARAKA N° 2 - 16 F, EN VENTE EN KIOSQUE ET CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

هكذا من الأصل

SÉCURITÉ

**EXTRAIT DES MINUTES DU
GREFFE DE LA COUR D'APPEL
DE PARIS**
Par arrêt de la 13^e chambre de la

Cour d'appel de Paris du 9 décembre 1985. M. DUBOURDIEU Jean, avocat, au 27 juillet 1939 à Talencourt (Gironde), demeurant à Bordeaux (33), 106, rue Abbé-de l'Épée, a été condamné à quinze mille francs d'amende (15 000 F) pour tromperie sur la nature, la qualité ou l'origine du marchandis vendue et de complicité de publicités mensongères commises par Louis Forté. La Cour a, en outre, ordonné sans frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *Tonus* et *le Monde*. Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU
GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS -
CONTAMINATION ÉPIDÉMIQUE

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES. — Le décret du 22 octobre 1985, le 31^e chapitre, 1^{re} section du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour blessures involontaires, infraction aux mesures générales de sécurité des travailleurs, les auteurs d'un grave accident de travail survenu à la suite d'une chute de l'échafaudage par vauz public, pour avoir à Paris, occasionné des blessures involontaires ayant entraîné une incapacité supérieure à trois mois (accident de travail) et pour avoir commis un délit de travail étant responsable par obligation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du livre II, titre III du code du travail et à celles du décret du 30 septembre 1976 relatif au règlement d'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement, les mesures particulières de protection et de sécurité applicables aux travaux publics ou sous autres travaux concernant les immeubles en faitement travailler un salarié sur un échafaudage.

qu'il ne reposait que sur deux boulines ; à la peine de dix mille francs d'amende, le sieur ELIEZ Jean-Paul, Georges, Victor, né le 11 avril 1937 à Saint-Omer (591400), a été condamné à mort.

[illegible]

disposeraient par une seule personne les dispositions des chapitres I, II, III du livre II du titre III du code du travail et notamment les dispositions du décret du 4 novembre 1962 relatif à la direction

à sont mis en œuvre des courants élec-
triques en ne faisant pas procéder à la
vérification des installations électriques
prescrite par l'inspecteur du travail dans

déjà de deux mois à compter du
juin 1962 et alors que deux tableaux
de répartition électrique étaient dispo-
nibles, la mise en œuvre de ces
dispositions de l'article 16, alinéa 1, du
décret précité, dix salariés étant em-
ployés dans l'établissement, à la peine
de dix amendes de mille francs
par jour, dix salariés concernés,
le tribunal a condamné le Sieur Es-
cieur YOUSSEF à payer au Sieur Tri-
unista, né le 8 mars 1923 à Djirba (Tuni-
sie) commençaient démentant 95, rue de
Londres, Paris (15e). Le Tribunal a
en outre, ordonné aux frais de
condamnation la publication de son juge-
ment extrait dans le journal *Le Monde*,
sur extrait conforme délivré par le
secrétaire soussigné, à Monsieur le Procureur
de la République, sur sa réquisi-
toire. N'y ayant appelé.

(2)
PUBLIC, FONDÉE EN 1948
REPUBLIQUE EN 1961

Ces dix ans : en développant en France les
usages de la corne qui permettent à
de la corne (par malformation, ma-
ladies de la corne post-natales)

Banque française des yeux
Paris, CCP : Paris 7448 82 K

JUDICATION
La Boétie, 563.12.66.

MURSRES (92), 8, rue de Raitz
au Palais de Justice de NANTERRE
à l'heure. - En un lot

COURBEVOIE (92)

mande

resser à M^r. M. MAAREK
S. : 42-27-11-36. - M^r. WISLIN,
Gédist. Sur les Neux pour visiter.

UNE MORALE POUR LA POLICE

Symboliquement, la direction du gouvernement socialiste, un ministre de police aura été à l'élaborer un vœu très ancien des organisations syndicales, s'inscrivant du respect des droits de l'homme dans l'exercice des missions policières. La nécessité d'un code de déontologie tient alors elle, à la diversité des tâches et des situations que rencontrent les policiers pour lesquelles le code pénal, le code de procédure pénale ne seraient pas des garde-fous suffisants.

[illegible]

« Le fonctionnaire de la police nationale est loyal, serviteur des institutions républicaines, édifié par le code en son article 7. Il est digne et impartial; il ne se compare de sa dignité en aucune circonstance. Placé au service public, le fonctionnaire de police se comporte envers celui-ci d'une manière exemplaire. Il a l'aspect absolu des personnes telles que soient leur nationalité ou leur origine, leur condition sociale ou leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques. »

« Objections »

Le décret précise ainsi qu'un officier de police ne peut être poursuivi pour des faits de violence ni aucun traitement inhumain ou dégradant. Le policier qui est témoin d'un crime ou d'un délit est tenu de signaler les agissements et d'être responsable de la discipline de son unité. Il ne peut pas intervenir qu'en vertu de la connaissance de l'autorité compétente.

Dans le même ordre d'idées, l'article 17 précise que « le subordonné est tenu de se conformer aux instructions de l'autorité, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal ». Dans ce cas, « il a le droit de faire part de ses objections à l'autorité qui l'a donné et d'indiquer explicitement la situation illégale qu'il attache à l'ordre litigieux ». Si l'ordre est maintenu et si sa contestation persiste, « le subordonné (...) est tenu à la première autorité supérieure qu'il a la possibilité d'atteindre ».

[illegible]

E. P.

[Publicité]

BANQUE FRANÇAISE DES YEUX, FONDÉE EN 1948
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN 1961

REDONNER LA VUE

est l'un des objectifs de la Banque française des yeux : en développant en France les deux volontés d'offrir aide et service aux aveugles des gratifications de la corne qui permettent à des aveugles et mal-voyants de retrouver la vue.

En effet, quand l'écéc est liée à une lésion de la cornée (par malformation, mais aussi brûlure, accident du travail ou de la route), une greffe de cornée peut permettre à un aveugle un mal-voyant de **REVOIR**.

Alors, rejoignez le groupe **REVOIR** - en donnant vos yeux ou en devenant membre cotisant de la Banque française des yeux :

REJOINTEZ le groupe «REVOIR» Banque française des yeux
54, avenue Maréchal Mersin 75019 Paris, CCP : Paris 7408 42 K.

OFFICIER MINISTÉRIEL
VENTE PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

M^r JEAN-YVES TOULLEC, avocat à SURESNES (92), 8, rue de Raitat
VENTE sur SURENCHÈRE du DIXIÈME, au Palais de Justice de NANTERRE
Le JEUDI 18 avril 1984 à 14 heures. - En un lot

UNE PROPRIÉTÉ à COURBEVOIE (92)
105, rue de Normandie
M. à PRIX : 220 000 F. - S'adresser à M^r M. MAAREK,
avocat à PARIS-17, 5, rue Marguerite, tél. : 42-27-11-56. M^r WISLIN,
avocat à NEUILLY (92), 7, avenue de Madrid. Sur les lieux pour visiter.

Un livre sans signature, avec des pensées qui nous intriguent, nous entraînent, nous ravissent.

Cette démarche, fort insolite dans une époque où domine l'ambition de se faire reconnaître, se légitime assurément quand on veut bien considérer les maientendus que provoque une réputation, et les dommages qu'elle engendre, les textes eux-mêmes devenant moins importants que le patronyme de leur auteur.

« Le futur nous dévore des yeux »

Selon Balzac, « la passion de l'incognito » serait « l'un des plus grands plaisirs des princes ». Il est vrai que les pensées de notre philosophe anonyme ont quelque chose de princier. Elles intriguent, elles entraînent, elles ravissent, parfois, s'appliquant à nous séduire sans nous circonvenir. Balzac, encore, disait : « Laissez-moi mon incognito. D'ailleurs mon masque est mieux mis que le vôtre. [...] Celui-ci est fort bien ajusté. L'homme qui le porte nous fait ressentir, d'une manière très fine, très retenue, les relations invisibles avec l'invisible, du dedans avec le dehors, du réel avec le rêve : Comme le monde pais-



Le philosophe inconnu s'efforce à tout moment de saisir ces passages fugitifs, car ils font le prix de notre existence. Pour lui, « c'est la lumière de l'auréole qui s'insinue partout, jusque dans les pièces, rampante, grise, lente, qui donne le plus le sentiment de l'être. La lumière immédiate — électrique, dans les mêmes pièces — en le retrouvant, le fait s'évanouir. »

Nous considérons, le plus souvent, nos émotions comme le domaine de notre cœur, et non pas de notre raison. Mais voici des pensées qui « s'émeuvent ». Elles ressemblent à des treillisements de la main, du visage, du regard. Ainsi, lorsque l'auteur médite sur son propre déclin : « J'ai certainement vieilli ce soir. On vieillit toujours brusquement. » Ou lorsqu'il évoque les impatiences du temps : « Le futur nous dévore des yeux ».

A propos des atteintes de l'âge, il écrit encore : « Je me glisse à

mon tour lentement dans ceux qui vieillissaient devant moi, jadis, naguère, quand je voyais vieillir devant moi. » Cet aveu, si profond, semble extorqué aux silences d'une vie, à tout ce qu'elle ignore d'elle-même, et qui la constitue. Si notre philosophe a choisi le masque de l'anonymat, c'est peut-être aussi que, parlant de soi, il avait le sentiment de parler d'un inconnu.

Deux autres livres récemment parus sont étrangement proches de la *Corne de brume* par leur inspiration : *Eurydice*, une « *élegie* » de Roger Munier, et *Au demeurant*, une brève suite d'aphorismes par le même auteur.

Eurydice, comme le philosophe masqué, nous dépeint les infirmités de Narcisse. Et dans *Autre demeure*, comme dans la *Comédie de brume*, l'avenir est évoqué à la manière d'un oiseau rapace : « *Le temps*, dit Roger Munier, *semblait guetter l'occasion pour se précipiter*. » Dans les deux recueils d'aphorismes, le silence est invoqué d'une façon presque religieuse, et l'on y fait le même usage du paradoxe, car c'est le seul moyen d'exprimer ou plutôt de suggérer le mystère qui nous habite et nous entoure : « *Le silence, oui sans doute. Mais je sais parfois que le silence lui-même fasse silence.* »

FRANÇOIS BOTT.

★ LA CORNE DE BRUME.
Ed. Le Nyctalope, 162, rue Jules-
Barni, 80000 Amiens, 114 p.

★ EURYDICE, de Roger
Münster. Ed. Lettres vives, 4, rue
Beautreillis, 75004 Paris, 58 p.
59 F.

★ AU DEMEURANT, de
Roger Munier. Atelier la Fenêtrée,
Jean-Pierre Chevais, 37, rue
Gérard, 75013 Paris, 74 p., 59 F.

par FLORENCE DELAY

**Jean Canavaggio mène l'enquête,
et Nabokov gagne.**

AU fur et à mesure que s'évanouissent les légendes autour de la vie de Cervantès, son mystère ne fait que se renforcer : à cela même s'emploie son dernier biographe, Jean Canavaggio. Cet érudit clair et calme, maître de son savoir, serviteur de l'exactitude, demeure constamment fasciné par l'usage que fit le grand écrivain joyeux de sa pauvre vie.

Un départ, un propos classique : situer l'homme qui figurera le Siècle d'Or dans le temps et l'espace européens. Des portraits de villes, Alcala, Rome, Naples, Alger, Madrid, Esquivias, Séville, Valladolid... jalonnent cet espace. Si un gros broug endormi du nom d'Esquivias vient interrompre cette liste de capitales, c'est que là s'est marié le soldat revenu de la bataille de Lépante et des bagnes d'Alger. La jeune fille comptait beaucoup moins d'années et beaucoup plus de biens que lui... qui n'avait rien, moins un bras. Rien non plus que l'attaebât puisqu'on le retrouve si vite, seul et loin, à Séville. Séville : l'Athènes espagnole du « divin Herrera », ou la capitale des truands, tueurs et tricheurs de toutes sortes ? L'étiole ou le mineur du « labvritine andalou » ?

Faux portraits

De réquisitions difficiles en comptes mal faits, un commissionnaire aux approvisionnements des galères du roi s'y retrouve en prison. Prison où fut écrit *Don Quichotte* ! s'émerveille la légende. Tout comme la plaque aujourd'hui apposée sur une banque.

Ecrit ? Non et non. Cervantès a dit « engendré ». Que des affabulations prolongent indûment sa

détention fait sourire ce lecteur absolu qu'est notre biographe dont les repères sont internes : « *ce qu'a dit l'écrivain* » dans ses extraordinaires préfaces où il présente son autoportrait de profil et se prononce de face comme pour un manifeste. On aura tout loisir de se méfier dans les fictions, pas dans les préfaces, et pourtant... Une grande partie de la population cervantine, certain chanoine, certain capif, tel renégat, tel picaresque, a connu de près l'homme et peut servir de témoin-interprète. Non, l'homme ne ressemblait pas à un gentilhomme peint dans *l'Enterrement du comte d'Orgaz* ! L'ami des galiciens n'a pas posé pour le Gréco. Et du portrait ornant la couverture de son propre ouvrage Jean Canavaggini précise aussi qu'il est un faux dont la Real Academia refuse toujours l'expertise... Les seuls portraits authentiques, insiste-t-il, se trouvent à l'intérieur des pages : « *Celui-ci que tu vois, avec un visage régulier, les cheveux châtains le front lisse et découvert, les yeux vifs, le nez recourbé, la barbe d'argent...* » On bien encore dans ce récit du capif qui tient en suspens les compagnons de don Quichotte. Non, le modèle du capif n'a pas été capturé par les Barbaresques devant les Saintes-Maries-de-la-Mer (ce qu'affirmait encore l'avant-dernier biographe américain : W. Byron), mais au large des côtes catalanes...

(Lire la suite page 20.)

★ CERVANTES, de Jean Cana-
maria Mazarine. 381 p., 98 F.

★ LITTÉRATURES III. DON
QUICHOTTE, de Vladimir Nabokov. Traduit de l'anglais par Hélène Pasquier. Fayard. 378 p., 150 F.

« Moustique », d'Henry de Montherlant

Un compagnon est un maître

UN peu plus, Montherlant passait sous une voiture. C'était en 1971, rue du Bac, à l'angle du quai Voltaire. Montherlant était presque aveugle. Un passant anonyme a voulu le retenir de traverser au feu vert et hors des clous. Montherlant s'est dégage avec une violence qui a laissé patoisie la bonne âme ; et il est lancé sur la chaussée, comme un enragé. Plutôt mourir broyé s'est lancé sur la chaussée, mais on ignore ! « *Noi me tangerà* » aurait pu être se découvrir par une touche ! », aurait traduit Moustique. Une dépendance, fût-ce d'une seconde, cela se choisit, et on doit rester libre de la briser, de s'en dépêtrer.

Corollaire littéraire de ce tempérament farouche : ne pas laisser enfermer sa personne ni ses écrits dans une image que le public régrégait à sa guise. D'où une œuvre truffée de codicilles, de gloses sous pseudonymes, de postfaces, de démenties : je n'étais pas ce sous pseudonymes, de postfaces, de démenties : je n'étais pas ce vous croyiez, là où vous croyiez, je n'ai pas voulu dire cela... que vous croyiez, là où vous croyiez, et annoncés par toute l'œuvre, le Bien que préparé de longue main et annoncés par toute l'œuvre, le suicide de septembre 1972 a obligé le lecteur à réviser en un éclair tout le sens de ce qu'il avait lu.

Il y a quatre ans, nouveau coup de théâtre : Pierre Sipriot révèle un paquet de lettres dont certaines font surgir, derrière le chantre des vertus guerrières, un Montherlant jouisseur, tenté de l'adultère, amoureux de la vie, du plaisir.

Avec la publication de *Moustique*, c'est encore une retouche qui est apportée à la figure de l'auteur, au masque romain sous lequel son public et lui-même l'ont figé. Derrière le poète ardent mais son public et lui-même l'ont figé. Derrière le poète ardent mais drapé d'Aux femmes du désir (1927) se cache un voyageur épris d'aventures canailles, à l'écoute des réalités sociales, des mœurs et du langage populaires.

CEST à Marseille, en 1926, que Montherlant prend Moustique à son service. L'écrivain s'apprête à parcourir seul l'Italie, l'Espagne, le Maghreb. Il cherche un jeune « serviteur » qui l'aide à susciter, autant qu'à résoudre, les petits incidents pittoresques de pérégrins vagabondages : porter les bagages, trouver

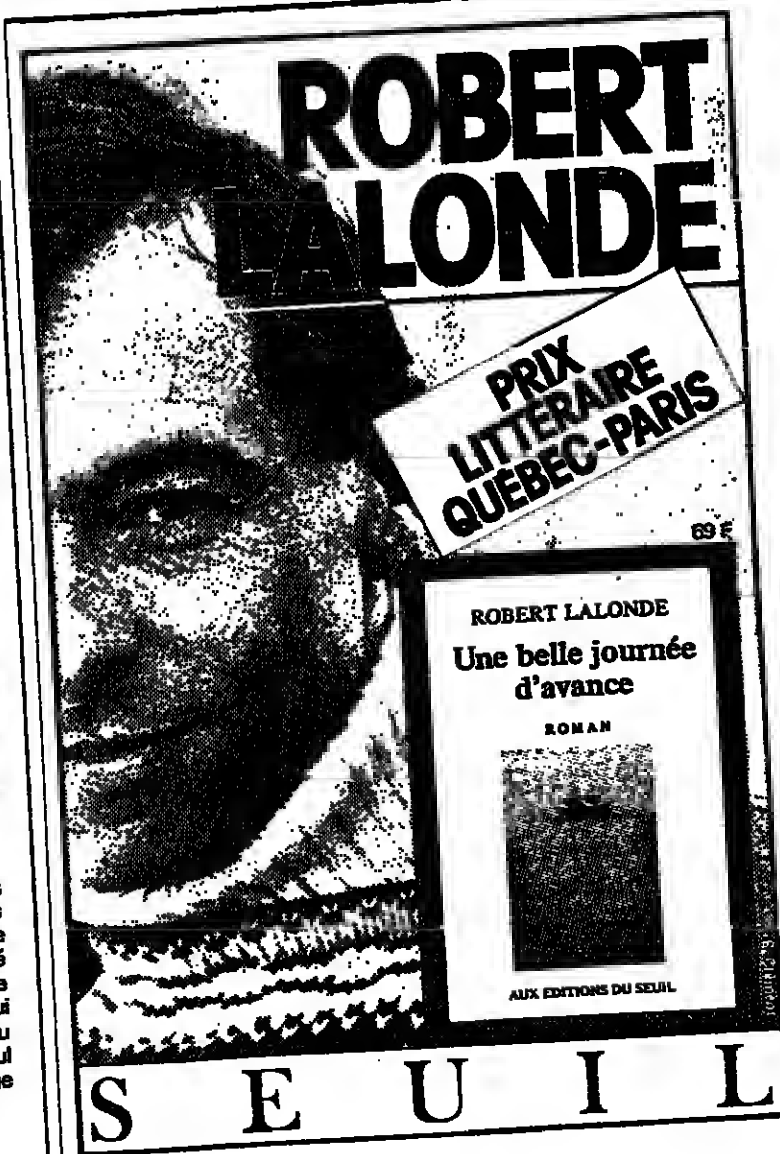
une chambre, déjouer les ruffians, favoriser les conquêtes d'un soir, « aller aux nouvelles »...

Ce sera un peu la valet des romans picaresques, un préposé aux défilés plebeïens, à la récolte d'anecdotes ; et non un giton, comme on pourrait le soupçonner. Dans sa postface, Pierre Sipriot affirme qu'aucun rapport sexuel n'a été liéu entre les voyageurs ; c'est probable. Bien que Montherlant ait beaucoup dissimulé, surtout dans ce domaine, on est tenté à le croire lorsqu'il se plaint (p. 86) que Moustique présente les « *incorvénients d'une bonne amie sans le plaisir* ». Lors de relations, si elles tournent parfois à la bisbille conjugale, évaluez plutôt le dressage moral d'un gamin

MONTHERLANT rencontre Moustique près de la Joliette. L'enfant a quatorze ans. Il cire les chaussures et chapearde sur le port. Sa mère est née en Algérie. Elle vit avec un italien, inconnu, maçon et souteneur. Ils ne font aucune difficulté pour louer Vincent, dit Moustique. Ils n'y voient pas plus de mal que les parents dont Montherlant dit avoir caressé et violé de la fille, lors du voyage Paris-Marseille... Conclusion de l'écrivain : « Les petites gens ne devraient jamais le diable ! » Et si elles voient juste, au contraire, les « petites gens » ? Si elles finissent que l'auteur de *Figure de proue*, 6 honte !, n'est pas si démoniaque que cela ?

L'airné est d'abord sous le charme. Il goûte — et note — les ramarques fraîches da l'anfant, ses émarvailleursnantes, ses métaphores, ses roueries. Mais bientôt on dirait qu'il aint de sentir trop lié, selon un mouvement de retraitement qu'a marqué toute sa vie et son œuvre. Il oblige son serviteur à voyager dans le classe inférieure, à occuper des chnambres de domestique. Il lui trouve des « torts », il s'agace d'une formule impropre, d'un mal pied, d'un « coir », le veille, l'enchanteit ; comme si ce recu capricieux habillé de justifications pédagogiques lui rendait un d'ennuement entamé.

(Lire la suite page 19.)



مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

هكذا من الأصل

LE SALON DU LIVRE

La grande fête de l'édition

(Suite de la première page.)

Il y aura, bien sûr, des signatures à la pelle, les plus gros succès d'affluence devant les machines à dédicace ne correspondant que de fort loin à la renommée strictement littéraire. Il y aura aussi tout un lot de débats, de colloques et de tables rondes couvrant les sujets les plus divers : Depuis « Les mythes et croyances du monde entier », à propos d'une encyclopédie en cinq volumes éditée sur ce même thème par les éditions Lidiis (vendredi 21 mars, 11 h 30, salle Gutenberg), jusqu'à « Le livre antillais et la lecture publique » (mercredi 26 mars à 15 heures, salle Gutenberg), en passant par « Des revues culturelles pour quoi faire ? » (21 mars, 15 heures), « L'édition en région » (21 mars, 16 heures), « Du livre au manuscrit : comment se faire éditer » (22 mars, 10 h 15). A signaler à ce propos le guide très utile édité par le CALCRE (1) et destiné à empêcher les écrivains de tomber dans les pièges de l'édition à compte d'auteur. Débat encore sur « La nouvelle en France aujourd'hui » (débat organisé par Nouvelles Nouvelles, 22 mars, 15 heures), « Vienne 1880-1938 », bien sûr, à propos de l'exposition de Beaubourg et du livre magnifique qui l'accompagne (22 mars, 17 heures), « La lecture en entreprise en France aujourd'hui » (débat organisé par Travail et culture de l'Isère, « Thérapies familiales ou psychanalyse, des voies différentes », à l'initiative des édi-

tions ESF (23 mars, 11 heures), « Explication de vote », débat on ne peut plus dans le vent, mis au point par les Presses de la fondation nationale des sciences politiques (25 mars, 20 h 30).

Délassement favori

Entre ces séances de brassage d'idées et de confrontation d'expériences (dans certains cas, peut-être, de propositions constructives), les visiteurs pourront participer à l'un des délassements favoris du Salon : la remise des prix. Il y a davantage de prix littéraires en France que de jours et dans l'année ; pour ceux qui attribuent les récompenses, le meilleur moyen de valuer le quasi-anonymat des nouvelles brèves est de faire connaître leurs lauréats, au Salon.

Nous aurons droit cette année à une première : l'attribution des Gutenberg du livre (voir notre encadré), qui ambitionne d'être à l'édition et à la lecture ce que les Oscars sont au cinéma. Dans ce domaine, la réussite dépend, pour l'essentiel, de la fiabilité du jury et de l'éclat des récompenses médiatiques. Affaire de mise en scène et de mise en images.

Je bouquine, le mensuel de lecture pour les jeunes de Bayard-Presses remettra son prix à un garçon de douze ans, Tristan Jacquier, dont le texte a été choisi par Boileau et Narcejac parmi les huit mille parvenus au journal. Il s'agissait de terminer, en quatre

pages, une nouvelle policière (21 mars, 11 h 30).

Les éditions du Rocher remettront le prix Marcel-Pagnol (21 mars, 12 heures) ; le Syndicat national des graphistes remettra son prix 1986 aux ouvrages remarquables par leur qualité graphique (21 mars, 18 heures) ; les libraires spécialisés dans la jeunesse en feront autant avec Sorcière 86, qui récompensera le meilleur album, le meilleur roman et le meilleur documentaire parus au cours de l'année 1985 (24 mars, 10 h 30) ; le Prix des libraires, qui assure toujours à son lauréat des ventes confortables, sera remis le 24 mars, à 12 h 30, cependant que, dans la soirée, au Théâtre Marigny, un groupe d'historiens et de critiques d'art décernera au prix Vasari, tout nouvellement créé et destiné à la promotion du livre d'art.

Pour toutes les curiosités

Chaque éditeur, chaque stand, essaie évidemment de se distinguer de ses voisins et d'attirer par ses initiatives, ses animations, son originalité ; il est impossible de dresser la liste de tous ces jeux, de ces spectacles, de ces projections vidéo, de ces expositions. La direction du livre et de la lecture et le Centre national des lettres ont choisi de mettre cette année l'accent sur les revues, l'édition régionale sera représentée dans une quinzième de stands, et trois librairies spécialisées proposeront leurs ouvrages aux visiteurs : celle des arts et du spectacle, celle de

la jeunesse et celle de la communication créée à l'initiative de l'Institut national de l'audiovisuel.

Des ouvrages pour tous les âges, pour tous les goûts, pour toutes les curiosités, pour toutes les cultures : ce sixième Salon sera, une fois encore, une sorte de manifeste destiné à montrer que l'écrit demeure un moyen d'expression, de création et de communication moderne. On y fait, certes, des affaires — et l'on en ferait davantage si tous les grands éditeurs consentaient à sortir tous les livres disponibles de leur catalogue au lieu de se limiter aux nouveautés — mais la motivation majeure du public comme des exposants n'est pas de nature commerciale : le Salon du livre est d'abord une manifestation symbolique, on s'y bouscule pour signifier son appartenance à la civilisation de l'imprimé.

L'ouvrage, qui sera probablement le plus regardé au cours de ce sixième Salon n'est pas un best-seller, et pour cause : il coûte plus de 27 000 F. Il s'agit de la réédition à l'identique de la Bible de Gutenberg, réalisée par les éditions Les Incunables. Cette Bible est reproduite à partir de l'exemplaire de la bibliothèque Mazza. Nous allons voir le premier livre imprimé de l'histoire de l'humanité et nous souvenons que le livre n'a que cinq siècles : l'âge de l'enfance, au regard de l'histoire.

PIERRE LÉPAGE.

(1) Comité des auteurs en lutte contre le racket de l'édition.

Les premiers « Gutenberg » du livre : Hector Bianciotti couronné

Le Grand Livre du mois ne manque ni d'audace ni d'idées. Ce club de vente par correspondance — le second en France avec 600 000 adhérents — a en effet décidé de décerner, dans le cadre du Salon du livre, ce qui pourrait devenir l'équivalent pour l'édition française de ce que les Oscars sont au cinéma : près de 2 000 professionnels — éditeurs, auteurs, directeurs de collections, critiques — ont donc voté pour décerner les « Gutenberg » du livre 1986 qui récompensent quinze grandes réalisations dans les domaines les plus divers de la vie littéraire.

La cérémonie de remise des Gutenberg — un trophée représentant une presse, créé par l'orfèvre Mellerio — a eu lieu le 20 mars à 11 heures, salle Gutenberg bien entendu. C'est Jean-Pierre Elkabach qui animait la manifestation au cours de laquelle des prix prestigieux ont remis la palme aux lauréats. Il est encore trop tôt pour savoir si cette initiative rencontrera rapidement les faveurs du public ; en revanche, la qualité incontestable des œuvres et des réalisations primées, tout comme le nombre des votants qui ont répondu à l'appel du Grand Livre du mois sont autant de promesses pour l'avenir des Gutenberg 1986 :

L'auteur et le livre de l'année : Hector Bianciotti pour *Sans la miséricorde du Christ* (Gallimard). Parrain : Jean d'Ormesson.

Editeur ou directeur littéraire de l'année : Jérôme Lindon, le patron des Editions de Minuit. Parrain : Jack Lang.

Espoir des lettres françaises : Yann Queffelec. Parrain : Hervé Bazin.

Meilleure traduction : Jacques Tournier pour la nouvelle traduction de *Tendre est la nuit* de Scott Fitzgerald (Belfond). Parrain : Evan Galbraith.

Meilleure adaptation d'un livre au cinéma : Michel Deville pour son film *Pénil en la demeure*, adapté du roman de René Barthes *Sur la terre comme au ciel* (POL). Parrain : François Perrier.

Meilleur lancement de l'année : la *Cité de la joie*, de Dominique Lapierre (Laffont). Parrain : Claude Douce.

Journaliste littéraire de l'année : Bernard Pivot. Marraine : Catherine Deneuve.

Meilleur témoignage vécu : *Un monde à part*, de Gustav Herling (Denoël). Parrain : Costa Gavras.

Meilleur livre d'enquête ou de reportage : Thierry Pister pour *La Vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche* (Hachette). Parrain : Lucien Bodard.

Meilleur roman de science-fiction : Thierry Breton pour *Vaccin III* (Robert Laffont). Parrain : Antony Burgess.

Meilleur livre pour enfants : Jean-Louis Besson pour *Le Livre de l'histoire de France* (Gallimard-jeunesse). Parrain : Jean-Claude Brialy.

Meilleure couverture de livre : Sempé pour *Vagabond compétiif* (Denoël). Parrain : Pierre Desproges.

Meilleure biographie : Yves Courrière pour *Joseph Kessel ou sur la piste du lion* (Plon). Parrain : Henri Troyat.

Meilleure étude historique : Georges Duby, qui a codirigé avec Philippe Ariès, aujourd'hui décédé, *L'histoire de la vie privée* (Le Seuil). Parrain : Pierre Nora.

Plus beau livre de l'année : Pascal Bonafoux pour *Rembrandt, autoportrait* (Skira). Parrain : Karl Lagerfeld.

Meilleure adaptation d'un livre au cinéma : Michel Deville pour son film *Pénil en la demeure*, adapté du roman de René Barthes *Sur la terre comme au ciel* (POL). Parrain : François Perrier.

Meilleur lancement de l'année : la *Cité de la joie*, de Dominique Lapierre (Laffont). Parrain : Claude Douce.

Journaliste littéraire de l'année : Bernard Pivot. Marraine : Catherine Deneuve.

Max Genève part en guerre

MAX GENEVE est un cas de masochisme littéraire. Alors qu'il a montré dans certains textes — son dernier roman : *Jeune homme assis dans la neige*, par exemple — un talent certain, beaucoup de finesse, de rythme, de sensibilité, il semble qu'il ait décidé de dépenser ses dons en ferait-il contre des moulins à vent, contre un moulin en particulier : l'institution littéraire, ce qui ne lui vaudra guère d'indulgence de la part des membres de la profession qui veillent au grain.

Mais n'est-ce pas ce qu'il recherche avec autant d'acharnement ? Ne veut-il pas montrer qu'il a raison dans sa dénonciation des mœurs et du système littéraire, en se faisant quelques solides et irrécupérables ennemis qui se dépêcheront de dire du mal de ses livres ?

Décevons-le donc : le Salon est un bon roman. Ecoutez les provocations adolescentes — assez touchantes chez un écrivain de quarante ans — ignorez, comme le feront la plupart des lecteurs, les allusions et les coups de griffe qui n'écarteront que le bitume du

sixième arrondissement de Paris, et il vous restera un livre plutôt beau. Avec une intrigue étrange et souple, un jeune homme cherche à percer l'énigme de la mort d'un poète qui, un jour, décida de faire sauter le Salon du livre.

Sur ce thème modeste avec nonchalance, Genève sait jouer de nombreuses variations et d'heureuses dérives. Il sait avoir de l'humour et rendre en quatre mots l'intensité d'un paysage et la couleur d'une émotion. S'il manque de rigueur, si sa pensée est plus véhémente qu'articulée, ces défauts sont l'envers de qualités tout à fait séduisantes : il fonce aussi follement qu'il se balade, il s'empourpre aussi spontanément qu'il se fait bleu d'azur ou vert d'eau. « Les mots que j'écris, dit un personnage du *Salon*, en savent toujours plus sur moi que moi sur eux. » C'est une heureuse définition du travail du romancier qui ne gagne jamais rien à vouloir faire l'intelligent.

P. L.

★ LE SALON, de Max Genève. Editions Belfond, 270 p., 30 F.

Une chance pour les auteurs non publiés

LES éditions Belfond, pour épauler un premier roman, accueilleront, pour la première fois au Salon du livre, des manuscrits d'auteurs non publiés, le meilleur obtiendra un contrat sur-champ.

Pendant trois jours, les auteurs non publiés pourront déposer leurs manuscrits, qui seront lus immédiatement par un comité de lecture siégeant sans désemparer. Un, voire plusieurs auteurs seront éle-

ctionnés et se verront proposer un contrat avec un chèque d'avance de 10 000 francs, le mardi 25 mars, pendant la traditionnelle « encarture », en présence de la presse. Le roman sera publié en septembre, lors de la rentrée littéraire, et fera l'objet d'une promotion particulière.

Une ligne a été spécialement ouverte pour dispenser, dès maintenant, tous les renseignements concernant cette opération : 42-22-51-87.

AU SALON DU LIVRE PLANTU

dédicace ses ouvrages, le samedi 22 mars, de 16 h à 19 h



STAND A 32 Le Monde

Jean CANTEINS
LE POTIER DEMIURGE Le potier, artisan demiurge de tous les mythes.
Un volume 164 pages 111 francs
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

EMMANUEL CARRÈRE
La moustache
roman
186 pages - 69 F
P.O.L.
« Nous sommes pris dans une machine infernale, jusqu'à l'horreur absolue. »
Michèle Bernstein / Libération

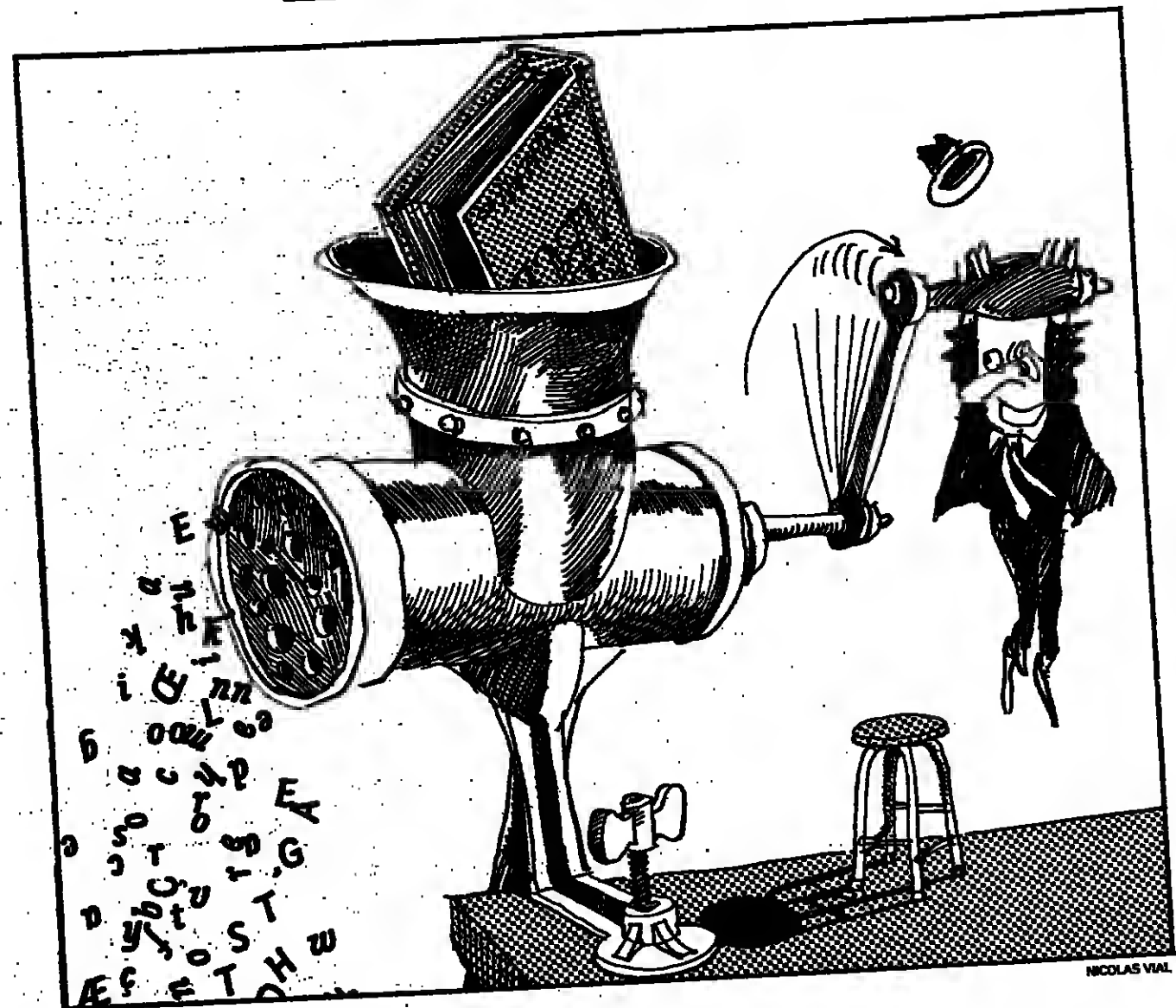
B.D. MUSIQUE L'ACCORD PARFAIT
Aujourd'hui dans tous les kiosques
(A SUIVRE) HORS SÉRIE

une nouvelle science de l'interaction entre les êtres
THÉORIE STRUCTURALE DE LA COMMUNICATION ET SOCIÉTÉ
par Abraham A. Moles
296 pages 155 F
cnet MASSON

Charles Bloch
Le III^e Reich et le monde
la politique étrangère du 3^e Reich sous tous ses aspects, l'objectif poursuivi par Hitler — les erreurs, l'échec final.
broché 220 F, relié 250 F
catalogue gratuit sur demande - 27, rue de la Convention, Paris 15^e
IMPRIMERIE NATIONALE
Depuis 1640

JOSEPH JUSZEZAK
les sources du symbolisme
SEDES 55 F

LE SALON DU LIVRE



Les vingt ans de « la Quinzaine »

LA littérature contemporaine doit énormément à Maurice Nadeau (1). La dette est même si grande qu'elle a renoncé depuis longtemps à la rembourser. Nadeau s'en moque, même s'il préférerait disposer d'assez de moyens pour continuer à découvrir et à éditer les plus grands, les plus singuliers, comme il l'a fait si longtemps, même s'il rêve parfois à ce qu'il pourrait faire de sa *Quinzaine littéraire* pour peu que l'édition française lui donne un coup de pouce financier. Elle ne serait pas moins exigeante, pas moins engagée dans les chemins de la découverte littéraire et intellectuelle, mais sans doute plus attrayante, plus séduisante, plus susceptible de faire partager son message à un large public.

La *Quinzaine littéraire* fête le vingtième anniversaire de sa parution, et ce numéro 459 est, pour elle l'occasion de réunir quelques-uns de ceux qui lui ont apporté leur collaboration au cours de ces vingt ans et qui jettent en un texte un regard sur le chemin parcouru. Il suffit de citer quelques noms pour évoquer la richesse du sommaire et la qualité des amis de la *Quinzaine* : il y a Bianciotti et Derrida, Sarraute et Jabès, Kundera et Leiris, Blanchot et Dumézil, Echeveroz et Claude Roy, Balandier et Zinoviev, et d'autres encore tout aussi juppés. Il y a aussi Le Clézio qui écrit simplement : « Quand je pense à la *Quinzaine littéraire*, je n'y pense pas comme à un journal, ou à une revue littéraire. Pour moi, c'est tout autre chose, cela fait en quelque sorte partie de mon « passé », parce qu'il me semble que la *Quinzaine* a été pour moi depuis son commencement (déjà si lointain) comme un guide et un compagnon de route, donnant l'exemple de la vérité, de l'authenticité et aussi de la vie spirituelle sans laquelle il ne peut y avoir de littérature. »

Voilà pour le passé. Pour le présent, il y a ce numéro, magnifique.

P. L.

(1) *Le Monde* aujourd'hui (daté dimanche 23-lundi 24 mars) publiera un entretien avec Maurice Nadeau.

★ L'ANNÉE DU LIVRE. — A l'occasion du Salon, *Livres-Habits*, le journal des professionnels du livre, publie un numéro-bilan de l'année littéraire 1985-1986. Un ouvrage de référence — 800 titres présentés — qui est aussi d'une lecture agréable, souvent drôle, tous jours intéressante : des échos, des entretiens, un calendrier des événements marquants, des articles critiques souvent pertinents. L'essentiel s'y trouve et l'accessoire y est plaisant. (104 p., 25 F.)

Journée nationale de la poésie

DANS le cadre de la Journée nationale de la poésie, qui se déroule le 22 mars, plusieurs manifestations sont organisées, en particulier à Paris et dans la région parisienne.

Centre Georges-Pompidou, grande salle, à 19 h : Soirée de poésie irlandaise avec John Montague ; lectures par Pierre Clémenti, Blaise Gaudier et Sandra Solov ; en compagnie de Michel Deguy, Claude Esteban et Jacques Rancourt.

Maison de la poésie (101, rue Rambuteau, 75001 Paris), à 21 h : début d'un spectacle *Liszt/Baudelaire* : textes du *Spleen* de Paris dits par Jean-Loup Philippe, avec Alain Kremski au piano ; ce spectacle se prolongera jusqu'au 6 avril ; à cette date également s'achèvera

l'exposition consacrée à André Frénaud.

Dans la région parisienne : Antioy (Hauts-de-Seine) : Intervention poésie avec Marc Roger.

Saint-Michel-sur-Orge (Essonne), à la bibliothèque Marie-Curie : Soirée de poésie italienne avec Jean Ganneval.

Les Ulis (Essonne) : Animation autour des poètes de la région.

Sannois (Val-d'Oise) : Rétrospective Garcia Lorca, Alain Fournier, Marceline Desbordes-Valmore.

Massy (Essonne), à la résidence internationale (22, allée de Madrid), à partir de 15 h : Dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme, l'association An plaisir de

lire réalise avec les enfants une poésie murale.

Le 23 à 18 h 30, au Grand Palais, salle Budé, François Chammette participera à une rencontre autour de l'œuvre de Daniel Pons.

Le 24, enfin, l'émission de France-Culture « La nuit sur un plateau » se déroulera en direct au Théâtre de la Bastille (76, rue de la Roquette, 75011 Paris), à partir de 22 h 30 : Alain Venstein, producteur et animateur, recevra notamment Alain Borer, Dominique Fourcade et Jacques Dupin.

Marie-Claire Bancquart a été nommée présidente du conseil artistique de la Maison de la poésie à Paris, en remplacement de Pierre Seghers, qui sera désormais président d'honneur.

DERNIÈRES LIVRAISONS

RELIGION

● RAYMOND BERRIOT, *Petit Bréviaire de l'antichristisme catholique*. Péguy et Bernanos. C'est de l'intérieur de la foi la plus profonde que Bernanos et Péguy ont exprimé leur colère à l'égard de l'Eglise catholique, à la fois sainte et pécheresse. L'ouvrage de R. Berriot, et le choix des textes qu'il présente, permet de mieux saisir la nature de l'antichristisme de ces deux écrivains, auxquels il était nécessaire, sur ce plan, de rendre justice. (Ed. du Cerf, 60 p., 50 F.)

HISTOIRE

● SAMUEL NOAH KRAMAR : *L'Histoire commence à Sumer*. Ce classique des études consacrées à Sumer est paru, dans sa première édition, en 1957. L'auteur a reconstitué, à partir de données archéologiques réduites, les aspects essentiels de cette civilisation. Il fournit également un choix important de textes littéraires sumériens. Préface de Jean Bottéro. Traduit par J. Hesse, M. Moussy, P. Stephanou et N. Tisserand. (Ed. Arthaud, 256 p., 82 F.)

SCIENCES

● EVRY SCHATZMAN, *Les Enfants d'Uranie*. Fondateur de l'Ecole française d'astrophysique, l'auteur présente ici une « étude rationnelle des conceptions récentes sur la vie et les civilisations dans l'univers ». Une approche sérieuse de la lancinante question des civilisations extraterrestres. (Edit. Seuil, 217 p., 85 F.)

COLLOQUE

● OUVRAGE COLLECTIF, Louis Guilloix. Ce volume rassemble les actes du colloque « Louis Guilloix et les écrivains antifascistes », qui s'est tenu en juillet 1984, à Cerisy, sous la direction de Jean-Louis Jacob. (Edit. Calligrammes, 243 p., 100 F.)

BIOGRAPHIE

● JEAN-CHRISTIAN PETITFILS : *Le Régent*. — L'auteur a voulu, dans cette volumineuse biographie, réhabiliter la personne et l'action de celui qui assura la régence, de la mort de Louis XIV à l'an-

née 1723. A l'image de débauche et de paresse attachée au nom de Philippe d'Orléans, il substitue celle d'un fin politicien et d'un diplomate avisé. (Edit. Fayard ; 727 pages ; 160 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● JACQUELINE MICHEL : *Une mise en récit du silence*. — L'analyse de plusieurs récits de Le Clézio, Gracq et Bosco, conduit J. Michel à les questionner comme autant de « versions du silence ». A partir d'éléments structurels et thématiques proches, ces trois auteurs ont construit une interprétation et une « mise en récit du silence » dont l'auteur propose une lecture. (Edit. José Corti ; 184 pages ; 110 F.)

JOURNAL

● MARIE CHAIX : *Un 21 avril à New-York*. Journal 1980-1982. — La permanence du sentiment et les déplacements dans l'espace — New-York, Paris, Venise... — sont le prétexte d'une écriture des lieux et des rencontres, des objets et des sensations. (Edit. Seuil ; 203 pages ; 72 F.)

LITTÉRATURE

● VERCORS : *Le Silence de la mer et autres récits*. — Voici la version définitive du sobre et digne récit de Vercors, publié clandestinement en 1942. Cinq autres récits ayant trait à la guerre sont également rassemblés dans ce volume. (Edit. Albin-Michel ; 187 pages ; 79 F.)

● CLAUDE SIMON : *Discours de Stockholm*. — Prononcé le 10 décembre dernier devant l'Académie suédoise, qui lui avait attribué le prix Nobel de littérature, le discours de Claude Simon ébauche une théorie de l'écriture romanesque. (Edit. de Minuit ; 32 pages ; 24 F.)

RECTIFICATIF

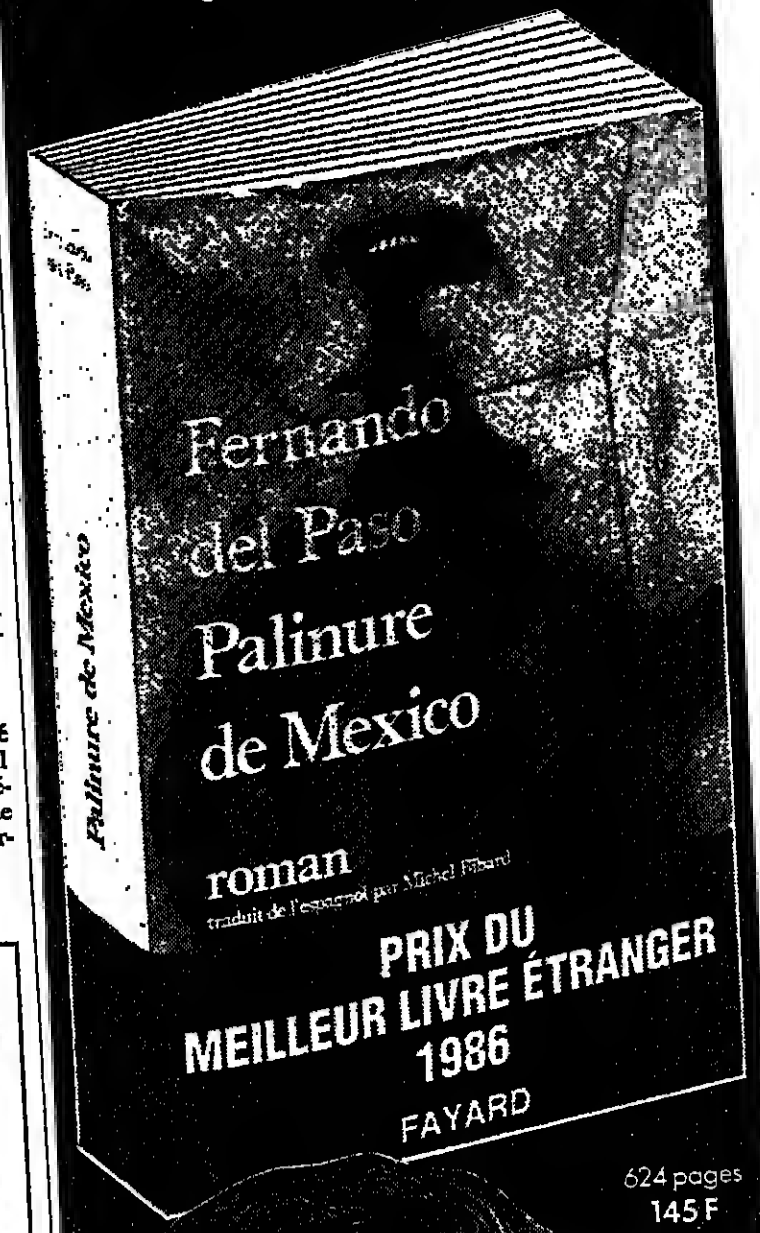
Une erreur s'est glissée dans la présentation du livre d'Adam Zernovskiy sur Chopin, paru à la Librairie académique Perrin (*Monde des livres* du 7 mars). La traduction de l'anglais n'était pas signée par Jacques Georget mais par Agnès de Boysson.

De la mythologie à la politique, de la médecine à l'histoire, de la pornographie aux jeux poétiques avec le langage, *Palinure de Mexico*, roman "total" d'une ambition quasi démesurée, constitue une nouvelle preuve de la vitalité de la littérature latino-américaine.

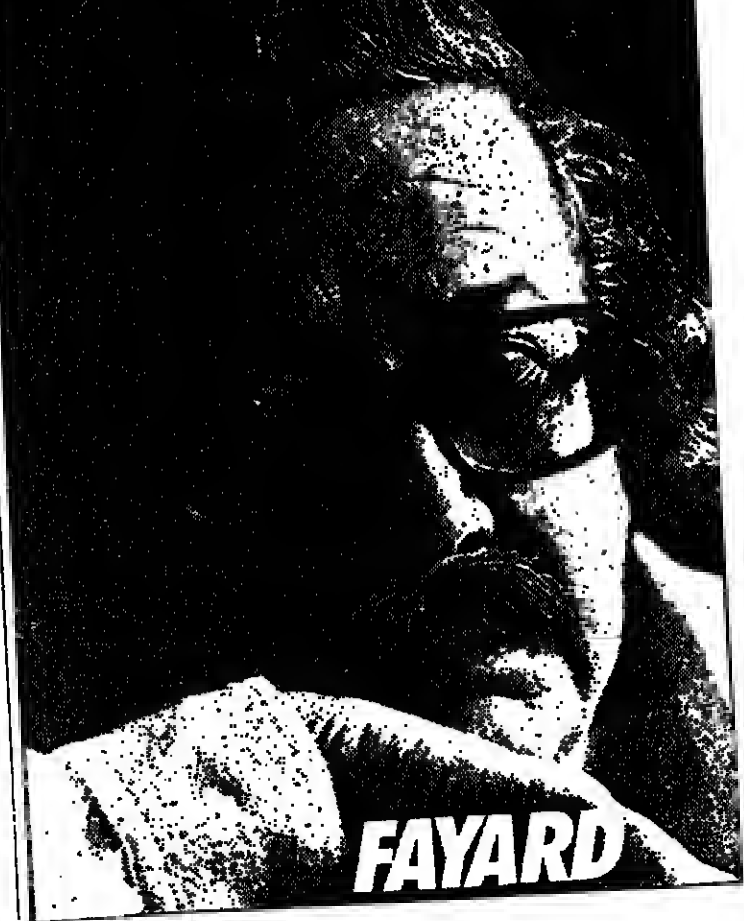
Lire

Rusé, Fernando del Paso se propose de refaire "L'Enéide". Six cents pages bariolées, médicales et baroques.

Severo Sarduy, *Libération*



624 pages
145 F



FAYARD

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LE SALON DU LIVRE

Le chemin étroit des revues

Si nul ne songe à contester le rôle irremplaçable des revues dans tous les domaines de l'activité intellectuelle, il faut néanmoins constater l'absence d'une politique cohérente de soutien à ce domaine, par nature fragile et menacé. C'est, sans doute, ce constat qui a conduit la direction du livre à choisir comme l'un des thèmes du Salon, cette année, la promotion des revues.

Mais, avant de décider d'une éventuelle action, il était nécessaire de s'interroger sur la nature du « produit revue » et sur ses problèmes propres. En patronnant un colloque sur les revues qui s'est tenu en novembre 1984 à Villeurbanne, puis en confiant à un groupe de travail, dirigé par Lydie Valéro (Office Rhône-Alpes du livre) et Olivier Corpet (animateur d'Autogest), le soin de rédiger un rapport sur la politique des revues, la direction du livre s'est donnée les éléments indispensables de réflexion.

Dès les premières lignes, le rapport fait valoir la nécessité de maintenir la distinction entre, d'une part, la forme revue et,

d'autre part, le magazine et le journal. Il ne s'agit d'ailleurs pas tant de « maintenir » cette distinction que de la créer. Olivier Corpet insiste particulièrement sur ce point : une revue « tire son énergie d'elle-même » ; elle naît de l'impulsion et du désir de ses animateurs et non pas, du moins au départ, de l'attente supposée du lecteur. Un magazine, en revanche, appuie son existence sur des études de marché, vise un public, le plus large possible. Il est évident que cette différence de nature détermine des formes et des contenus totalement distincts.

La diversité des projets, des idées, des enthousiasmes

Toute politique cohérente doit, selon les auteurs du rapport, « intégrer les spécificités irréductibles des revues, sans pour autant les marginaliser et les cantonner dans une sorte de ghetto subventionné ». Aux difficultés matérielles et conjoncturelles de diffusion ou de fabrication il est nécessaire de répondre par des mesures appropriées. La sensibi-

sation des partenaires traditionnels - bibliothécaires, libraires, diffuseurs et journalistes - et l'instauration d'un dialogue, sur des bases nouvelles, avec les organismes concernés - CNL, Commission paritaire, administration postale... - devraient déboucher sur une politique d'aide adaptée, une politique de patrimoine indispensable et enfin sur des actions de promotion diversifiées.

Sur la lancée de ce rapport s'est créée en février l'association Ent'revues (1), autour de Lydie Valéro et d'Olivier Corpet, afin d'ouvrir « un espace d'information et de réflexion pour l'aide, la promotion et l'étude des revues ». Bénéficiant au départ de l'aide active de la direction du livre, ce groupement ne se veut ni corporation de professionnels ni groupe de pression, et moins encore représentant des revues. « Il n'y a pas de pouvoir à prendre », déclare Olivier Corpet, conscient que la richesse de ce domaine réside dans la diversité extrême des projets, des idées, des enthousiasmes...

Afin d'incarner leur volonté de décloisonner le domaine en ques-

tion, les animateurs d'Ent'revues avaient une solution à leur portée immédiate, celle de créer une revue... Le titre non plus n'était pas loin : la Revue des revues, qui publiera deux à trois numéros par an. La première livraison répond parfaitement et au titre et à la volonté des membres de l'association.

Outre l'intégralité des analyses et propositions contenues dans le rapport, on pourra lire le point de vue original d'un éditeur, Dominique Autié (Privat), qui, contre une idée trop généralement admise, estime que « bien gérée, la revue est l'un des rares produits éditoriaux qui se préfinancent pour une part non négligeable ». Lieu de « convivialité effervescente » pour Jean Duvergand, elle doit chercher, selon Jean-Marie Domenech, son chemin entre la tentation « prophétique » et le risque de devenir une « cléricature ». Des articles historiques, qui mettent l'accent sur l'aspect patrimonial, un dossier sur les revues de théâtre établi par Anne Laurent, de courtes notes de pré-

sentation sur plusieurs publica-

tions et des fiches de renseignements techniques complètent ce numéro.

Les projets d'Ent'revues sont nombreux. Le Salon du livre et les débats dont il sera l'occasion permettront de mesurer l'écho suscité par cette initiative. En novembre prochain aura lieu une Quinzaine de la revue, sur les plans national et régional.

Les revues n'ont pas vocation à sortir de ce qu'Olivier Corpet appelle une « économie parallèle de la pensée » pour s'intégrer dans les circuits du marché éditorial. Mais cette marginalité, si elle garantit, pour une part, leur indépendance, peut aussi mettre en cause leur survie. La création d'une association comme Ent'revues correspondait sans aucun doute à un besoin, même s'il restait diffus, inexprimé : celui de rompre l'isolement, superbe parfois mais cruellement inefficace.

PATRICK KÉCHICHIAN.

(1) Ent'revues : Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 45-44-39-49, poste 289.

Débats

A l'occasion du Salon du livre, Ent'revues animera des rencontres sur le stand du ministère de la culture. Chaque jour, de 17 h à 20 h, des animateurs seront présents et dialogueront avec le public sur les thèmes suivants :

- publications des établissements publics du ministère de la culture (jeudi 20 mars) ;
- revues de théâtre (21 mars) ;
- revues de poésie (22 mars) ;
- revues de musique (23 mars) ;
- revues d'art, d'architecture et de photo (24 mars) ;
- revues de sciences humaines et sociales et revues de culture générale (25 mars) ;
- revues littéraires (26 mars).

En outre, l'exposition « Vues-Revues », ouverte le 18 mars au Centre national des arts plastiques (CNAP), 27, avenue de l'Opéra, se prolongera jusqu'au 10 avril. Dans le cadre de cette manifestation, un débat sur les revues et les mouvements d'idées se tiendra au CNAP, le mardi 8 avril, de 18 h à 20 h.

SCIENCE-FICTION

L'appel du vide

La science-fiction, à mesure qu'elle se donnait de nouveaux objets, a su créer les formes lui permettant d'étudier ces objets jusqu'à leur extrême limite. Preuve de vitalité et de puissance, certes, mais aussi danger : car ces formes codées et abouties sont parfois pour les professionnels de l'écriture une sorte de fin-en-soi, et ne désignent plus alors qu'elles-mêmes. Tentation du vide à laquelle, ce mois-ci, trois écrivains nationaux pourtant talentueux n'ont pas su résister.

Autoportrait, de Jean-Claude Dunyach, est sans doute celui qui se fait de plus sophistiqué à cet égard. On avait déjà remarqué l'habileté de ce jeune auteur toulousain à l'occasion de ses précédentes publications, dans Univers (J'ai lu), Science-fiction (Denot), ou dans ces colonnes mêmes, et la parution de ce premier recueil de nouvelles était attendue.

Si les qualités de l'écriture de Dunyach sont incontestables, de même que sa maîtrise d'un certain nombre de schémas narratifs compliqués, il n'en reste pas moins qu'Autoportrait est un livre brillant, mais sans âme. On y retrouve des obsessions typiques de la jeune science-fiction française : le labyrinthe, les mutilations, l'artificialité du monde et la vanité insensée de l'individu. Et sans doute ces obsessions ont-elles été parfaitement repérées. Mais leur mise en œuvre n'est rien d'autre qu'un effet de style ou de manières, excepté peut-être dans le texte qui clôt le recueil, Dans les jardins Médicos, où un semblant d'émotion ou de signification se dégage de l'accumulation de clichés sophistiqués. A force de manquer d'humour ou de distance par rapport à sa production, Dunyach est passé à côté de « l'humain ».

Gageons que, avec un peu de maturité, ce jeune écrivain qui reste prometteur (l'ampleur de ses ambitions en témoigne) saura insuffler un peu d'âme à ses livres... (Jean-Claude Dunyach, Autoportrait, éd. Denot, collection « Présence du futur », n° 415, 192 p., 37 F.)

Labyrinthes encore dans le quatrième roman de science-fiction de Michel Honaker, le Chant du Vorkul. Dans ce roman, son petit bonhomme de chemin au Fleuve noir, sans ostentation mais avec de réels talents de conteur, il est sans doute l'un de ceux de l'écurie « Fleuve noir » qui font le mieux leur travail.

Pourtant, Honaker reste caractéristique de la production de la vieille maison : il n'invente rien, sinon des noms propres. L'essentiel de son livre consiste à jouer sur l'exotisme des consonances : Vorkul, Yodifis, Gir-Gavanes, etc. Le procédé est classique ; poussé à l'extrême par Michel Jeury, il a contribué à faire de sa trilogie du Temps incertain (Laffont) le chef-d'œuvre que l'on sait. Mais, précisément depuis Jeury, il est devenu difficile d'écrire « le Dédale » ou « le Temps » avec des majuscules sans verser dans le cliché ; là où la science-fiction de l'âge d'or parvenait à suggérer et à dégarer un contenu poétique des mots usuels, la science-fiction contemporaine ne fait plus qu'élu-



der le travail de recherche sur le sens et révéler des poncifs. C'est pour n'avoir pas compris cela que Michel Honaker nous donne avec le Chant du Vorkul un roman qui est seulement bien fabriqué, et dont à aucun moment le propos ne parvient à séduire. Faute de poésie et de densité, son intrigue simple et presque archétypale tombe à plat et ennue. Dommage ! (Michel Honaker, le Chant du Vorkul, éd. Fleuve noir, collection « Anticipation », n° 1441, 184 p., 18 F.)

Enfin, Jean-Pierre Andrevon, l'un des auteurs français les plus connus, fait paraître dans l'excellente collection « Fictions » (qu'il codirige) ce qui est sans doute son meilleur livre depuis longtemps : Ne coupez pas ! Dans ce recueil de textes en quasi-totalité inédits, Andrevon enfonce son cheval de bataille favori : la politique. Comme d'habitude, c'est à un véritable survol des thèmes « gauchistes » archi connus que se consacre Andrevon : la guerre, la fin du monde, les exactions des « méchants » de droite, la manipulation individuelle ou de masse, etc. Et, comme d'habitude, ça ne marche pas. En dépit de la sympathie qu'on peut éprouver pour les positions d'Andrevon, il n'est pas (plus) permis d'ignorer l'indigence formelle de ses textes, plus démonstratifs et pédagogiques que littéraires. Comme Dunyach, comme Honaker, Andrevon travaille à un degré zéro du texte, et ce qu'il produit se caractérise plutôt par les questions qu'il ne se pose pas que par les réponses qu'il apporte. Il ne suffit plus d'avoir une démarche sympathique et certaine dans d'écriture pour convaincre et emporter l'adhésion du lecteur. Fasciné par une lecture de l'histoire qui a vieilli, Andrevon semble avoir perdu toute volonté de pertinence, même si (et c'est la moindre des choses) les nouvelles rassemblées dans Ne coupez pas ! sont plutôt de bonne tenue. A lire par curiosité, comme on examinerait un vestige du passé. (Jean-Pierre Andrevon, Ne coupez pas !, éd. La Découverte, collection « Fictions », 254 p., 79 F.)

Pour que cette chronique ne verse pas dans une critique totalement négative, et pour signaler tout de même aux lecteurs quelques titres à lire, notons l'important effort de réédition entrepris ce mois-ci par les éditions J'ai lu, qui remettent à leur catalogue certains chefs-d'œuvre du genre, comme Cristal qui songe de Théodore Sturgeon, le Disque rayé de Kurt Steiner, Simulacron 3 de Daniel F. Galouye ou encore les Mondes urbains de Robert Silverberg : vingt-cinq titres en tout - une vraie mine.

EMMANUEL JOUANNE.



Régine Deforges
POUR L'AMOUR DE MARIE SALAT

"POUR L'AMOUR DE MARIE SALAT", LE LIVRE QUE L'ON OUVRE COMME UNE DÉCLARATION D'AMOUR ET QUE L'ON REFERME COMME UNE LETTRE DE RUPTURE.

● LITTÉRATURE

Jean-Claude Milner,
détective littéraire

Un critique qui se transforme en Sherlock Holmes pour donner une leçon de lecture.

LES livres, les articles, les interventions orales publiques de Jean-Claude Milner ont tous un point commun : ils frappent par l'évidence d'intelligence, par la clarté de l'exposition autant que par une remarquable absence de centisme dans les convictions.

Son domaine est le langage ; il est linguiste, et philosophe du langage. Mais ses positions éthiques ou esthétiques, ses analyses, ses jugements sur des sujets graves : la place du politique, la question des libertés, l'école, ne sont pas les incursions plus ou moins réfléchies du spécialiste levant un instant le nez de sa table et apercevant le monde ; déclenchent aussitôt l'enthousiasme médiatique toujours à l'affût de signatures et d'opinions de poids. C'est une pensée une, proprement philosophique, qui éclaire toujours de tels sujets.

Les trois *Détectives fictives* qui paraissent ensemble aujourd'hui

dans la collection, par excellence, de la fiction, « Fiction et C⁺ », peuvent apparaître comme un paradoxe dans cette œuvre, comme le brusque mélange inattendu de la science et du roman, de l'histoire et de la fable. C'est un Milner surprenant, ludique, quoique toujours aussi rigoureux, qui révèle ici, comme un de ses héros, le Dupin de Poe-Baudelaire et du docteur Lacan, une passion secrète, celle de la détection. Jean-Claude Milner est devenu détective, mais, à la différence de Dupin ou de Sherlock Holmes (différence au moins apparente), *détective littéraire*.

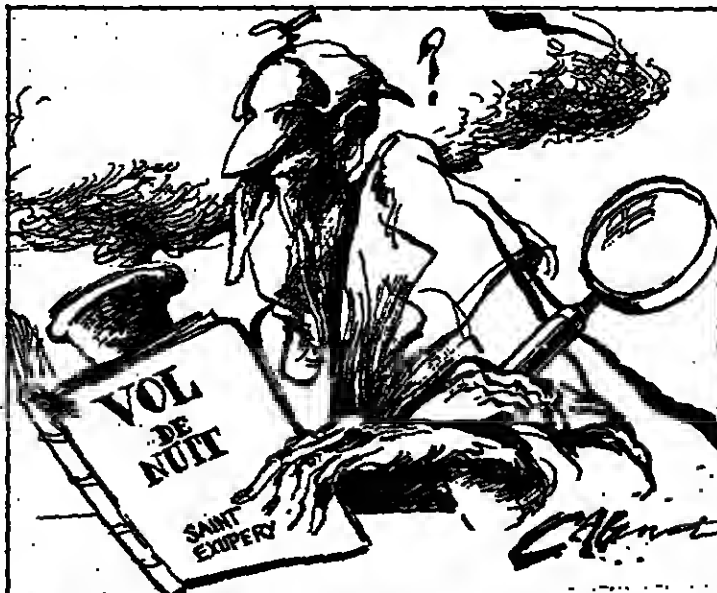
La référence au roman policier, au roman policier classique, dont on sait par ailleurs que Milner est un fervent défenseur (avec un exemple majeur, plus important qu'Agatha Christie ou Elery Queen, celui de John Dickson Carr), cette référence s'impose. *Détectives fictives* appartient au genre de la nouvelle poli-

cière, même si ce livre est sans cadre explicite.

Aussi est-il naturel que Milner commence par une interrogation sur l'énigme de Poe, qui est au début de la tradition dans laquelle il s'inscrit.

Dans ces nouvelles, à la différence des auteurs qu'il reconnaît comme maîtres, Milner se place lui-même dans la position du détective. Il est Sherlock et non Conan Doyle, il est Dupin et non Poe. C'est qu'il n'est pas un auteur inventant les énigmes proposées à la sagacité de

poseurs d'énigmes, des joueurs de poudre aux yeux, des joueurs de la logique, des mystificateurs du raisonnement, des prestidigitateurs du langage. Dupin, Zénon et le narrateur de Dumézil ont cette même malice qui trouble les rapports du langage, non avec lui-même mais avec la vérité des mondes possibles. Ils sont des *hollow men*, des « hommes en creux », comme dans le plus mystérieux des romans de John Dickson Carr. Milner met leurs « tours » en évidence, et, ce faisant, donne une dimension nou-



CABINAT

son héros. Les énigmes se sont présentées véritablement à lui dans des textes : la Lettre volée, les Paradoxes, de Zénon d'Élée, le Moine noir, de Georges Dumézil. Il les découvre en lisant, il les pose, et il les résout. Avec la même clarté, la même intelligence et l'évidence démonstrative qu'il découvre les secrets du dénombrement du vers alexandrin, qu'il dévoile les énigmes de la syntaxe du français, qu'il donne à voir les ennemis du savoir et de l'école. C'est un enchantement.

Le plaisir de ce jeu se redouble pour le lecteur de ceci : les victimes, si l'on peut dire, de l'auteur, le détective Milner (on sait que tout roman policier a un destinataire type de victime, l'assassin, et l'assassin de l'assassin est le détective), ont toutes un trait commun, ce sont des

velles aux textes où ils figurent, inséparables maintenant de ces textes : c'est un dévoilement.

LA est le surplus du déchiffrement dans les *Détectives fictives* : alors que le roman policier strict éprouve le plus souvent ses pouvoirs d'attraction dès que la solution du problème posé nous est donnée, quelque chose ici est acquis, et change notre vision des textes, les éclaircissant différemment et durablement : une leçon de lecture en somme. Mais aussi agréable à lire que le *Chien des Baskerville* ou le *Parfum de la dame en noir*.

JACQUES ROUBAUD.

* DÉTECTIVES FICTIVES, de Jean-Claude Milner. Le Seuil, coll. « Fiction et C⁺ », 112 p., 49 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Un compagnon est un maître

(Suite de la page 15.)

COMME dans *Fils de personne*, Montherlant joue à voir l'effet que lui ferait la paternité, selon sa petite permanence : ne pas supporter un quelconque équilibre ; si tôt atteint, le regarder comme un endormissement, n'avoir de cesse de le compromettre.

Cet arbitraire n'est pas sans vertu éducative, si l'on admet que l'éducation consiste à familiariser les enfants avec l'existence d'une loi, quelle qu'elle soit. Pour Moustique, un règlement est d'abord fait pour être violé. Ainsi Montherlant s'ingénie-t-il à poser des principes, et Moustique à les tourner. Cela donne un cache-cache affectueux, aux orages purifiés. A certains égards, notamment lors de leurs larcins sexuels, le plus sûr n'est pas toujours le plus sage.

Le hobereau n'a pas perdu ses réflexes de casta, et il l'admet avec autant de franchise qu'il met de ruse dans ses approches. Moustique présente le « tort » principal d'être « un enfant du peuple », sans « rien de commun » avec lui.

Il agit aussi par curiosité d'écrivain. Avec Moustique, il découvre comment vivent, parlent et meurent les gens qui, comme il le dira en 1935 dans *Service inutile*, « n'ont pas de quoi s'acheter des forbitants ».

CETTE découverte, à laquelle Céline donnera ses lettres de noblesse littéraire quelques années plus tard, Montherlant n'en retient, pour l'heure, que des croquis. Il note les formules, moins populaires que typiquement méridionales : « J'avais la honte », « Je me crevais la fesse », etc. Il s'interroge sur l'instinct de fierté tel qu'il se transmet hors des traditions de haut lignage.

A Paris, le dressage se poursuit. Moustique va à l'école, travaille ailleurs, aime ailleurs, tantôt distrait, tantôt attentionné. Les bisbilles reprennent, non sans mesquinerie de la part de l'employeur. Un jour, celui-ci place des repères sur sa bouteille d'eau de Cologne pour déceler les innocents emprunts du petit, et complète le flacon, à titre de punition, avec de... l'urine.

MONTHERLANT donne tous les motifs de se faire mal juger ; pis : de paraître petit et piètre. Sa célèbre misogynie éclate : « Les femmes adorent qu'on les traite avec désinvolture ». L'enfant et l'adolescent sont mis dans le même sac : dépourvus de « dignité », ils menacent la société comme des « autos lâchées sans chauffeur » !

Quant à la charité où le confine sa relation, puisqu'il ne s'agit entre eux ni d'amour ni d'affection familiale, il la prend en grippe. « Si on s'arrête de donner, tout est oublié », dit-il, avouant qu'il en escompte de la gratitude. Il soupçonne le secours, ce « parasite », de haïr en secret « celui qu'il suce ». Dans tout « tapage », il y a une « tapette ». Comme pour se venger, il « expose » l'enfant, lors de ses chasses sexuelles, à la façon dont on expose en avant « une troupe sacrifiée ». Il n'apprécie jamais autant le gamin que quand ce dernier se montre incapable d'aimer et méchant jusqu'à l'étreinte, signe, à ses yeux, de « raffinement ».

AUTEUR de la *Ville dont le prince est un enfant* peut être satisfait : par cet autoportrait en scribe naïf et radin — en « buste à pattes », comme disait méchamment Céline — il aura repoussé la sympathie gluante, qu'il redoutait autant que les critiques. « Noli me tangere ! » Mais il ne réussit pas à effacer ce que ce compagnonnage suppose d'échange vrai, de tendresse sans ambiguïté. « Un compagnon est un maître », conclut-il à plusieurs reprises. La formule aurait pu servir de titre, très Montherlant.

Un même sens du bonheur furtif réunit les deux êtres, au-delà de leurs dissemblances majeures. Et si cette ébauche de récit contient plus de notes que de pages travaillées, certaines phrases resuscitent le peintre de scènes familières, l'effacé et le stylistes fasciné par les violences arrêtées, les agonies muettes.

Ainsi d'un combat de coqs à Séville (p. 161-162). Le vaincu resta accroupi, yeux voilés, bec entrouvert. Le vainqueur lui péla le crâne puis, voyant l'autre se tasser et piquer du bec, il ne le toucha plus. Dédain ou pitié ? Ces deux sentiments se distinguent mal. Chez Montherlant, comme chez les coqs.

* MOUSTIQUE, d'Henry de Montherlant, postface de Pierre Sipriot, Table ronde, 196 p., 75 F.

Gadenne et les amours de Youyou

Les lettres d'une jeune femme délaissée.

PAUL GADENNE affirmait avoir découvert ces lettres d'amour de Youyou à Luchon, à la faveur d'une malencontreuse substitution de bagages. La plupart n'étant pas datées, il les a lui-même classées dans un ordre qui reconstitue, à ses yeux, la logique de cette correspondance. Elle a paru dans la *Table ronde* en mars 1954 et vient d'être heureusement rééditée par Actes Sud.

Youyou, la jeune femme, manie la langue française avec la simplicité de ceux qui ne la possèdent pas assez pour en avoir peur. Une fille toute simple qui vit dans un village du sud-ouest de la France et n'a pas eu de romans roses pour enjoliver ses états d'âme. Luchon, son « fiancé », la néglige, le délaisse, lui ment, promet d'écrire et, bien sûr, ne le fait pas. Elle le sermonne avec tendresse : à force de l'attendre en vain, elle tente de le rejoindre en écrivant. Que va-t-il donc faire à Espelette, sans elle ? Et le bal où il devait l'emmener ? « Je ne sais même pas, dit-elle, je ne sais rien. Non, j'ai un cafard ! Enfin si tu as le temps, dimanche, tu pourrais peut-être venir voir de quel côté la tête me penche ».

Certes, Youyou, de lettre en lettre, récrimine de plus en plus. Un peu trop, peut-être. Il est d'autant plus conseillé de la lire, comme exutoire, les soirs où l'on se sent d'humeur querelleuse. Au bout du compte, Youyou apparaît facilement comme

l'« emmerdeuse » type, si on ne voyait les courtes lettres des trois autres amies de Luchon, Martine, Germaine et Rémiette. Joli bourgeois des cours, ce Luchon — en fait Ludovic — dont on apprend à la dernière missive qu'il est devenu parisien, marié (à Youyou ?) et qu'en l'absence de sa femme il attend une certaine Olga. Luchon et « ses » dames... un document d'autant plus touchant qu'elles sont malhabiles, ces femmes, à dire les embûches des histoires d'amour. Et encore plus à les déjouer.

C'est aussi dans la revue *La Table ronde* qu'avait été publié en 1953 un autre Gadenne, *Le Guide du voyageur*. Yvonne Gadenne a donné ces courtes lettres à un petit éditeur de Charente : Séquences. Il en a fait un plaisant opuscule, seize pages pour une promenade de rêve, sans entrave à l'imagination puisque aucun lieu n'est mentionné. Un viatique pour les flâneurs, et tant mieux s'ils sont myopes, car, dit Gadenne, « un peu de myopie ne m'est pas. L'esprit se dégage mieux d'un paysage dont le détail n'arrête plus le regard et qui est tout à sa signification ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

* BAL A ESPELETTE, de Paul Gadenne, Actes Sud, 62 p., 45 F.

* LE GUIDE DU VOYAGEUR, de Paul Gadenne, éd. Séquences, 16140 Aligre, 16 p., 21 F.

jacques
Damase
éditeur

« Premières monographies d'artistes contemporains »

Jean-Luc Vilmouth

« Le bruit des choses »

Textes de Didier Semin, Jean-Hubert Martin, Yve-Alain Bois et Arielle Pélenc.

Déjà paru

Patrick Raynaud

« Comédies et Mystères »

Gérard Garouste

« Le Classique et l'Indien »

« Les Grandes Familles typographiques »

Bodoni

Préface de Franco Maria Ricci
Étude et biographie par Anne de Margerie.

Déjà paru

Le mouvement de l'espace typographique 1920-1930.

Les alphabets Anthropomorphes.

À paraître

Gutenberg, Firmin-Didot

« Archives pour l'histoire de la mode »

Le Gant

par F. Le Reste.

Sous presse

L'Histoire du Chapeau

Déjà paru

Marcel Rochas par F. Mohrt
Le costume masculin : premier vestiaire

Mai

Goya de Buñuel

scénario inédit de 1928

Illustré de photos de la collection Buñuel
et de dessins de Goya - éd. Franco-Espagnole

Fin avril

LABYRINTHE N° 1

revue, nouvelle série, extraits du sommaire : Borofsky par Tio Bellido - Catherine Strasser : Le Primitivisme - Amagatsu : poésie et dessins - Marcel Jouhandeau : Christian Bérard - René Crevel : Le miroir aux objets - Antoine Vitez : Britannicus - Ch. Armengaud : Musique et Nature - René de Solier : Les Labyrintes - Adamov : inédits - La sculpture allemande à Venise - Chroniques sur la mode, les jardins, l'ethnographie, le décor, etc.

Cher les bons Libraires et l'Éditeur

61, rue de Vienne 75007 Paris - Tél. 47.05.55.04 - Télex n° 201 916 F

J'aimerais recevoir votre catalogue gratuit

Nom et prénom

Adresse

مكتبة من الأمل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Djuna Barnes,
un auteur pour société secrète

DJUNA BARNES (1882-1982) était d'un caractère difficile. Elle avait dessiné les grands traits de son existence entre le Village, à New-York, et le quartier Montparnasse, à Paris. Elle aimait écrire pour la presse et pour le théâtre, et les textes courts la satisfaisaient. Elle aimait l'écriture pour son fruit et son baroque.

À l'époque où Gertrude Stein terrorisait Ernest Hemingway, Djuna Barnes publiait des textes en forme de fables sans morale : le dernier livre d'elle traduit en français, *Fumée*, en donne un exemple précis. Il s'agit de quatorze contes destinés à des hebdomadaires. L'écriture est rapide, et cependant énigmatique. Les personnages surgissent pour disparaître aussitôt en emportant leurs secrets avec eux. Il y a des hommes de fer, des chevaux dans le lointain, des femmes idiotes, des campagnes oubliées, et New-York en morceaux. Djuna Barnes, c'est cela : l'inquiétude poussée à son point maximal. C'est l'impatience, et c'est la marche du temps.

Elle était venue en France pour y surprendre sur la vie la colonie anglo-saxonne qui campait dans les environs de l'église Saint-Germain-des-Près et dans ceux du carrefour Vavin, avec de petites écoles vers Cluny et Monge. Elle fit de ses impressions premières une spirale en forme de labyrinthe : *Divagations malicieuses*, une sorte de chronique où se retrouvent, pile-mêle, ses amis et ceux qui ne l'étaient pas.

Dans ces années 1920-1930, le Tout-New-York est à Paris, en compagnie de James Joyce et de Samuel Beckett. Elle, Djuna Barnes, quitte provisoirement le journalisme pour écrire des poèmes qui ne sont pas très bons et pour mettre au point un roman d'une nouveauté surprenante : *Ryder* (1). Là elle tente de dénouer un drame familial des plus complexes. Puis, amoureuse d'une dame extraordinaire, elle fréquentera la maison de Natalie Barney, où sont toutes les amatores, rue Jacob, et elle en tirera un livre à clés : *l'Almanach des dames* (2). Elle connaît admirablement la mise en scène des textes, ayant commencé par le théâtre, ainsi que le prouvent les traductions.

par Michèle Causse, d'Une colombe et d'Aux abysses.

Cependant, c'est place Saint-Sulpice, au café de la Mairie où Paul Eluard aimait écrire, que Djuna Barnes découvre son personnage : le docteur Mathieu-Puissant-Grain-de-Sel-Dante-O'Connor, sorte d'Homère des temps de décadence. Lui et Robine seront les héros inoubliables du plus beau livre de Djuna Barnes : *le Bois de la nuit* (3). Tracé autobiographique ? Assurément. Robine n'était autre que Thelma, cette femme dont Barnes partageait la vie, ce qui lui permettait de dire, fort joliment : « Je ne suis pas lesbienne, je suis amoureuse de Thelma... »

Djuna Barnes, dont on trouve trace dans les écrits d'Ernest Hemingway, de William Carlos Williams, de David Gascoyne, de T.S. Eliot, et de bien d'autres, est devenue soudainement mythique. Rentrée en Amérique, elle se fit invisible et vécut des années à des années, solitaire et hautaine. C'est ce que conte son biographe Andrew Field, *Contes pour un livre sur Nabokov*, Field évoque, parfois avec bonheur, cette période d'*Un Américain à Paris*, époque troublante certes, mais troublée, et qu'il faudra quelques jours analyser avec sérieux. Il demeure la visage et la voix de Djuna Barnes, auteur pour société secrète. Elle était inconfortable à n'y pas croire, mais c'était, c'est, un grand écrivain.

HUBERT JUNI.

★ FUMÉE, par Djuna Barnes ; traduit de l'américain par Claude Blanc. Flammarion, 184 p., 75 F.

★ AUX ABYSSSES, précédé d'UNE COLOMBE, par Djuna Barnes ; traduit par Michèle Causse. Ed. Rydman-Ji (diffusion Distique), 54 p., 55 F.

★ DIVAGATIONS MALICIEUSES, par Djuna Barnes ; traduit par Michèle Causse. Ed. Rydman-Ji, 45 p., 50 F.

★ DJUNA BARNES, par Andrew Field, traduit de l'anglais par Sophie Mayoux et Christiane Guillois. Ed. Rivages, 303 p., 85 F.

(1) *Ryder*, traduit par Jean-Pierre Richard. Ed. Christian Bourgois, 1982.

(2) *l'Almanach des dames*, traduit par Michèle Causse. Flammarion, 1983.

(3) *le Bois de la nuit*, traduit par Pierre Leyris. Le Seuil, 1979.

A LA
DÉCOUVERTE

■ L'ÉCONOMIE DU GASPILLAGE, Samuel Bowles, David M. Gordon, Thomas E. Weisskopf, 160 F. - Une analyse « radicale » des quarante dernières années de l'économie américaine et de la politique réaganienne.

■ NOU-VEAU CULTURE D'ENTREPRISE, Daniel Mothé-Gautrat, 80 F. Quelles entreprises vont émerger dans les années à venir ? Et quelle y sera la place des syndicats ?

■ RENCONTRES AVEC LE MAROC, Claude Ariam, 80 F. - Un « anti-guide » qui mène d'abord à la rencontre des Marocains des plus riches aux plus pauvres, des plus illustres aux moins connus.

■ NE COUPEZ PAS..., Jean-Pierre Andrevon, 79 F. - Huit nouvelles satiriques, hargneuses ou poétiques du principal représentant de la SF politique française.

■ TÈS-MON COEUR S'EST SUICIDÉ, Gaëlle, 60 F. Le journal et les lettres d'une droguée de quinze ans que l'on voit réapprendre peu à peu à aimer la vie.

M A R S

Le lent retour au paradis terrestre

La Mort et l'Archevêque, western ecclésiastique, d'une grande romancière oubliée : Willa Cather (1873-1947)

LORSQU'IL reçut en 1930 le premier prix Nobel décerné à un écrivain américain, Sinclair Lewis estima, à juste titre, que cette distinction aurait dû échoir, entre autres, à Willa Cather, qui lui en paraissait plus digne. L'occasion se présente de la (re)découvrir en France avec la superbe traduction d'un de ses meilleurs romans, *La Mort et l'Archevêque*.

Virginienne comme sa contemporaine Ellen Glasgow, Willa Cather (1873-1947) aurait pu être avec elle la fondatrice du roman sudiste féminin appelé à de si riches développements. Mais sa destinée était de devenir l'une des rares romancières à parler des grands espaces de l'Ouest, en connaissance de cause pour y avoir vécu, dans un ranch du Nebraska, ses années d'enfance et d'adolescence. Cependant, son attitude mentale à ceci de commun avec celle des écrivains sudistes qu'elle est commandée par un sens aristocratique des valeurs, un mépris de l'Amérique contemporaine, une nostalgie pour un ordre perdu.

Son œuvre est, dans son ensemble, rétrospective, tournée vers les matins du continent américain, quand tout était promesse. On observe, dans le choix des lieux et des époques qui forment la trame de sa fiction, un éloignement conjugué dans l'espace et dans le passé. Depuis le Middle-West de ses jeunes années, romancé un quart de siècle plus tard, elle émigre au Québec des débuts du dix-huitième siècle dans son dernier roman important, *Shadows on the Rock* (1931). Entre-temps elle met en scène, dans *La Mort et l'Archevêque* (1927), un missionnaire français chargé avec un seul vicaire de fonder un évêché dans

les immenses territoires du Sud-Ouest cédés par le Mexique en 1848. Ce qui reste immuable, c'est le credo artistique, formulé en 1922 sous le titre *The Novel démeublé* (1), et qui démarque nettement Willa Cather des naturalistes de sa génération : « Si le roman est une forme d'art fondée sur l'imagination, il ne peut être en même temps une forme brillante de journalisme (...). Tout ce qui est ressenti sur la page sans avoir été spécifiquement nommé, cela pourrait-on dire, est la création véritable. C'est l'insupportable présence de la chose non nommée (...), qui donne au roman sa qualité première. »

Une transparence virgilienne

La Mort et l'Archevêque est peut-être l'illustration la plus frappante de cette esthétique. Tel l'archer zen qui semble viser délibérément là où il n'y a rien, Willa Cather réussit ce tour de force de tenir son lecteur sous le charme dans un roman qui n'est pas seulement « démeublé », mais sans demeures, sans personnages, sans conflits, sans action ou presque.

De cette relation de voyages, le pittoresque, le picaresque et le fabuleux sont à peu près évacués. Ils ne subsistent que dans les mini-récits faits à l'étape, en marge du récit premier de l'errance. Ce sont des tableaux pleins de verve qui évoquent l'arrière-plan historique, par exemple les portraits des prêtres mexicains prévaricateurs, Martinez le voluptueux et Lucero l'avare, dont les errements désignent à contrario une sainteté qui n'est jamais nommée.

L'essentiel c'est, à l'issue d'innombrables périples, la décou-

verte de ce que l'évêque en quête de son diocèse ne cherchait pas, l'abandon au génie du lieu, l'insensible métamorphose d'un mouvement en stase, le lent retour au paradis terrestre des origines. Car ce crois pacifique est avant tout un regard, une façon ingénue, disponible de percevoir le monde.

Et le temps n'est pas celui d'un roman, d'un événement, mais un état appréhendé sous de multiples angles, où les seuls événements qui fassent se transformer le monde sont les mouvements de la lumière : « Déserts, montagnes et mesas modifiaient continuellement leur forme et leur couleur à l'ombre des nuages. La région tout entière semblait fluide, à l'œil sous l'effet de ce déplacement permanent des accents, cette distribution éternellement changeante de la lumière. » A ce point de transparence virgilienne, le paysage devient signe, signe d'un au-delà, d'un franchissement d'invisibles frontières. Par un tour de magie, par un effet de mirage familier aux lecteurs de *Moby Dick*, l'Extrême-Orient se superpose au Far-West.

L'église de Laguna rappelle la « tente d'un chef persan », et les prêtres eux-mêmes sont perçus « comme dans les images de saint François Xavier » catéchisant les Indes. Intemporalité, universalité : la stase devient extase, et l'on se retrouve dans la lumière lustrale des commencements du monde : « Contemplant la vaste plaine parsemée de mesas qui étincelaient sous ces draps de pluie, l'évêque vit les montagnes lointaines s'illuminer de soleil. A nouveau il songea que le premier jour de la création avait peut-être ressemblé à cela. » Si l'écrit l'infini quand s'ouvre devant lui

son évêché de lumière, le voyage des nuages doit en définitive redescendre dans la poussière des pistes, car son diocèse est sur la terre.

Tout au long de leurs pérégrinations obstinées, clopin-clopant sur leurs deux mules, l'évêque et son vicaire s'emploient du même mouvement à promouvoir l'art des jardins et le salut des consciences : médailles pieuses et semences d'arbres fruitiers voisinent dans leurs fontes. Ils font plus figure de fonctionnaires zélés que de missionnaires voués au martyre. Ce sont des sortes d'agents voyers de la Providence ou mieux peut-être, dans le contexte du Far-West, des sortes de shérifs des âmes dont le symbole d'autorité ne serait pas l'étoile, mais la croix.

Outre ce mélange de profane et de sacré, tout concourt par ailleurs à faire de ce roman un western ecclésiastique, sérieux, sans bruit et sans fureur, un western épuré, réduit à l'essence d'un genre où la dimension transcendante est rarement présente. On y retrouve les éléments - longues courses solitaires, amitiés viriles, identification à la nature primitive, absence de la femme et de la chair - mis en place un siècle plus tôt par Fenimore Cooper, dont le chaste héros, Natty Bumppo, se saint jaloux, meurt tel l'archevêque entouré de la vénération de ses amis indiens.

ANDRÉ LE VOT,
auteur de *Scott Fitzgerald*
une biographie critique, (Julliard).

★ LA MORT ET L'ARCHEVÊQUE, de Willa Cather. Traduit de l'américain par Marc Chénier. Ramsay, 368 pages, 118 F.

(1) Cf. *New Republic*, numéro spécial : « The Novel of tomorrow and the Scope of Fiction », avril 1922.

Cervantès : le mystère continue



Don Quichotte par Gustave Doré

(Suite de la page 15.)

La proximité de sa douce patrie pour le soldat rend encore plus cruelle sa capture par un renégat albanais, qui le vendra comme esclave en Alger.

Plutôt que d'emboîter le pas aux sensationnelles affirmations du type : Cervantès était juif, homosexuel et masochiste... le biographe remonte aux signes qui les autorisent ou non. Des métiers, des errances du grand-père, du père et du fils, des quinze témoignages produits par ce dernier alléguant sa « pureté de sang », il infère la secrète appartenance au milieu *converso* (converti). C'est là d'ailleurs, très bas, que visera dans un sonnet d'une grossièreté inouïe ce vieux chrétien de Lope de Vega. Mais peut-on inférer des mœurs de Hassan Paeha, mignon d'un Vénitien, et de son insolite clémence à l'égard du prisonnier que les mœurs de l'auteur des *Bagnes d'Alger* ? Par ailleurs, ses sœurs ont mené une vie galante, sa fille unique était naturelle (et analphabète), son épouse insaisissable.

Le commentateur se réfugie derrière l'incertaine notion

d'amours incertaines. En revanche, c'est dans une grande lumière qu'il fait surgir la figure bouleversante d'un homme venu des illusions de l'Histoire et revenu d'une société hantée par l'or, l'honneur et la tache (*la mancha*) raciale, qui, à l'approche de la soixantaine, lance sur les routes du monde le premier roman moderne.

El ingenioso hidalgo don Quichote de la Mancha, en trois mois de l'année 1605, battra tous les records de vente. C'est comme si un vieil homme assoiffé par une création sans cesse remise, à cause des déboires d'une existence trouble et troublée, faisait, avec éclat, litère de sa vie et en prenait à la fois la mesure et la revanche. A partir de quoi il se lance à l'assaut de toutes les autres formes littéraires existant à ce jour et qu'il n'avait fait que caresser jusqu'alors. Dans un fantastique atelier de tous les genres - poésie, prose, théâtre, - il retouche, achève, commence, publie coup sur coup la *Galatée*, huit comédies, huit entremets, les *Nouvelles exemplaires*, le *Voyage au Parnasse* et, dès avant la

deuxième partie du *Qui-chotte* (1615), provoquée par une suite apocryphe, entreprend un nouveau roman de type « septentrional » sur modèle grec... *Les Travaux de Persiles et de Sigismonde*. Il y mettra le point final juste avant de rendre l'âme et, dans une dernière préface, se désignera une dernière fois, par le truchement d'un jeune homme : « Oul, oul, c'est lui : le saint manchot, le grand homme achevé, le joyeux écrivain, en un mot le bonheur des Muses ! »

Ayant dessiné une carte de l'Espagne pour prouver que l'ignorance de Cervantès en matière de géographie était totale et consacré une « fugitive minute » à sa vie : « un raté comme soldat, comme poète, comme auteur dramatique, comme fonctionnaire », Vladimir Nabokov, apparemment de fort méchante humeur, à contre-cœur, entreprit un cours à l'université Harvard sur le gros et le maigre, autrement dit, le couple fameux. Sancho Pança : un clown, un coquin, un raseur, est le produit d'une généralisation. Le maître, dont l'état mental est un équilibre, l'état physique une mosaïque, lui, au moins est un individu ! Ce clochard à du génie et de broc dont on ne pourra plus prétendre, après lui, Nabokov, qu'il est un des grands romans de la littérature mondiale. Ouf, un rival en moins !

« Don Quichotte est un conte de fées. » Adieu réel, sombres taches, captivité, adieu expulsion des morisques ! - Don Quichotte est un roman picaresque de plus. Adieu réputation irrésistible d'un genre, à peine né, par l'intermédiaire de Gines de Passamonte, le galérien qui a écrit sa *Vie* ! Cervantès « à court d'inspiration » y a fourré n'importe quoi. Adieu propos de l'écrivain qui interpole, dans son roman moderne, les formes anciennes du conte ! L'écrivain espagnol - par quel mystère ? - échappe totalement à l'écrivain russe.

Inexact, péremptoire, agité, brillant jusqu'au follement brillant, Nabokov juble en dressant

le catalogue des cruautés physiques et mentales qui jalonnent le monde : « irresponsable, infantile, barbelé et barbare » d'un roman rendu justement fameux par son humanité ! Quelle déraison ! Elle le trahit... car en surestimant le personnage de l'ingénieux hidalgo pour mieux rosser son auteur, le chevalier russe, victime d'un enchanteur qui est son secret, livre bataille contre des moulins à vent.

FLORENCE DELAY.

Sous la direction de
Fernand BRAUDEL

Le Monde de
Jacques Cartier

L'aventure au XVI^e siècle

23 x 30 cm - 320 p.
369 illustrations
dont 158 en couleurs

Éditions BERGER-LEVRULT

ZOHAR

Le Livre de la Splendeur

L'introuvable SEPTHE HA ZOHAR ou Livre de la Splendeur (doctrine esotérique des israhélites) est à nouveau disponible dans la seule traduction française intégrale et complète. Monumental commentaire kabbalistique du Pentateuque, le ZOHAR est, avec la Bible et le Talmud, l'un des trois piliers de la pensée hébraïque. Tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent aux secrets de la Bible et de la Kabbale s'y réfèrent. Cette nouvelle édition en six gros volumes à la portée de toutes les bourses a été réalisée par les Éditions spécialisées :

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cotin, 75005 PARIS

Nous présentons et agréons :

Veuillez s'abonner, sans engagement, votre documentation sur le Zohar.

Pierre Belfond

SALON DU LIVRE 1986 GRAND PALAIS

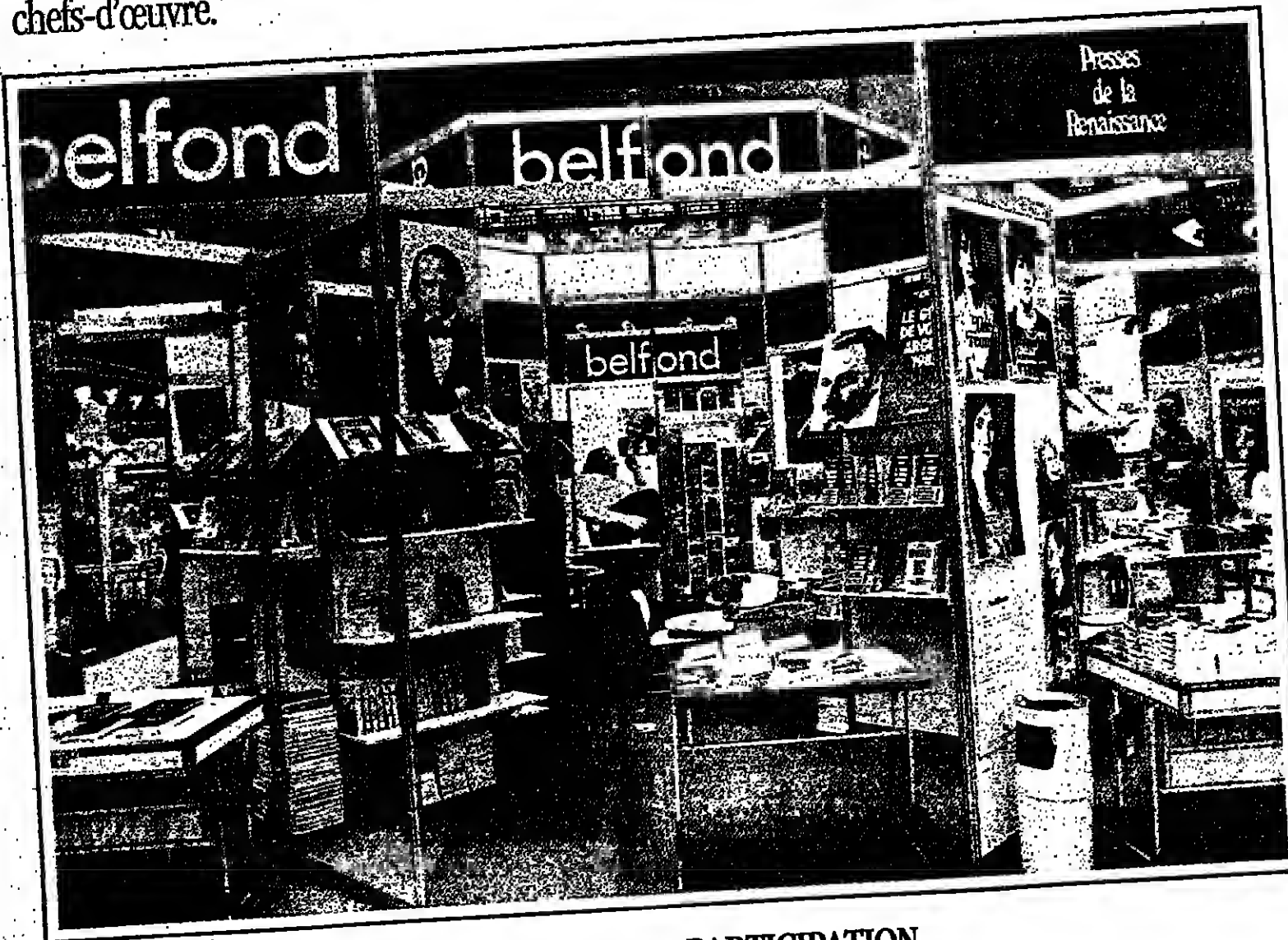
PREMIER ROMAN: CONTRAT EN DIRECT

Les auteurs inconnus, débutants, accusent volontiers les éditeurs de ne pas lire leurs manuscrits, de ne donner leur chance qu'à des écrivains disposant de "piston", de "relations".

Pour essayer de lutter contre cette idée reçue (et contre quelques autres), pour tenter d'humaniser les rapports auteurs-éditeurs, Belfond a décidé de prendre une initiative exceptionnelle sur le plan littéraire : pendant le Salon du Livre, du vendredi 21 mars au dimanche 23 mars, les auteurs non encore publiés pourront déposer au stand Belfond (N° C 33) le manuscrit d'un roman.

Ces manuscrits seront lus dans les tout meilleurs délais par le comité de lecture, qui siégera en permanence. Un auteur (ou plusieurs auteurs, si plusieurs manuscrits s'imposaient par leur qualité) sera sélectionné. Il signera son contrat et recevra un chèque de 10 000 francs représentant son à-valoir, le mardi 25 mars, pendant la "nocturne", en présence de la presse. Le roman sera publié en septembre, lors de la "rentrée littéraire" et fera l'objet d'une promotion particulière.

Une telle initiative, qui bouscule les traditions de délai - deux à trois mois en général - et de confidentialité, sera de nature, du moins nous l'espérons, à convaincre les auteurs que les éditeurs, tous les éditeurs, ne rêvent que d'une chose : découvrir des chefs-d'œuvre.



CONDITIONS DE PARTICIPATION

1. Seuls les auteurs débutants (c'est-à-dire n'ayant jamais publié à compte d'éditeur) pourront déposer leur manuscrit (un seul manuscrit par auteur).
2. Pour des raisons techniques, les manuscrits non retenus ne pourront être restitués. Les auteurs doivent donc, impérativement, conserver un double de leur texte.

3. Ne seront acceptés que les manuscrits de romans (à l'exclusion, par conséquent, des nouvelles, poèmes, essais, récits, documents, etc.).
4. Les manuscrits devront être déposés au stand Belfond du vendredi 21 mars 10 h au dimanche 23 mars 18 h, heure limite. Le nom de l'auteur retenu (ou des auteurs) sera proclamé le mardi 25 mars, à 21 h, au stand Belfond.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

● HISTOIRE

Quand Churchill se faisait les dents

C'ÉTAIT un petit garçon très mûr. Il n'était pas particulièrement beau. Son père, qu'il vénait, le regardait à peine et mourra, fou, de la syphilis. Sa mère courait d'amant en amant. A l'école, on le fouettait jusqu'au sang. Un personnage de Dickens ? Non, un descendant de Marlborough, petit-fils d'un duc et fils d'un lord, Winston Leonard Spencer Churchill, qui pendant un demi-siècle occupera la scène politique mondiale.

Lorsqu'on évoque Churchill aujourd'hui, on se souvient surtout du vieux lion qui, en 1940, se dressa face à Hitler, promettant à ses compatriotes de la sueur, du sang et des larmes, et conduisit la Grande-Bretagne à la victoire. On oublie qu'il fut mêlé à toutes les crises, à la plupart des guerres qui ont marqué le début du vingtième siècle, qu'il fut un des meilleurs orateurs de son temps, un écrivain intraitable et brillant, le plus adulé et le plus haï des hommes politiques d'outre-Manche.

La biographie que lui consacre l'écrivain et journaliste américain William Manchester, et dont le premier tome vient d'être traduit en français, est à la mesure du personnage : monumentale. Elle fait découvrir, au-delà des hagiographies d'après-guerre, un homme plein d'énormes défauts et de qualités démesurées et contradictoires.

Imprévisible, ténébreux, insupportable

Le jeune Churchill avait des revanches à prendre. Il les prendra, au début tout au moins, avec un furieux arrivisme. Manchester trace de l'époque victorienne finissante (Churchill est né en 1874) un tableau rempli de détails colorés. L'Angleterre est à son zénith. Ses politiciens, ses généraux sont médiocres, mais l'empire ne cesse de s'agrandir. La classe ouvrière est misérable, la classe moyenne chauvine et puritaine. L'aristocratie est, au contraire, relâchée dans ses mœurs. Elle s'applique à jouer un jeu social et politique dont elle a fixé les règles, au milieu du respect général. Le sentiment commun, c'est un prodigieux orgueil. Maître du monde, Albion régit les peuples les plus lointains, et le sentiment de sa puissance ajoute à sa puissance même.

Le fils de lord Randolph se lance dans la course aux pouvoirs. Il somme sa mère de mettre à contribution pour l'aider les amants haut placés qu'elle reçoit.

Churchill devient officier de cavalerie. Mais, faute de ressources pour tenir son rang, il se fait journaliste, sans quitter l'uniforme, et la grande fureur des généraux dont il ne se prive pas de signaler les errements. Il se

bat aux frontières de l'Inde, et se faufile dans les rangs de l'armée qui conquiert le Soudan. Sa prose a du succès.

Envoyé spécial en Afrique durant la guerre des Boers, il est fait prisonnier, et s'évade. C'est la gloire populaire qu'il recherchait : celle qui conquiert les électeurs. En 1901, à vingt-sept ans, il est élu député. Il ne cessera plus dès lors de susciter des tempêtes.

Il est non-conformiste jusque dans sa vie privée : contrairement à la plupart des hommes de son milieu, c'est un mari amoureux et fidèle, et un père charmant. Dans sa vie politique, il est uniquement attaché à ses propres idées et s'il en change assez souvent, ce n'est jamais pour adopter celles de son parti du moment. Il siège successivement sur les bancs conservateurs, sur ceux du parti libéral, puis de nouveau sur les bancs conservateurs et, à plusieurs occasions, dans son coin.

Il faut du génie à un personnage aussi imprévisible, téméraire, insupportable tout à tour à ses amis et à ses ennemis, pour poursuivre une carrière politique qui l'amène maintes fois au gouvernement. Du génie et une énorme capacité de travail, d'autant que, jusqu'à la fin de ses jours, il écrira livre après livre.

Churchill est un homme d'impulsions. Même lorsqu'il s'attaque aux ducs de la Chambre des pairs dans sa période « radicale », il reste au fond un aristocrate. Certes, ministre de l'Intérieur en 1912, chancelier de l'échiquier dans les années 20, il entreprendra de multiples réformes sociales. Mais il est généreux par tempérament, et non par idéologie. Il choisira la part des Boers, la guerre finie, celui des Irlandais au même point de vue, parce qu'il respecte le courage. Mais il sera aussi un farouche anticommuniste, un ennemi féroce des travaillistes, l'adversaire de Gandhi. Il ira même un temps jusqu'à chanter les louanges de Mussolini. C'est à la fois un homme d'Etat amoureux des combats et des aventures, et un homme d'ordre. Ses illuminations se terminent parfois en catastrophes, jamais en révolutions.

Son opposition sans nuance à la montée du travaillisme, sa manie de se mêler des affaires de ses collègues, exaspèrent la classe politique. Le voilà pour longtemps sur le touche.

Le premier tome du livre de Manchester se termine sur une question de Staline à l'égard d'Astor en visite à Moscou : « Et Churchill ? » — Oh, il est fini, a-t-il répondu en 1932.

JEAN PLANCHAIS.
★ WINSTON CHURCHILL, TOME 1. RÊVES DE GLOIRE, 1874-1932, par William Manchester, traduit de l'anglais, Robert Laffont, 793 p., 175 F.

● PHILOSOPHIE

QUEL projet ! « Remettre à la disposition de tous les publics, en 400 volumes publiés sur trente ans, la totalité de la philosophie en langue française, de la fin du XVIII^e siècle aux débuts du XX^e siècle... »

Parce que quelques-uns, amoureux de la philosophie, de la langue et de la culture françaises, se sont donné, en compagnie de Michel Serres, les moyens de le mettre en route, ce grand dessein commence à se réaliser (1).

Nouveaux entretiens sur le passé

CORPOPHOBIE — La philosophie se meurt ? Faisons de nouvelles impressions de l'ancienne ! Fouillons les archives ! Sortons de leurs caves des barbons oubliés, qui eussent été plus fortunés de n'être pas rendus au jour !

Je ne laisse pas de croire que pareil hommage sent son embaumeur. Peste soit de cette engance ! Quel homme de sens trouvera plus d'attraits à un cadavre portant beau qu'à un vivant mal peigné ? Cet ambiteux dessein a tout d'un mausolée, voilà mon sentiment.

CORPOPHILE — Je ne sais, mon ami, quelle mouche vous a piqué. Elle est sans doute d'une plaisante espèce, qui délire la langue en assoupissant l'entendement. Dans l'art de parler sans penser vous paraissiez soudain être passé maître.

De quoi diantre se nourrit le nouveau ? De grâce, accordez vos discours aux leçons de l'histoire... La pensée n'œuvre pas sans héritage. Et voyez les têtes frivoles que nous sommes. De la philosophie en notre langue, nous savons quelques palais, investis sans relâche. Mais nous ignorons tout de manoirs sans nombre qui attendent nos pas. Ils ont la mine modeste mais forment le paysage et dessinent des villes entières. Je prétends y voyager tout vivant, et suis fort assuré de n'y pas rencontrer que des spectres !

POLYLOSOPHE — Vous voilà tout échauffés, mes bons... Quand vos humeurs seront plus douces, je crains que votre dispute ne paraisse sans objet. Passé figé et présent nouveau, hier nourricier et aujourd'hui affamé se peuvent-ils vraiment opposer ?

Il y a autant d'excès à voir en ce *Corpus* une chance inespérée qu'à vouloir en faire une méchante illusion. Le plus bel outil n'est rien sans usage, et...

CORPOPHOBIE — Bel outil en vérité ! ou de saut par quel bout le prendre, ni qui peut en user. Les textes vont nus, sans glose et sans lumières. Tout, vnu en conviendrez, fait défaut pour cr-

En dix-huit mois, vingt-quatre volumes sont déjà parus. Huit autres seront prochainement en librairie. Le rythme prévu, une quinzaine de titres par an, est donc tenu. La fabrication et la diffusion sont assurées par les éditions Fayard. Le Centre national des lettres, ainsi que les ministères de la recherche, des relations extérieures et de l'éducation contribuent au financement du *Corpus*. D'autres soutiens se sont joints à l'aide des pouvoirs publics : le chocolat Côte d'Or, le Syndicat national

des instituteurs, le Crédit agricole — mécènes d'autant plus désintéressés que leurs noms ne figurent nulle part.

Ce n'est pas la première tentative du genre. En 1835, dans un esprit différent, Guizot avait chargé un comité (où figuraient notamment Victor Cousin, Prosper Mérimée, Victor Hugo...) de « recueillir, examiner et publier, s'il y a lieu, tous les documents inédits importants (...) œuvres mêmes de philosophie, de littérature ou d'art, pourvu qu'elles révèlent quelque face ignorée

Corpus

Les débuts d'un grand projet :

CORPOPHOBIE — Vous ne quittez, monsieur, l'injure que pour la fourbe. Les œuvres sont reproduites d'après le meilleur texte, et s'il n'y a point d'annotations, c'est qu'elles sont inutiles. Combien de commentaires ne sont plaisants qu'à leur auteur, et fâchent les honnêtes gens ! Rien ne vieillit si promptement. Aujourd'hui pleins de verve, ils sont chenus demain. Pis ! Le temps dévoué à de tels artifices suffit à mettre sous presse vingt œuvres entières. S'il fallait tant dissenter, nos neveux trouveraient la tâche inachevée.

CORPOPHOBIE — L'esquive est maladroite, je le crains. Si rien n'instruit le lecteur des raisons de telle ou de telle résurrection, s'il ignore tout du débat où elle prend place et des desseins de l'auteur, comment pourrait-il déterminer son choix ? Comment le pourrait-il, seul, s'il n'est déjà docte ? Et s'il est docte, il n'a guère besoin de vos livres et peut chercher à loisir en son cabinet. L'affaire est vaine, vous dis-je, et fort mal engagée.

CORPOPHILE — Ce coup ne me peut surprendre. Votre sot à conduire pas à pas, et votre philosophie omniscente sont pures fictions. Le peuple n'est pas si naïf ni si docte. Professeurs, étudiants, amateurs de philosophie (plus nombreux qu'on ne pense) savent

assez pour entendre l'intérêt d'un texte et ignorent assez pour avoir à découvrir et en être étonnés.

CORPOPHOBIE — Vous ne répondez point ! Comment choisir, parmi ces volumes liasses et ci-reux que seul un titre distingue ? Les auteurs dont les noms figurent au dos me sont la plupart inconnus. Pourquoi choisirais-je d'acquiescer plutôt la *Logique* de Scipion Duplex que la *Théorie des lois civiles* de Linguet ? Comment préférais-je, si l'un ne m'en dit rien, le *Fou du Palais-Royal*, de Félix Cantagrel au *Dialogue sur le commerce des bêtes*, de Galiani ? Mon sentiment sur le titre serait-il un présage ? nous voilà dans un arbitraire non pareil !

POLYLOSOPHE — En dépit qu'on en ait, les propos outrés de notre ami viennent, il me semble, de toucher juste. Certes, je n'ignore pas qu'une revue a comme un défaut de paraître qui doit combler ces lacunes. Il reste néanmoins que l'entreprise à ce jour manque de pédagogie. En admettant qu'elle s'adresse à ceux qui ne sont ni des dieux ni des ignorants, mais qui désirent savoir, encore faut-il les orienter, comme fit le divin Platon. D'une quelconque façon, il les faut mieux instruire si l'on veut qu'ils marchent d'eux-mêmes. Ce travail reste à faire.

CORPOPHILE — Il le fera ! **POLYLOSOPHE** — Je l'espère. Comprenez qu'il y va de...

CORPOPHOBIE — Excusez que je vous interrompe derechef. J'ai pris un avantage et vous saisissez que j'en profite, et fortifiez ma querelle. Car l'essentiel reste à dire.

On nous parle d'œuvre de philosophie. J'en suis sûr, mais voyons : dans la vingtaine de livres parus, j'en vois bien peu. J'ouvre des récits de voyage, des traités d'économie, de vieux travaux de chimie ou d'astronomie, je me perds dans des textes d'histoire ou de sciences politiques.

CORPOPHILE — Ne voyez-vous que d'un œil ? Pourriez-vous nier que Jean Bodin, Condillac ou Raynaud fussent philosophes et appartenissent de droit à notre histoire ?

Mais laissons-les... Car je prise fort votre sentiment. Nous voici sans doute au cœur de la dispute. Si je vous entends, un traité sur la manière d'instruire les sourd-muets, ou une théorie anticipant celle de la dérive des continents... ne seraient pas « de la philosophie » ? Voilà qui nous sépare. Arrêtons-nous un instant, Aristote, et perdu souvenir que la philosophie est la totalité du savoir dans la mesure du possible ? Au lieu de nous tenir, comme le récent destin des écoles nous y conduit, à un philosophie pean de chagrin, bornée à la métaphysique et à la morale, le *Corpus* pourrait nous rendre le goût d'une intelligence multiple, à laquelle aucun savoir ne demeure étranger.

CORPOPHOBIE — La philosophie que vous ayez est morte, monsieur. Les sciences l'ont tuée. Je doute si vous êtes philosophe, que vous mêlez mille choses qui doivent être distinctes et le sont devenues.

CORPOPHILE — Il ne serait, monsieur, qu'en vous croyant homme du présent vous fussiez déjà une figure du passé. C'est pour l'heure, tout ce que j'ai à vous dire.

POLYLOSOPHE — Foin de ces lantipomades ! mes amis ! Que ne suspendez-vous votre jugement ? L'affaire est de trop d'importance pour en jouer si tôt. Suffirez que j'imite un de nos maîtres pour conclure que... nous ne savons pas ce que peut le *Corpus* (2).

ROGER-POL DROIT.

(1) - Longs et ennuyeux discours (voir par exemple *Moïse le Médiateur* t. I, 5 et t. II, 2) (NDLR).
(2) - Allusion probable à la formule de Spinoza : « Nous ne savons pas ce que peut le corps » (NDLR).

L'Association

L'Association pour le corpus des œuvres de philosophie en langue française, dont tous les membres sont bénévoles, est née le 22 mars 1983. Elle réunit, sous la direction de Michel Serres, professeur à l'université Paris-I : Jean-Robert Armogast, maître-assistant à l'Ecole pratique des hautes études, Louis Audier, directeur littéraire aux éditions Flammarion, Yvon Belaval, professeur à la Sorbonne, Denis Delbourg, conseiller technique au ministère des relations extérieures, Stéphane Douillet, professeur à l'Ecole normale de Cergy-Pontoise, Alain Etchegoyen, professeur au lycée Louis-le-Grand, Christian Frémont, chargée de recherche au CNRS, Marcel Hénaff, professeur de philosophie, Bruno Latour, maître de conférence, à l'Ecole des mines, Francine Markovits, maître-assistante à l'université Paris-X-Nanterre, André Pessel, professeur au lycée Louis-le-Grand, Isabelle Stengers, du laboratoire de chimie de l'université de Bruxelles, Patrice Vermeren, chargé de recherche au CNRS. La coordination technique est assurée par Jean-Michel Ollé, journaliste, rédacteur en chef de *Différence* (57, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : 42-81-32-38).

La revue *Corpus*, dont un premier numéro est paru en juin 1985 (*voir* « Le Monde des livres » du 28 juin 1985), regroupe les études suscitées par les ouvrages réédités.

Signalez, enfin, que la saisie informatique des textes du *Corpus* est en cours de réalisation, parallèlement à l'édition imprimée, afin de constituer une banque de données consultable par les chercheurs s'adressant à Philippe Morigny, Laboratoire d'informatique des sciences de l'homme, département de philosophie, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris).

EDITIONS L'Éclat
48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique
RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

LIBRAIRIE ANCIENNE
L'ARBRE DE VIE
11, rue de Colombe, Figeac 46100
CATALOGUE SOUS PRESSE
ÉGYPTOLOGIE - ENPIRE OTTOMAN
Envoi sur demande

THE MAGHREB REVIEW
LE THÈME DU SEPTIÈME COLLOQUE INTERNATIONAL
DE « MAGHREB REVIEW » POUR 1986 PORTERA SUR :
« VOYAGE COMMERCE ET COMMUNICATIONS AU MAGHREB :
HISTORIQUE, CONTEMPORAINE ET PERSPECTIVE »
SE TIENDRA À PARIS LES 7-8 JUILLET 1986
Les personnes désirant assister au colloque voudront bien prendre contact avant le 15 juin avec :
Mohamed Ben Madani, 96, Marchmont Street - London WC1N 1AG (Angleterre)
Prière de joindre une grande enveloppe timbrée, portant l'adresse de l'intéressé afin de recevoir l'invitation et le programme vers le 30 juin 1986
L'INVITATION EST OBLIGATOIRE POUR AVOIR ACCÈS AUX TRAVAUX DU COLLOQUE
PENDANT LE COLLOQUE UNE EXPOSITION DE LIVRES AURA LIEU
THE MAGHREB REVIEW est disponible par abonnement seulement à l'adresse ci-dessus. Les abonnements partent du premier numéro de l'année. Tarif : collection 10, 1985, 48 £, ou 550 FF, ou US 75 \$.
Collection 11, 1986, 48 £, ou 550 FF, ou US 75 \$. Expédié par voie de surface. Par avion ajouter 5 £ ou 60 FF ou US 10 \$.
Les chèques à l'ordre de THE MAGHREB REVIEW.

MATHIEU LINDON
Le livre
de
Jim-Courage
roman
109 pages - 55 F
"Comme un conte de fées un peu noir
pour enfants pas sages."
Michel Nuridsany / Le Figaro

CHECKPOINT
de
Paul E. Miller
Pour faire le
point en anglais !
Méthode accélérée,
guide de vocabulaire
et grammaire
simplifiée.
110 F
GIBERT, FNAC,
HARMATTAN (éditeur)
SMITH & SONS

polyte Ta
prodige on
LIVRE ET ÉVO

an II

toute la philosophie française en 400 volumes

des mœurs ou de l'état social d'une époque de notre histoire» (2).

En 1947, sous la présidence d'Emile Bréhier, un comité auquel participaient entre autres Bachelard, Gilson, Guéroult fit paraître un Condillac, un Buffon, un Cabanis, puis s'arrêta (3).

D'ores et déjà, mieux engagé que ses prédécesseurs, ce Corpus est par définition une œuvre de longue haleine. Son sort dépend en bonne partie de l'accueil du public, au-delà des seuls professionnels de la philosophie. Pour qu'il mène à

bien sa tâche, qui est de rendre aux francophones une part immense et englobante de leur patrimoine intellectuel, il convient que chacun aille y glaner matière à découvertes. Pour l'heure, un premier bilan se partagerait entre l'enthousiasme émerveillé et la perplexité face à quelques défauts de jeunesse. Un vieux texte — dialogue entre l'ami du Corpus (corpophile) et son adversaire (corpophobe) arbitré par un troisième personnage polysopie — retrouvé dans nos archives, anonyme et sans date,

nous a paru propre à illustrer ces premières réactions. Il est probablement antérieur à l'existence du « Monde », comme du « Temps ». Nous le reproduisons à titre de document.

R.-P. D.

(1) Voir l'introduction avec Michel Serres dans « Le Monde des livres » du 28 septembre 1984.
(2) « D'un corpus à l'autre », par Stéphane Domatier et Patrick Vermeiren, à paraître dans la revue Esprit.
(3) Revue Corpus n° 0 (p. 3) et n° 1 (pp. 135-136).

Les premiers titres parus

XVII

1603 Scipion Duplex: *la Logique ou art de discerner et raisonner*. Le premier cours de logique rédigé en français (370 pages, 98 francs).1634 Marin Mersenne: *Questions inconnues et autres questions*. Cinq traités du correspondant de Descartes explorent les problèmes les plus divers (500 pages, 190 francs).1673 François Poullain de la Barre: *De l'égalité des deux sexes*. Un disciple de Descartes, féministe avant l'heure (120 pages, 65 francs).

XVIII

1715 Jean-Pierre de Crousseau: *Traité du Beau*. La théorie esthétique d'un cartésien genevois (500 pages, 195 francs).1727 David-Reneud Bouffier: *Essai philosophique sur l'âme des bêtes*. Une critique sévère de la théorie cartésienne des animaux-machines (520 pages, 170 francs).1740-1780 Frédéric II, roi de Prusse: *Œuvres philosophiques*. Où le plus voltairien des monarques réfute Machiavel (460 pages, 140 francs).1754 Condillac: *Traité des sensations, traité des animaux*. Le traité du sensualisme au XVIII^e siècle (440 pages, 105 francs).1755 Benoit de Maillet: *Tellus, ou entretiens d'un philosophe indien avec un missionnaire français*. Une anticipation de la théorie de la dérive des continents (370 pages, 88 francs).1782 Charles Bonnet: *Considérations sur les corps organisés*. L'évolution des êtres vivants théorisée par un naturaliste genevois (580 pages, 180 francs).1787 Linguet: *Théorie des lois civiles ou principes fondamentaux de la société*. Le droit civil envisagé pour la première fois comme une fonction de la société (630 pages, 135 francs).1770 Ferdinand Galiani: *Dialogue sur le commerce des bêtes*. Une analyse économique opposée à celle des physiocrates (274 pages, 75 francs).1784 Abbé de l'Épée: *La Véritable Méthode d'instruire les sourds et muets*. Théorie et pratique du langage non verbal (214 pages, 55 francs).1783 Condorcet: *Sur les élections et autres textes*. Comment une « mathématique sociale » pourrait remédier aux défauts du suffrage universel (680 pages, 198 francs).1796 Pierre-Simon Laplace: *Exposition du système du monde*. La mécanique céleste calculée d'après Newton par un grand astronome (578 pages, 145 francs).

XIX

1802 Lamarck: *Recherches sur l'organisation des corps vivants*. La première grande théorie de l'évolution (152 pages, 75 francs).1822 François Guizot: *Des conspirations et de la justice politique, de la peine de mort en matière politique*. Des textes de référence pour la pensée libérale (220 pages, 75 francs).1838 Ravaisson: *De l'habitude*. La philosophie en France au XIX^e siècle. Une œuvre dense d'un philosophe trop oublié, suivie d'une étude précieuse pour l'histoire des idées (370 pages, 79 francs).1840 Pierre Leroux: *De l'humanité*. Les fondements philosophiques d'une religion de l'humain exposés

OLIVIER BARROT.

* PHILOSOPHIE DE L'ART, d'Hippolyte Taine. Fayard, 554 p., 160 F.

H. B. A.

« VIVRE ET ÉVOLUER DIGNEMENT »

Une analyse sans détour de la nature et des causes réelles de quelques maux ly complice les incertitudes de notre temps, et quelques éléments de solutions.
En vente 66 F + frais de port
Chez : Les Lettres Modernes, 128, rue de Clugny, 75018 PARIS.LIVRES
A VENDRE ?LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
42-88-58-06.Hippolyte Taine,
le prodige oubliéL'ARDENNAIS prodige Hippolyte Taine (1828-1893) était premier en tout. Philosophie, histoire, littérature, tout le tentait. Son érudition était d'une étendue à faire peur : il savait tout, comme Renan. « Leurs deux noms rendaient dans la langue des lettres un son indivisible, comme Tarn et Garonne », écrivait Thibautaud. Taine a exercé un magistère intellectuel de cinquante ans, jusqu'à la première guerre mondiale. Son système critique, tout nourri de positivisme, a sombré sous le double assaut du marxisme et du freudisme, et l'écrivain est tombé dans un oubli aussi dense que l'avait été sa gloire. Jusqu'à la réédition de sa *Philosophie de l'art*, aucun de ses livres ne se trouvait plus dans le commerce. Peut-on se douter qu'il se convertit d'or grâce au seul succès de ses livres, qu'il avait, sans trop se l'avouer, aimé les femmes, qu'il avait écrit sur l'Italie, l'Angleterre, la Grèce des textes d'une remarquable intelligence ?Cette *Philosophie de l'art* porte mal son nom. Publié alors que Taine n'a que trente-sept ans, l'ouvrage repose sur ses cours d'esthétique aux Beaux-Arts et comprend essentiellement cinq grandes leçons. Resserrant le cercle de son étude, Taine définit d'abord une méthode, l'applique à trop d'exemples lointains et termine en s'interrogeant sur l'enseignement de l'art dans la France de 1865. Le scientisme mécaniste de la première partie a certes beaucoup vieilli, qui prétend expliquer la production de l'œuvre que par un entourage historique et social déterminant. Mais l'homme est trop fin pour s'en tenir là. Les chapitres qu'il consacre à la peinture de la Renaissance en Italie, à celle des Pays-Bas au seizième siècle, à la sculpture en Grèce sont remplis de vues justes, de cils d'œil lumineux, de sympathie charnelle. En outre, de

l'homme qui écrit et de la France de son temps, ces trois cents pages donnent en creux un mémorable portrait.

Comme Stendhal, qu'il admirait par-dessus tout, Taine est de ces Français adonnés à l'Italie. Il n'a cessé de comparer, de scruter les sources latines : « L'une, la plus septentrionale, la française, plus prosaïque et plus sociale, a eu pour œuvre propre l'ordonnance des idées pures, c'est-à-dire la méthode du raisonnement et l'art de la conversation ; l'autre, plus méridionale, l'italienne, plus artiste et plus capable d'images, a eu pour œuvre propre l'ordonnance des formes sensibles, je veux dire la musique et les arts du dessin ». Contre Paris, trop cher, trop peuplé, trop triste, il opte pour le pays de la beauté physique en action, l'Italie de Benvenuto Cellini, qui incarne l'homme que Taine eût aimé être.

Tout à ce parti pris, il oppose ensuite la Hollande germanisée à l'Italie. Si Taine l'anglophilie admet la prospérité et la démocratie bataves, c'est pour placer au-dessus de ces vertus rudes et savantes le sens artiste de la forme, apaisé de la latinité. Qu'on lise sa comparaison éblouissante entre Rubens et Rembrandt, entre Anvers et Amsterdam, entre Rome et la Réforme : l'attention lyrique de l'écrivain fait éprouver la pâte à peindre, toucher la chair du modèle. Et pour évoquer la mer et le bourg atiques, la jubilation du style grec, l'union sans phrase du corps et de l'âme, Taine raconte à ses étudiants la vie comme mode d'emploi : formidable professeur, qui, s'interrogeant enfin sur lui-même, concluait : « Artificiels et agités, c'est bien ainsi que nous sommes ! »

OLIVIER BARROT.

* PHILOSOPHIE DE L'ART, d'Hippolyte Taine. Fayard, 554 p., 160 F.

Didier Adès

ENTREPRISE
CHERCHE
REPRENEURRUE DES
ENTREPRENEURS

Aubier - France Inter

« Nous sommes à un moment de la vie de nos entreprises, celui de la recherche d'une nouvelle génération de chefs d'entreprise. Un million et demi de salariés devront changer de patron dans les cinq ans à venir. Chacun est concerné. Comment convaincre le dirigeant d'organiser la succession et préparer les multiples repreneurs ? C'est à dire vous ou moi, à envisager l'avenir de la reprise. »

Aubier

A paraître au Salon du Livre,
de Georges Cédiz :CENT ANS D'UNE FAMILLE FRANÇAISE
EN ALGÉRIE

Outre M. Lefèvre, sont curieusement évoqués : Ajar, Hannah Arendt, Sartre, Vercors, Malraux, Jacques Monod, René Dubos, Thellard de Chardin, Edgar Morin, Roger Garaudy, Han Suin, Ilitch, Joël de Rosnais, Jacques Ruffié, Jean Bernard, Thierry Maulnier, Dom Helder Camara, Fesquet...

Collection "Les Inoubliables" - Stand D 14 au Salon - Inédit - Relié - 220 F.

Commandes : Chez les libraires ou aux Éditions d'Aujourd'hui - 83120 Plan-de-la-Tour (Var) - Ch. Banc. ou C.C.P. Marseille 6.366.05

L'ÉVÉNEMENT !
LE RÉVEIL DU
MANUEL LITTÉRAIREXIX^e
Xavier Dorcas
Brigitte Agard
Marie-France BoreauXVIII^e
Xavier Dorcas
Brigitte AgardCOLLECTION
PERSPECTIVES ET CONFRONTATIONS
HACHETTELe XVIII^e et le XIX^e siècles
en LittératureHACHETTE
Classiques

مكتبة من الأصل

culture

PHOTO

WYNANDA DEROO
ET CLAUDE BATHOD'Amsterdam
à Giverny

Giverny, 1980, Claude Batho.

Qu'est-ce qui peut pousser une jeune femme hollandaise de trente ans, aux cheveux noirs, aux lunettes bleues, au sourire attrayant - qui a été peintre - à arpenter, deux ans durant, de façon systématique et solitaire, des lieux à l'abandon où personne n'aurait l'idée d'aller ?

Adoptant une démarche proprement photographique, Wynanda Deroo développe à Amsterdam, Prague et Budapest un cérémonial captivant auquel il faut savoir prendre le temps d'assister. Ses images font retentir ses pas, son étonnement et sa surprenante absence d'émotion devant ces fantômes d'espace qu'elle affronte et met à nu pour en tirer le portrait.

Il ne s'agit pas de paysages mentaux. Frigides et saccagés, les décors livrés à l'oubli sont dévissés pour eux-mêmes, sans menace ni misérabilisme. Se mettant à leur écoute, Wynanda Deroo scrute leurs défaillances, leurs blessures et cicatrices, leur ennui, en les libérant d'une froideur théâtrale. La lumière se déplace, éteinte et racle les traces d'une activité éteinte : pendules, tuyaux, meubles et lavabo. Comme lors d'un repérage pour un film à tourner, le spectateur se comporte en intrus, il se laisse enfermer et, saisi par l'atmo-

sphère, tente d'inventer les formes qui permettent d'intensifier sa présence.

Vidées de leurs occupants, les abattoirs, bibliothèques, amphithéâtres, églises, tribunaux, hôtels, prisons, monastères et vestiaires de stade olympique deviennent d'édifiantes métaphores du silence, de la mort et du temps. Il ne faut pas hésiter à courir voir ces vingt-trois images qui, toutes, respirent de rigueur et de beauté et, avec une parfaite unité de vision et un sens précis des nuances, incitent à un voyage sans retour, entre l'errance et la visite guidée (1).

C'est à une tout autre forme de dérive intérieure que convie à quelques centaines de mètres de là, de l'autre côté de la Seine, l'homage que rend Agathe Gaillard (2) à Claude Batho en exposant une vingtaine de ses tirages plus anciens et surtout son ultime travail réalisé en une après-midi, au mois d'octobre 80, dans les jardins de Giverny.

Comme poussée par le désir d'anticiper la mémoire, on sent poindre dans le regard de la photographe une avidité à voir et à retenir, un désarroi intense ainsi qu'une mélancolie qui confèrent à cette série une poésie

inoubliable. Surimprimés ou inversés, l'eau, les arbres, le ciel composent le double miroir que seule perçoivent ceux qui vont au-delà de la réalité. Même si elles réfléchissent l'oppression angoissée de la disparition, on se tromperait en éclairant d'un jour macabre ces photographies graves, urgentes et belles, qu'il faut d'abord admirer pour elles-mêmes.

A l'image de cette Ophélie rêvant debout, projetée par transparence dans les reflets d'une eau dormante, on se promène avec un doux mélange d'inquiétude et de mystère, de tristesse et d'apaisement dans l'univers magique de Claude Batho, que célèbre simultanément l'ADAC Aurillac (3) en inaugurant un nouvel espace consacré à la photographie par une rétrospective quasi intégrale de son œuvre.

PATRICK ROEGERS.

(1) Wynanda Deroo, « Giverny », Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Neuf, Paris 5^e, jusqu'au 5 avril.

(2) Claude Batho, « Giverny », Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Neuf, Paris 5^e, jusqu'au 12 avril.

(3) Rétrospective Claude Batho, Espace photographique Albert-Monmery, la Scierie, à Aurillac, jusqu'au 30 avril.

THÉÂTRE

A LYON ET A MARSEILLE

Deux « Parisiennes »

Les Du Mesnil : un couple fin de siècle, le siècle dernier. Lui, apporte à sa femme la sécurité, elle, lui apporte un sens des relations qui leur permettront d'accéder à un rang social supérieur. Ils ont besoin l'un de l'autre, vivent en bonne intelligence, ont des enfants que l'on ne voit jamais. Mais on voit les amants de Clotilde, Lafont surtout, vieil ami de la famille, colant, jaloux, geignard, ennuyeux mais pratique : une réserve pour les jours de pluie. Et il y a l'autre, Simpson, presque un gamin, un coup de cœur et qui fait mal.

Est-elle cynique, Clotilde la Parisienne selon Beccque ? Est-elle menée par l'ambition ou l'amour ? C'est selon l'idée du metteur en scène. Paul Vecchiali, cinéaste pour qui les femmes sont « la » femme, tentatrice, coassuivie, imagine avec les comédiens français une tragédie bourgeoise. Il voit en Clotilde (Dominique Constanza) une amante fiévreuse, et le coup de cœur ici devient une passion qui la brûle, la calcine, la laisse seule avec un souvenir qu'elle enferme. Et c'est par une sorte de défi masochiste qu'elle retourne à Lafont (Gérard Girardot).

Dominique Constanza, agitée, toute en nerfs, est une victime évidente, une mouche gâtée par trois araignées, dominée par un mari fanatiquement dupe (Nicolas Silber). Il la laisse mener le jeu dont il profite, prend un plaisir chaotique à la voir se débattre et souffrir.

Avant de tourner en France, puis de venir à Paris, le spectacle a été créé à Lyon, au Théâtre du VIII^e. Les répliques percutantes de Beccque s'écroulent sur le plateau trop vaste, elles supportent mal les prolongements ambigus voulus par Vecchiali. Dans la pièce qui suit, *La Verne*, un acte écrit en épilogue, on voit Clotilde - son mari vient de mourir - prendre en charge orgueilleusement son voile de deuil et sa solitude, elle se trouve dans l'abolu du vide. C'est intelligent, pervers, drôle, d'un humour ravageur, d'une violence froide qui ouvre bien des portes.

A Marseille, Agnès Celerier a monté *La Parisienne* au Gymnase. Le cadre, plus petit, convient. On entend chaque mot et on réalise que chaque mot est indispensable. Agnès Celerier, évidemment, ne fait pas de la femme un mythe. La Clotilde de

France Rousseau est charnelle, drue. Bien que corsetée dans ses tournures et ses opinions réactionnaires - qu'elle avoue joyeusement - sa vitalité explose. Elle sait le plaisir qu'elle peut se permettre, elle sait jusqu'où elle peut souffrir sans déranger l'ordre auquel elle tient tant. Elle est vivace et dure. Cruelle, quand silencieuse, elle se tient debout, les mains cachées dans son manchon, regardant de haut Lafont (Gérard Lartigue) se démencher, suppliant, ridicule, impuissant. Elle entretient avec son mari - Michel Peyrolon - une complicité tendre, loyale, jusque dans l'adultère. Elle sait ce qu'elle lui doit, et n'a jamais trop loin. Clotilde, une bourgeoise pragmatique, un brin canaille. Une marranta à qui il ne faut pas marcher sur les pieds.

La pièce de Beccque est directe, efficace, mais ne laisse pas une grande marge d'interprétation. France Rousseau

elle en donne le ton juste et toutes les couleurs, sans rien laisser dans l'ombre. Elle mène ses hommes et le spectacle avec jubilation. Du coup, cette comédie cynique du siècle dernier, bien que très datée, nous devient proche.

Elle a fait partie du répertoire des « coquettes ». Edwige Fenech l'a jouée, puis *La Parisienne* est tombée dans l'oubli. Récemment, elle a été reprise à Genève, à présent en France. On retrouve un théâtre bâti pour durer, qui, au-delà des conventions de son époque, raconte un personnage féminin, capable de se débrouiller et de survivre. Quelqu'un qu'on a envie de connaître.

COLETTE GODARD.

★ Comédie-Française, tournée en France jusqu'au 16 mai, puis en Amérique latine. A Paris en octobre.

★ Gymnase, Marseille, jusqu'au 23 mars.

« MAQUILLAGE » à la Maison des cultures du monde

Spectacle à un personnage

Le théâtre japonais n'est pas seulement la tradition qui s'exerce en morceaux choisis dans de grandes tournées, mais on en connaît très peu les formes contemporaines. Les « voyages » coûtent cher. La Maison des cultures du monde a invité un spectacle à un personnage, au moins aussi déconcertant que le kabuki ou le nô le plus exotique.

On y voit une comédienne, représentée par Misaiko Watanabe, se transformer à coups de pinceau en jeune homme, héros d'une inextricable intrigue. La pièce s'appelle *Maquillage*. Elle est moderne et parle d'un théâtre qu'on ne connaît pas du tout, qui correspond, semble-t-il, aux plus échoués, mélo du boulevard du Crime. Chez nous, ça a disparu. Là-bas, c'est en voie de disparition. La comédienne que représente Misaiko Watanabe vit aujourd'hui et s'obstine à maintenir ce répertoire décalé, dans une salle misérable, que les ouvriers sont en train de détruire. De plus, sa situation réelle cor-

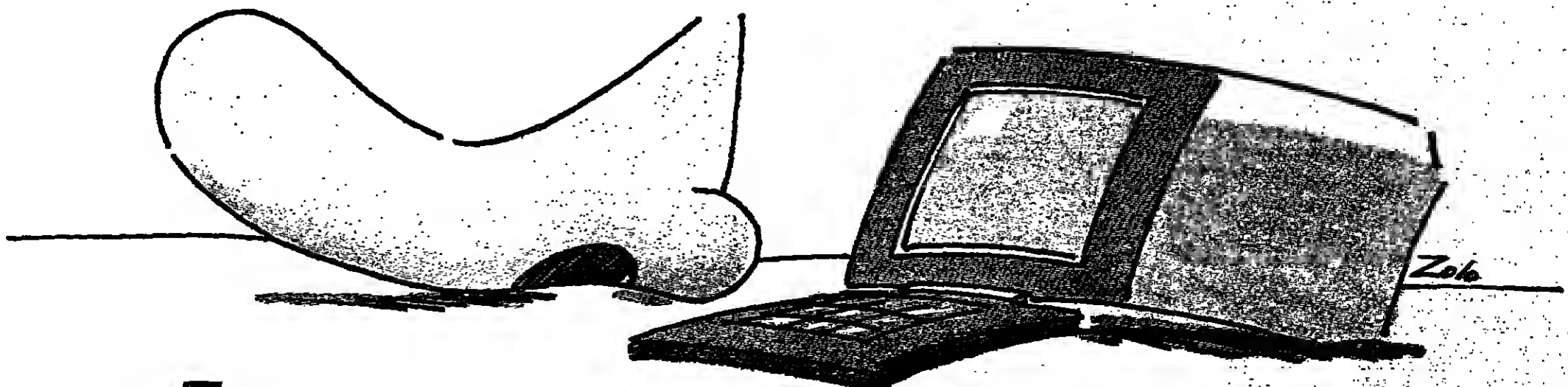
respond à celle de la pièce qu'elle joue.

Misaiko Watanabe tient tous les rôles : ce mélo à trois époques - ce qui est logique dans l'histoire inconnue, mais que l'on suit très bien grâce aux sous-titres, aux surtitres plus existentiels, projetés au-dessus de la scène. Le théâtre moderne et le théâtre populaire nous arrivent d'un coup. Misaiko Watanabe nous fait pénétrer brutalement par son jeu excessif, jamais réaliste, son contenance à la fois sincère et stylisée. Elle est époustouflante. Nos seules références pour tenter de la définir seraient les Lenny Bruce, Dany La Rue, ou, chez nous, Coluche, Devos... Au Japon, elle interprète Brecht, Sartre, Racine. On aimerait la voir dans *Mère Courage* ou *Phédre*, ça doit être quelque chose.

C. G.

★ Maison des cultures du monde, 20 h 30, jusqu'au 27 mars.

2 PLACES POUR CYRANO? NOUVEAU AVEC MINITEL, FAITES UN PIED DE NEZ AUX FILES D'ATTENTE.



Fini les files d'attente, les déplacements inutiles... Désormais, grâce à Spectamatic, vos places de théâtre, concert, ballet, music-hall, plus de 1000 spectacles par saison, sont chez vous, à portée de Minitel.

Avec Spectamatic, vous pouvez : • Obtenir une information complète sur tous les spectacles et concerts de la saison parisienne. • Choisir votre catégorie de place sur le plan de salle et la réserver à la date et à l'heure de votre choix. • Régler en composant simplement le numéro de votre carte bancaire.

Et, suivant les cas, vos billets vous seront expédiés à domicile ou délivrés au contrôle juste avant la représentation.

Alors, pour sortir, ne sortez plus... Jouez la réservation en direct sur Minitel!

36 15 91 77
Code: MATIC

**SPECTAMATIC SUR MINITEL :
RESERVEZ VOS PLACES SANS VOUS DEPLACER.**

CINÉMA

LA HOLLANDE A LA CINÉMATHEQUE

Les héritiers de Joris Ivens

Nous avons longtemps cru que Joris Ivens était un phénomène isolé dans le cinéma néerlandais. Mais jusqu'à la mi-avril, la Cinémathèque française propose vingt-quatre films (tous sous-titrés en français grâce aux bons soins d'un ministre de la culture très soucieux d'aider sa production nationale) où le plaisir de conter, le goût de voyager en permanence à travers le temps sinon l'espace, s'étaient parfois avec une merveilleuse insolence.

J'aime le dollar, documentaire au titre symbolique, vous tombe dessus comme un ouragan. Le spectateur doit s'armer de patience et de magnanimité pour visiter en deux heures trente de projection deux cités exemplaires du big business mondial en 1935 : New-York et Hongkong, avec, au début et à la fin, deux séquences obligatoires, à Amsterdam, puis Genève, où l'on s'écrie pas en vain la morale, sinon la mémoire de Calvin; quels liens unissent capitalisme et protestantisme? Une éminente autorité protestante genevoise reconnaît la filiation. J'aime le dollar sortira bientôt à Paris.

Terre d'Espagne (1937), le classique de Joris Ivens, est une œuvre antérieure de van der Kooke, le Maître et le Géant (1980), sont inscrits au programme de Chaillot, à côté de vingt-deux films de fiction proprement dits. Depuis 1956 existe un fonds de production qui a permis le véritable démarrage du cinéma néerlandais. Sur 15 millions d'habitants, avec une production annuelle qui se situe aux alentours de quinze films, le moyennisme de l'écran par titre dépasse rarement deux cent mille spectateurs. Dix pour cent ont

droit à une sortie en salle, 20 % sont vendus en cassettes, le reste est diffusé à la télévision.

Cette production, entièrement subventionnée, souffre, de l'avis unanime, d'un mal chronique : la tendance à se rabattre sur des sujets littéraires, avec une affection particulière pour la période de l'Occupation. A en juger par la cuvée 1985, les caractéristiques demeurent. Trois œuvres se sont pourtant détachées du lot l'hiver dernier, deux seront projetées à la Cinémathèque : le Révé de Peter Verhoeven, sujet historique et politique sur l'utopie socialiste au tournant du siècle, et Pervola de Orlov Semak, une poursuite dans le Grand Nord. Le troisième film important de l'année écoulée, réalisé en anglais au Texas, manque à l'appel : Red Desert Penitentiary de George Sluizer, récit défilant sur le tournage d'un western de série B, l'anti-Paris. Texas.

Egalement tourné en anglais, A Strange Love Affair du Belge Eric de Kuyper, qui a inauguré la manifestation de Chaillot, joue, lui aussi, à cache-cache avec son sujet et rend un hommage ironique à la grande tradition hollywoodienne. Nous connaissons déjà à Paris le Châti et le Sang, produit par les Américains, conte pictural du plus doué des cinéastes de fiction hollandais, Paul Verhoeven, récréation d'un Moyen Age de sexe et de sang qui a ses défenseurs inconditionnels. La rétrospective permettra de voir l'œuvre la plus célèbre de Verhoeven, le Quatrième Homme (1983), histoire étrange d'un séducteur qui aboutit à ses fins : conquérir l'homme qu'il aime, grâce à une femme.

LOUIS MARCOTTE.

* Cinémathèque Chaillot, jusqu'à mi-avril.

RECTIFICATE

Par suite d'un accident de composition, l'article de Jacques Siclier sur le cinéaste polonais Wojciech Has (le Monde du 18 mars) a été imprimé du paragraphe traitant du film le Mammouth trouvé à Saragosse.

Adaptation du roman de Jean Potocki, écrit en français en 1914. Pendant les combats de Saragosse, au cours de la guerre napoléonienne, en Espagne, un officier trouve un livre manuscrit racontant les aventures fantastiques, cent ans plus tôt, d'un capitaine des gardes wallons.

Alphonse van Vorden. Auberge mystérieuse, princesses maures provoquant des enchantements, pendus grimaçants qui ne sont peut-être pas morts, représentant de l'Inquisition, cabaliste : le rêve et la réalité se mêlent dans les récits. « à l'heure » de divers personnages. On perd de vue le premier fil de ces intrigues; il repartir au cœur d'un labyrinthe de temps et d'espace. Tourné en noir et blanc dans des paysages polonais, le film semble vraiment calqué sur celui d'une sierra d'Espagne.

MUSIQUE

SANDOR VEGH ET L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

Face à face avec Beethoven

En voyant entrer Sandor Vég, salle pleine, marchant difficilement, très courbé, mais imposant et solide, le gros visage écariné de cheveux blancs, l'expression chaleureuse à la Edwin Fischer, c'est toute une époque, révolue déjà, qu'il évoque pour nous : celle, lointaine, où, avec ses amis du premier Quatuor hongrois, il créa le Cinquante, de Bartók, celle du fameux quatuor Vég qui nous révèle l'intégrité de ce même Bartók, ainsi qu'une vision renouvelée de Beethoven, et puis maintes admirables soirées, avec Yvonne Lefebvre, Reine Giaroli, Cassels et Kempff à Prades...

Courbé certes, comme pour être plus près des instrumentistes de l'Ensemble orchestral de Paris qu'il va enflammer ce soir, mais, à soixante-quatorze ans, nullement diminué. A travers ces bras qui se préoccupent à peine de la mesure, mais conduisent invinciblement la phrase à sa perfection, ces doigts qui modèrent la sonorité, rompent et donnent la musique comme du bon pain, ces gestes rudes et drus de faucheur de la puzza, et parfois ce poing qui

s'abat comme une hache de bûcheron, l'interprétation atteint une grandeur, aussi irrefutable que celle d'un Klemperer.

La Grande Fugue op. 133, de Beethoven qu'il a tant jouée en quatuor, la voici dans une souveraine clarté, même si la version pour orchestre à cordes lui ôte un peu de son épreinte évanescente. Mais dans le Concerto pour violon, du même Beethoven, la partie orchestrale, redondante et échevillée, est constamment placée sur la plus haute cime, lue comme dans un face-à-face avec le compositeur, un ton au-dessus — je le dis à regret — de Jean-Pierre Waller, toujours excellent violoniste, mais qui se fie trop à sa facilité, sans chercher à creuser la phrase, à regarder au-delà des notes, à se remettre en question comme la présence redoutable de Vég à sa place devrait l'y inciter.

La 5^e Symphonie, de Schubert met sur ce concert le sceau d'une pureté mozartienne, effleurant déjà les profondeurs mystérieuses de la Symphonie inachevée.

JACQUES LONCHAMPT.

VARIÉTÉS

Stéphane Eischer et son ordinateur

Stéphane Eischer, vingt-cinq ans, joue sur un ordinateur des mélodies volées d'un épième diffus. Son premier album publié en janvier dernier chez Barclay a été une révélation pour beaucoup. Il se présente, ce jeudi 20 mars, à l'Olympia.

Eischer est né à Bernes dans une famille musicienne : son père a été violoniste de jazz, l'un de ses frères a dirigé un groupe de rock, un autre est pianiste de jazz. Le rock'n'roll d'Elvis Presley, de Lou Reed et de Bruce Springsteen, le soul de Motown, la musique country d'Hank Williams, les chansons de Jacques Dutronc et de Serge Gainsbourg ont tissé l'univers d'un auteur-compositeur et interprète qui s'enivre d'éclats flamboyants. Stéphane Eischer a le désir de ne pas se presser, « de ne pas bouffer tout à la fois ». Il a dompté un ordinateur qui, sur scène, l'accompagne mieux que ne le ferait d'importance quel groupe ordinaire.

L'ordinateur, dit Stéphane Eischer, me permet d'être proche du public. J'ai programmé tous les instruments importants du rock, j'ai bicolé moi-même une batterie électronique, j'ai introduit une cithare. Je me suis comporté un peu comme un chef d'orchestre, qui indiquerait un changement de rythme à la section de violons. Bien sûr, le dialogue critique manque peut-être. Mais la machine ne tue pas la musique

comme on le dit parfois. Si j'étais né à New-York, j'aurais sans doute agi différemment. Il y a là-bas tellement de musiciens formidables qu'il suffit d'aller dans une boîte, de dire qu'on a besoin de former un groupe pour une tournée en France, mille personnes répondent tout de suite. En Suisse où je vis, la situation n'est évidemment pas la même.

A dix-sept ans, Stéphane Eischer a joué dans le groupe rock de son frère. Il y est resté trois années. Il a « tourné » en Suisse, en République fédérale allemande : « On faisait du rock gothique, du punk légèrement triste. J'ai commencé à imaginer des chansons en allemand. Mais c'est limité : trop peu de mots sont capables de jouer avec les sons. Pour moi, une chanson doit avoir une structure classique, avec un début, un milieu, une fin. Et j'écris aussi bien en anglais qu'en français, mais je ne parviens pas à passer d'une langue à l'autre en cours d'écriture. En revanche, je n'ai pas de scrupule à mélanger les instruments et les genres. Je me sens bien dans le paysage qu'offre le rock aujourd'hui. Ce qui est important, ce sont les émotions, les choses qui viennent du cœur. »

CLAUDE FLEUTER.

* L'Olympia, 20 mars, à 20 h 30.
* 33 L. Barclay 8276781.

MODE

Les défilés des jeunes créateurs

Mini jupe et maxi-manteau sont dans un bateau, maxi-manteau tombe à l'eau... Voilà le genre d'histoire qu'on a envie de se raconter après deux jours de défilés consacrés aux jeunes créateurs. On croyait l'avoir oublié, mais non, elle persévère, plus moulée que jamais : l'espionne de l'hiver 86-87 va frapper très fort. La Jane's Bond girl de Simon Anoulay ose les cuissardes et se marie en justaucorps de lycra avec, en guise de bouquet, une mitrailleuse blanche, tandis qu'un vent d'est souffle sur la collection de Marianne Beck : trench à gros boutons couverts plats, robes-manteaux en drap et chapeau d'astrakan pour parer au grand froid. Christine Marchese réchauffe, elle, ses mini jupes de fourrure synthétique noire et gaine ses vestes de fausse hermine. Merci pour les bourrelets artificiels... L'espionne ne se nourrit que de renseignements : un blinde de trop, et c'est la catastrophe. Impossible d'enfiler alors ces pyjamas - collants - caleçons, ces pulls à col montants zippés (Claude Barthélemy), et toutes ces robes sweat-shirts (Michel Léger) qui épousent le corps avant même qu'on ait eu le temps de rentrer le ventre... Aux heures de bureau, il arrive parfois à cette femme-femme de fausser les pistes.

La voilà qui déboule, agenda sous le bras, en costume trois pièces prince de Galles (Kabuki), en pardessus croisé de cachemire et en tailleur rodier (Claude Barthélemy), prête à camper son rôle dans un spot pour un déodorant. L'agent double perd son charme, et les présentations enfilées dans le piège néo-

british épuisent le public venu pour « sentir le vent ». L'avant-garde prendrait-elle un coup de vieux ? A ce propos, un conseil : ne jetez surtout pas vos mari-imper en toile plastifiée, ne sacrifiez pas vos tuniques en jersey citron vert ou caca d'oie, ni ce postiche blond platine qui vous donne des airs de poupée Barbie. Un seul vilain petit canard au milieu des fièvres trop bien peignées : Etienne Brunel, et ses robes guépières à jarretelles en forme de bretelles. Gaudissons, il en restera peut-être quelque chose...

LAURENCE BENAM.

KATE BARRY PRÉPARE LA RELÈVE

Sous un sourire candide, Kate Barry, dix-huit ans, fille de Jane Barry, et du compositeur John Barry, affirme une forte personnalité de créatrice. Ses trente modèles, réalisés avec Laurent Egnard, et Elisabeth Sandre en témoignent par leurs traits épurés à grandes manchettes. Bustes ajustés, hanches marquées, en tiques sur pantalons ou robes guépières à jarretelles et lums froissés, nous ramènent à l'époque de la femme triomphante de Rita Hayworth. - N.M.S.

VENTE PUBLIQUE 68 15 avril 1986

MONNAIES GRECQUES, ROMAINES ET BYZANTINES
De belle qualité
Ouvrages numismatiques

DEMANDEZ
LE CATALOGUE ILLUSTRÉ (ca. 600 lot)

CHEZ :
MONNAIE ET MÉDAILLE SA BALE
MALGASSE 25, Boîte postale 3647 CH-4002, Bâle/Suisse
Tél. : 19/4161/23-75-44
ACHAT • VENTE • EXPERTISES • LISTES MENSUELLES ILLUSTRÉES

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

GUTENBERG 86
PRIX DE LA MEILLEURE ADAPTATION LITTÉRAIRE AU CINÉMA



PÉRIL EN LA DEMEURE

CÉSARS 86
MEILLEUR RÉALISATEUR MICHEL DEVILLE
MEILLEUR MONTAGE RAYMONDE GUYOT

COACH

Le « Coach Bag »
ferme définitivement
le 18 avril 1986

50 % de réduction

Galerie Coach Bag

23, rue Jacob, Paris-6^e
43-26-29-17

L'événement!

BARBARA DEPARDIEU
LILY PASSION

Vient de paraître
Album 2 disques et MC
enregistrement public.

PARIS MATCH
PREMIERE
Rencontre du 3^e type
LA CROIX
Lily Passion - au 2^e face à DEPARDIEU
FACE A FACE S'ESTOISE SI...
LIBERATION
Barbara en pleine
Lily Passion
MAGAZINE
Séductrice brune
et traud blond
PHILIPS
DAME NOIRE
ARME BLANCHE
Barbara-Depardieu
Tango passion
Nouvel
Barbara, Depardieu
Lily-Passion
Passionnément

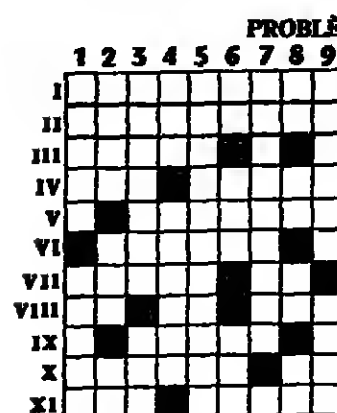
THEATRE NATIONAL DE
CHAILLLOT
EN COPRODUCTION AVEC LES ATELIERS CONTEMPORAINS
LE PARC
BOTHU STRAUSS • CLAUDE RÉGY
28 FÉVRIER AU 23 MARS À 19H30 • DIMANCHE À 15H • 47.27.81.15

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Ne sont jamais vus par des personnes ayant de bons yeux. - II. Colonne de chiffres. - III. Histoire de fic et de froc. - IV. Ville du Pérou. S'achève sur les planches et s'envoie parfois dans les décors. - V. Son jus noircit. - VI. Un tel pot se goûte plus avec l'oreille qu'avec le palais. - VII. Hôte indésirable. Part de gâteau. - VIII. Capitative. Quartier de Vienne. Déferlement marin ou pointe maritime. - IX. Antique esthétique. - X. Abusés. Personnel. - XI. Numéro de ventiloquin dépourvu de succès. Empire, sous Napoléon.

VERTICALEMENT

1. On le quitte parfois par lassitude et on y revient souvent lassé des

autres. Avoir recours à une station-service laitière. - 2. Lien recherché pour qui veut rester dans l'ombre. Commencent petitement. Partir pour l'Angleterre. - 3. Un grand patron du siècle dernier. Colonne à la hune. - 4. Ne fut pas longtemps premier en Israël. Mettre à sec après le séchage. - 5. Femmes qu'on ne saurait concevoir sans fils. - 6. Cœur de miss ou de demoiselle. Blanc cassé avec du cassis. Être dans une certaine « forme ». - 7. Est précaire pour des personnes se déplaçant sans assurance. - 8. Aspect d'un Amnir naissant. Article des journaux arabes. Fleuve. Personnel. - 9. Se découvre quand il transpire. Abandonné par un gréviste n'ayant pas cessé le travail.

Solution du problème n° 4186

Horizontalement
I. Empreinte. - II. Pouilleux. - III. Idéale. - IV. Le. Siste. - V. Ole! Pa. En. - VI. Gites. PIT. - VII. Usine. Lee. - VIII. Eton. Bi. - IX. Elndée. - X. Eiders. - XI. Ver. Train.

Verticalement
1. Epilogue. Ev. - 2. Modélisme. - 3. Puc. Etioler. - 4. Rias. Ennu. - 5. Ellipse. Dot. - 6. Lien. Béer. - 7. Ness. Pliera. - 8. Tue-tête. Si. - 9. Ex. Entée.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 19 mars :

DES DÉCRETS

- N° 86-583 du 14 mars 1986 portant application au commerce de l'aménagement de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services ;
- N° 86-585 du 14 mars 1986 modifiant et complétant certaines dispositions du nouveau code de procédure civile ;
- N° 86-586 du 14 mars 1986 modifiant le décret n° 72-809 du 1^{er} septembre 1972 portant application de la loi n° 73-11 du 3 janvier 1973 relative à l'aide judiciaire et à l'indemnisation des commissions et désignations d'office ;
- N° 86-596 du 14 mars 1986 relatif au financement du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles pour 1986, ainsi qu'à certaines dispositions d'ordre permanent ;
- N° 86-597 du 14 mars 1986 modifiant le décret n° 78-1071 du 8 novembre 1978 portant application du chapitre V du titre I^{er} du

livre premier du code rural relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables ;

- N° 86-599 du 14 mars 1986 relatif au service commun universitaire de formation des formateurs ;
- N° 86-602 du 14 mars 1986 relatif à la lutte contre les maladies mentales et à l'organisation de la sectorisation psychiatrique ;
- N° 86-603 du 14 mars 1986 portant fixation de la cotisation due pour les personnes affiliées à l'assurance personnelle à la suite d'un divorce pour rupture de la vie commune.

UN ARRÊTÉ

- Du 17 mars 1986 portant fixation du salaire de référence et de la valeur du point de retraite dans le régime de retraites complémentaires des assurances sociales institué par le décret n° 70-1277 du 23 décembre 1970 (Ircantec).

UNE CIRCULAIRE

- Du 12 mars 1986 relative à l'hospitalisation à domicile dans les établissements hospitaliers publics.

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo la matinée de la vente.

SAMEDI 22 MARS

- S. 8. - Lithographies. M^{re} ROGEON.
- S. 10. - Maisons et meubles de pompes à vapeur et poupées. M^{re} NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE.
- S. 14. - Tapis. M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- LUNDI 24 MARS**
- S. 1. - Tableaux modernes. M^{re} CHARBONNEAUX.
- S. 3. - 14 h 15. Bij. obj. de vitrine, arg. anc. et mod. M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 4. - Tableaux anciens et XIX^e, objets d'art et d'aménagement. M^{re} RENAUD.
- S. 5. - Collection unique de 340 jeux de cartes, du XVII^e siècle à la fin du XIX^e siècle. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. Expert M. Gelanaris. Exposition samedi 22 mars de 11 h à 18 h. Exposition privée chez l'expert : 15, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. Tél. : (1) 47-03-49-65 jusqu'au 10 mars inclus l'après-midi, de 14 h 30 à 18 h 30.
- S. 6. - Sac. de M^{re} H. et à divers amateurs dessins, pastels, nibles et objets d'art tabl. anc. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. MM. Samson, Lepic, Nizet-Aga, experts.
- S. 9. - Objets d'art et d'aménagement. M^{re} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
- S. 12. - Timbres poste M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 14. - Objets d'art, bons mobiliers du XVIII^e et du XIX^e. M^{re} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY.
- S. 15. - Bijoux, argenterie, meubles et objets d'art. M^{re} BRIEST.
- S. 16. - Bons meubles, objets mobiliers. M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 25 MARS

- S. 10. - Gravures, dessins, aquarelles, tabl. anc. et mod. Argie et métal argenté, obj. d'art Daum, Lalique, lustres, beau mob. XIX^e s. et de style, piano droit Girard, tapis. M^{re} MILLON, JUTHEAU.
- S. 14. - Vins, spiritueux, disques. M^{re} LANGLADE.
- MERCREDI 26 MARS**
- S. 1. - Tab. bib. mob. M^{re} BOISGIRARD.
- S. 2. - Livres et autographes. M^{re} CHAYETTE, CALMELS.
- S. 3. - Monnaies, bijoux. M^{re} GROS-DELETTREZ.
- S. 4. - Dessins, pastels, tabl. anciens. M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 6. - Tableaux modernes. XIX^e et XX^e. M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 9. - Objets d'art. M^{re} BONDU.
- S. 10. - Tableaux, objets d'art, mobilier. M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 11. - Peinture XIX^e s., belle armoire art. anc. Bx nibles d'époque, de style et rustique, tapis d'Orient, tapisserie d'Aubusson, XIX^e s. Bronzes lum. M^{re} MORELLE.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
- AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
- BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
- J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
- BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
- Catherine CHARBONNEAUX, 134, fg St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
- CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.
- CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
- GROS-DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-39-04.
- LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement Reims-Laurin), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
- LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Labas (75009), 42-81-50-91.
- MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
- MORELLE, 50, rue St-Anne (75002), 42-96-69-22.
- NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE, 31, rue Le Peletier (75009), 47-70-07-79.
- PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
- RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
- RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-93.
- ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Les Pays-Bas

6, avenue Matignon, Paris-8^e - Jusqu'au 28 mars

CARNET DU Monde

Naissances

- M. Claude IDRIAC et M^{re} née Marie-Odile de Carta, Sybille, Anne-Cécile, Charles-Antoine et Marguerite ont la joie d'annoncer la naissance de :

Agathe,

le 6 mars 1986.

- Le docteur Edouard JERIN et M^{re} née Marguerite, Rouanne, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Albin,

le 7 mars 1986 à Vichy.

Décès

- On nous prie de faire part du décès de

Elizabeth DOROT, née Fall,

survenue dans sa soixante-dixième année, le 10 mars 1986 à Paris. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 14 mars 1986 au Cimetière du Père-Lachaise.

Famille Dorot, 11, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

- M. Jacques Fège, M. et M^{re} Marie, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Hélène FÈGE, née Sacerdot,

survenue à Cannes le 27 janvier 1986.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse dans la plus stricte intimité.

- Nous apprenons le décès de

Pierre GUÉRINAT

survenue subitement le 12 mars dernier sur le chemin du travail. Agé de cinquante-quatre ans, ce journaliste, ancien de l'Agence Reuter, était chef du service des Informations à l'AGREF. Spécialiste des problèmes pétroliers et de l'industrie chimique, Pierre Guérinat était connu de ses confrères pour sa rigueur et son honneur. Sa disparition a profondément affecté ses proches.

Nous nous associons à la douleur de sa famille et lui présentons nos condoléances.

- La direction et les collaborateurs d'Europe 1, de Radio N°1, Et de Top N°1, ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Christine HUET

décédée subitement le dimanche 16 mars 1986.

Le service religieux aura lieu le lundi 24 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Colombes.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{re} Claude LE CŒUR, née Madeleine Hardy

survenue à Paris, le 15 mars 1986.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Meudon (Yvelines) en présence du pasteur Fath.

De la part de M. Claude Le Coeur, son époux, M. et M^{re} Georges Perrotte et leurs enfants, M^{re} Marianne Le Coeur et ses enfants, M. et M^{re} François Le Coeur et leurs enfants, M^{re} Lise Le Coeur et ses enfants, M. et M^{re} Remy Eliecart et leurs enfants, M. et M^{re} Laurent Le Coeur et leurs enfants, M. Martin Le Coeur, M. Simon Le Coeur, ses enfants et petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

- Enlèves, Marie-France et Gilles Fier, ont le regret d'annoncer le décès de leur père,

M. Georges FISHER,

à Paris, le 14 mars 1986.

M. et M^{re} Alphonse Touchet, Mme Claude Touchet, M. et M^{re} Edouard Touchet, M. et M^{re} Pierre Touchet, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André TOUCHET

survenu le 18 mars 1986 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 mars 1986 à 15 h 30, en l'église Sainte-Catherine de Houlfort.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château-de-Orléans, 14600 Houlfort.

- Saint-Brieuc, Paris. Les "Esquisses"

M^{re} Yves Tregat, son épouse, M. Gilles Tregat, M^{re} et M. Gérard Cohen, ses enfants, Olivier et Gilles Cohen, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, survenu à Saint-Brieuc le 18 mars 1986 de

M. Yves TREGAT,

trésorier-payeur général honoraire, chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques religieuses auront lieu à la cathédrale de Saint-Brieuc, le vendredi 21 mars à 14 h 30.

- M. Yannick Martin, président de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, M. Jean Barraud, président de la fédération des syndicats pharmaceutiques du centre, M. Guy Moulin, président du syndicat des pharmaciens d'Indre-et-Loire, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

sa disparition survenue dans son officine le vendredi 7 mars 1986 et vous prie de vous unir d'attention à la cérémonie qui aura lieu à sa sépulture le vendredi 21 mars 1986 à 15 h 45 en l'église Saint-Denis d'Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

sa disparition survenue dans son officine le vendredi 7 mars 1986 et vous prie de vous unir d'attention à la cérémonie qui aura lieu à sa sépulture le vendredi 21 mars 1986 à 15 h 45 en l'église Saint-Denis d'Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

M^{re} Véronique VILMEN, pharmacien à Ambon.

COMMUNICATION

SCIENCES

RFO va créer une agence internationale francophone d'images de télévision

Une sorte de petite AFP télévisuelle. La société nationale de Radio-Télévision française d'outre-mer (RFO), qui coordonne les sept stations des départements et territoires d'outre-mer, va créer une agence internationale francophone d'images de télévision (AITV), une mission dont le principe avait été évoqué - et retenu - au cours du sommet de la francophonie en février dernier à Paris.

Depuis longtemps déjà, RFO envoie quotidiennement par satellite des images d'actualité (une dizaine de minutes chaque jour), sélectionnées sur les journaux de trois chaînes du service public dans les différents DOM-TOM. Un grand nombre de télévisions étrangères peuvent bénéficier de ces images, selon un système d'abonnement très bon marché. Début février, RFO a lancé deux nouveaux services d'actualités en direction des pays de l'Amérique latine (un français, l'autre espagnol) et un service (en anglais) vers l'Asie.

Il s'agit de développer cette activité grâce à un budget supplémentaire de l'ordre de 36 millions de francs, financé par le ministère des relations extérieures (environ 21 millions de francs) et grâce à un crédit supplémentaire accordé par l'Etat (de l'ordre de 15 millions de francs).

L'objectif final - d'ici trois ans - est d'arriver à envoyer une vingtaine de minutes d'information par jour reçues par une centaine de chaînes publiques ou privées (en Afrique, en Amérique latine et en Asie) et de rassembler pour ce faire des nombreux partenaires français (agences de presse et d'images) et étrangers (des contacts ont été pris avec le Canada, la Belgique et la Suisse). AITV pourrait devenir une grande agence internationale indépendante, capable d'affronter avec Radio-France Internationale (RFI), un monde audiovisuel largement anglo-saxon. Une convention devrait être signée prochainement entre les différents partenaires.

C.H.

CONCENTRATION DANS LA PRESSE REGIONALE

Vers une fusion entre « l'Est-Eclair » et « Libération-Champagne » ?

Le quotidien *Libération-Champagne* va mal. Sa diffusion (24 255 exemplaires en 1984) est en baisse, sa gestion déficitaire (environ 10 millions de francs de déficit cumulé). La direction de ce quotidien de Troyes, dont le capital est détenu à 51 % par l'Est républicain (Nancy) a proposé le 18 mars un plan de restructuration du journal. Il prévoit la suppression de vingt-cinq emplois sur quatre-vingts (avec l'aide notamment du FNES et par le biais de départs en préretraite), et une collaboration plus grande avec l'Est-Eclair, l'ouest quotidien de Troyes - possédé aussi (à 32 %) par l'Est républicain.

L'alliance entre les deux titres est déjà réalisée sur le plan publicitaire et devrait se renforcer : la comptabilité, l'impression et le routage de *Libération-Champagne* seraient faits à l'Est-Eclair, les abonnements traités par l'Est républicain. Les informations locales et départementales seraient « communisées » aux deux journaux. *Libération-Champagne* ne conservant que la rédaction de quatorze pages sur vingt-quatre.

Le plan prévoit également la création d'une société qui regrouperait les journalistes et « qui fonctionnerait comme une agence de presse, dont le client unique serait *Libération-Champagne* ». Le capital de cette société appartiendrait pour 45 % à l'Est républicain, pour 45 % à l'Est-Eclair et pour 10 % à des « personnalités locales ». Ce plan doit être proposé aux voix du comité d'entreprise de *Libération-Champagne* le 21 mars.

Le Livre CGT s'élève contre cette nouvelle vague de licenciements (le quotidien avait déjà procédé à vingt et un licenciements en 1985) et dénonce « cette nouvelle concentration de la presse départementale et régionale faite au mépris de la loi (...) et l'oppression maladroite, déjà mise en œuvre par M. Robert Renard, qui consiste à vendre le même contenu rédactionnel sous deux titres différents ».

Pour le SNJ, cette fusion est contraire à la loi sur la presse - qui oblige un titre à posséder une équipe rédactionnelle autonome - et semble constituer « une solution transitoire avant l'absorption de *Libération-Champagne* par l'Est républicain et l'Est-Eclair ».

Y.-M. L.

TÉLÉCOM 1 CONTRE TDF 1

La « 5 » et TV6 rallument la guerre des satellites

Si vous rencontrez des difficultés insurmontables pour capter la « 5 » et TV 6, ou si vous ne faites pas partie de ces millions de privilégiés situés dans les zones de diffusion des nouvelles chaînes, ne désespérez pas. Il vous suffit d'une antenne parabolique de 1 mètre de diamètre pour recevoir parfaitement les télévisions privées. Ces dernières utilisent en effet le satellite Télécom 1 pour transmettre leurs émissions à leur réseau de récepteurs. Une simple parabole peut donc capter le signal depuis n'importe quel point du territoire français et même bien au-delà. Des millions de foyers américains utilisent déjà le même procédé pour intercepter les chaînes transportées par satellite d'un bout à l'autre des Etats-Unis.

En France, les équipements de réception sont en vente depuis quelques semaines. Les sociétés DX, K&A, Scientific Atlanta ou Porten-aigne les présentent ces jours-ci à la Défense dans le cadre de la Semaine française de la communication audiovisuelle. Certes, il vous en coûtera cher : entre 12 000 F et 18 000 F selon l'installation. Mais l'antenne parabolique peut permettre d'accéder, en plus des deux chaînes françaises, à une douzaine d'autres programmes pour l'essentiel en langue anglaise. De plus, l'achat n'est pas la seule solution. Localnet, la Lyonnaise des eaux, France-Câble et Radio (filiale des PTT) et la Compagnie financière de Suze viennent de s'associer au sein de Vidéoport et proposent des formules de location aux habitants individuels comme aux habitants collectifs. Des partenaires de poids dont l'investissement va permettre, comme en Grande-Bretagne, de rapprocher la réception des satellites des possibilités financières des ménages.

L'éclosion de ce marché promet-elle pour autant au goût de tout le monde. A Télédiffusion de France (TDF), on redoute qu'il concurrence la commercialisation déjà aléatoire du futur satellite de télévision directe. Comment vendre les équipements de réception pour TDF 1 si les antennes branchées sur

Télécom 1 ont déjà écramé le marché ? On voit d'un coup ressurgir la vieille rivalité entre la direction générale des télécommunications, mère de Télécom 1, et TDF qui, n'ont jamais cessé de s'opposer sur les choix technologiques et les stratégies commerciales.

A TDF, on envisage une parade radicale : crypter les émissions de la « 5 » et de TV 6 pendant leur transport sur le satellite. L'établissement public de diffusion en a tout à fait le droit puisque le contrat qui le lie aux deux chaînes privées ne concerne que la diffusion hertzienne classique. Reste qu'une telle décision qui léserait des industriels et quelques millions de téléspectateurs potentiels - risque de faire du bruit.

Devant le nouveau contexte politique, la prudence est de mise et les responsables de TDF démentent depuis quelques jours avoir pris une quelconque décision. Mais du côté des chaînes privées, on reste vigilant. Les promoteurs de la « 5 » ne se font pas de souci : ils doivent dans neuf mois avoir accès à un canal sur TDF 1. La chaîne musicale, en revanche, reste à terre et s'intéresse de près aux possibilités de Télécom 1. Avec les antennes paraboliques, elle peut non seulement améliorer sa zone de réception en France, mais aussi trouver un public plus large hors des frontières. Et quel de plus facilement exportable qu'un programme musical ?

JEAN-FRANÇOIS LAGAN.

INCIDENT DE CHRONOLOGIE

Le tir de la fusée Ariane est reporté de dix jours

Le dix-septième tir de la fusée Ariane, porteur pour ce vol d'un satellite de télécommunications brésilien Brasilsat-2 et d'un autre américain Gstar-2, a dû être reporté de huit à dix jours à la suite d'un incident de dernière minute intervenu sur le nouveau pas de tir de Kourou (Guyanne).

Alors que tout s'était parfaitement bien passé dans la soirée du mercredi 19 mars, les contrôleurs au sol enregistrèrent à 0 h 28 (heure française) une première alerte dont la cause fut vite surmontée. Une nouvelle heure de tir était alors retournée pour 0 h 40. Mais moins de cinq secondes avant la mise à feu l'un des ordinateurs de contrôle arrêta toutes les opérations concernant la fusée Ariane sur le nouveau pas de tir ELA-2, dont ce devait être, mercredi, le baptême du feu.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il semblerait que l'ordre d'arrêt de la chronologie soit dû à des retards d'informations envoyées aux ordinateurs de contrôle sur la

situation exacte des bras cryogéniques de la tour de lancement. Ces bras, jusqu'aux tout derniers instants du compte à rebours, assurent l'alimentation en oxygène et hydrogène liquides des réservoirs du troisième étage de la fusée. Quelques secondes avant que ne soit donné l'ordre de tir, soit 4,9 secondes seulement avant la mise à feu, ces bras s'écartent du lanceur, qui est alors prêt pour son envol.

L'incident n'a rien de dramatique. Tout ou plus va-t-il retarder le tir, sans toutefois apporter de bouleversement dans le calendrier des lancements prévus par Arianeespace, la société chargée de la commercialisation du lanceur européen.

D'autant que la base de Kourou dispose d'un autre pas de tir : ELA-1. Il reste que, dans les jours et les semaines qui viennent, les équipes de lancement ne vont pas manquer de travailler avec la préparation du prochain lancement, mais aussi avec le vidage des réservoirs et la vérification des systèmes sensibles du lanceur actuellement cloué au sol.

MÉDECINE

SIDA : le test Pasteur sera remboursé par la Sécurité sociale

Sur instruction du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, le dépistage sanguin des anticorps dirigés contre le virus du SIDA sera pris en charge par la Sécurité sociale. Cette décision complète le dispositif mis en place par le gouvernement de M. Fabius, qui avait, l'an dernier, décidé le dépistage systématique de ces mêmes anticorps chez l'ensemble des donneurs de sang.

La recherche des anticorps « anti-SIDA » à des fins diagnostiques dans les laboratoires hospitaliers ou privés sera cotée B-45, soit environ 70 francs. Mais le remboursement

par la Sécurité sociale sera soumis à une condition très particulière : le test devra utiliser la technique dite « de l'antigène témoin ».

Or, parmi les principaux tests présents sur le marché français, seule la société française Diagnostec Pasteur utilise une telle technique. Il y a donc, à l'évidence, une volonté de protectionnisme qui ne manquera pas de susciter quelques réactions chez les concurrents de Diagnostec Pasteur (la firme omérisienne Abbott et la firme hollandaise Organon notamment).

An siège de la société française où l'on précise détenir environ 45 % du marché national du dépistage des anticorps anti-SIDA, M. Christian Puficard, président-directeur général, indique ne pas avoir demandé à bénéficier d'une telle mesure. Celle-ci intervient alors que le contentieux franco-américain à propos des droits commerciaux découlant de la découverte du virus du SIDA n'a encore trouvé aucune solution. A l'Institut Pasteur de Paris, on indique toutefois que, parallèlement au cours légal de la procédure, des négociations continuent d'être menées pour aboutir à un compromis.

La Food and Drug Administration américaine avait récemment accordé à la société Genetic Systems (fabricant américain du test français) l'autorisation de commercialiser son produit (le Monde du 28 février). Cette autorisation n'avait toutefois été accordée que sous réserve d'une telle mesure. Celle-ci intervient alors que le contentieux franco-américain à propos des droits commerciaux découlant de la découverte du virus du SIDA n'a encore trouvé aucune solution. A l'Institut Pasteur de Paris, on indique toutefois que, parallèlement au cours légal de la procédure, des négociations continuent d'être menées pour aboutir à un compromis.

JEAN-YVES NAU.

SPORTS

NANTES ÉLIMINÉ EN COUPE DE L'UEFA

Le football à l'échelle italienne

Le Football-Club de Nantes a été éliminé au quart de finale de la Coupe de l'UEFA par l'Inter de Milan. Battus 3 à 0 au match aller, les Nantais ont concédé le match nul (3 à 3), mercredi 19 mars, au Stade de la Beaujoire à Nantes. Michel Der Zakarian avait ouvert le

score dès la huitième minute. Rejoints à la trentième minute par un but de Sandro Altobelli, les Nantais ont atténué le mal-temps, sur le score de 3 à 1 grâce à un pénalty de Valdid Halilhodzic (trente-cinquième minute) et un but d'Yvon Le Roux (quarante et unième

minute). Contraints de jouer à dix après l'expulsion de Der Zakarian, les Nantais n'ont pu empêcher les Italiens d'égaliser grâce à un pénalty de Liam Brady (cinquante-huitième minute) et un deuxième but d'Altobelli (soixante-cinquième).

De notre envoyé spécial

Nantes. - Fanfeste cinquante-troisième minute : Nantes a perdu tout à la fois Michel Der Zakarian sur carton rouge, José Touré sur blessure et ses ultimes illusions. Du feu d'artifice offert par une folle première mi-temps il ne subsistait alors qu'une âcre odeur de poudre entre les deux équipes. De 3 à 1, score espoir, la marque allait vite dériver vers un amer 3-3.

Fumeste minute. Jusqu'à là, les Canaris s'étaient employés avec bonheur à entretenir le suspense. N'était-ce un but diabolique d'Altobelli, les joueurs de Jean-Claude Suardan étaient en train de faire oublier à 40 000 supporters sans rancune, la position du match aller. Mercredi soir, les Nantais n'étaient plus ce groupe d'écoliers empruntés tortillant leur béret dans la « cour » de Sen Siro en attendant de prendre la

leçon. Organisés et chahut au milieu du terrain, ils ont tout tenté pour destabiliser le football des maîtres italiens. L'espace d'une minute ils y sont parvenus en bénéficiant, il est vrai, d'une grande réussite devant le but de Walter Zenga.

La bataille des transferts

Pedro Fanna, l'attaquant à parachute du match aller, ne pouvait plus réduire ses cavalcades échevelées sur le flanc de la défense nantaise. Accroché à ses hausses, William Ayache tentait à prouver qu'il n'a rien à envier aux surréalistes du football transalpin. Le défenseur nantais n'a jamais aimé l'école. Déjà, au lycée Voltaire de Tarbes, il n'en faisait pas mystère. Les leçons l'ennuyaient. Mais parce qu'il est consciencieux, il les retient. Et parce qu'il est orgueilleux, il en tire profit. Face à l'Inter, sa hargne dépassait encore celle de ses copains. Il souhaitait réussir cette sortie de la scène européenne, probablement sa dernière sous le maillot jaune et vert.

Tout comme José Touré, William Ayache est libre de tout engage-

ment. La rumeur accouche son départ pour Paris (Racing ou Paris-Saint-Germain). Des chiffres farfelus sont avancés, et les dirigeants nantais comptent leurs sous, retournant leurs poches. En vain. « Il y a peu de chances que nous puissions les retenir », avoue Robert Budzynski, directeur sportif du FC Nantes. « Si nous pouvions au moins leur proposer 80 % des arguments financiers utilisés par les autres clubs, je suis sûr qu'ils resteraient. Mais il faudrait pour cela que le club obtienne dans les semaines qui viennent une rallonge budgétaire de 10 millions de francs. »

Une révolution redoutée

En dépit de négociations incessantes avec les partenaires du FC Nantes - sponsors et collectivités locales - et les deux joueurs en question, l'espoir de gagner cette bataille des transferts est aussi faible que l'étaient, mercredi, les chances de qualification.

Contre mauvaise fortune, Robert Budzynski fait d'ores et déjà bon cœur. « L'arrivée d'hommes comme Jean-Luc Lagardère ou de groupes style Tapie était inéluctable, et c'est globalement positif, dit-il. Le foot-

ball français a progressé sur les terrains, mais ses structures craquent. Les nouveaux venus ont le mérite de réveiller tout le monde et d'obliger le football professionnel à repenser ses structures. Il est clair que si nous n'évoluons pas, si nous n'arrivons pas à convaincre nos partenaires, nous serons mangés. »

Comme en 1980, le FC Nantes a été éliminé par l'Inter. Contrairement à 1980, la vraie différence entre les deux clubs est restée plus vraiment dans la manière de jouer. « Notre jeu est volontairement plus agressif », explique Robert Budzynski. « C'était nécessaire dans une société qui ne juge plus sur les résultats. »

Il subsiste toujours entre les deux clubs une différence d'échelle. Pour acquiescer un joueur comme Pedro Fanna, vingt-sept ans, l'Inter a dépensé, l'été dernier, près de 35 millions de francs. A quelques chose près, le budget prévisionnel du Football-Club de Nantes pour la saison 1985-1986... Cette révolution que le France du beloo road redoute, l'Italie l'a déjà vécue. Il y a trente ans.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

● **SKI ALPIN : Coupe du monde.** - Le Suisse Joël Gröppel a remporté, mercredi 19 mars, le slalom géant de Lake Placid devant l'italien Hubert Erbacher et l'Autrichien Hubert Strolz. Il enlève ainsi la Coupe du monde de la spécialité.

● **TENNIS : Masters féminin.** - Les Américaines Chris Evert-Lloyd et Pam Shriver se sont qualifiées, mercredi 19 mars, à New-York, pour les quarts de finale du Masters féminin, doté de 500 000 dollars, en battant respectivement l'Américaine Barbara Potter (6-2, 6-4), la Canadienne Carling Bassett (6-3, 6-0) et l'Américaine Kathy Rinaldi (6-7, 6-3, 7-6).

En Allemagne fédérale

DES CALCULS BILIAIRES DÉTRUITS PAR LASER

Une équipe de l'hôpital universitaire d'Erlangen-Nuremberg (RFA) a réussi une première médicale : en détruisant, chez l'animal, un calcul biliaire grâce à un rayon laser. Cette nouvelle technique repose sur l'utilisation d'un laser endoscopique de type « néodyme YAG », le rayonnement étant dirigé sur le calcul à pulvériser par une fibre de verre très flexible de 0,3 mm de section. Pour viser et atteindre le calcul, on utilise un endoscope modifié (un appareil qui sert habituellement à inspecter les parois internes de l'estomac) pour faire pénétrer la fibre de verre dans le canal biliaire.

Selon le docteur Ludwig Demling, il suffit de deux à six secondes pour pulvériser le calcul. « A condition de viser avec soins, le rayon laser ne produit aucune lésion sur les tissus voisins », a-t-il précisé, ajoutant que cette technique lui semblait « plus sûre, plus économique et plus précise » que les autres méthodes de destruction endoscopiques employées actuellement.

Les médecins allemands estiment qu'il faudra attendre environ un an avant de pouvoir utiliser cette technique chez l'homme.



Plus vite, moins cher !

ce c'est **NEUBAUER**

1000 PEUGEOT en stock
205•205 GTI•305•309•505
Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

(conditions spéciales sur 150 véhicules en stock au 18 déc. 1985)

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 95000 PARIS 9342 85 63 34
 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 34 43 21 60 21

مكتبة من الأصل

ÉTRANGER

MOBILISATION DES BRÉSILIENS AUTOUR DU PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT

Les vertus du plan cruzado

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le traitement de choc brésilien en est à sa troisième semaine. Il n'a pas seulement fait reculer l'inflation — ce qui était son objectif premier — mais aussi suscité une mobilisation populaire comme on n'en avait pas vue depuis la campagne des « directes » en 1984. Il a non seulement bouleversé l'économie, mais aussi la situation politique du pays. Enfin, il apporte aux Brésiliens ce dont ils avaient sans doute le plus besoin, un souffle de moralité.

Que le gel des salaires et des prix décrété le 28 février par le gouvernement Sarney réunisse autant de vertus est étonnant a priori. Mais les Brésiliens vivaient dans un système profondément injuste : l'inflation aliénait les gains des spéculateurs et du capitalisme financier, tandis qu'elle pénalisait lourdement l'investissement productif et le travail. « Le pays était en train de devenir un bazar démentiel », dit le président de la République. La spéculation dévalisait la morale du travail, stimulait l'oisiveté et engendrait la perversion sociale. Cette perversion existait quand l'inflation se situait aux alentours de 200 % par an. Elle allait évidemment s'aggraver avec un rythme inflationniste qui était, à la veille du plan, de 400 à 500 % par an. Les commerçants anticipaient les hausses des prix, les banques faisaient de même en pré-

Le plan d'assainissement économique mis en œuvre par le président Sarney a été soutenu par un vaste mouvement populaire — au bénéfice politique du chef de l'Etat.

vant des agios prohibitifs sur les prêts aux entreprises et aux particuliers. Les salaires étaient les victimes inévitables du système punitif que leurs salaires n'étaient réajustés que tous les six mois, ce qui leur faisait perdre, dans l'intervalle, la moitié de leur pouvoir d'achat.

En lançant le plan cruzado (du nom de la nouvelle monnaie qui remplace le cruzeiro), M. Sarney avait invité les Brésiliens à contrôler les prix. Il a été entendu plus qu'il ne l'espérait. Un véritable mouvement populaire s'est formé pour supplier aux défaillances du contrôle officiel. Il y a eu, de la part de nombreux commerçants, des tentatives de fraude : étiquettes changées, viesses entre le 28 février (premier jour du plan) et le 1^{er} mars, et même après. Mais la population, jusqu'alors apathique devant les hausses en cascade, a réagi. Il y a eu une avalanche de dénonciations dans les commissariats et les divers bureaux chargés de la défense du consommateur. Nombre de boutiquiers ont été arrêtés pour crime contre « l'économie populaire ».

L'appui de la population a assuré, dans les premières semaines, le succès du plan : l'inflation du mois de mars devrait être négative, de -1 à -3 %. Par son ampleur, cet appui a surpris le gouvernement lui-même. C'est en affichant à la bonnetière le slogan de la campagne, « Je suis un contrôleur de Sarney », que des milliers de personnes vont dans les magasins pour surveiller les prix. Les Brésiliens ont senti tout à coup qu'ils pouvaient influencer sur leur vie quotidienne, participer activement au fonctionnement de la société, ce qui ne leur était jusqu'à présent jamais arrivé. Aussi leur sentiment à l'égard de la « nouvelle République » a-t-il radicalement changé. Jusqu'alors il était fait davantage de consentement passif, voire résigné, que d'approbation chaleureuse : les difficultés quotidiennes étaient en train de détourner vers l'opposition populiste le soutien accordé il y a un an à la coalition gouvernementale de centre gauche.

« Or, aujourd'hui, la cote de M. Sarney n'a jamais été aussi haute, et son ministre des finances, M. Dilson Funaro, est devenu populaire pour avoir eu le mérite, ces dernières semaines, d'expliquer avec clarté et sans démagogie les différentes mesures adoptées.

Les syndicats dans l'expectative

Encore faut-il que le traitement de choc soit assuré d'un résultat durable. Ce qui fait sa valeur et son originalité aux yeux des économistes de gauche, c'est qu'il favorise nettement le monde du travail au détriment du capitalisme financier. Les banques sont les plus touchées car elles vivent de la correction monétaire, pratique abandonnée avec la désinflation de l'économie. L'argent qu'elles prélevaient sur les comptes courants sans les rémunérer était prêt à des taux d'intérêt allant

jusqu'à 500 % par an. Le système financier devra donc subir une cure d'amaigrissement pour s'adapter aux nouvelles règles.

En revanche, les salariés sont relativement protégés, non seulement à cause de la baisse ou de la stabilisation des prix, mais parce que le gouvernement n'a décidé qu'un blocage partiel des salaires : ceux-ci seront réajustés à raison de 60 % du taux d'inflation, les 40 % restants étant laissés à la libre négociation entre patrons et employés.

C'est pourquoi les syndicats qui avaient menacé au départ de protester contre le blocage sont aujourd'hui dans l'expectative. Le patronat lui-même est, dans sa majorité, acquis au plan cruzado, car il assimile une situation qui conduirait à la catastrophe. Les risques d'échec ne sont pas écartés pour autant. Des ruptures d'approvisionnement peuvent se produire en raison du chantage réciproque que se font les producteurs, les intermédiaires et les détaillants pour échapper aux conséquences du gel des prix. Mais le gouvernement a déjà menacé de riposter par des importations massives à ce qui pourrait apparaître comme des pénuries organisées.

Les milieux industriels parlent aussi de l'effet déprimant que peut avoir pour les entreprises le blocage des prix, surtout dans une économie qui n'est pas « autosoutenable » car sa reprise a été due, l'an dernier, à l'utilisation à plein de la capacité productive et non à de nouveaux investissements.

M. Funaro estime, au contraire, qu'une récession n'est pas à craindre comme chez le voisin argentin. Le plan cruzado a été lancé, dit-il, alors que l'activité était en plein essor et qu'un million et demi d'emplois avaient été créés. Le plan Austral, en revanche, a démarré dans un pays profondément déprimé. Ici, on stabilise une économie qui tourne, là-bas on a stabilisé une situation déjà détériorée.

CHARLES VANHECKE.

REPÈRES

Dollar : affaiblissement à 6,91 F

Orienté à la hausse mercredi 19 mars, le dollar s'est affaibli jeudi 20 mars, un officiel américain ayant déclaré à un journal japonais que les Etats-Unis n'étaient pas prêts à participer à une action collective pour stopper le glissement du « billet vert ». En conséquence, le dollar est revenu de 2,28 DM à 2,25 DM, de 6,96 F à 6,9080 F et de 177 yens à 176,50 yens. La livre sterling s'est raffermie malgré la réduction de ses taux d'intérêt, et une légère pression a commencé à s'exercer sur le franc.

Conjoncture : optimisme grandissant dans le commerce de gros

Les grossistes sont de plus en plus optimistes quant à la situation économique générale, indique l'INSEE dans sa dernière enquête de conjoncture auprès des commerçants. Ceux-ci prévoient une poursuite de l'amélioration de leur situation au cours des prochains mois et jugent, notamment, que la croissance des ventes pourrait reprendre pour les biens d'équipement destinés à l'industrie et au bâtiment-travaux publics. L'INSEE ajoute que les trésoreries sont peu tendues et que les crédits bancaires sont faciles à obtenir.

Pouvoir d'achat : forte hausse pour le secteur bancaire en RFA

En RFA, les représentants du patronat et des syndicats se sont mis d'accord sur une augmentation des salaires de 4,2 % pour les employés des banques. Cet accord, qui couvre la période allant du 1^{er} mars 1986 au 1^{er} mars 1987, concerne 370 000 personnes. Compte tenu d'une hausse des prix qui pourrait être inférieure à 1 % cette année (1,5 % selon les prévisions gouvernementales), cette augmentation des salaires correspond à une forte hausse du pouvoir d'achat. Des négociations salariales sont en cours dans plusieurs grands secteurs, et notamment la métallurgie et le bâtiment.

FMI : la quote-part polonaise est fixée à 776 millions de dollars

Un accord est récemment intervenu entre le Fonds monétaire international et la Pologne, fixant à 776 millions de dollars la quote-part que Varsovie devra verser en cas de réadmission au FMI, à l'indiqué la porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban. La Pologne, qui avait quitté l'institution en 1950, devra honorer cette somme pour 22 % en devises fortes et pour 78 % en zlotys.

Une indication qui tend à confirmer que le retour de la Pologne au FMI, souhaité par Varsovie pour faciliter la recherche d'une solution à une dette de plus de 29 milliards de dollars avec les pays occidentaux, pourrait intervenir dans les mois qui viennent.

(Publicité)

Anambra State Water Corporation,
3, Constitution Road,
PMB 01296,
Enugu, Nigeria.
5th March, 1986

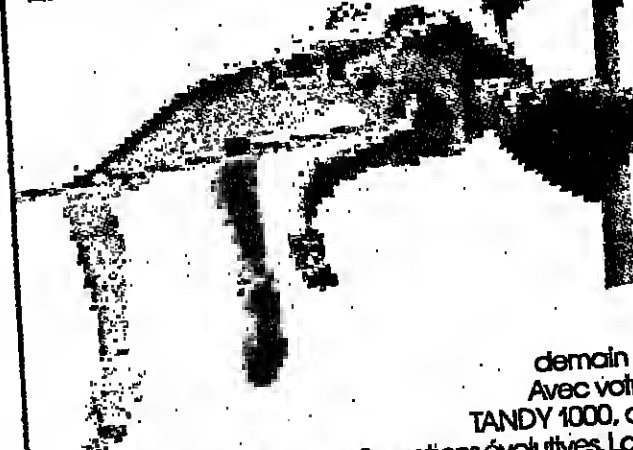
INVITATION TO TENDER FOR THE SUPPLY OF SPARES FOR MECHANICAL AND ELECTRICAL EQUIPMENT

- The Anambra State Water Corporation proposes to rehabilitate some of the Mechanical & Electrical equipment installed at the Pumping stations, for which project a number of spares will be needed. The foreign component of the cost of spares will be funded out of a loan provided by the World Bank for the Anambra State Water Supply and Sanitation Project.
- Details of spares requirements are as follows:
Spares for:
 - 1) Sumo Submersible Pumps.
 - 2) Pleuger Submersible Pumps.
 - 3) Rolls Royce Diesel Engine Model C8TFL.
 - 4) Rolls Royce Diesel Engine Model SF6ST.
 - 5) Rolls Royce Diesel Engine Model C6200 and C8TCA.
 - 6) Petbour generators.
 - 7) Elco generators.
 - 8) Electrical Switchgear.
 - 9) Parkins Diesel Engine Model 4.236 & 6.354.
 - 10) Elco Water Treatment Plant.
 - 11) JCB Excavator.
 - 12) Pont-à-Mousson Water Meters.
 - 13) Fittings for Asbestos Cement Pipes to 150 Standards.
- Tenders are now invited for supply of spares for any or all of the above items.
- Tenders will be received only from persons or firms from the territories of member countries of the International Bank for Reconstruction and Development and Switzerland and Taiwan. Expenditures for goods produced in or services provided from the territories of any country (other than Switzerland and Taiwan) which is not a member of IBRD will not be permitted and tenders contemplating such expenditures will be rejected.
- Tender documents shall be collected from the Secretary to the Corporation.
- Completed Tenders should be marked "Confidential Tender for the Supply of Spares for Mechanical and Electrical Equipment" addressed to:
The Secretary,
Anambra State Water Corporation,
3, Constitution Road,
PMB 01296,
Enugu, Nigeria.
- Tenders must be received on or before 3.30 p.m. on 2nd May.
- The Corporation is not bound to accept the lowest or any tender.

J. C. UDEAGBALA,
Secretary
Anambra State Water Corporation,
Nigeria.

La publicité ci-dessus concerne un avis d'appel d'offres pour Anambra State Water Corporation, Enugu, Nigeria, au sujet de la fourniture d'équipement mécanique et électrique.

TOUJOURS S'AMÉLIORER



TANDY 1000

Vos objectifs d'aujourd'hui, demain vous chercherez à les améliorer. Avec votre ordinateur personnel TANDY 1000, c'est facile. Il vous est désormais

proposé en 4 configurations évolutives. La version la plus complète offre un disque dur supplémentaire de 20 Mega-octets et pas moins de 640K MEV.

Le TANDY 1000 est un outil de gestion idéal qui, selon la configuration choisie, répond parfaitement aux besoins actuels de votre entreprise, avec l'assurance de pouvoir accéder au pailleur supérieur, quand le développement de vos activités l'exigera.

Le TANDY 1000 est toujours fourni d'origine avec écran monochrome vert et progiciel DeskMate™ (6 programmes en 1). Exploitant le système MS™ DOS, il offre l'accès immédiat aux logiciels les plus répandus et les plus appréciés sur le marché.



TANDY

COMPUTERS

Retournez-nous ce coupon... réponse immédiate assurée. Je désire plus d'informations sur le TANDY 1000.

Prénoms : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Localité : _____

(ou joindre votre carte de visite)
A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
Immeuble "Les 3 Fontaines" - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE

différent

هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHAMPAGNE MUMM

Le Conseil d'administration de G.H. MUMM & Co s'est réuni le 17 mars 1986, sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, pour approuver les comptes de la société mère, ainsi que les comptes consolidés du groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 1985, dont les résultats sont en très nette augmentation par rapport à l'année précédente.

Les comptes consolidés du groupe ont été élaborés conformément aux nouvelles dispositions découlant de l'application de la loi du 3 janvier 1985, la périmètre de consolidation ayant par ailleurs été légèrement modifié.

Ces comptes font ainsi apparaître, après retraitements pour ceux de 1984, les résultats comparés suivants (en millions de francs) :

	1984	1985
- Chiffre d'affaires (hors droits et taxes) ...	861 386	1 039 285
- Résultat courant avant impôt ...	58 566	152 552
- Résultat net consolidé ...	26 495	74 242
- Capacité d'autofinancement ...	35 567	85 577

Le Conseil d'administration de G.H. MUMM & Co proposera à l'Assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 12 juin prochain, le versement, au titre de l'exercice 1985, d'un dividende de F 19,00 par action, y compris l'avoir fiscal de F 6,33, aux 328 965 actions composant le capital social après l'opération de fusion du 30 octobre 1985.

Ce dividende, en augmentation de 15 % par rapport à celui de l'exercice précédent, sera payable, au choix des actionnaires, soit en espèces, soit en actions de la société, sous les conditions et selon les modalités prévues par la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983.

VOLVO

VOLVO DÉVELOPPE SES RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS INTERNATIONAUX

M. Robert Dethorrey, actuellement président-directeur général de Volvo France SA, la filiale française du groupe, est nommé senior vice-président des relations de AB Volvo, fonction nouvellement créée à compter du 1^{er} mai 1986.

VOLVO FRANCE, L'ÉVOLUTION DE CES DERNIÈRES ANNÉES

Pendant la période allant de 1978 à 1985, Volvo France SA a vu progresser son chiffre d'affaires de 800 millions de francs à 3 milliards. Ses parts de marché ont fortement progressé ainsi que la rentabilité de son ensemble de ses produits.

GRUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

S.A. DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE FRANÇAISE « C.A.I.F. »

Lors de sa réunion du 18 mars 1986, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1985, qui font ressortir un bénéfice net de 34 431 681 F contre 32 420 877 F en 1984.

Le conseil proposera à l'assemblée du 6 mai 1986 la mise en paiement, à partir du 20 mai 1986, d'un dividende de 35 F assorti d'un avoir fiscal de 17,50 F, soit un revenu global de 52,50 F par action, qui s'ajoutent aux 648 000 actions composant le capital au 31 décembre 1985.

Il est rappelé que le dividende par action de 1984 avait été fixé à 33 F, assorti d'un avoir fiscal de 16,50 F, soit un revenu global de 49,50 F.

Le conseil proposera à l'assemblée la nomination de trois nouveaux administrateurs en remplacement de MM. Jacques Mayoux, Jean-Noël Bongrain et Roger Lacour, qui ont remis leurs mandats d'administrateurs à disposition.

Le conseil demandera, enfin, le renouvellement des mandats d'administrateurs de MM. Bernard Aubergier, Guy de la Motte Bouloin et Gérard Pélissier.

Francic la Sicav France

Des actions françaises pour bénéficier de la vigueur des entreprises françaises.

Un investissement de qualité : + 18,09 % par an depuis sa création*.

Des avantages fiscaux (Monory, CEA).

Allez, Francic !...

* Performance annualisée depuis septembre 1978 incluant le réinvestissement des coupons nets jusqu'au 27.2.1986

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR INSTALLATION DE MATÉRIEL ÉLECTRICITÉ ET INSTRUMENTATION

Les INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL (I.C.S.) réalisent sur financement de la BANQUE MONDIALE une usine de valorisation de résidus fins de phosphore au Sénégal.

La présente annonce concerne la fourniture, le montage et la mise en service du matériel électrique instrumentation de l'usine ci-dessus située à Darou-Khroukous (Sénégal).

L'équipement comprend essentiellement :

- un tableau de contrôle et de commande ;
- des châssis de réglages ;
- l'éclairage ;
- des circuits de terre ;
- des boucles de mesure et de contrôle ;
- les câblages correspondants.

Les sociétés intéressées par cet appel d'offres pourront retirer le dossier correspondant contre remise d'une participation de 500 FF ou 25 000 F CFA à l'une des adresses ci-dessous, à partir du 17 mars 1986.

Elles auront à remettre leur offre dans les conditions et au délai indiqués dans le dossier d'appel d'offres.

- INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL
M'BAO (Sénégal) ; télex : 287.

- INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL
62, rue Jeanne-d'Arc, 75646 Paris, Cedex 13.
Télex : 200181.

JEUNEPARGNE

LA SICAV DES JEUNES

Après le « Compte Jeunes », les banques du groupe CIC poursuivent leur politique « jeunes » en lançant une formule de placement : la SICAV Jeunepargne.

Composée en majorité d'obligations, cette SICAV constituera un placement sûr dont la rentabilité sous la forme de plus-value devrait être supérieure à celle d'une épargne classique. D'un nominal de 200 F, elle sera accessible à tous les jeunes. Il est prévu le versement d'un coupon très faible pour éviter d'alourdir la situation fiscale des parents.

Avec cette SICAV et l'information qui leur sera destinée, les jeunes auront la possibilité de s'inscrire à la Bourse, soit en achetant des SICAV Jeunepargne eux-mêmes, soit en la recevant comme cadeau de leurs parents, grands-parents.

L'initiative des banques du groupe CIC montre la volonté toujours plus affirmée de donner aux jeunes les moyens de comprendre et de participer à la vie financière.

Le conseil d'administration de Jeunepargne est présidé par M. Michel Angé, directeur général adjoint de la Société Lyonnaise de Banque.

La composition du conseil d'administration de Jeunepargne est la suivante : Société Lyonnaise de Banque, Crédit Industriel et Commercial de Paris, Société Nancéenne de Crédit Industriel et Commercial, Société de Crédit Industriel et Commercial de Normandie, Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial, Banque Régionale de l'Ain, Banque Transatlantique.

AXA

40, rue du Colisée, 75008 Paris
Tél. : (1) 45-62-57-10

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DROUOT - BAYAS TUDJUH sur les actions PROVIDENCE S.A.

Le groupe AXA fait connaître qu'il transmet aux autorités du marché le texte de l'assignation délivrée par la Providence S.A. contestant la validité de son offre.

Celles-ci ont maintenant le déroulement de l'offre publique en cours selon les modalités prévues.

En outre, AXA va saisir les tribunaux afin d'obtenir réparation du préjudice que lui cause cette assignation.

BANQUE TRANSATLANTIQUE

Dans sa séance du 17 mars 1986, le conseil d'administration de la Banque transatlantique, réuni sous la présidence de M. Philippe Aymard, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui font ressortir un bénéfice net de 17 211 643,64 francs (comprenant 408 621,48 francs de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale), contre 16 655 945,74 francs (dont 1 250 039,23 francs de plus-values nettes à long terme).

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 21 mai prochain, de distribuer un dividende de 11,50 francs par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,75 francs) égal à celui de l'année précédente.

A l'issue de cette assemblée, une assemblée générale extraordinaire se tiendra afin de donner au conseil d'administration l'autorisation de porter le capital social, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de 150 000 000 de francs.

ÉNERGIE

LA RÉUNION DE L'OPEP A GENÈVE

L'absence de confiance entre les membres de l'OPEP rend difficile un accord

De notre envoyée spéciale

Genève. — Après trois jours d'espérance, le pessimisme a repris le dessus à Genève. Passées les déclarations d'intention, l'OPEP piétine, bute même, dès qu'elle entre dans le concret. Il était facile aux treize pays membres de s'entendre sur la nécessité de principe de réduire la production pétrolière pour assainir le marché et redresser les prix. Il l'est moins de savoir qui fera les sacrifices nécessaires. L'absence de confiance rend l'exercice difficile.

Quel jeu jouent l'Arabie saoudite et le Koweït, s'interrogent les partisans des deux pays du Golfe ? Non sans quelque raison. Après avoir trois jours durant manifesté avec une insistance et une emphase presque suspectes une volonté de concorde et un optimisme surprenant, en égard à leurs déclarations précédentes, les deux États ont brutalement changé de ton mercredi. Aux promesses — de redressement des prix — ont succédé des menaces à peine voilées : n'oyer le marché en cas d'échec.

C'est à prendre ou à laisser, a déclaré en substance le ministre koweïtien du pétrole au journal *Al Qabas* dans une interview publiée mercredi : les autres pays de l'OPEP ont le choix entre notre offre de revenir aux quotas précédents et l'échec, et dans ce dernier cas « nous serons les seuls à ne pas être perdants ».

Pour les partisans du Koweït et de l'Arabie saoudite, le « choix » n'est pas aisé. La baisse proposée par les deux États, relativement faible, n'a, en effet, quasiment aucune chance de redresser les prix du brut, au moins à court terme. Il leur faudrait donc, s'ils acceptent, revenir à leurs anciens quotas, et réduire leur production sans pouvoir espérer des revenus supplémentaires résultant d'une hausse des prix. Mais s'ils refusent les propositions saoudiennes, ils risquent de provoquer un nouvel effondrement des cours qui les pénaliseraient encore plus.

De là à penser que les deux États du Golfe, après avoir fait écho de leur bonne volonté pour éteindre toute critique, s'emploient à provoquer l'échec, il n'y a qu'un pas. Il est d'autant plus vite franchi que tant le Koweït que l'Arabie saoudite ont, semble-t-il, déjà pris les devants en se préparant à l'échec. Le premier, depuis peu, poussé sa production au-delà de 1,5 million de barils par jour, et même, selon des sources diplomatiques du Golfe, près de 1,8 million, soit deux fois son quota (0,9 million). Le royaume wahabite, lui, aurait proposé, selon le vice-président d'une petite compagnie américaine, à ses clients d'améliorer nettement ses conditions de vente (les accords dits de « *net-back* »), s'ils acceptent d'accroître sensiblement, voire dans certains cas de doubler, les volumes enlevés. On comprend donc les soupçons de leurs partenaires, ce qui les conduit à dur-

cir leur position et à réclamer des coupes très importantes, certes plus difficiles à répartir et à appliquer, mais assurées de redresser les prix.

L'ombre de la guerre

Du côté saoudien et koweïtien, la méfiance est tout aussi grande. « Si on fait un accord trop ambitieux, il ne tiendra pas plus de trois semaines. Tout le monde trichera », assurent mercredi un délégué koweïtien. La tournure prise par les négociations, il est vrai, de quoi renforcer leur pessimisme quant au sérieux de leurs partenaires. Au cours des discussions bilatérales, les blocages sont vite apparus : l'Iran a refusé net toute augmentation du quota irakien alors que l'Irak n'accepte de réduire sa production comme tout le monde que si un quota « normal », donc supérieur, lui est alloué. Le Venezuela et la Compagnie nationale d'Abou-Dhabi refusent toute baisse de leur production, l'Équateur a expliqué qu'il s'en tire mieux avec une production maximum et des prix faibles, que dans l'hypothèse inverse, etc.

« La leçon n'a pas suffi. Les mentalités n'ont pas changé », conclut mercredi le délégué koweïtien. « L'histoire des trois dernières années le montre : le marché ne croît plus à l'OPEP, et il a raison. Pour l'assainir durablement, il faut un accord crédible... ou une nouvelle leçon ! Mais nous n'attaquerons pas en traitant... »

« Tout le monde veut un accord, assurait de son côté un expert, M. Ali Laoussine. Mais certains souhaitent un analogue qui soulagera vite la douleur mais durera peu, tandis que d'autres veulent un pacte solide, plus concret, qui s'attaquera aux racines du mal. Est-ce bien sûr ? Derrière les arguments économiques et pétroliers se profilent des considérations politiques qui pèsent sans doute tout aussi lourd. L'ombre de la guerre du Golfe plane sur la conférence. Mardi 18 mars, l'émir du Koweït a rencontré secrètement à Ryad le roi Fahd d'Arabie saoudite. Cette rencontre au sommet inhabituelle — la dernière remontait à trois ans — montre l'inquiétude des États du Golfe face à la montée des menaces irakiennes : la République islamique vient en effet de faire savoir qu'elle attaquerait systématiquement tous les pétroliers allant ou venant des deux États tant que ceux-ci soutiendraient l'insécurité de l'Irak. Cette réunion coïncide aussi avec le durcissement du ton saoudien et koweïtien à l'OPEP. Les deux pays sont clairement tiraillés entre le désir de ne pas provoquer l'adversaire et le souhait d'en finir au plus vite. D'où le souci de se justifier en assurant l'OPEP de leur bonne volonté. D'où aussi, peut-être, la tentation d'utiliser l'arme du pétrole pour couper les vivres à l'Iran en provoquant un nouvel effondrement des prix... »

VÉRONIQUE MAURIS.

Correspondance et "service secret" par micro-ordinateur...

Déjà 5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur, demain pourquoi pas vous ?

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, expédier, recevoir des messages, c'est le véritable pouvoir de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

« on MINITEL »

A l'aide d'un simple petit terminal, appelé « boîte », vous, déplacement dans le monde, MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24h sur 24. Gagnez sur 2 fronts : économie et rapidité avec MISSIVE, l'avant-garde de la communication. Remarque : la documentation à : F.C.R. - 124, rue Moussier 75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 77

ETRANGER

Hong-Kong : atouts et menaces

Hong-Kong a trois atouts : géographique, économique et technique. Et un handicap : son retour dans le giron chinois en 1997. *Science et Vie Économique* nous en fait la visite guidée dans son numéro d'avril.

Quelle est la troisième place financière du monde, derrière Londres et New York ? Hong-Kong. Mais ses 500 établissements financiers ne lui ont pas fait oublier le poids des traditions : à sa bourse des valeurs, inaugurée il y a trois mois, des aquariums abritant des poissons sacrés et bienfaisants trônent à l'ombre des terminaux et des écrans cathodiques.

Mais ses puissances sacrées s'empêcheront pas Hong-Kong de devenir une ville chinoise à part entière dans onze ans, le 1^{er} juillet 1997. Qu'advient-il-il alors de Hong-Kong malgré la promesse de la Chine d'y maintenir pendant cinquante ans au moins l'actuel système économique ?

Suivons le guide... Hong-Kong jouit avant tout d'une situation géographique exceptionnelle, à l'orée du marché chinois et au centre d'un pentagone de l'endettement asiatique formé par la Corée du sud, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie et la Thaïlande.

Deuxième atout : la législation en vigueur est remarquable par son absence totale de contrôle des changes. Une disposition très appréciée des financiers de tous les pays.

Troisième atout : Hong-Kong dispose d'une infrastructure technologique sophistiquée, grâce notamment à son réseau de télécommunications inter-

bancaires qui assure la compensation automatique des paiements tant nationaux qu'internationaux.

Enfin, à l'heure de l'ouverture de la Chine populaire sur le monde extérieur, les banques présentes à Hong-Kong développent leur activité de financement des flux commerciaux internationaux. Hong-Kong retrouve ainsi sa vocation d'entrepôt qui a longtemps constitué son activité principale.

Beaucoup d'atouts et une menace. Un point d'interrogation sur fond de bonne santé économique : telle apparaît Hong-Kong à l'issue de ce voyage.

Paul Louis

TOUT SUR SCIENCE ET VIE ÉCONOMIE

Si vous voulez en apprendre davantage, courez acheter *Science et Vie Économique* chez votre marchand de journaux. Au sommaire d'avril, entre autres sujets : « Les milliards de la Charité », « La franchise », « Profitez également de quatre jours de rendez-vous à l'automne » avec Gilles Conille, rédacteur en chef de *Science et Vie Économique*, sur Europe 1 du jeudi 20 au mardi 25 mars juste avant 19 heures et, pour les couche-lard, ce rendez-vous est reporté un peu avant 22 h 30.

E.D.F. - H.L.M.

(Publicité)

Des efforts communs pour réduire les charges des locataires

La maîtrise des charges locatives dans le secteur de l'habitat social est un impératif prioritaire et ce sont plus particulièrement les dépenses de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire qui pèsent le plus lourdement sur ce budget.

Pour favoriser cette maîtrise, l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré (U.N.F.O. - H.L.M.) conduit depuis plusieurs années une politique de diversification des énergies utilisées dans les chaufferies d'immeubles collectifs. Dans le cadre de cette campagne nationale, l'Union des H.L.M. a prolongé pour 1986 la convention signée il y a un an avec E.D.F., une convention qui va faciliter la réduction des charges de chauffage de 12.000 logements grâce à la mise en place de solutions électriques en complément d'installations fioul existantes.

Cet accord entre E.D.F. et l'Union des H.L.M. confirme la sagesse des organismes sociaux qui choisissent ainsi des solutions d'avenir, expérimentées, sûres et fiables.

Ces solutions dites "Bi-Energie" optimisent l'utilisation de deux énergies : l'électricité et le fioul.

Quel que soit le contexte énergétique à venir, elles seront toujours performantes laissant aux gestionnaires la possibilité d'utiliser à chaque instant l'énergie la plus rentable, non seulement en fonction des conditions climatiques mais aussi des données économiques et tarifaires en vigueur.

DES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES

Les relations entre E.D.F. et l'Union des H.L.M. établies sur des bases saines et transparentes, leurs volontés associées pour améliorer la situation des locataires ont permis aux deux établissements de s'engager dans un accord signé le 18 mars 1986 selon les principales conditions suivantes :

— L'Union des H.L.M. s'engage à installer en une année

des pompes à chaleur en relève de chaufferies existantes dans les chaufferies collectives (Perche C) pour 12.000 logements et à mettre en place des solutions électriques pour la production d'eau chaude sanitaire pour 10.000 logements.

— De son côté E.D.F. s'engage à faciliter le financement de ces installations.

Une nouveauté à signaler dans cette convention : l'expérimentation des chaufferies électrofioul collectives sur quelques sites.

L'attrait économique de ces techniques et la bonne qualité des références existantes expliquent l'intérêt des organismes H.L.M. pour les solutions Bi-Energie et plus spécialement pour la pompe à chaleur qui, depuis plusieurs années, prouve sa performance énergétique.

Les aides financières d'Electricité de France prévues dans cet accord leur en facilitent l'accès et les réalisations.

Aujourd'hui, des associations régionales H.L.M. ont déjà prévu pour 1986 plusieurs programmes de logements dont le chauffage sera assuré par des pompes à chaleur.

Par exemple, la région Centre, pilote de la matière, prévoit après un examen des logements encore chauffés au fioul, des installations Perche C pour 4.000 d'entre eux. En Franche-Comté une réalisation mise en service en 1984 a engendré plusieurs études actuellement en cours et tout a fait encourageantes.

E.D.F. : LA MAÎTRISE DES TARIFS

L'électricité est une énergie nationale produite pour une part importante (71 %) par des centrales nucléaires. Il est donc possible d'en prévoir les coûts de production sur dix ou quinze ans et de définir alors la structure des tarifs E.D.F. à l'abri des fluctuations du fioul et du dollar.

Cette stabilité favorise un aménagement prévu par le Contrat de Plan pour diminuer de 1 % par an en francs courants, les prix de l'électricité.

Cette énergie présente une garantie des coûts rassurante pour tous ceux qui doivent décider de programmes d'investissement en chauffage pour plusieurs années.

En effet, les pompes à chaleur ont un coefficient de performance élevé puisqu'elles délivrent environ deux à trois fois plus d'énergie qu'elles n'en consomment pour fonctionner.

Par ailleurs, Electricité de France propose un tarif "Effacement Jours de Pointe" (E.J.P.) qui traduit une association entre E.D.F. et l'utilisateur. L'utilisateur bénéficie d'un prix réduit pendant la

quasi totalité de l'année. En contrepartie, pendant vingt-deux jours correspondant aux périodes de pointe, le prix est beaucoup plus élevé. Pendant les heures de pointe, un système d'asservissement déconnecte automatiquement les équipements électriques des solutions Bi-Energie et les chaufferies fioul prennent le relais.

Ainsi, cet accord avec l'Union des H.L.M. permet à E.D.F. de mettre à la disposition des occupants du secteur social une énergie économique et d'avenir, de réduire leurs charges et d'accroître leur confort.

H.L.M. : UN CHOIX JUSTIFIÉ

L'Union des H.L.M. représente 1.062 organismes d'H.L.M. répartis en offices, sociétés anonymes, sociétés de crédit immobilier, sociétés coopératives. Les offices et les sociétés anonymes d'H.L.M. qui réalisent notamment des logements destinés à la location gèrent 3 millions de logements.

Le mouvement H.L.M. conduit depuis plusieurs années une politique active dans le domaine de l'énergie :

— Evaluation de l'état du patrimoine H.L.M. et de ses immeubles, grâce à la réalisation de diagnostics spécialisés financés avec l'aide de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie (A.F.M.E.).

— Amélioration de la gestion de l'énergie grâce à la mise en œuvre de "bons contrats" d'exploitation avec intérêtés-

ment aux résultats et transparence des consommations.

— Réalisation de travaux d'amélioration adaptés, des plus légers (mise en place de régulation par exemple) aux plus lourds (tels que changement de chaufferies, isolation thermique par l'extérieur).

— Diversification des énergies consommées en chaufferies en remplaçant le fioul par d'autres énergies moins vulnérables.

Toutes ces dispositions ont pour seul objectif la réduction de la facture globale des locataires.

La convention signée par l'Union des H.L.M. avec E.D.F. répond bien aux attentes des organismes H.L.M. et de leurs usagers :

— L'électricité représente une sécurité tarifaire à long ter-

mais en diminuant la quittance de leurs locataires.

Ces prêts ne représentent qu'une partie du financement des travaux, le complément étant assuré par :

— les subventions d'Etat : PALULOS (Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale) ou FSGT (Fonds Spécial Grands Travaux) accordés pour des gros travaux de réha-

bilitation ou les subventions dites "petits travaux".

— les primes d'Electricité de France.

— des aides régionales dans certains cas.

Cette réduction de la facture globale des locataires grâce à la mise en place des solutions Bi-Energie, est un moyen d'améliorer la solvabilité des locataires et le rapport qualité/prix des logements.

Par cette convention l'Union des H.L.M. contribue à l'effort fait pour équilibrer la balance commerciale de notre pays, car l'utilisation des "kWh" électriques produits en France diminue les importations de fioul.

Pour tous ces points, ce protocole d'accord mérite d'être suivi par le maximum d'organismes H.L.M.

UNE GAMME DE SOLUTIONS ADAPTÉES

Pour les immeubles collectifs il existe une gamme de solutions Bi-Energie qui répondent à tous les cas de figure pouvant être rencontrés dans le patrimoine des H.L.M. : taille des immeubles, zone climatique, orientation et possibilités d'isolation.

PERCHE C

Cette technique consiste à greffer sur le circuit d'eau de retour du chauffage central une ou plusieurs pompes à chaleur qui viendront en relève des chaufferies fioul existantes.

Le système Perche satisfait alors les besoins de chauffage en choisissant d'utiliser selon les températures extérieures, et les données tarifaires en vigueur, l'énergie la plus intéressante et la mieux adaptée à chaque situation.

La pompe à chaleur peut assurer seule les besoins de chauffage (en demi-saison), ou bien fonctionner simultanément avec la chaufferie fioul, ou enfin s'arrêter complètement pour laisser la chaufferie fioul assurer seule le chauffage lorsqu'elle fonctionne à son meilleur rendement en période froide.

Les pompes à chaleur utilisent l'énergie électrique pour transférer dans le réseau de chauffage la chaleur gratuite puisée dans l'air ou dans l'eau (nappes aquifères, eaux courantes, lacs...).

Perche C est un système particulièrement performant

qui permet de réaliser de réelles économies en francs sur le budget chauffage et une réduction de la consommation initiale de fioul de 60 à 80 %.

Ces économies associées de montages financiers appropriés rentabilisent rapidement l'investissement Perche C avec des temps de retour qui, selon les réalisations effectuées depuis plusieurs années, s'échelonnent entre quatre et six ans.

Ces résultats sont aisément obtenus grâce à la fiabilité d'un matériel régulièrement entretenu.

L'Union des H.L.M. prépare pour ses adhérents un modèle de contrat d'exploitation décrivant en détail les opérations de maintenance qui doivent être effectuées régulièrement pour assurer le bon fonctionnement du système Perche C.

CHAUDIERE ÉLECTROFILOU

C'est à titre expérimental et sur quelques sites que ce système sera mis en œuvre par les H.L.M. Le principe est simple, il s'agit d'associer une chaufferie électrique à une chaufferie fioul existante.

Une régulation automatique pilote les deux chaufferies.

L'intérêt de ce système électrofioul en collectif est lié au tarif E.J.P. proposé par Electricité de France.

Ainsi, la chaufferie électrique fonctionne en priorité pratiquement toute l'année, la chaufferie fioul étant utilisée seule pendant les vingt-deux jours chargés.

Les premières réalisations effectuées dans des immeubles collectifs ont permis de dégager des économies en francs plus réduites que celles obtenues avec Perche C, mais pour un coût d'investissement plus faible.

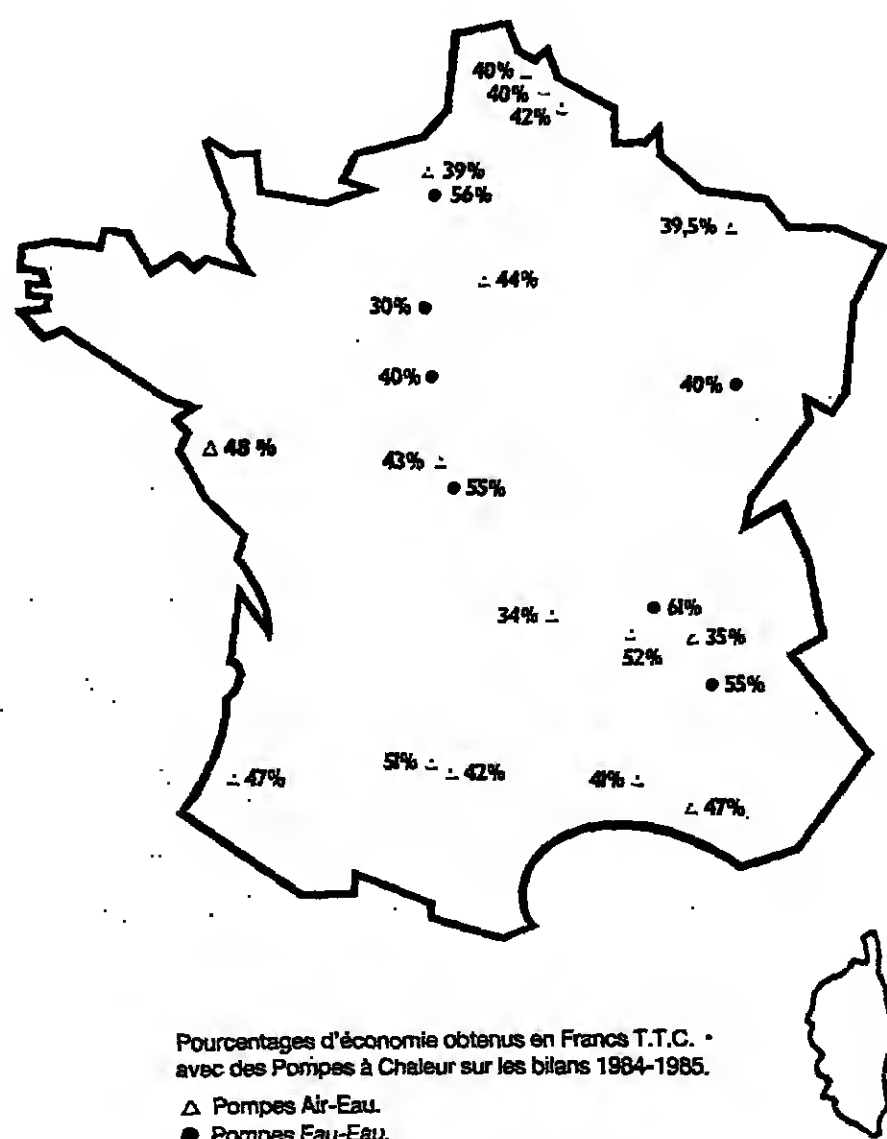
PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE

Actuellement, dans de nombreux immeubles collectifs, l'eau chaude sanitaire est produite toute l'année par une chaufferie fioul qui assure également les besoins de chauffage. L'hiver, cette solution est satisfaisante car la chaufferie fioul fonctionne à son meilleur rendement.

Il n'en est pas de même hors période de chauffage, le rendement de la chaufferie fioul étant beaucoup plus faible.

Le rendement constant des solutions électriques et les tarifs bien adaptés d'Electricité de France rendent très attractive et intéressante la production d'eau chaude sanitaire par l'électricité.

Plusieurs techniques existent et s'adaptent à toutes les situations qui peuvent être rencontrées dans le patrimoine H.L.M.



مركزنا من الأصل

AVANT LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES EN RFA

M. Kohl affirme qu'il ne laissera pas « tomber les paysans »

de nombreux exploitants de maintenir une activité agricole secondaire tout en ayant l'essentiel de leur revenu ailleurs. La taille des exploitations est au coup restée très basse : 16 hectares en moyenne, et même 14 en Bavière, contre 27 hectares en France.

Il en est résulté une agriculture beaucoup plus intensive qu'en France. L'agriculture allemande est de loin la plus mécanisée des pays européens, avec une moyenne en 1981 de 352 chevaux-tracteur pour 100 hectares, contre 169 en France. Elle n'est battue pour ce qui concerne la consommation d'engrais que par la Belgique et les Pays-Bas, qui pratiquent un type d'exploitation beaucoup plus spécialisée sur des créneaux bien spécifiques, comme l'élevage du porc ou le lait.

L'abolition du système des montants compensatoires et les menaces prises par la CEE pour endiguer les surplus communautaires (réduction des prix d'intervention pour les céréales et établissement des quotas laitiers) ont brutalement placé la RFA au pied du mur. Le lobby agricole, extrêmement puissant dans les milieux chrétiens et surtout chrétiens sociaux de Bavière, a mené à bout de bras le poids au nom du maintien de l'exploitation familiale. Même si la situation est principalement critique dans le sud du pays, où les petits paysans sont extrêmement nombreux, les grandes pro-

La densité de la population allemande, plus du double de la française, et celle du réseau industriel, parti de façon beaucoup plus homogène, ont un double effet : non seulement elles pèsent sur la disponibilité des terres (leur prix est près de trois fois plus élevé qu'en France) mais aussi celui de la location est en moyenne de 360 DM par hectare, incomparablement supérieur à celui des meilleures terres à bief françaises), ce qui leur permet de développer à

(1) Entre 1969 et 1985, la production française de colza est passée de 513 000 tonnes à 1 385 000 tonnes, celle du tournesol de 32 000 tonnes à 1 389 000 tonnes. Entre 1975 et 1985, la production de soja est passée de 2 900 tonnes à 45 000 tonnes.

Cédant aux pressions, le ministre des finances avait accepté en 1984, contrairement à tous ses principes, d'autoriser budgétairement, d'inscrire à son budget une somme de 19 milliards de DM d'ici à 1991, sous forme de ristournes fiscales, pour compenser le démantèlement des montants compensatoires. L'année suivante, le ministre de l'Agriculture, M. Ignaz Kiechle (CSU), avait opposé son veto aux propositions de prix de la commission pour la campagne 1985-1986. Et avant le prochain round de négociations communautaires, prévues en septembre, il a déjà fait savoir qu'il s'opposerait à toute diminution des prix indicatifs pour les céréales.

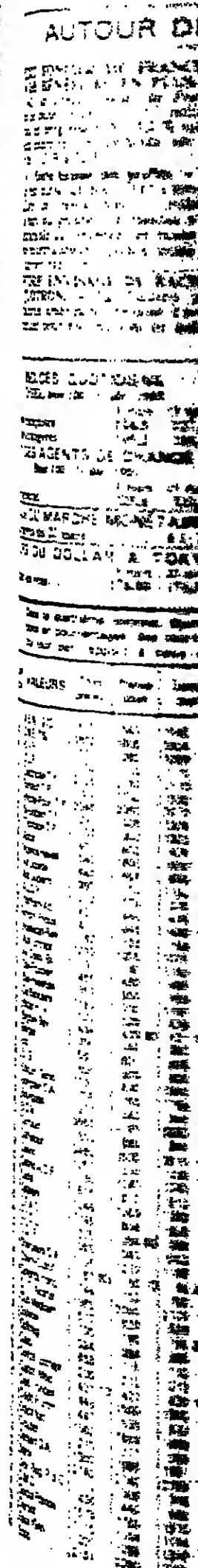
Ces mesures ne suffisent pourtant pas à la puissante Fédération de

Bien que la rumeur d'une aide supplémentaire de 1 milliard de DM apportée par la Fédération de l'agriculture ait été aussitôt démentie, le chancelier Helmut Kohl a affirmé au cours d'une conférence de presse le 6 mars, qu'il ne laisserait pas « tomber les paysans ». Les parties de la majorité sont toutefois bien en peine de pouvoir élaborer un plan cohérent pour se sortir de la situation. Sans vouloir remettre en cause le rôle du marché dans la fixation des prix, les responsables de la CDU-CSU et de l'Union libérale ont miroité toutes sortes d'aides indirectes, allant de subventions pour la production de biocarburants à l'exemption de la taxation des exploitations non rentables en jardi-

Dans un document rendu public la semaine dernière, la CDU vient ainsi de proposer de payer les agriculteurs âgés qui accepteraient de ne plus cultiver leurs terres tout en continuant de les entretenir à des fins écologiques ou forestières. Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Gailus (libéral), propose pour sa part, en l'un des deux textes, c'est-à-dire l'obligation de cultiver, de verser aux occupants dans les bonnes terres, à laisser chaque année en repos une partie de la surface de leurs exploitations. Comme il n'est pas question, affirme M. Gailus, d'en revenir à une « rationalisation de la politique agricole commune », toutes ces mesures devraient s'appliquer à l'ensemble des terres à être, au cours des prochaines années, abandonnées par les agriculteurs. Dans un autre article, le

HENRI DE BRESSON

CM



*Le billet Air France sur Le Soleil Levant, c'est aussi une Classe Club a grande et de nouveaux fauteuils en Première Classe.
Le billet Air France sur Paris-Tokyo sans escale, c'est l'efficacité au service des hommes d'affaires.*

Le billet tous services

**Si je t'aime
prends garde à toi**

Il faut toujours qu'ils se ramènent, les Anglais. Là, ils sont excités comme des poux. Le prince Andy est fiancé. A une belle roussie. Les noces seront célébrées cet été. Ici on parlerait plus que de ça. Ça qui se trouve ici, ils s'en fichent royalement. Ils me font bien merder. Buckingham n'a pas le privilège des amours célèbres. Vous avez vu

L'autre est très embêté. Il va pas rompre pour un Lecanuet ou un Daillly. Seulement voilà, son Minni fait des caprices. Léotard, ça va pas non plus. Il sort gamin pour jouer avec des illuminés, alors le mariage s'annule.

Après la nuit blanche passée par Chirac dans l'espoir d'un coup de fil de Mitterrand, hier après-midi, c'était au tour de mon Mimi de faire les cent pas dans son bureau, innu-
 tin. I Et puis, vous savez ce que c'est les copains, quand on aime. Vous en écoutez un, les autres répliquent. Ça fait des scènes, des reproches, des menaces à n'en plus finir.

Vous comprenez, ce qui

Nouveaux risques de famine en Ethiopie

L'Ethiopie où, selon l'UNICEF, 1 000 enfants meurent de faim cha-

que jour, pourrait connaître une nouvelle famine grave en 1986 si des denrées alimentaires ne parviennent pas rapidement dans les régions les plus affectées par la sécheresse, a déclaré, mardi 18 mars, un porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance, M^{me} Schellinski.

« Ce qui a été récolté a déjà été utilisé. Quelques vivres sont achetés, mais pas en quantités suffisantes et il n'y a pas assez de stocks disponibles. Les perspectives sont très maussades », a-t-elle indiqué, ajoutant : *« Nous avons besoin de 20,5 millions de dollars cette année pour nous maintenir à flot ».*

L'ONU estime que l'une des prio-

L'UNICEF évalué à 6 millions le nombre de personnes qui seront affectées par la sécheresse en Ethiopie, cette année. D'autre part, selon un rapport publié à Dakar par le bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique, entre 1979 et 1980, l'Afrique sera touchée directement ou indirectement par les conséquences de la sécheresse, même si une bonne saison de pluies va permettre d'atténuer les ravages et les épidémies. Les besoins en secours, regroupements de population (3 millions de personnes ont été déplacés l'année dernière, dont 2,2 millions dans ces quatre pays). Depuis le 30 janvier dernier, a-t-il indiqué, 200 millions de dollars ont été rassemblés. Les besoins s'élèvent à 1,2 milliard de dollars, à environ 680 millions de dollars. — (AFP, Revue).

La commission agricole de l'Assemblée européenne rejette les propositions de prix pour 1986-1987

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La commission de l'agriculture du Parlement européen a rejeté le 19 mars les propositions

Pour les produits laitiers, l'Assemblée de Strasbourg refuse la baisse (4 %) du prix garanti du beurre et demande la suppression de la taxe de consouvenance (2 % du prix indicatif du lait). L'Assemblée estime en effet que les producteurs laitiers

Inquiets de l'évolution dramatique du revenu des agriculteurs qui ne leur permet pas pour les petits et moyens exploitants, de vivre européens, refusant, en règle générale, le principe d'une reconnaissance des prix actuels. Ils se proposent maintenant de faire passer les produits élevés (produits laitiers, volailles, viande bovine), en faveur de la production, suffisamment pénalisant pour permettre un retour à l'équilibre du marché. En effet, ce n'est pas la viande bovine, les produits européens, qui sont les plus favorables au projet de la Commission: gel des prix, suppression, en novembre 1967, de l'intervention autorisée, qui a permis d'obtenir le bénéfice des éleveurs spécialisés.

(1) A ce sujet, deux députés socialistes français, MM. Louis Eyraud et Bernard Thureau, ont protesté contre le fait que les prix de revient ne soient pas les places de rapporteurs pour les prix agricoles, aussi bien dans la Commission de l'Agriculture que, pour avis, dans les autres commissions.

Le Monde Infos-Spectacles

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES - DISQUES

Le numéro du « Monde »
daté 20 mars 1986

A B C D E F G H

...and the ...
